

Le nœud gordien macédonien

Plusieurs pays européens, dont la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, ont décidé, jeudi 16 décembre, d'établir des relations diplomatiques au plus haut niveau avec la Macédoine. Ainsi a été tranché le nœud gordien qui entravait un commerce diplomatique normal avec cette ancienne République yougoslave devenue indépendante en mars 1992.

Recommandée par la « commission Badinter », chargée d'évaluer l'éligibilité des anciennes Républiques fédérées au statut d'États souverains et internationalement reconnus, l'admission de Skopje dans le concert des nations se heurte à la violente hostilité de la Grèce. Athènes ne voulait pas admettre que son voisin septentrional utilisât une dénomination qu'elle estimait réservée à sa province du Nord en raison de l'hellénité profonde de la civilisation macédonienne depuis les grands rois, Philippe et Alexandre. Ce conflit historico-éminemment, s'il ne se déroulait dans une région à hauts risques, pourrait prêter à sourire.

LES imprécations grecques, pour théâtrales qu'elles soient, ne doivent cependant pas être prises à la légère. Le retour au pouvoir d'Andreas Papandréou s'est accompagné d'un notable durcissement de la politique étrangère d'Athènes sur cette question, marqué par un ajournement « sine die » des négociations engagées à New-York avec Skopje sous l'égide des Nations unies. En s'envenimant, ce conflit, « secondaire » au regard de ce qui se passe en Bosnie, risque de mettre un peu plus en danger une stabilité déjà bien fragile dans les Balkans.

Le geste des Européens est-il de nature à calmer ce jeu dangereux ? En signalant aux dirigeants d'Athènes que l'Union européenne - dont la Grèce doit prendre la présidence le 1^{er} janvier prochain - ne se laissera pas entraîner dans une affaire plus que douteuse, les principales chancelleries européennes font œuvre salutaire. Les outrecuidances verbales du ministre grec des affaires étrangères, Théodore Pangalos, envers l'Allemagne n'ont pas provoqué de fissures dans la solidarité des autres pays européens, bien au contraire. Paris, qui était jusqu'à la principale défenseur des positions grecques, particulièrement chères au cœur de François Mitterrand, a cette fois-ci suivi sans rechigner ses partenaires, notamment un chancelier Kohl bien décidé à ne pas laisser Skopje rester la Cendrillon diplomatique de l'ex-Yougoslavie.

RESTE qu'il faudra bien, un jour, qu'un compromis soit trouvé, qui ne laisse pas les Grecs avec le goût amer de la défaite totale : la formule « Ancienne République yougoslave de Macédoine » (en abrégé FYROM), utilisée lors de l'admission de ce pays à l'ONU, est rejetée par l'une et l'autre partie. Il conviendra d'en trouver une autre. Un premier geste d'apaisement pourrait être accompli par Skopje : l'abandon du drapeau rouge orné du soleil de Vergine, cet emblème appartenant sans conteste au patrimoine de la Macédoine hellénique.

page 3

Sans entraîner une baisse du chômage

La reprise économique pourrait s'affirmer en 1994

La situation de l'économie française pourrait s'améliorer au début de l'année prochaine, estime l'INSEE, qui vient de publier ses dernières prévisions. La production industrielle recommencerait à croître lentement, entraînant une modeste reprise de la production nationale au rythme annuel de 1,2 %, insuffisante pour empêcher le chômage de continuer à augmenter. Ces perspectives pourraient inciter les chefs d'entreprise à investir davantage. Restent deux inconnues : l'évolution de l'économie allemande et le comportement des consommateurs. Les échecs de Noël ne montrent pas de regain de confiance.

La situation de l'économie française pourrait s'améliorer au premier semestre 1994, estime l'INSEE. Mais l'éclaircie serait d'abord si ténue et si dépendante de la conjoncture en Allemagne que la véritable reprise ne se produirait que plus tard. Conscient de la fragilité de la situation, le gouvernement a renoncé à tout prélèvement fiscal supplémentaire pour financer sa politique sociale.

« Le retournement conjoncturel de l'économie française est en cours », écrit l'INSEE dans sa dernière note de conjoncture rendue publique jeudi 16 décembre. « Les conditions d'un redémarrage de la production sont en passe d'être réunies ». Selon l'INSEE, le PIB (produit intérieur brut) devrait croître de 0,3 % par trimestre d'ici à l'été prochain, soit à un rythme de 1,2 % l'an « avec une tendance à l'accélération ». Pour autant, l'Institut de la statistique ne s'estime pas la reprise déjà à : « Ce raffermissement ne peut encore être considéré comme une véritable reprise ».

ALAIN VERNHOLLES
Lire la suite page 21



Grèves dans les établissements publics et manifestations

M. Mitterrand se déclare « choqué » par le vote sur la loi Falloux

La président de la République a vivement reproché au gouvernement, vendredi 17 décembre à Céret (Pyrénées-Orientales), de ne pas avoir respecté les droits des parlementaires et d'avoir agi « sans prendre le temps de réfléchir » lors du vote de la révision de la loi Falloux. François Mitterrand s'est déclaré « choqué » par cette manière de faire. Il n'a pas précisé s'il envisageait de demander une nouvelle lecture de la loi comme le lui permet la Constitution. La grève décidée par les syndicats d'enseignants et les organisations de gauche était plutôt bien suivie, vendredi, dans les établissements publics.

■ Le président de la République manifeste son indignation. Au cours de sa visite dans les Pyrénées-Orientales, François Mitterrand s'est déclaré « choqué » et « indigné » par la façon dont a été réformée la loi Falloux sur le financement de l'enseignement privé. Recevant une délégation d'enseignants et de parents d'élèves du public, il a précisé qu'il attendait l'avis du Conseil constitutionnel, avis « qui peut demander trois semaines ou un mois », pour décider s'il aurait recours ou non à l'article 10 de la Constitution, permettant au président de la République de demander une seconde lecture d'une loi.

■ Mobilisation du camp laïque. La grève engagée par la quasi-totalité des syndicats d'enseignants du public et des organisations de gauche semblait bien suivie, surtout dans le primaire, vendredi en fin de matinée. On comptait de 40 % à 90 % de grévistes selon les académies. Des rassemblements devaient avoir lieu, l'après-midi, à Paris et en province. Le Comité national d'action laïque (CNAL) a d'ores et déjà appelé à une manifestation nationale à Paris le dimanche 16 janvier.

page 14

Menaces sur l'aide au tiers-monde

La situation des pays à faible revenu, notamment ceux d'Afrique subsaharienne, ne s'améliore pas. Situation d'autant plus inquiétante qu'au sein du FMI, les États-Unis et l'Allemagne se déclarent incapables de contribuer à l'aide financière aux pays les plus pauvres.

Pourtant, les pays en développement (PED) ont quelques motifs d'espérer : la Banque mondiale révèle que les apports aux PED de capitaux extérieurs ont atteint en 1992 le montant record de 157 milliards de dollars et qu'ils devraient s'élever à 177 milliards de dollars en 1993. Plus important : pour la seconde année consécutive, les flux d'origine privée dépasseront en 1993 les apports publics. Ce rattrapage s'explique par les réformes entreprises par de nombreux pays pour assainir leurs économies.

page 20

Les chemins africains du sida

Les flux migratoires et la prostitution constituent un facteur essentiel de la diffusion de l'épidémie

MARRAKECH
de notre envoyé spécial

Les conférences sur le sida en Afrique témoignent, au fil du temps, d'un bouleversement dans la hiérarchie des préoccupations sur ce continent, le plus touché par l'épidémie (le Monde du 14 décembre). Tous ceux qui ont à traiter de cette maladie ont compris qu'aucune thérapeutique efficace, médicamenteuse ou vaccinale, n'était à attendre à court ou moyen terme. Et ils savent aussi, sans toujours le dire, que lorsque ces thérapeutiques verront le jour, elles ne seront pas - ou seront peu - disponibles, pour d'évidentes raisons économiques, dans les pays du tiers-monde. Les difficultés que rencontrent aujourd'hui les médecins africains pour

disposer des quelques médicaments essentiels qui leur permettraient de traiter les affections de leurs patients sidéens montrent déjà le fossé qui existe dans ce domaine, et qui se semble d'ailleurs pas inquiéter les multinationales pharmaceutiques concernées.

A sa manière, la conférence de Marrakech a mis en lumière l'intérêt croissant des soignants et des travailleurs sociaux pour une action qui se situe bien en amont de la prise en charge des malades atteints du sida ou de l'organisation du dépistage de cette affection. Ils sont de plus en plus nombreux à percevoir l'urgence d'actions préventives véritables qui ne se bornent pas à la diffusion mal contrôlée de messages

simplistes, tentant de faire la promotion de comportements sexuels « sans risque ».

Cette démarche préventive ne peut se faire qu'en sortant du cadre habituel de l'action médicale afin d'intégrer d'autres disciplines, les sciences humaines notamment, et d'augmenter le nombre des acteurs susceptibles de modifier les comportements sexuels coagulés pour être associés à la contamination. Cette démarche impose également de prendre en compte des éléments sociaux et politiques, qui avaient jusqu'à présent été ignorés, sous-jacents ou volontairement cachés. C'est notamment le cas des flux migratoires africains auxquels l'université Laval (Québec, Canada) a consacré un important symposium dans le cadre de la Conférence.

« L'Afrique est historiquement un continent de migrations qui amènent chaque année des millions d'hommes et de femmes à se déplacer pendant de longues périodes plus ou moins longues, à la recherche d'un gagne-pain », a expliqué le docteur Pierre Vieux, directeur du Centre de coopération internationale en santé et développement de l'université Laval. Ces hommes et ces femmes vivent alors dans des situations où, de manière presque inévitable, les conditions de contamination par les maladies sexuellement transmissibles et par le virus du sida sont exacerbées. Quelle est la contribution des axes migratoires à la dynamique de propagation de l'épidémie ? Bien peu d'études le démontrent de manière claire. Que ces phénomènes de migration soient un facteur important de la dissémination du virus du sida est une hypothèse plausible.

De nombreuses observations témoignent aujourd'hui d'une corrélation étroite entre ces flux migratoires et la diffusion de l'épidémie. Comme l'a expliqué Mary Purver (Association Care International, Lomé, Togo), une étude menée notamment avec la collaboration des autorités du Niger, du Mali et de la Côte-d'Ivoire a permis d'établir une première cartographie des flux migratoires dans l'Afrique de l'Ouest.

Ces migrations sont généralement saisonnières et concernent de larges fractions (des jeunes hommes, le plus souvent) de populations rurales de la région sahélienne (Mali, Burkina-Faso, Nigéria, Tchad etc.) qui migrent chaque année, à partir du mois de septembre, vers les régions côtières du Nigéria, du Togo, du Ghana et de la Côte-d'Ivoire, pays où ils demeurent jusqu'en avril ou en mai de l'année suivante. A cela s'ajoutent d'autres phénomènes migratoires (au Mali, au Niger et au Burkina-Faso notamment) conduisant, dans un même pays, un nombre croissant d'habitants des petites villes vers les capitales.

La Côte-d'Ivoire, pays « carrefour » où l'épidémie de sida flambe depuis quelques années (le Monde du 18 août), démontre le rôle de ces migrations dans la dissémination du virus. Une étude menée à Abidjan auprès de quatre cents hommes venus du Mali et du Niger témoigne de la très grande fréquence des relations de ces hommes avec des prostituées travaillant dans la capitale ivoirienne, dont on sait par ailleurs que la très grande majorité est séropositive.

JEAN-YVES NAU
Lire la suite page 13

JORGE SEMPRUN

Federico Sanchez vous salue bien

Mémoires, roman et réflexion politique...
Le nouveau chef-d'œuvre de Semprun.

Grasset



M0147 - 1218 0 - 7.00 F



A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Martinique, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 400 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 95 p ; Irlande, 2,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 48 FC ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 fL ; Portugal, 190 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

FEMMES

Une allocation de libre choix

Quelle surprise n'a pas été la mienne en lisant le billet de Procyon du 3 décembre faisant suite à mon article que le Monde a bien voulu publier. Voilà que je suis un affreux rétrograde misogynne qui n'a qu'un rêve : renvoyer les femmes dans leurs foyers, et sans doute derrière leurs fourneaux. Mele m'avez-vous bien lu ?

Je défends depuis longtemps, bien avant que le chômage n'atteigne le taux que nous connaissons, le principe d'une allocation qui permette aux mères, et aussi aux pères, d'ailleurs, d'obtenir, s'ils le souhaitent, activité professionnelle et temps consacré à l'éducation de leurs enfants. J'ai même exprimé le souhait que cette allocation de « libre choix » soit versée à toutes les mères, qu'elles travaillent ou non, pour les aider dans tous les cas, soit à faire garder leurs enfants, soit à interrompre temporairement leur activité. C'est à mes yeux la meilleure réponse à faire au désir moderne d'alternance exprimé par les femmes qui cherchent à concilier les exigences d'une vie familiale et celles d'une vie professionnelle.

JACQUES CHIRAC
maire de Paris

LAÏCITÉ

Pour un carré de tissu

Pour la plupart des jeunes filles vivant en France, le « voile islamique » est un accessoire inutile, soit qu'il leur empêche de vivre à l'occidentale comme elles le souhaitent, soit qu'il leur semble superflu pour une bonne pratique de leur religion. Le problème en fait ne se pose que pour celles qui vivent sous une forte pression parentale qui les oblige à le porter : doit-on punir (on les excluant) ces adolescentes pour les fautes de leurs pères ? Elevées dans une culture pour laquelle la famille est une valeur primordiale, peut-on leur reprocher de ne pas vouloir désobéir à leur père et, pensant-elles, à leur religion ? Peut-on leur reprocher de n'avoir encore pas développé leur réflexion à ce sujet ?

Bien sûr elles se trompent. Mais est-il si évident que leur exclusion soit la solution la plus efficace pour les dérouter ? L'exclusion, c'est les couper des contacts qu'elles peuvent avoir hors du milieu familial, c'est leur refuser l'éducation qui vient des camarades de la classe - à cet âge, l'éducation primordiale - c'est les mettre à l'écart, les renvoyer à leurs erreurs, c'est les enfermer dans un système qui leur impose mais qu'elles croient de bonne foi avoir choisi, c'est les figer à un moment donné d'une réflexion non encore aboutie, que la pression extérieure (professeurs puis médias) va cristalliser et que le renvoi hors de l'école laïque va interrompre. Comment, exclues de leur groupe social normal - enfants de leur âge et communauté éducative - pourront-elles comprendre que le foulard porte atteinte à leur propre liberté ?

Le foulard en lui-même ne porte atteinte à personne sauf à celles qui le portent. Mais il est le prétexte que certains se donnent pour exclure leur propre peur. Il y a quatre ans, ils avaient exprimé leur crainte que le foulard ne soit un drapeau exhibé par une petite partie de la communauté musulmane pour manifester son importance numérique et sa force missionnaire. Avec le recul on peut constater que le port du foulard était et reste une pratique individuelle.

Cela dit, c'est une même atteinte aux libertés de l'imposer au nom de l'islam ou de l'interdire au nom de la laïcité. Et surtout c'est, dans ces deux cas, une même absence de dialogue qui est responsable de ces deux attitudes bloquées.

Seul, un long dialogue, au sein de l'école et ailleurs, pourrait amener ces adolescentes à comprendre que ce foulard qui pour elles est signe de protection et d'appartenance culturelle ne sera plus nécessaire quand elles se sentiront en paix avec elles-mêmes et avec ceux qui les entourent, quand leur équilibre et leur force intérieure leur rendront sûres d'elles-mêmes dans un monde agressif, bien davantage qu'un morceau de tissu.

MICHELLE FRÉCHOU-RENAULT
professeur de collège à Annecy

TRAIT LIBRE



« The International Herald Tribune » du 14 décembre.

EX-YOUGOSLAVIE

Crimes sans jugement

Le premier tribunal international créé depuis la seconde guerre mondiale pour juger les crimes commis dans l'ex-Yougoslavie s'est réuni pour la première fois à La Haye le 16 novembre 1993. Soucieuse d'éveiller les consciences, la France fut à l'origine de cette initiative. Elle a finalement abouti à la résolution 808, adoptée le 22 février 1993 à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Aujourd'hui, la France n'apporte plus le soutien politique et financier nécessaire pour promouvoir ce tribunal international. La commission d'experts de l'ONU, créée dès octobre 1992, n'a plus à ce jour les moyens de maintenir sur l'ex-Yougoslavie qu'un seul expert. De même, malgré l'émotion suscitée par les nombreuses allégations de viols, l'équipe spécifique chargée d'enquêter n'est toujours pas opérationnelle.

Quel que soit son degré de responsabilité, l'Europe des Douze coexiste aujourd'hui avec l'Europe de l'horreur. Puisque force n'est pas restée à la loi, la morale ne doit-elle pas avoir la vigueur de la loi ?

Il ne s'agit plus de faire, à propos de l'ex-Yougoslavie, le procès d'une Europe « dépourvue de mains », il s'agit de savoir si elle se reconnaît encore une conscience.

Plus une souffrance est indicible, plus elle a besoin d'être dite. Une victime qui n'est pas reconnue est une victime que l'on assassine une seconde fois. Faute d'être entendue, les victimes de ce conflit ne seront jamais reconnues. La suppression de la dernière des impunités, l'impunité symbolique, est également le signal qu'il n'y a plus de crimes, donc plus de criminels.

La notion de crime contre l'humanité a fait en France l'objet d'efforts de clarification et d'approfondissement. En consacrant trois chapitres aux crimes contre l'humanité, le nouveau code pénal de notre pays effime cette évolution. Il serait singulier et choquant qu'il ne déploie pas à l'échelle internationale toutes les efforts dus à l'évanescence de la civilisation. Celui qui s'abstient par indifférence ou lassitude est punissable aussi bien que celui qui le fait par intention de nuire.

A défaut de permettre aux victimes de modifier leur passé, aidons-les à pouvoir envisager leur avenir.

BERNARD GRANDJON
Président de Médecins du monde

UN LIVRE

Les beaux-enfants

LES RECOMPOSITIONS FAMILIALES

Aujourd'hui
ouvrage collectif sous la direction
de Marie-Thérèse Meulders-Klein
et Irène Théry.
Nathan, 350 p., 135 F.

Une famille ? C'est un ensemble de personnes, vivant sous le même toit, liées par le mariage et la filiation. Du moins était-ce ainsi jusqu'à présent... Cette définition est en train de voler en éclats : de nouvelles formes d'organisation familiale se multiplient, dans lesquelles le parent biologique ne se confond plus avec le parent social. On vit avec « la femme de papa » ou « l'ami de maman ». Et les « beaux-enfants » deviennent légion.

Certes, le remariage n'est pas une nouveauté. De tout temps, des romanciers ont peint les méchantes maritimes qui persécutent les enfants de leur conjoint... Mais ces secondes noces avaient presque toujours pour origine le veuvage. Aujourd'hui, elles sont provoquées par le divorce - ou la simple séparation - et ne prennent plus nécessairement une forme légale. Il existe différentes manières de « recomposer » une famille, avec

ou sans mariage, vrais ou faux « demi-frères », maintien des relations ou rupture avec les anciens conjoints... Un chercheur américain a recensé, par exemple, vingt-six formules différentes ! On ne peut plus parler d'un phénomène marginal. En France, plus de deux millions d'enfants de moins de dix-neuf ans (soit 15 %) naissent pas avec leurs deux parents biologiques. Une famille sur cinq ne répond pas au schéma classique du couple qui élève tous ses enfants et eux seuls.

Vingt et un spécialistes de diverses disciplines (sociologues, psychologues, démographes, et juristes) se sont mis ensemble pour tenter de déchiffrer ces « familles recomposées ». Leur livre réunit toutes les données disponibles sur le sujet et suggère diverses pistes de réflexion.

Avec les nouveaux réseaux familiaux, l'enfant gagne parfois un « parent » de plus et deux « grands-parents » supplémentaires. Mais il risque aussi d'y perdre ses repères, constatent les psychologues, « lorsque la recomposition de la fratrie inaugure, poursuit ou réactive la problématique de l'adoption ». Le risque est naturellement aggravé quand la « famille recomposée » se brise à son tour. Nombre

SOLIDARITÉ

Repas de fin d'année

Le froid et l'approche des fêtes font que nos consciences sont, en cette fin d'année, plus touchées qu'à d'autres périodes par le sort des plus démunis. Même l'action admirable des organisations caritatives ne parvient plus à porter remède à tant de misère.

C'est aussi l'époque où les entreprises et les comités d'entreprise prodiguent à d'autres Français le traditionnel repas de fin d'année. Aux nantis, oserait-on dire, car, à l'heure actuelle, avoir un emploi et un toit peut paraître un privilège.

Quelle est la finalité de ces repas de fin d'année ? Ils ne peuvent servir la cohésion de l'entreprise, toute convivialité y étant absente en raison de l'affluence et de la précipitation qui les caractérisent. Alors ont-ils encore leur raison d'être ?

Peut-on espérer que les comités d'entreprise se livrent avec les salariés à une réflexion sur une meilleure utilisation des sommes consacrées à l'amélioration du repas d'un jour ? De nombreux repas pourraient être ainsi servis à des déshérités.

JEAN PETROPOULOS
Saint-Maur (Val-de-Marne)

CHÔMAGE

Les risques du travail

Privé de son emploi, un jeune était allé s'inscrire à l'ANPE, condition indispensable, non pas pour retrouver un emploi (il), mais pour percevoir l'indemnité due au chômage et conserver une protection sociale. Au fil des jours et par lui-même, il avait pu trouver quelques travaux à titre indépendant et pas au noir. D'où premier piège réglementaire : il ne faut pas qu'il accepte de travailler trop car, si l'indemnité de chômage est maintenue à celui qui effectue quelques travaux accessoires, c'est à la condition que les « honoraires » ainsi perçus ne dépassent pas un certain plafond (très bas). Sinon, on lui supprime son indemnité et du même coup sa couverture sociale. Donc il y a incitation à ne pas se lancer trop tôt, trop complètement dans l'auto-emploi, dans le travail non salarié, à travailler peu, pour ne pas dire au noir.

Toutefois, entreprenant, il envisage de renoncer à la situation de chômeur indemnisé et de travailler pour son propre compte. C'est une audace un peu folle, car il perd tout statut protecteur en échange d'un gain évidemment aléatoire. Si, au bout d'un certain temps, décidément il échoue, pourra-t-il revenir vers l'ANPE et retrouver son droit à l'indemnité de chômage ? Non et c'est le deuxième piège : privé d'un fois de son activité indépendante (et non privé d'emploi salarié), il a perdu la possibilité de bénéficier des ASSÉDIC, et définitivement.

Morale : la volonté de travailler au lieu de laisser les bras croisés pour un jeune chômeur le risque double de lui faire perdre et protection sociale contre maladie ou accident, et indemnité de chômage. Un tel système est pervers. Il serait temps d'effacer tous les effets de la distinction entre travail salarié et travail indépendant en matière d'allocation de chômage et de protection sociale. Outre à secouer quelques habitudes, il serait temps de ne plus inciter les jeunes chômeurs à ne rien faire par le cloisonnement des statuts opposés de travailleur salarié et de travailleur indépendant. On demande de l'imagination.

GERARD LYON-CAEN
Paris

JUSTICE

La mémoire de notre enfant

Un jour de juillet 1991, notre fils Christophe est parti faire une promenade à bicyclette, il n'est jamais rentré à la maison. Nous avons commis l'erreur de faire confiance aux services de police et au ministère public pour établir la vérité sur les circonstances de l'accident.

Le dossier fut classé sans suite en une journée. La police nous a aussi proposé de se débarrasser du vélo. Ainsi une expertise aurait été impossible. Les photos du véhicule accidenté prises le jour de l'accident ont toutes été ratées. Les conclusions de l'enquête préliminaire s'appuient uniquement sur les déclarations de l'auteur de l'accident et ne tiennent pas compte des déclarations contraires d'un témoin.

Faut-il en tirer la conclusion que notre fils Christophe serait venu percuter l'avant droit de la voiture au moyen de l'arrière de sa bicyclette.

Puis, soudain, contre toute attente, une décision de non-lieu est rendue par le magistrat instructeur. Un magistrat qui s'est emporté contre nous lorsque nous sommes allés lui demander des explications sur sa décision. Ce manque de sang-froid est incompatible avec la sérénité que réclame l'exercice de la justice ?

Ce juge d'instruction suit le réquisitoire du substitut du procureur. Un réquisitoire extraordinairement choquant. Un réquisitoire qui rejette notre plainte d'« homicide volontaire » alors que nous avons porté plainte pour « homicide involontaire » !

Un réquisitoire qui minimise les faits. Devant le tribunal de la dignité humaine, il n'y a pas d'expressions assez fortes pour désigner cet abus de pouvoir dans les mots qui consistent à résumer les blessures reçues par notre fils Christophe par ces simples termes « blessé à la tête » alors que le certificat médical indique « coma d'importance avec signes de déshydratation ».

Nous, avons fait appel de cette décision devant la chambre d'accusation. Enfin, puisqu'il faut boire le calice jusqu'à la lie, dans le cadre du supplément d'information nous n'avons pas eu droit à la parole. La parole civile ne compte pas ! Qui inscrite enfin quelques lignes sur le page blanche des droits des victimes ?

Quelle sont nos droits de citoyen lorsqu'un magistrat bafoue la mémoire de notre enfant ? Sommes-nous condamnés à subir les négligences et le mépris de l'administration judiciaire ? Quelle considération accorde-t-on à notre souffrance ? Cherche-t-on à nous torturer parce que nous demandons des comptes ?

M. et Mme TESNIÈRE
Diappe

ADMINISTRATION

« Renseigner à zéro »

Puisque je suis gérant d'une S.A.R.L., l'administration fiscale m'a adressé une lettre pour m'expliquer comment le dévot faire apparaître la CSG sur ma prochaine feuille d'imposition. Je ne suis pas vraiment certain d'avoir compris les instructions qui me sont parvenues sous forme d'une circulaire sans signature personnalisée. Jugez-en vous-mêmes : « Afin de faciliter (mes) obligations déclaratives à l'égard de l'administration fiscale en matière de déclarations de salaires et autres revenus », on me prévient que « [je] pourrai, si [je] le souhaite, opter pour l'une des deux solutions suivantes » :

— SOIT PORTER DANS LA ZONE RELATIVE À LA RÉMUNÉRATION NETTE UN MONTANT COMPRENANT LE COMPLÉMENT DE CSG DE 1,3 % ET CORRÉLATIVEMENT RENSEIGNER À ZÉRO LA ZONE RELATIVE À LA CSG DÉDUCTIBLE DU MONTANT DU COMPLÉMENT DE CSG DE 1,3 % ;

— SOIT PORTER DANS LA ZONE RELATIVE À LA RÉMUNÉRATION NETTE UN MONTANT COMPRENANT LE COMPLÉMENT DE CSG DE 1,3 % ET CORRÉLATIVEMENT RENSEIGNER À ZÉRO LA ZONE RELATIVE À LA CSG DÉDUCTIBLE.

Je crois rêver ! Pour saisir ce que signifient ces deux paragraphes, il faut posséder une certaine dose de culture administrative-informatique. Au sens où, supposons, on « possède » son Récépissé ou son Virgile. Le malaise vient également de cette utilisation forcée des majuscules auxquelles la langue française donne une signification et un rôle bien différents.

N'aurait-il pas été plus simple, et surtout plus compréhensible pour une grande partie des destinataires, de recommander dans la première instruction « d'indiquer, dans la zone relative à la C.S.G. déductible, le montant du complément de C.S.G. » au lieu de « renseigner la zone... ». Et, dans la seconde, « d'indiquer « zéro » dans la zone relative à la C.S.G. déductible » au lieu de la « renseigner à zéro » !

Que gagnons-nous à jargonner au lieu de nous exprimer en français ?

ISABELLE SOURIAU
Antony (Hauts-de-Seine)

EUROPE

Discrimination linguistique

Ces derniers temps, il est beaucoup question de discrimination linguistique en Europe, que ce soit à propos de l'Eurocorps ou de l'Eurobureau des marques.

Ainsi, récemment dans le Monde on pouvait lire que le général français Clerc « ne pouvait imaginer avoir besoin d'un interprète pour transmettre un ordre qu'il aurait donné ». Fort bien ! Il ne peut imaginer qu'un officier français étudie le néerlandais, mais il imagine très bien un officier néerlandophone étudier le français.

Belle logique que voilà ! Pourquoi cette discrimination, ce racisme linguistique ?

Il serait opportun d'envisager le recours à une langue supranationale pour des contacts supranationaux en Europe. Cela éviterait bien des tensions inutiles et placerait les peuples européens sur un pied d'égalité.

GERMAIN PILOT
Ostende (Belgique)

La Grèce se r...
face à ses partier...

...l'histoire...
...l'ère...

...l'histoire...
...l'ère...

...l'histoire...
...l'ère...

...l'histoire...
...l'ère...

...l'histoire...
...l'ère...

...l'histoire...
...l'ère...

...l'histoire...
...l'ère...

INTERNATIONAL

La reconnaissance de la Macédoine et la situation dans l'ex-Yougoslavie

La Grèce se retrouve isolée face à ses partenaires européens

A deux semaines du début du semestre de présidence grecque de l'Union européenne, six Etats membres ont confirmé leur décision d'envoyer prochainement des ambassadeurs à Skopje, capitale de l'ex-République yougoslave de Macédoine (FYROM - Former Yugoslavian Republic of Macedonia) : la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie, les Pays-Bas et le Danemark. Cinq autres pays précéderont leur position après la réunion que les ministres des Affaires étrangères des Douze tiendront lundi prochain à Bruxelles.

Athènes a fait connaître son mécontentement dès que les décisions des autres capitales lui ont été signifiées. « Il s'agit d'une grande erreur », a affirmé le porte-parole du gouvernement grec Evangelos Venizelos, la qualifiant « d'atteinte à la solidarité européenne ». « Le temps est venu et nous allons faire le nécessaire », a affirmé le chancelier allemand Helmut Kohl. « Cette décision vise à contribuer de façon importante à la stabilisation de ce pays, dans une région en crise, et cette démarche est faite dans l'intérêt de tous les pays de la

région », estime-t-on à Bonn. « Il ne fallait pas continuer à maintenir cet abcès au cœur de l'Europe pour un problème de nom et de drapeau », a pour sa part déclaré, jeudi 16 décembre, le chef de la diplomatie française Alain Juppé. L'établissement de relations diplomatiques avec la FYROM « doit être analysé comme un signe politique », souligne-t-on de source diplomatique. M. Juppé a d'ailleurs insisté pour que le dialogue reprenne entre Athènes et Skopje afin de trouver une dénomination définitive pour la FYROM. — (AFP.)

Théodore Pangalos, politicien grec et fier de l'être

Théodore Pangalos, le ministre grec adjoint aux affaires étrangères chargé des affaires européennes, qui vient de se faire remarquer par de virulentes attaques contre l'Allemagne et la Turquie (le Monde du 27 novembre) à un mois de la présidence grecque de l'Union européenne, est une personnalité haute en couleur, qui n'a pas l'habitude de mâcher ses mots.



Grèce de Turquie. Né en 1938, à Eleusis, une banlieue industrielle située à l'ouest d'Athènes sur les bords du golfe Saronique, il a engagé sa vie, durant les années 60, dans tous les combats de la gauche.

Il fera partie avec Miltos Théodorakis des Jeunesses Lambros, le député de gauche assassiné à Salonique en 1963 (la fameuse affaire « Z » mise en scène par Costa Gavras). Pendant la dictature des colonels (1967-1974) il s'exila à Paris où il sera l'un des principaux dirigeants de la lutte contre la junte. Edgar Faure intervint en sa faveur pour éviter son expulsion.

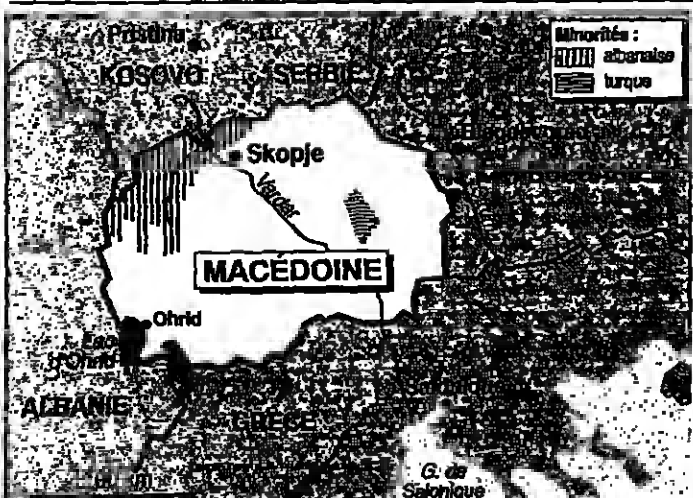
Après des études de droit et d'économie à Athènes, il obtiendra un doctorat d'économie à l'université de Paris-I. Il mènera pendant la dictature une brillante carrière universitaire dans la capitale française, où il sera de 1969 à 1978 maître-assistant à l'université de Paris-I, spécialiste du développement économique et de la planification urbaine. De 1972 à 1979, il dirigera l'Institut de développement économique de Paris-I.

Il s'engagera après la dictature dans les rangs du Parti socialiste panhellénique (PASOK) d'Andréas Papandréou. Avec comme chef Elia, M. Pangalos sera, à partir d'octobre 1981, sans cesse réélu depuis député de l'Attique (la région d'Athènes). Nommé secrétaire d'Etat au Commerce en juillet 1982, il prendra la portefeuille des affaires européennes en janvier 1984, et restera l'homme du PASOK chargé des relations avec la Communauté.

Militant et exilé

Séjour, travailleur acharné, politicien passionné, M. Pangalos est le petit-fils du général Théodore Pangalos qui imposa une dictature dans les années 20 après la « catastrophe » d'Ale Minoura, quand les troupes de Mustafa Kemal chassèrent les

CLÉS/ Macédoine



■ Population : la population de la Macédoine est de 2 033 964 habitants répartis sur une surface de 25 713 Km². La principale ville du pays est la capitale Skopje (563 301 habitants).

■ Minorités : les « Albanais » représentent la minorité la plus importante du pays avec 427 313 personnes (pour 1 314 283 « Macédoniens »). Les « Turcs » arrivent en seconde position avec 87 416 personnes. Les « Roumains » et les « Serbes » sont respectivement au nombre de 55 575 et 44 159 tandis que les « Musulmans » comptent 35 256 personnes.

■ Ressources : la Macédoine a su développer une agriculture variée, malgré des problèmes d'approvisionnement en eau. Exportateur de fruits et légumes vers la Croatie et

EN BREF

KARABAKH : violents combats. — Des combats entre Arméniens et Azerbaïdjanais à l'est du Haut-Karabakh auraient fait des dizaines de morts mercredi 15 décembre, selon des sources de Bakou. Cette nouvelle flambée de violence a commencé à la fin de la semaine dernière, chaque partie accusant l'autre de l'avoir provoquée. Ces combats interviennent alors que M. Gueïdar Aliev est attendu samedi à Paris pour la première visite en France d'un président azerbaïdjanais. — (AFP.)

UKRAINE : visite d'une délégation russo-américaine à propos des armes nucléaires. — Une délégation russo-américaine a été envoyée de Moscou à Kiev pour rencontrer des experts ukrainiens des questions nucléaires afin de tenter de résoudre le problème des armes nucléaires stationnées en Ukraine, ont annoncé jeudi 16 décembre le vice-président américain Al Gore et le premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine. « Les Etats-Unis partagent avec la Russie le sentiment que ce problème a besoin d'être résolu et une forte confiance dans les dirigeants de l'Ukraine pour qu'il soit résolu », a déclaré M. Gore, actuellement en visite à Moscou où il a signé des accords de coopération dans le domaine de l'espace (sur la participation russe à la future station internationale Alpha). — (AFP, Reuters.)

« Cette guerre est une honte pour nous et pour l'Europe »

nous déclare l'écrivain serbe Danko Popovic

Danko Popovic, soixante-cinq ans, l'un des écrivains serbes les plus marquants et les plus respectés de sa génération, s'est érigé en défenseur de l'identité serbe, battue en brèche, dit-il, par le communisme. Originaire de la Choumadia, « berceau » de la Serbie moderne, il juge « honteuse » la guerre actuelle et n'a pas de mots assez durs pour condamner la politique du président Slobodan Milosevic. Il estime cependant qu'aucun Serbe n'a le droit d'abandonner d'autres Serbes lorsqu'ils sont menacés.

ARANDJELOVAC (Serbie)

de nos envoyés spéciaux

« Le peuple serbe a connu deux drames : la Yougoslavie et le communisme », qui lui ont fait perdre une partie de son âme et qui ont produit le chaos actuel, estime Danko Popovic. Pour l'écrivain : « En 1918, les Serbes, qui étaient du côté des vainqueurs, auraient pu revendiquer un Etat à eux, même si certains d'entre eux étaient restés en dehors de ses frontières. » Aux yeux de l'auteur du Livre de Milouline (1) — récit d'un paysan de la Choumadia, une victime de l'Histoire —, il n'est désormais

plus question d'envisager l'abandon des Serbes de Croatie ou de Bosnie.

Opposé à la guerre, violemment hostile à la politique du président Slobodan Milosevic, Danko Popovic, n'en assure pas moins que « quel qu'ait été le pouvoir en Serbie (en 1991), personne n'aurait renoncé aux droits des Serbes, personne n'aurait abandonné les Serbes » vivant hors de la République. « Après l'expérience de la deuxième guerre mondiale et les massacres commis par les oustachis du dictateur Pavelic, on comprend que les Serbes de Krajina aient eu peur des Croates », en tout cas, ajoute Danko Popovic, « personne, pas même nous en Serbie, n'a le droit de juger les Serbes de Krajina, à cause du passé ».

« Il fallait éviter ce carnage »

« Mais il fallait éviter cette guerre, qui est une honte, non seulement pour nous mais aussi pour l'Europe », et « un autre gouvernement (que celui de Slobodan Milosevic) aurait éventuellement utilisé d'autres moyens », estime-t-il. Tout d'abord, « Milosevic aurait dû dire aux Croates qu'ils pouvaient sortir de Yougoslavie, mais que l'an ne sort pas d'un pays comme d'une auberge » et qu'il fallait négocier. A l'inverse, « Milosevic n'a jamais eu d'autre politique que de maintenir la Yougoslavie communiste ; puis, quand il a vu que ce n'était plus possible, il n'a plus eu d'autre préoccupation que son propre maintien au pouvoir et s'est servi, pour ce faire, des Serbes de Krajina ».

Devant « l'incompétence » et la mauvaise volonté des dirigeants politiques (« en cette période, il aurait fallu des hommes sages, intelligents, ce qui n'a pas été le cas »), l'armée aurait dû prendre « provisoirement » le pouvoir afin de remplir sa mission de maintien de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie et d'obliger les parties en conflit à régler politiquement la séparation. Pour Danko Popovic, il était du devoir de l'armée de prendre les choses en main, quitte à éteindre la guerre, mais efficacement, pour qu'elle ne dure que quelques jours. De cette façon, on aurait pu éviter le carnage et toutes les victimes du conflit actuel.

Bien sûr, reconnaît l'écrivain, « les discussions sur le partage territorial auraient duré très longtemps, mais il n'y aurait pas eu tous ces morts ». Or, « il n'y a même pas eu de tentative de négociation, et nos petits enfants paieront cher ce qui s'est passé ». En tout état de cause, « l'armée (yougoslave) a foiré à sa mission ».

Telle que l'affaire était engagée, « Milosevic aurait dû garder la tête froide et attendre que les Croates commettent la faute, se

livrent à plus d'exactions que ce qu'ils ont fait — quitte à sacrifier quelques vies serbes — et prendre à témoin la communauté internationale pour qu'elle réagisse. L'Occident n'aurait pas attendu sagement les Serbes. » « Si la communauté internationale n'avait pas réagi, alors, les Serbes auraient été en droit de faire la guerre, mais il aurait fallu qu'ils la fassent vraiment, pour gagner, et non pas de la façon absurde dont Milosevic l'a menée », selon Danko Popovic, qui poursuit : « Il faudra, un jour, que l'on rende des comptes sur Vukovar et que l'on sache pourquoi cette ville est plus détruite que Stalingrad ».

Mais « les Serbes n'ont pas défini les objectifs qu'ils poursuivaient dans la guerre. Ils n'ont jamais fait que répéter qu'ils défendaient leurs foyers, sans politique globale. (...) Une fois seulement que la République serbe de Krajina (en Croatie) a été proclamée, les dirigeants de Belgrade ont bâti leur politique. Au point où l'an en est arrivé, estime-t-il, « après toutes ces victimes, il ne reste plus qu'à tracer des frontières ethniques, le temps que les blessures se referment, pour, ensuite, les peuples de l'ex-Yougoslavie puissent vivre en bon voisinage ».

Le paradoxe des sanctions

A sa croire Danko Popovic, Slobodan Milosevic a trouvé un allié objectif dans l'Occident, qui, « consciemment ou non, l'a soutenu », car plutôt que d'affaiblir l'homme fort de Belgrade, les pressions internationales ont renforcé son pouvoir et compromis tout processus de démocratisation tout en déléguant la réflexion de la révolte contre le mode extérieur : « La condamnation de la Serbie par l'Europe et les Etats-Unis est épouvantable, incompréhensible. Les Occidentaux détruisent tous les fondements de notre nation, les racines de notre peuple. Il ne fallait pas attaquer la Serbie, ses ressources, sa vie. (...) Si les sanctions durent longtemps, le peuple serbe risque de commettre des actes insupportables ».

Evocant l'alliance historique franco-serbe, qui a suscité, depuis la première guerre mondiale, « un grand amour pour la France », Danko Popovic a cette seule question : « Peut-on appeler la France une deuxième mère, comme nous avions l'habitude de le faire, alors qu'elle nous a abandonnés ? »

Propos recueillis par FLORENCE HARTMANN et YVES HELLER

(1) Le Livre de Milouline, Danko Popovic, Ed. Stock, 196 pages, 89 Francs.

Cartier

ALAIN MICHAL 40, RUE DU COLISEE
Paris 8^e - 43.59.60.57

INTERNATIONAL

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

M. Clinton a nommé l'ancien amiral Bobby Inman secrétaire à la défense

Moins de vingt-quatre heures après l'annonce de la démission de Les Aspin du poste de secrétaire à la défense, le président Bill Clinton a présenté, jeudi 16 décembre, celui qu'il a choisi pour lui succéder : Bobby Ray Inman, militaire de carrière, ancien de la CIA, et «ami personnel» de George Bush.

WASHINGTON

de notre correspondant

Cette fois, on ne pourra pas reprocher au président Clinton d'avoir laissé trainer les choses : à peine le secrétaire à la défense Les Aspin annonçait-il sa démission que le com de son successeur filtrait déjà. Et moins de vingt-quatre heures plus tard, jeudi 16 décembre, M. Clinton officialisait son choix en présentant à la presse Bobby Ray Inman, soixante-deux ans, ancien amiral, numéro deux de la CIA dans l'administration Reagan et chef de l'agence de sécurité nationale sous la présidence Carter. La Maison Blanche a ainsi coupé court à tout malaise qu'aurait pu susciter le départ de M. Aspin au bout d'une année semée d'embûches et de faux pas.

D'autant plus que le futur chef de Pentagone - sa nomination doit encore être soumise au Sénat, vraisemblablement fin janvier - a fait ce qu'il fallait, jeudi, pour éveiller l'indignité. Non content de rappeler, devant le président Clinton, qu'il avait

voté l'an dernier pour George Bush, «un ami personnel», M. Inman s'est payé le luxe de révéler qu'il s'était fait longuement prier avant d'accepter ce poste. «Je n'ai pas cherché ce poste, a-t-il déclaré, honnêtement je ne voulais pas de ce poste. Alors, me demandez-vous, pourquoi suis-je là ? Le devoir, et le pays. Au terme de longues conversations, le président m'a convaincu de son engagement absolu à transcender les approches partisans» en matière de défense. Ce n'est qu'après avoir acquis la certitude qu'il se sentait «à l'aise» avec Bill Clinton que Bobby Inman a accepté d'«abandonner une vie heureuse et prospère» dans son Texas natal.

Un organisateur hors pair

La nomination de Bobby Inman a été très bien accueillie par l'ensemble des milieux politiques à Washington. Ses trente et un ans passés dans l'armée, qui font de lui le second militaire à devenir secrétaire à la défense après le général Marshall, en 1950, laissent espérer que, en choisissant un homme du sérail, le président Clinton parviendra à améliorer ses relations avec l'administration de la défense, à un moment particulièrement difficile : les coupes budgétaires font actuellement subir au Pentagone ses pires réductions depuis l'immédiat après-guerre.

Fils d'un propriétaire de station-service dans une bourgade de l'est du Texas, Bobby Inman est d'abord réputé pour sa formidable intelligence, qui lui fit remporter des jeux radiophoniques dès sa plus tendre enfance. Spécialiste du renseignement dans la marine, amiral à quarante-neuf ans, il dirige, de 1977 à 1981, l'une des organisations les plus sensibles et les plus secrètes de l'administration américaine, l'Agence de sécurité nationale, où treize mille personnes et de puissantes banques de données veillent sur les communications militaires. Puis, après seize mois passés au poste de directeur adjoint de la CIA, il quitte l'armée, en 1982, pour le secteur privé, où il a occupé depuis des postes importants dans diverses firmes de haute technologie.

S'il n'a pas l'aisance de Les Aspin en public, Bobby Inman semble en revanche paré de toutes les qualités qu'on reprochait à celui-ci de ne pas avoir. C'est, disent ceux qui ont travaillé avec lui, un administrateur et un organisateur hors pair, doté d'un sens de l'autorité incontesté. Ses deux postes dans la haute administration lui ont permis de se faire apprécier du Congrès, où il a ouï de précieux contacts, tant chez les démocrates que chez les républicains. Ses idées en politique étrangère et le rôle qu'il entend jouer dans son laboratoire sont, eux, moins cocores.

SYLVIE KAUFFMANN

ARGENTINE

Quatre personnes sont tuées lors d'une émeute de fonctionnaires dans le nord-est du pays

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

De violentes émeutes ont éclaté jeudi 16 décembre à Santiago del Estero, capitale de la province du même nom (à 1 000 kilomètres au nord-est de Buenos-Aires), faisant quatre morts et une dizaine de blessés, selon un bilan provisoire. Des milliers de manifestants, pour la plupart des fonctionnaires réclamant le paiement de trois mois de salaires en retard, ont pris d'assaut le siège du gouvernement provincial, incendiant le mobilier et des voitures officielles. Le gouverneur, M. Fernando Lobo (péroniste) et ses collaborateurs ont dû se réfugier dans les locaux de la police. Le palais de justice a également été investi et plusieurs demeures d'hommes politiques saccagées. Les forces de sécurité, armées de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc, ont vite été débordées et des centaines de geo-

darmes des provinces voisines envoyés en renfort.

A Buenos-Aires, où a été réuni un cabinet de crise, le ministre de l'Intérieur, M. Carlos Ruckaus, a qualifié la situation de «très délicate». Le président Carlos Menem, en voyage officiel à Rome, a déclaré que son gouvernement serait «inflexible». Dans la soirée, alors que la rébellion populaire continuait d'ébranler Santiago, à Buenos-Aires le Parlement était réuni pour étudier un projet de loi autorisant une intervention fédérale dans la province.

Ces émeutes, qui interviennent quelques jours après la signature d'un «pacte démocratique» entre le président Menem et M. Raúl Alfonsín, le chef du principal parti d'opposition, l'Union civique radicale (UCR), traduisent un climat social tendu dans plusieurs régions de l'intérieur à la suite de la politique de réajustement du gouvernement fédéral.

La semaine dernière, des manifestations avaient éclaté dans la province voisine de La Rioja (province natale du président Menem) pour protester contre la menace de licenciement de quelque 10 000 employés publics. Santiago, comme la Rioja, sont parmi les provinces les plus pauvres et les moins développées de l'Argentine et celles qui ont le plus de difficultés à s'adapter aux changements structurels imposés par le gouvernement de M. Menem. Malgré un coût social élevé, le ministre de l'économie, Domingo Cavallo, souhaite corriger le déséquilibre à l'intérieur entre la collecte fédérale et le paiement des fonctionnaires qui sont très nombreux. A Santiago, ils représentent la moitié de la population active. Par ailleurs, ces provinces disposent de peu d'industries et ont encore une agriculture basée sur la monoculture.

CHRISTINE LEGRAND

Quoique l'espérant toujours

Les Haïtiens de Miami ne croient plus au retour du président Aristide

MIAMI

de notre envoyé spécial

Dans ce quartier de la banlieue de Miami appelé «Little Haiti», les échoppes, les teintureries, les petits ateliers de réparation automobile arborescent volontiers le portrait du président Jean-Bertrand Aristide, mais le cœur n'y est plus vraiment. Ici, dans ces quelques rues plutôt sales tenues que celles des autres ghettos noirs malgré les innombrables carcasses de voitures abandonnées, on espère toujours, mais on ne croit plus vraiment au retour du président constitutionnel du pays, renversé en septembre 1991 par un coup d'État militaire.

Environ cent mille Haïtiens sont installés dans le sud de la Floride et ce quartier a été pour beaucoup d'entre eux la première étape de leur installation sur le continent. Ils y ont appris les rudiments de la langue anglaise, se sont familiarisés avec les dédales de l'administration et des services sociaux et... sont partis chercher fortune ailleurs. Le flot des nouveaux arrivants, nettement réduit depuis l'arrivée de Bill Clinton à la Maison Blanche en janvier 1992, se maintient. Des restaurants à la taille minuscule selon les normes américaines offrent des plats traditionnels du pays, les innombrables églises et chapelles des diverses sectes proposent leurs «services de prière et de guérison».

A Miami, Aristide n'est pas considéré comme un homme politique mais comme un prophète», explique Roland Dorancy, directeur du Centre des réfugiés haïtiens. Le Centre, situé au cœur de «Little Haiti», a pour mission d'apporter une aide juridique aux Haïtiens entrés illégalement aux États-Unis. De jeunes avocats américains idéalistes travaillent ici bénévolement, avec succès. Ils ont ainsi réussi récemment à obtenir le transfert sur le continent de deux cent-cinquante «boat-people» séropositifs, qui étaient internés, parfois depuis plus d'un an sur la

base américaine de Guantanamo. Mais les gardes-côtes sont beaucoup plus sévères que par le passé.

Alors que quarante mille Haïtiens ont essayé de quitter le pays sur des embarcations de fortune depuis le coup d'État, douze mille ont été acceptés sur le territoire américain de septembre 1991 à décembre 1992, et trois mille seulement au cours de l'année 1993. L'embargo remis en vigueur par les États-Unis depuis le 15 octobre, s'il est approuvé par les partisans du président exilé, a aussi pour conséquence de réduire considérablement l'afflux des «boat-people».

La fuite de la classe moyenne

«Le plus inquiétant, c'est que ce sont maintenant les cadres, les représentants de la classe moyenne, qui s'en vont le plus légalement du monde par avion, leur visa en poche», constate Markus Garcia, co-éditeur de l'hebdomadaire *Haïti en marche*. Cette publication, imprimée à Miami à quinze mille exemplaires, est un exemple vivant du sens très battien de la débrouille. Tous les mercredi, quoi qu'il arrive, *Haïti en marche*, bien qu'ouvertement pro-Aristide, est distribué à Port-au-Prince, comme à New-York, Boston et Montréal.

«Pour l'instant, je ne crois pas à un retour prochain du président Aristide. Les militaires ont eu la partie belle depuis deux ans. Ils sont maintenant bien accrochés au pouvoir, grâce à l'aide des services secrets américains et à l'impunité de la Maison Blanche», estime Markus Garcia. Pour notre interlocuteur, la communauté internationale a reculé bien vite face

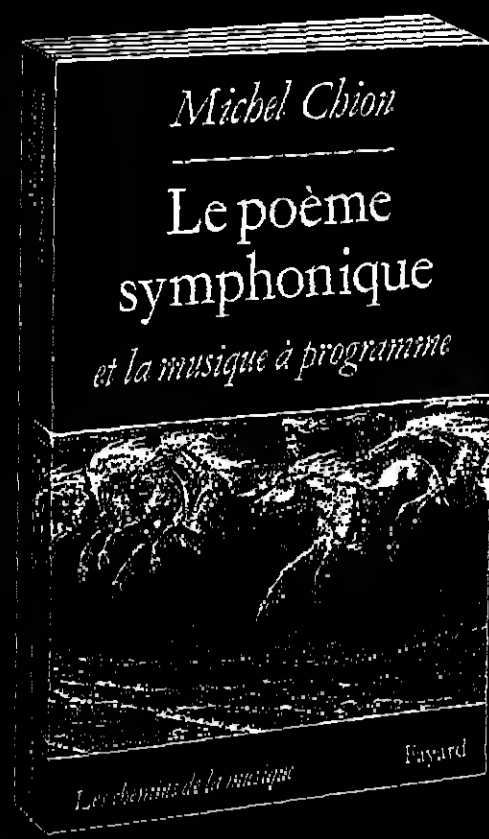
aux menaces d'une poignée de macoutes qui ont empêché le 11 octobre le débarquement du premier contingent de soldats de l'ONU.

Les putschistes appliquent la même méthode que feu «Papa Doc». François Duvalier ne se souciait pas du départ pour l'exil des Haïtiens éduqués, enseignants, médecins, avocats. «Crux qui ne sont pas contents n'ont qu'à partir», telle est la doctrine du pouvoir en place à Port-au-Prince. Tant pis si les entreprises ferment, si beaucoup de commerçants se sont repliés sur Miami, si la plupart des services publics ne fonctionnent, au mieux, que de façon intermittente. Les militaires jouent la montre. Une nouvelle élection présidentielle, à laquelle la Constitution interdit à Jean-Bertrand Aristide de se présenter, aura lieu en décembre 1994. Il suffira de tenir jusque-là, au besoin en donnant une façade un peu plus présentable au régime. La démission le 15 décembre de Robert Malval, le premier ministre nommé par le président Aristide, leur a encore facilité cette tâche.

«Titid», comme l'appellent familièrement ses partisans, tend à devenir une figure légendaire. Pour de nombreux Haïtiens de Miami, il appartient désormais plus au monde du rêve qu'à celui de la réalité. L'idée qu'un «dualisme sans les Duvalier» a repris pied pour longtemps en Haïti, avec au moins la passivité sion la complicité des États-Unis, semble de plus en plus partagée, comme un triste mais inévitable constat.

DOMINIQUE DHOMBRES

DÉFENSE ET ILLUSTRATION DU POÈME SYMPHONIQUE



Ce livre est lumineux, jamais théorique... Quand l'auteur possède une connaissance si synthétique de ce répertoire négligé, un intérêt sensible et l'oreille du cœur autant que de l'esprit, le résultat est extrêmement pertinent et séduisant.

Gérard Condit, *Le Monde*

Essai esthétique, histoire d'un genre musical, guide pour l'auditeur, ce livre comporte plusieurs niveaux de lecture. Et comme c'est un livre de parti pris, c'est aussi un livre passionnant.

Jean Roy, *Le Monde de la Musique*

la Musique
chez
FAYARD

Broché
349 p.
130 F

MAGASIN OUVERT DIMANCHE 19 DECEMBRE

EXCEPTIONNEL

-10% sur TOUT * le magasin.
Cumulable avec les autres remises actuellement dans le magasin.

-20% sur TOUS ** les jouets.
Offres limitées au dimanche 19 décembre.

SAMARITAINE

PARKING SAINT GERMAIN L'AUXERROIS
BOUTIQUE DIRECTE AU MAGASIN

DU Monde

LIMDOC

9 04 56

ASIE

HONGKONG

La Chine rompt la négociation avec Londres

Pour marquer sa désapprobation du projet de réforme électorale présentée mercredi 15 décembre au conseil législatif (Legco) de Hongkong par le gouverneur Chris Patten, Pékin a annoncé jeudi la rupture des négociations avec Londres sur l'avenir politique de la colonie, annonce l'Agence France Presse.

Utilisant un ton d'une grande dureté, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Wu Jianmin, a confirmé une menace déjà brandie par le passé : les lois électorales votées sans l'accord de la Chine seront annulées au départ des Britanniques à la mi-1997. M. Wu a encore annoncé que Pékin allait « intensifier ses efforts pour préparer dans différents domaines le retour de sa souveraineté sur Hongkong ». Il a aussi indiqué que « les relations bilatérales seront gelées, et en particulier la coopération économique et commerciale ».

Les propositions du gouverneur Patten visant à démocratiser le scrutin local de 1994 et l'élection législative de 1995. Elles prévoient, notamment, que les soixante membres du conseil législatif seront élus, alors que, actuellement, vingt sont nommés. Il en irait de même pour tous les membres des conseils locaux. Par ailleurs, l'âge de la majorité électorale serait abaissé de vingt et un à dix-huit ans (c'est la seule des propositions de Londres qui a recueilli l'approbation de Pékin). Enfin serait institué le scrutin uninominal à un tour « à la britannique ». Les analystes consi-

dèrent en général que ce système est peu susceptible de réussir aux candidats favorables à Pékin. Pour la Chine, il s'agit là d'un « sabotage » des négociations bilatérales sur une transition ordonnée des responsabilités dans la colonie à la mi-1997. Ce pays dénonce « l'hypocrisie » de la Grande-Bretagne, l'accusant de s'être découvert de façon tardive une vocation démocratique à Hongkong. Depuis avril, dix-sept rondes de négociations ont été menées sans succès, à Pékin, avec des diplomates britanniques. Londres soupçonne ses interlocuteurs de n'avoir cherché qu'à y gagner du temps.

Les Chinois avaient averti, dès le 2 décembre, que la présentation du projet de Chris Patten marquerait la fin des pourparlers. Ils ont annoncé, le 15, que le « comité de travail préparatoire » sur Hongkong (PWC, une sorte de « gouvernement fantôme » constitué de personnalités choisies dans la colonie par Pékin) « était entré dans une phase essentielle de sa tâche ».

Le Foreign Office (ministère des affaires étrangères) de Londres a simplement déclaré jeudi ne pas être encore en possession de la réponse officielle de Pékin à sa proposition d'une reprise des pourparlers le 18 décembre. La Bourse de Hongkong, baromètre évidemment très sensible des relations entre Londres et Pékin, est demeurée fermée le 16 décembre.

J.-P. C.

JAPON

La fin de l'état de grâce de M. Hosokawa

Le grand espoir soulevé en juillet après la victoire de la coalition anti-PLD s'estompe face aux dures réalités de la politique japonaise

TOKYO

de notre correspondant

Morihiro Hosokawa a, jusqu'à présent, « surfé » sur la vague de sa popularité. Ce flegmatique descendant d'une famille aristocratique, nouveau venu sur la scène politique nationale, porté à la tête du gouvernement plus qu'il ne s'y est imposé, par le jeu des forces au sein d'une coalition qui a mis fin, en juillet, au monopole du pouvoir du Parti libéral-démocrate (PLD), apportait un salutaire vent de renouveau.

Il y a dix ans, le premier ministre Nakasone avait séduit les Occidentaux, qui croyaient déceler chez lui cette « visibilité » à l'aune de laquelle ils mesurent trop souvent les qualités de leurs propres dirigeants. Contrairement à ce dernier, qui n'avait guère convaincu ses concitoyens, M. Hosokawa a emporté leurs suffrages, obtenant 75 % de soutien dans l'opinion. Mais cet état de grâce touche à sa fin. Son style « moderne » et l'effet d'annonce de sa perestroïka commencent à s'émousser : sa popularité est tombée à 56 %, et beaucoup commencent à douter de sa capacité à gouverner.

M. Hosokawa a certes obtenu un sursis avec le vote, mercredi 15 décembre, d'une prolongation de la session parlementaire, étape indispensable pour faire adopter avant la fin de l'année, comme il s'y était engagé, la réforme électorale dont il a fait son cheval de bataille. Mais il est loin d'être certain qu'il convoiera un Sénat récalcitrant. La laborieuse acceptation par Tokyo d'une ouverture minimale du marché du riz a, en outre, ébranlé une coalition de forces aux positions divergentes sur des questions fondamentales. L'effondrement des cours de la Bourse, fin novembre, a enfin été ressenti comme un coup de semonce, et des voix s'élèvent pour exiger du gouvernement qu'il accorde la priorité à l'économie plutôt qu'à la « réforme politique ».

Enfin, M. Hosokawa commence à décevoir. Sous un vernis moderniste, il recourt aux vieilles méthodes : double langage – à l'égard du riz : explications embrouillées de ses liens avec la société Sagawa Kyubin, impliquée dans un gigantesque scandale et qui lui a prêté 100 millions de yens. Pour un apôtre de la transparence, le premier ministre a, en outre, fait preuve d'un laxisme complaisant lorsqu'il a été question de demander à l'homme fort des coulisses du jeu politique, Ichiro Ozawa, président du Parti de la renaissance (Shinseito), de s'expliquer devant le Parlement

sur les donations d'une entreprise de construction dont les dirigeants ont été arrêtés. Enfin, au cours des premiers cent jours de son mandat, quatre exécutions capitales ont eu lieu, relançant le débat sur la peine de mort.

M. Hosokawa est emblématique d'un renouveau du conservatisme. Les électeurs étaient las de la gestion des libéraux-démocrates. La collusion des milieux politiques, de l'administration et des affaires, efficace au cours de la haute croissance des années 60 et de ses suites, s'était transformée en une machine de pouvoir sclérosée, s'entretenant elle-même, comme en témoigne une interminable série de scandales. Les Japonais voulaient le conservatisme sans le PLD.

Les conservateurs plus nombreux que jamais

Logiquement, toutes appartenances confondues, jamais les conservateurs n'ont été plus nombreux au Parlement. Les « réformateurs » sont simplement des libéraux-démocrates, dont certains comptent parmi les plus actifs dans le jeu de prévarication du PLD et qui, bloqués dans leur quête du pouvoir au sein de l'émancipation, cherchent à ouvrir la voie à un bipartisme dont ils constitueront l'un des piliers. Le Parti de la renaissance, composé de transfuges du PLD, et le parti bouddhiste (Komeito), centriste, œuvrent en ce sens.

La « réforme politique » de M. Hosokawa se ramène à une modification du système électoral par un mixage de scrutin uninominal à un tour pour 274 circonscriptions et de la proportionnelle pour les 226 autres. Elle suscite le scepticisme : la lutte partisane relève moins du souci d'améliorer le fonctionnement démocratique que du calcul électoral. On peut douter, en outre, que cette réforme, supposée limiter le rôle de l'argent dans les élections, apporte une plus grande transparence : ses dispositions sont aisément contournables et elle privilégiera le financement des grands partis. Au mieux, elle permettra une plus juste représentation de l'électorat urbain.

L'autre objectif de M. Hosokawa était une libéralisation de l'économie. En ce domaine aussi, les résultats tardent à se faire sentir. La commission présidée par le président du Keidanren (patronat), M. Hironaka, chargé de proposer un plan de déréglementation, est en perte de vitesse et ses propositions

sont décevantes. L'absence d'appui du gouvernement face à une administration qui résiste à une limitation de ses prérogatives et le flottement des instructions du premier ministre pourraient faire de la dérégulation promise un coup d'épée dans l'eau.

Sans doute ne faut-il pas trop attendre d'un gouvernement de coalition qui, étant donné la diversité des forces qui le composent et la priorité qu'elles accordent aux intérêts partisans, peut difficilement prendre des initiatives. Le paysage politique actuel ne reflète, en tout état de cause, qu'une étape provisoire vers une recomposition passant vraisemblablement par de nouvelles scissions au sein du PLD et du PSJ. A la différence de l'Italie, cette recomposition est essentiellement une affaire de « palais » et n'est pas aiguillonnée par un mouvement social. La société évolue pourtant indépendamment du théâtre d'ombres du jeu des partis.

L'éviction du pouvoir du PLD et le flottement qui en résulte dans les administrations ont rendu à la vie civile une certaine fluidité qu'accroît la récession. Les Japonais sont pragmatiques : les milieux économiques font preuve de leur traditionnelle flexibilité pour s'adapter à un nouvel environnement et les consommateurs, saturés, modifient leur comportement. Ils redécouvrent la frugalité et privilégient le rapport qualité-prix : essor d'un système de distribution sauvage cassant les marges et du marché automobile d'occasion. Effet positif, la récession a réduit les heures de travail.

L'effritement de la gauche

Les tiraillements du pouvoir politique donnent, par ailleurs, un aperçu d'une plus grande marge de manœuvre dont témoigne une série d'arrestations dans le cadre d'enquêtes sur les scandales de la construction : après les fonctionnaires locaux, des élus nationaux pourraient être dans la ligne de mire des magistrats. Enfin, signe des temps, le tribunal de Tokyo vient de remettre partiellement en cause le contrôle qu'exerce le ministère de l'éducation sur les manuels scolaires.

L'effervescence d'une société saisie du « vertige des alternatives » rend d'autant plus impératif une réorganisation de l'échiquier politique. Comme ailleurs, le clivage gauche-droite est dépassé. Il est d'autant plus dans un pays où, depuis la période de croissance, l'opinion ne donne plus la priorité

à l'idéologie. Mais il existait des garde-fous à une suprématie d'un conservatisme pro-américain.

L'effritement de la gauche – PSJ en crise, PCJ marginalisé – crée un vide malsain. Non que celle-ci ait été innovatrice, mais parce son absence réduit le débat. La constitution en filigrane d'une nouvelle force conservatrice autour d'un Shinseito dont les réseaux d'intérêts reposent largement sur le lobby des industries d'armement et qui rejette ce qui pourrait faire l'originalité du Japon sur la scène mondiale – être une grande puissance civile excluant l'usage de la force –, pour privilégier une approche plus conventionnelle des relations internationales, est un facteur de préoccupation. Les déclarations en faveur de la révision de la Constitution du directeur de l'agence de défense, Keisuke Nakanishi (qui a démissionné), et dont la presse souligne les liens ambigus avec l'extrême droite, sont significatives de cette orientation.

La seconde composante de la nouvelle force conservatrice en gestation est le parti bouddhiste, bras séculier de la secte Soka Gakkai, connue au Japon pour ses méthodes contestables de prosélytisme et avec qui, officiellement, il a rompu ses liens. Le jeu de la puissance secte (dix millions de membres), qui financerait également en coulisses le Shinseito, a suscité un editorial de l'*Asahi* mettant en garde contre son influence politique. C'est là un autre facteur de préoccupation.

Tant en politique étrangère, domaine où s'estompent les inhibitions d'un Japon plus conscient de la complexité des réalités mondiales comme de la nécessité de mieux admettre son passé – et dont sont symptomatiques les déclarations de M. Hosokawa sur la « guerre d'agression » – qu'en économie, des propositions alternatives au discours libéral clarifient les enjeux.

Le Japon sera-t-il à même de passer d'une démocratie de représentation à une démocratie d'opinion ? Des espaces s'ouvrent : le début à la télévision, qui s'enrichit, l'apparition de bandes dessinées politiques souvent gracieuses dans les publications à grand tirage, comme la sortie d'un nouvel hebdomadaire, *Shukan Kinokuni*, né de souscriptions, plus politique dans son approche, pourraient être l'embryon d'une évolution de la culture politique de ce qui fut la gauche.

PHILIPPE PONS

"GRAND JURY"
RTL - Le Monde

FRANÇOIS LÉOTARD

MINISTRE D'ÉTAT - MINISTRE DE LA DÉFENSE

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
JACQUES ISNARD (LE MONDE)
ET
DOMINIQUE PENNEQUIN (RTL)

18 H 30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR **RTL**

DIFFUSION A 20 H SUR LA CHAÎNE CÂBLÉE PARIS-PREMIÈRE

PUBLICATION JUDICIAIRE

"Par jugement du 6 octobre 1993, le Tribunal de Grande Instance de NANTERRE a condamné la Société TF 1 à payer à M. Philippe CAIROL la somme de 300 000 francs de dommages et intérêts en raison de l'atteinte à la vie privée commise à l'encontre de ce dernier, à l'occasion de la séquence LE CRI de l'émission « PERDU DE VUE » du 8 octobre 1992."

Pour extrait

Maître Yves Tournois
Avocat au Barreau de PARIS
Cabinet RONSSERAY & ASSOCIÉS

Les tickets de la solidarité

Si le froid s'en va, la faim et les difficultés demeurent... Dans le cadre de son action contre l'exclusion, la Fondation de France distribue 150 000 "Tickets de la solidarité" aux personnes défavorisées pour leur permettre d'acheter des produits alimentaires et d'hygiène corporelle.

Aidez la Fondation de France à doubler l'aide déjà apportée par de nombreux donateurs pour atteindre un premier objectif de 300 000 tickets.

Avec par exemple 200 F, nous pourrions distribuer 10 tickets.

L'hiver commence à peine et le nombre de personnes et de familles de notre pays en situation de précarité ne cesse d'augmenter.

Merci d'adresser votre don à : Fondation de France - Opération "Tickets de la solidarité" - 40, avenue Hoche, 75008 Paris.

Vous recevrez un reçu fiscal vous permettant de réduire votre impôt à payer de 50 % du montant de votre don pris dans la limite de 560 F.

☐ Oui, je participe à l'objectif de doubler le nombre de "Tickets de la solidarité"

Montant de mon don ☐ 200 F ☐ 400 F ☐ Autre _____ F

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____



FONDATION DE FRANCE
NOUS AIDONS TOUS CEUX QUI VEULENT AIDER

INTERNATIONAL

AFRIQUE

Après le massacre de douze ouvriers croates à Tamezguida

Zagreb reproche à Alger de n'avoir « pas pris les mesures adéquates »

La Croatie a décidé de rappeler le personnel de son ambassade à Alger, à l'exception de l'ambassadeur, ainsi que ses soixante-cinq ressortissants qui travaillent encore dans le pays, après le massacre, mardi, à Tamezguida, de douze ouvriers de l'entreprise croate Hydro-Elektra, a annoncé, jeudi 16 décembre, au cours d'une intervention radiodiffusée, le ministre croate des Affaires étrangères, Mate Granic. Il a reproché aux autorités algériennes de n'avoir « pas pris les mesures adéquates » pour assurer la sécurité des Croates, en dépit des demandes répétées de l'ambassadeur de leur pays.

M. Granic a estimé que la récente visite en Algérie du vice-président bosniaque, Ejup Ganic, de confession musulmane, a « contribué à la vague montante du fondamentalisme islamique » dans ce pays, de même que « le séjour en Bosnie-Herzégovine d'extrémistes islamiques connus », qu'il n'a pas nommés. Pour sa part, le vice-ministre croate des Affaires étrangères, Ivo Sanader, a été reçu jeudi, à Alger, par le chef du gouvernement, Redhe Malek. Le soir même, les corps des douze victimes ont été rapatriés à Zagreb, à bord d'un avion militaire algérien.

Exécutions atroces

Le quotidien gouvernemental *El Moudjahid* a relaté avec beaucoup de précision, dans son édition de jeudi, les conditions particulièrement atroces de la tuerie de Tamezguida que le Groupe islamique armé (GIA) a revendiqué (le Monde du 17 décembre). Il était environ 20 h 30 lorsqu'un groupe de trente à soixante individus, le visage à découvert,

vêtus d'effets militaires disparates, armés de kalachnikov et de fusils à canons scisés, s'est investi la « base-vie » du chantier d'Hydro-Elektra.

Le commando a sélectionné douze Croates de confession chrétienne, en épargnant huit autres qui ont fausement juré d'être musulmans, et une dizaine d'employés algériens, qu'ils ont enfermés dans un réduit. Mais liés avec du fil de fer, les victimes ont alors été conduites, non loin de là, dans le lit d'un oued asséché. Après avoir été dévêtues, elles ont été égorgées à l'arme blanche. Cela s'est passé à proximité d'un campement militaire et c'est une patrouille de l'armée qui, deux heures plus tard, a découvert les corps suppliciés avant de donner l'alerte.

D'autre part, le président du tribunal de Tizi Ouzou, en Kabylie, Guentri Seddik, a été assassiné, jeudi, à Alger, dans le quartier d'El Monradia, par un « groupe armé », a annoncé le ministre de la Justice. C'est le septième magistrat tué dans un attentat attribué aux islamistes depuis le mois de mai dernier. M. Malek a réaffirmé, jeudi, à la télévision nationale que le mandat du Haut comité d'Etat (HCE) qui fait office de présidence collégiale s'achèverait, comme prévu, le 31 décembre. « Le HCE partira, a-t-il dit, et sera remplacé par une instance présidentielle qui dirigera le pays pendant la période de transition », qui pourrait durer deux ou trois ans. Le premier ministre n'a toutefois pas clairement indiqué si la disparition du HCE s'accompagnerait du départ des cinq hommes qui le composent. — (AFP, Reuters)

AFRIQUE DU SUD

Triple commémoration en ordre dispersé

La droite afrikanaar, le Congrès national africain (ANC) et les Zoulous ont fêté séparément, jeudi 16 décembre, un jour anniversaire : l'ANC commémorait la création de son organisation militaire, les militants de l'extrême-droite blanche la victoire remportée par leurs ancêtres sur le roi zoulou Dingane en 1838, et les Zoulous proches du parti Inkatha la défaite des troupes britanniques sévèrement étiées par les armées zouloues en 1879.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Au-delà de la laide irréconciliable divergence, les différents courants politiques sud-africains auraient-ils au moins trouvé une date à honorer en commun ? Jeudi 16 décembre, ils étaient plusieurs milliers à se rassembler aux quatre coins du pays, pour marquer différents anniversaires.

Le 16 décembre 1838, au pied des montagnes du Drakenberg, cinq cents colons blancs d'origines hollandaises et françaises qui avaient abandonné Le Cap pour fuir l'administration britannique ébouffée, étaient brusquement encerclés par les troupes zouloues. Les redoutés régiments du roi Dingane étaient forts de plusieurs milliers de soldats, mais les colons avaient une arme secrète : le feu. Quelques heures plus tard, trois mille guerriers gisaient sur le champ de bataille, non loin d'un court d'eau qui s'appelle le Blood River (la rivière de sang). Les colons blancs s'en tirèrent avec trois blessés.

Une telle victoire ne pouvait être que l'expression de la volonté divine, la preuve d'un pacte éternel entre le Tout-Puissant et les Afrikanaars. Ces derniers promirent d'en remercier Dieu chaque année, ce qu'ils faisaient une fois de plus ce jeudi, autour du monument de granit et de marbre érigé sur

une colline des faubourgs de Pretoria pour commémorer la bataille de Blood River.

Ils étaient quelque dix mille, venus pique-niquer en famille écouter leurs dirigeants décrire les manœuvres d'aujourd'hui, à sembler à celles d'hier, lorsque la civilisation était menacée par la barbarie. Les jeunes filles portaient robes et coiffes du siècle dernier, les hommes avaient une arme glissée dans la ceinture et Ferdie Hartzenberg, chef du Parti conservateur (CP, extrême droite) évoquait Seton (api) à l'ombre de la nouvelle Afrique du Sud.

La veille, à l'issue d'une parade aux flambeaux, la dissemblante néo-nazi du Mouvement de résistance afrikanaar (AWB), Eugene Terreblanche, avait menacé l'ANC d'une guerre certaine si les blancs n'obtenaient pas leur propre Etat — « Volkstaat » —, où ils pourraient vivre entre eux. S'agissant dans leur uniforme, les militants de l'AWB, rudes agriculteurs du Transvaal et de l'Etat libre d'Orange, se saluèrent bras tendus, regardaient les journalistes avec méfiance avant de confier leur mépris pour ces « nègres à qui les juifs et les communistes ont raconté qu'ils étaient aussi bien que les blancs alors que, si Dieu l'avait voulu, il n'aurait créé qu'une seule race. »

Dernier défilé militaire de l'ANC

Même date, un autre monde : dans un stade de Soweto, l'organisation militaire de l'ANC, Umkhonto we Sizwe (MK, le « fer de lance de la nation »), parait en un ordre militaire approximatif. Le 16 décembre 1961, l'ANC lançait ses premières attaques contre le pouvoir blanc en faisant exploser des bombes dans les grandes villes du pays. Trente-deux ans plus tard, les hommes et les femmes du MK, dépourvus d'armes mais vêtus de treillis neufs fournis par la Chine populaire, défilèrent une dernière fois, avant d'intégrer, dans quelques semaines, les rangs

de l'armée sud-africaine. Sur les gradins cinq mille jeunes gens dansaient en cadence pour saluer la bataille des vétérans, rescapés d'une lutte où nombre des leurs ont perdu la vie.

Dans la tribune d'honneur, Nelson Mandela, en treillis, rappela que les nouvelles forces armées devaient être animées d'un esprit de tolérance et de réconciliation nationale, même si « les cliques des blancs et les menaces de guerre civiles venues de l'extrême-droite étaient une cause de préoccupation suffisante ».

Le Zoulouland tenté par la sécession

Ce même jour, à l'appel du roi Goodwill Zwelithini et du chef Mangosuthu Buthezi, quelques dix mille Zoulous s'étaient rassemblés à plusieurs centaines de kilomètres de là pour fêter leur victoire de 1879 sur les troupes de la reine Victoria. La bataille avait eu lieu au Natal, un 22 janvier, et non pas un 16 décembre. Mais M. Buthezi ne voulait évidemment pas laisser le monopole de la date aux descendants des vainqueurs de Blood River, même s'ils sont aujourd'hui ses alliés au sein de l'Alliance de la liberté. Il voulait surtout réclamer pour les Zoulous l'autodétermination et faire alléger la sécession.

GEORGES MARION

Visite d'Alain Juppé en janvier prochain. — Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, effectuera une visite en Afrique du Sud du 16 au 19 janvier prochain, a annoncé, jeudi 16 décembre, l'ambassade de France à Johannesburg. M. Juppé doit notamment rencontrer le président Frederik De Klerk et le président du Congrès national africain, Nelson Mandela.

GUINÉE

L'opposition continue d'exiger le report de la première élection présidentielle pluraliste

Si aucun élément nouveau n'intervient entre-temps, les Guinéens se rendront aux urnes, dimanche 19 décembre, pour la première élection présidentielle pluraliste de l'histoire du pays. Initialement prévu le 5 décembre, le scrutin avait été repoussé de quinze jours, après que le gouvernement ait cédé aux pressions de l'opposition, reconnaissant implicitement que rien n'était prêt pour l'organisation de la consultation.

Le facteur ethnique

A quarante-huit heures du scrutin, il semblait néanmoins peu probable que le président Comé revienne sur sa décision. Arrivé au pouvoir en 1984 par un coup d'Etat, il se veut « le président de tous les Guinéens », répétant à chaque occasion, au cours de sa campagne électorale : « Je suis le seul candidat à n'avoir jamais quitté mon pays ». Il est également le seul à rejeter l'idée selon laquelle le choix de ses compatriotes sera fonction de critères ethniques. Les facteurs tribaux sont pourtant au centre des querelles.

« Le président Comé, appuyé par l'administration, pratique une politique de marginalisation des ethnies, à l'exception de la sienne, celle des Soussous », estime le candidat Alpha Condé, du Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), rentré d'exil en mai 1991. « Dans les régions où le président est peu respecté, le recensement a été limité. En Basse-Guinée, où il est majoritaire, des jeunes de douze ans ont reçu des cartes d'identité pour pouvoir voter », constate Siradiou Diallo, candidat du Parti du renouveau et du progrès (PRP), qui a vécu trente ans à l'étranger avant de regagner son pays en juillet 1991. « Les problèmes ethniques sont nés par le pouvoir qui fait aussi une différence entre les Guinéens de l'intérieur, qui ont ses faveurs, et ceux de l'extérieur, qu'il rejette », affirme Mantour Kaba, candidat du parti Djama, rentré en Guinée après vingt et un ans d'exil.

Les candidats de l'opposition — dont quatre ont vécu en exil sous le régime dictatorial de Sékou Touré, au pouvoir depuis l'indépendance, en 1958, jusqu'à sa mort, en 1984 — accusent aussi le gouvernement d'avoir évité de recenser les deux millions de Guinéens résidant à l'étranger, considérés

comme majoritairement hostiles au président sortant. Les grands groupes ethniques de Guinée recouvrent les quatre grandes régions naturelles : les Malinkés de Haute-Guinée représentent 30 % de la population, comme les Peuls de Moyenne-Guinée, les Soussous (15 %) vivent en Basse-Guinée et les Forestiers (15 %) en sud du pays.

Siradiou Diallo et Mamadou Ba sont Peuls, Alpha Condé et Mansour Kaba sont Malinkés, Lansana Conté et Facinet Touré — de l'Union nationale pour la prospérité de la Guinée (UNPG) — sont Soussous, et Jean-Marie Doré — de l'Union pour le progrès de la Guinée (UPG) — est originaire de la forêt. Seul Mohamed Gassim Gbassé, candidat du Parti démocratique guinéen (PDG), l'ancien parti

de Sékou Touré, ne revendique aucune appartenance ethnique.

A l'approche du scrutin, la tension s'est accrue. Des troubles ont éclaté cette semaine à Conakry et dans plusieurs villes de province. Des affrontements ont opposé, dimanche dernier, dans la capitale, des militants du Parti de l'unité et du progrès (PUP) de Lansana Conté, et du RPG, le principal parti d'opposition, faisant deux morts et plusieurs blessés. Le lendemain, de nouveaux heurts à Kindia, à une centaine de kilomètres de Conakry, entre des partisans de Lansana Conté et de l'Union pour une nouvelle République (UNR) de Mamadou Ba, ont fait au moins quatre victimes.

F. F.

CONGO

Plus de 80 morts en près d'une semaine

Selon un nouveau bilan établi jeudi 16 décembre de source hospitalière, au moins 80 personnes ont été tuées par balle ou à coup de machette dans les affrontements qui ont opposé, à Brazzaville, pendant près d'une semaine, les partisans de la mouvance présidentielle à ceux de l'opposition.

Des policiers assuraient jeudi le ramassage des corps dans les quartiers de Makélé-Kélé et M'fou, dans le sud de la capitale, pour les évacuer vers la morgue du centre hospitalier. La plupart des corps étaient dans un état de putréfaction avancé, certains cal-

cins, d'autres amputés de membres inférieurs ou supérieurs. Selon un employé de la morgue, certaines victimes ont été brûlées à l'aide de pétrole et d'autres assassinées à coup de machette ou de couteau.

Ce bilan pourrait s'alourdir avec le ramassage d'autres corps le long du chemin de fer Congo-Océan. Des cadavres en décomposition jonchaient une section de 2 kilomètres de voie ferrée, selon des témoins qui ont assisté à ces affrontements politiques doublés d'une rivalité ethnique entre Babembés et Laris. — (AFP, AP)

ANGOLA : le mandat de la mission de l'ONU a été prorogé de trois mois.

Le mandat de la mission de l'ONU en Angola a été prorogé, mercredi 15 décembre, jusqu'au 16 mars, et le Conseil de sécurité, dans sa résolution (890), s'est déclaré disposé à renforcer les effectifs (70 personnes) « au cas où un cessez-le-feu effectif et durable se concrétiserait ». Le même jour, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) a menacé de se retirer des négociations de Lusaka (Zambie) si le gouvernement ne s'expliquait pas sur un bombardement qui a eu lieu samedi à Cuito. — (AFP)

ZAÏRE : M. Kari Boud dément avoir proclamé l'autonomie du Shaba.

Vice-premier ministre chargé de la défense et président de l'Union des fédéralistes et des républicains indépendants (UFERI), Nguz Karl Boud a démenti formellement, mercredi 15 décembre, à Kinshasa, au terme d'une tournée de cinq jours au Shaba (ancien Katanga), avoir proclamé l'autonomie de cette région (le Monde du 15 novembre). Le président de l'UFERI avait évoqué l'autonomie, vendredi, au cours d'un meeting à Lubumbashi. Il avait été relayé le lendemain, à Kolwezi, par Gabriel Kyungu Ku Mwanza, gouverneur du Shaba. — (AFP)

HERMÈS

L'AGENDA 94 EST PARU.

Cahiers. Répertoires. Semainiers. Blocs notes. Livres de réception. Dans un large choix de couvertures cuir, en plusieurs coloris.

PROCHE-ORIENT

La mise en œuvre de l'accord sur Gaza et Jéricho

Progrès dans les négociations économiques israélo-palestiniennes

Lors d'une conférence de presse, jeudi 16 décembre, le ministre des affaires étrangères israélien, M. Shimon Pérès, a fait état de progrès dans les négociations économiques israélo-palestiniennes qui ont lieu depuis quelques semaines à Paris et sont entourées de la plus grande discrétion.

« Les Palestiniens, a-t-il dit, sont d'accord avec nous pour une économie de marché, une économie ouverte. Israël a fait pour sa part trois concessions aux Palestiniens : il autorisera l'ouverture de son marché aux produits agricoles des territoires occupés; la popu-

lation de ces territoires pourra importer des produits des pays arabes » - bien que, l'exception de l'Égypte, ces derniers n'entretennent pas de relations officielles avec Israël; les Palestiniens pourront enfin « importer quelques articles sans payer de droits de douane et cela inclut les voitures ».

L'un des problèmes qui restent à régler, selon le chef de la diplomatie israélienne, est celui de la monnaie. « Pour le moment, deux monnaies sont acceptables, le dinar jordanien et le shekel israélien, mais les Palestiniens disent avoir besoin d'une monnaie palesti-

niennes », a précisé M. Pérès, qui a plaidé pour la création d'une sorte de Bédex entre Israël, la Jordanie et la future Autorité palestinienne.

Quant à l'aide occidentale à celle-ci, l'Union européenne et les États-Unis insistent pour faire une distinction entre l'assistance financière apportée à des projets de développement et les budgets que les Palestiniens devront consacrer à leur administration et à leur police. « Je pense que nous sommes tout près d'un accord », a affirmé M. Pérès.

M. Na.

Un entretien avec le ministre israélien des affaires étrangères

Shimon Pérès : « Le problème important, c'est le contrôle des ponts »

De passage à Paris pour la sortie de son livre « Le Temps de la paix » (Odile Jacob), le chef de la diplomatie israélienne, Shimon Pérès, s'est expliqué, jeudi 16 décembre, dans un entretien au « Monde », sur les retards actuels dans l'application de l'accord de paix du 13 septembre.

« La mise en œuvre du plan « Gaza-Jéricho d'abord » semble s'achopper sur trois obstacles majeurs : la superficie de la zone de Jéricho, le contrôle frontalier, notamment sur les ponts du Jourdain, et le calendrier de libération des détenus palestiniens. Quel est le principal obstacle ?

« Le problème important, c'est le contrôle des ponts. Parce que nous n'avons qu'une frontière et pas deux. Il n'y a pas, d'une part, une frontière entre la future zone autonome et la Jordanie et, d'autre part, une autre frontière entre cette zone et Israël. Il n'y a

qu'une frontière, et celui qui contrôle les passages aux ponts contrôle aussi la frontière d'Israël. Il a les clés de Tel-Aviv. Car toute personne qui franchit les ponts peut ensuite circuler librement dans tout Israël.

« Quelle est la position de Yasser Arafat ?

« Il pense que c'est un problème de dignité alors que c'est un problème de sécurité. C'est une question de prestige, et pour nous le fruit d'un caprice. C'est un problème sérieux mettant en jeu la sécurité de notre pays.

« La déclaration de principes signée le 13 septembre prévoit en termes vagues une « coordination » israélo-palestinienne au contrôle des frontières. Acceptez-vous cette coordination ?

« Absolument, cette coordination ne pose pas de problème. Une précoce palestinoïenne est possible.

« Sous quelle forme ?

« Je ne le sais pas pour le moment. Mais dans l'accord, il est prévu que la sécurité extérieure reste entre les mains d'Israël. C'est le point le plus important.

« Nous nous étions mis d'accord »

« Pourquoi, selon vous, Arafat s'accroche-t-il à cette exigence ?

« Je ne sais pas. Il y a sans doute aussi un élément de tactique de sa part.

« Vous avez déclaré avoir été surpris par les difficultés ayant provoqué les retards actuels. N'était-ce pas un peu naïf de croire que le calendrier serait strictement respecté ?

« Je l'ai vraiment cru.

IRAK

Bagdad multiplie les gestes pour obtenir une levée de l'embargo pétrolier

AMMAN

de notre envoyée spéciale

Après celles de Britanniques, la libération d'un Français, Jean-Luc Barrière, et d'un Allemand, Kai Soudemann, emprisonnés en Irak (le « Monde » des 15 et 16 décembre), manifeste incontestablement le volonte de Bagdad de briser son isolement et d'obtenir à moyen terme la levée de l'embargo pétrolier qui lui est imposé. Présentée comme des gestes « humanitaires », ces libérations eurent en effet permis aux dirigeants irakiens de s'entretenir avec des représentants britanniques, allemands et français.

Ancien ministre social-démocrate, Hans-Jürgen Wischnewski, venu solliciter la libération de M. Soudemann, a affirmé à son retour à Amman, qu'il avait agi « à la demande du ministre allemand des affaires étrangères et avec une lettre du chancelier Helmut Kohl au président irakien ». M. Wischnewski, qui a été reçu par le président Saddam Hussein, était d'ailleurs accompagné du directeur du Moyen-Orient au ministère allemand des affaires étrangères. Comme la délégation française arrive peu après, il a affirmé que « l'Irak n'a rien demandé en contrepartie de cette libération » et que le vice-premier ministre, Tarek Aziz, lui avait clairement réaffirmé « la volonté de son pays d'appliquer toutes les résolutions de l'ONU » à la lettre. Conseiller d'Etat et ancien secrétaire général du Quai d'Orsay,

Serge Boideveix s'est lui aussi longuement entretenu avec M. Aziz.

Les dirigeants irakiens attendent, selon une source diplomatique occidentale, une aide européenne, en particulier française, pour une « lecture juridique et non politique » de la résolution 687 de l'ONU, qui leur permettrait de voir levé l'embargo pétrolier. Ils prévoient une telle mesure pour la fin 1994, une fois que l'ONU aura vérifié le respect par Bagdad de la résolution 715 sur le contrôle à long terme des armements en Irak.

En attendant, les Irakiens ont fait valoir devant leurs interlocuteurs l'empressement avec lequel les sociétés occidentales, notamment françaises, se présentent à Bagdad dans la perspective d'une reconquête du marché irakien. De source irakienne, on souligne que les délégués d'Elf et de Total ont effectué pas moins de soixante visites en Irak depuis la fin de la guerre du Golfe. Des représentants d'autres compagnies, Alstom notamment, se sont aussi rendus récemment à Bagdad. De leur côté, les compagnies américaines auraient reçu, il y a quelques semaines, l'autorisation de discuter directement avec Bagdad. Et les Britanniques, qui soulignent-oo de source occidentale, sont en train d'assouplir leur position vis-à-vis de l'Irak, se mettent sur les rangs.

FRANÇOISE CHIPAUX

REPÈRES

ÉGYPTE

Pendaison de trois islamistes

Condamnés à mort par la justice militaire pour avoir adhéré à des organisations clandestines, ainsi que pour détention d'armes et d'explosifs dans le but de renverser le régime, trois islamistes ont été pendus, jeudi 16 décembre, au Caire. Ces pendaisons portent à vingt-trois le nombre des islamistes exécutés depuis juin 1993. Au total, quarante et une condamnations à mort ont été prononcées par la justice militaire depuis décembre 1992 et deux autres par la Haute Cour de sûreté de l'Etat. (AFP.)

ÉTATS-UNIS

La justice fait saisir les carnets intimes du sénateur Packwood

Un juge fédéral de Washington a ordonné jeudi 16 décembre la saisie du journal intime du sénateur républicain Bob Packwood (Oregon), accusé notamment de harcèlement sexuel, à la suite d'un témoignage selon lequel le parlementaire aurait falsifié certains passages pour se protéger. La commission d'éthique du Sénat, qui a demandé la saisie des carnets pour son enquête sur les accusations de harcèlement sexuel et d'inconduite dans le cadre de son mandat, « doit maintenant examiner s'il y a eu faux témoignage ou obstruction [...] dans cette affaire », a déclaré le conseiller juridique de la commission, Michael Davidson. Le droit fédéral qualifie de crime l'acte de modifier ou de falsifier « n'importe quel document » requis par une agence fédérale ou une commission du Congrès. (AFP.)

ETHIOPIE

Arrestation d'un ancien ministre

La radio éthiopienne a annoncé, jeudi 16 décembre, l'arrestation d'Issa Goutema, ancien ministre de l'éducation du gouvernement de transition, et membre de la direction du Front de libération oromo (OLF), en précisant qu'il portait la « responsabilité » des « crimes perpétrés » par l'OLF, après sa rupture en juin 1992

avec le gouvernement du président Meles Zenawi. Réfugié à Paris, M. Issa a été arrêté mercredi à Addis Abeba, où il était revenu pour participer à la conférence de réconciliation organisée par l'opposition. (AFP.)

ROUMANIE

Manifestations à Timisoara et Bucarest

Des dizaines de milliers de Roumains ont manifesté, jeudi 16 décembre, à travers le pays et notamment à Timisoara et à Bucarest, réclamant la démission du gouvernement et du président Iliescu. Dénonçant « la chute dramatique du niveau de vie, la hausse du chômage et la corruption du pouvoir », ils ont appelé à la grève générale en janvier. Dans la capitale, la police anti-émeutes a en outre bouclé le quartier de l'ambassade de Russie, menacée par des milliers de manifestants scandant « KGB dehors ! » et « Assassins ! », protestant contre la condamnation à mort, dans la « République » séparatiste rousseophone du Dniepr de la Moldavie soviétique, d'un Moldave accusé de terrorisme, Iile Iliescu. Les églises orthodoxes du pays ont fait sonner leurs cloches à la mémoire des « martyrs de 1989 » et pour la libération de Iile Iliescu. Les manifestations se déroulaient à l'occasion de l'anniversaire de la révolution de 1989, dans le cadre de l'offensive de l'opposition qui a déposé la semaine dernière une motion de censure au Parlement. (AFP, Reuters.)

(Publicité)

Répertoire Extra plat Casio 459 F chez DURIEZ
300 n° de tél. en mémoire inaltérable • Format carte de crédit souple • Epaisseur 1,4 mm • Poids 11,5 g.
112/132, bd Saint-Germain, Paris-6
3, rue La Boétie, Paris-8
(1) 43-29-05-60

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
RADIO TELEVISION

Le Monde

Service d'archivage et d'indexation

sur microfilm

Le texte complet du quotidien et des autres titres du **Monde**. Nous tenons à votre disposition tous les exemplaires du **Monde**, du **Monde diplomatique**, du **Monde de l'éducation** et du **Monde Dossiers & Documents** depuis la première parution de chaque titre.

- **Le Monde** : de 1944 à ce jour,
- **Le Monde diplomatique** : de 1954 à ce jour,
- **Le Monde de l'éducation** : de 1974 à ce jour,
- **Le Monde Dossiers & Documents** : de 1973 à ce jour.

Index

L'index mensuel courant de toutes les informations contenues dans **Le Monde** est aussi publié par Research Publications.

L'index du Monde - une source d'informations de première importance. De 1985 à ce jour.
Un index rétrospectif est publié chaque année ainsi que l'index de l'année courante.
Également disponible : les années 1944-1951 et 1965-1968.

Pour toute information et pour recevoir un exemplaire gratuit de nos index récents, veuillez contacter...

RESEARCH PUBLICATIONS
INTERNATIONAL

Diffuseur en France : Office Central de Documentation - 33, rue Linné 75005 Paris
Tél (33-1) 43 37 66 11 - Fax (33-1) 45 35 72 04

Le Monde

Édité par le SARE Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lespérance, gérant
directeur de la publication
Bruno Fregier
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Maurice Leduc
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(points ou directeur de la rédaction)

Thomas Faron
Bertrand Le Gendre
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Benoit-Méry (1944-1969)
Jacques Fournier (1969-1982)
André Lacroix (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
16, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-45-25-26
Télécopieur : 40-45-25-98

ADMINISTRATION :
1, PLACE HENRI-REUVÉ-MÉRY
94062 RIVY-BOISSON CEDEX
Tél. : (1) 40-45-25-26
Télécopieur : 40-45-25-10

ESPACE EUROPÉEN

A travers la Venise du Tintoret

Pour le quatrième centenaire de la mort du peintre, la « Sérénissime » organise en 1994 un parcours-exposition qui permettra aux visiteurs de comprendre l'osmose totale entre la ville et l'artiste

VENISE

de notre envoyée spéciale

REDÉCOUVRIR Venise à travers les œuvres de l'un de ses plus célèbres peintres, Jacopo Robusti, dit « Il Tintoretto » ? Ou bien, à l'inverse, retrouver, en parcourant églises et « scuole » de cette « Sérénissime » qu'il a pratiquement jamais quittée, l'itinéraire artistique et spirituel de l'un des plus puissants artistes de la moitié du seizième siècle ?

C'est le double défi, consacrant l'osmose totale d'un peintre et de sa ville, que propose Venise, pour l'année 1994, à l'occasion du quatrième centenaire de la mort du Tintoret. Pas une exposition ordinaire, concentrée et statique, mais bien plutôt une série d'itinéraires, pour contempler, dans la majorité des cas sur les lieux mêmes pour lesquels ils ont été conçus, les chefs-d'œuvre de l'artiste.

Du jamais vu. Et pour un artiste aussi prolifique dont sont encore conservées une cinquantaine de toiles sur les quelque 112 peintes à Venise, des choix s'imposent, des dispositions, difficiles et compliquées parfois aussi. Surtout pour une ville dont certains ont pu croire à l'occasion, dans le passé, « l'engourdissement » de la com-



Au Palais des doges, on découvre le peintre du « Triomphe de Venise ».

mune ou le peu de suivi opérationnel ou financier de certaines initiatives. Cette fois - et c'est une autre grande première - toutes les autorités communales, étatiques, artistiques et même ecclésiastiques de la ville ont mis la main à la pâte, de la superintendante des biens culturels, Giovanna Nepi Scire, au directeur des églises, Don Aldo Marangoni, en passant par les directeurs des musées civiques, Giandomenico Romanelli, du Palais ducal, Umberto Franzoi, ou encore de la bibliothèque, Marciana, ce chef-d'œuvre trop rarement ouvert au public, Marino Zorzi. L'initiative, présentée au cours d'une conférence de presse à la fin du mois de novembre, prévoit une série de manifestations « à la carte » pour le public intéressé qui trouvera programmes et dépliants le moment venu auprès des organismes de tourisme.

Le temps fort, bien sûr, ce sont les « itinéraires », auxquels participeront sur demande les guides spécialisés de Venise. Pour redécouvrir les œuvres souvent monumentales (le « Paradis », qui orne la salle du Grand Conseil du Palais ducal, est une des plus grandes toiles du monde), les jeux de lumière subtils inspirés par le génie tourmenté du « fils du teinturier », maître incontesté du mani-

isme vénitien, il y aura qu'à choisir. La plupart des tableaux ont été restaurés, y compris ceux qui se trouvent dans les dépôts; pratiquement pas une église qui n'ait « son » Tintoret.

Place Saint-Marc, la bibliothèque Marciana, chef-d'œuvre de Sansovino, dont l'escalier vient d'être superbement refait, permettra de marquer à l'octobre de comparer à travers les portraits des philosophes qui ornent son salon la richesse de Venise et le dépouillement sophistiqué du Tintoret. Au Palais des doges, où triomphent thèmes allégoriques et historiques, on découvrira un « Tintoretto » peintre officiel du « Triomphe de Venise » ou de la « Conquête de Zara ». Parallèlement, se tiendra une petite exposition à l'intérieur du Palais sur le succès et l'influence que le peintre a eus les siècles suivants.

Pour ne pas être en reste, la galerie de l'Académie, à côté de sa collection permanente, où figurent des œuvres comme la « Création du monde » avec sa licorne blanche ou l'« Ascension de la Vierge », organisera une exposition des portraits peints par le Tintoret. Pour faire découvrir l'engagement religieux du grand artiste, travaillé par l'esprit de la « contre-réforme », la Commission des églises proposera une exposition de quinze toiles, du 15 janvier au 1^{er} mai, à l'église San-Bartolomeo près du Rialto.

L'argent recueilli servira à essayer de maintenir ouvertes un maximum d'églises. Et aussi, ce qui n'est pas un mince problème, à financer, si possible, un système d'éclairage permanent pour faire sortir de l'ombre des toiles pratiquement invisibles. Enfin restent les deux étapes essentielles de ce parcours-découverte : la Scuola grande di San-Rocco et l'église de la Madonna dell'Orto. A San-Rocco, le Tintoret, avec des procédés uxorini peaufonnés, il faut le dire (son court-circuitant un concours), s'est assuré la quasi-exclusivité de la décoration, peuplant ses toiles inspirées, au pied de la croix du Christ, de solides filles du peuple et de marins-débordants avec des carreaux à la Michel-Ange. Musique d'époque et vidéo-cassettes seront offertes tous les jours.

L'étape de la Madonna dell'Orto, dans ce quartier populaire de Cannaregio dédaigné souvent par les touristes, est de loin la plus émouvante. C'est aussi là que l'artiste est entré avec son fils et sa fille, à côté d'un puissant Jugement dernier. En sortant, le long d'un petit canal, la maison du « fils du teinturier » est toujours debout. Il était sans doute temps que Venise redécouvre celui qui ne l'a jamais abandonnée. La plaque qui se lit avec difficulté en témoigne.

GUY PORTE

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Dialogues Nord-Sud

Le lien méditerranéen

Sept régions se sont retrouvées pour donner vie à un projet décidé à Séville. Elles se défendent d'empiéter sur les prérogatives des Etats

AVIGNON

de notre correspondant régional

LES régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Langue-Roussillon, Catalogne, Roussillon, le gouvernement autonome de Catalogne, la province marocaine de Tétouan et le gouvernement de Tunisie (ville de Tunis), viennent, en Avignon, de donner un contenu à la Charte du Bassin méditerranéen qu'ils avaient signée le 16 septembre 1992, à Séville. En un peu plus d'un an, les sept partenaires,

liés par des intérêts économiques et culturels, ont ébauché, dans de multiples domaines, une coopération pragmatique qui a pour fondement le réajustement entre le nord et le sud de l'Europe.

Pour Jean-Claude Gaudin, président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur - et initiateur de la Charte - « les voies ouvertes par la coopération décentralisée offrent aux régions l'occasion d'aller au-delà d'une simple application des programmes conçus par les instances internationales ».

Les régions méditerranéennes,

a-t-il pris soin de préciser, n'ont pas « la volonté de se substituer aux prérogatives des Etats ». Mais, vivant les réalités au quotidien, elles ont « vocation à constituer une véritable force de proposition ». « Les régions sud-européennes, avait fait valoir de son côté Jordi Pujol, président de Catalogne, peuvent jouer un rôle très important de fixation des investissements, de transmission des connaissances scientifiques et de promotion des échanges culturels et technologiques avec les territoires moins développés, de la rive sud de la Méditerranée » (déclaration à la revue INCOM).

La Charte offre, au demeurant, « une liberté et une souplesse de partenariat qui permettent, à tout moment, de développer des accords, tant bilatéraux que multilatéraux ». Des propos auxquels a fait écho Abdelhamid Barakat, député et maire de Tétouan : « Votre expérience, a-t-il fait savoir dans un message adressé à ses partenaires, nous en avons besoin. Votre amitié, celle de vos peuples, nous y tenons ».

En fait, la coopération intra-méditerranéenne est, déjà, sur les rails. Première réalisation concrète : un guide de partenariat interactif-pratiques, plus particulièrement destiné aux PME-PMI, qui sera suivi d'un annuaire technologique ainsi que d'une extension du partenariat entre les sociétés de capital-risque et de la création d'un système d'informations juridiques.

L'opportunité d'une ouverture

Sont également prévues de nombreuses mesures dans le domaine de l'éducation (échanges d'apprentis, lycées internationaux) et de la qualité de la vie (protection de la forêt et gestion des espaces sensibles, réseau de surveillance, de contrôle et de prévention des pollutions marines, centres de mesures de la pollution des fleuves). Sur le plan culturel, les sept partenaires sont également convenus d'accroître le rayonnement de l'Orchestre des jeunes de la Méditerranée, véritable « ambassadeur de paix et symbole de l'identité du Bassin méditerranéen », créé, il y a dix ans, sous l'égide de la région PACA.

Autres propositions : l'amélioration des liaisons aériennes entre les capitales régionales, le soutien à la création audiovisuelle et l'octroi d'un label à tout projet de coopération et de développement ayant reçu la caution des régions (ce label étant, en particulier, sopsé de la CEE, « le vecteur de communication et le gage de crédibilité du Bassin méditerranéen »).

La Charte est, par ailleurs, ouverte à d'autres partenaires. Au sujet de l'Algérie, qui est la grande absente, Jean-Claude Gaudin a expliqué que ce pays, volontairement tenu à l'écart, « viendrait, en son temps, lorsqu'il aura réglé ses problèmes d'instabilité politique ».

Bien que la coopération décentralisée ne soit plus une nouveauté, la mise en route de la Charte du Bassin méditerranéen a suscité une vive réaction du député (RPR), Pierre Mazaud, président de la commission des lois, qui s'est reproché à Jean-Claude Gaudin d'avoir conclu avec la Tunisie et le Maroc « une union économique et culturelle » dépassant les prérogatives des régions. Jean-Claude Gaudin a eu beau jeu de lui rappeler que l'actuel de la région PACA se situait « dans le cadre des lois de la République et dans le respect de la

souveraineté nationale », tout en lui reprochant de faire preuve d'un « excès de jacobinisme archaïque ».

Une polémique tranchée par Charles Pasqua, qui a confirmé l'opportunité d'une ouverture des régions sud-européennes vers les pays de l'autre rive de la Méditerranée. Pour le ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, cet enjeu est certes « plus ambitieux et plus risqué » que celui du développement des relations entre régions du sud de l'Europe. « Il tient, a-t-il cependant observé, à la capacité du Nord-Européen à tirer le développement des pays moins favorisés et à s'imposer comme pivot des régions Nord-Sud. Il s'agit d'apporter une réponse à un triple défi, économique, géopolitique et social ».

Une approche franco-allemande de l'Afrique

CADENABRIA

de notre envoyé spécial

Dans la villa des bords du lac de Côme qu'Adenauer avait choisie pour passer ses vacances, la Fondation qui porte le nom du premier chancelier de la RFA et la Club 89 ont confronté récemment leurs conceptions de la coopération entre l'Europe et l'Afrique et tenté de dégager une politique franco-allemande. Démocratie-chrétienne pour la Fondation Adenauer, gaullisme pour la Club 89, les sensibilités des participants auxquels s'étaient joints quelques représentants de cette Afrique soucieuse de démocratie n'étaient pas fondamentalement différentes : gardons-nous du dogmatisme, ont-ils dit ; le libéralisme n'est pas la panacée, pas plus que ne l'était naguère le socialisme ; il ne faut pas punir les peuples pour les fautes de leurs dirigeants et, en tout état de cause, l'aide sanitaire et éducative doit être maintenue...

Pour simplifier, le débat s'est porté sur les rapports entre démocratisation et développement, entre démocratisation et aide au développement, entre la démocratie et l'Afrique. Sans doute les positions françaises et allemandes se sont-elles officiellement rapprochées depuis le discours de La Baule. Avant le président Mitterrand, le gouvernement de Bonn avait mis l'accent sur le soutien privilégié qu'il convenait d'apporter aux pays africains faisant un effort vers la démocratie et l'économie de marché. « Ce ne sont pas les dirigeants qui ont conduit l'Afrique vers l'indépendance qui peuvent la conduire

vers la démocratie », affirme une résolution du Bundestag sur la politique africaine.

Fortes d'une expérience plus longue, d'une fréquentation plus assidue de l'Afrique et de liens plus étroits avec les dirigeants des anciennes colonies, les participants français ont laissé percer leur scepticisme. Les traditions culturelles africaines - et la stabilité du continent - sont-elles compatibles avec la démocratie ? se sont-ils demandé sans donner une réponse très claire dans un sens ou dans un autre, mais en soulignant que les « petits dragons » asiatiques s'étaient développés au cours des dernières décennies avec des régimes autoritaires. Gardons-nous du dogmatisme, ont-ils dit ; le libéralisme n'est pas la panacée, pas plus que ne l'était naguère le socialisme ; il ne faut pas punir les peuples pour les fautes de leurs dirigeants et, en tout état de cause, l'aide sanitaire et éducative doit être maintenue...

Feute d'une démocratisation à l'occidentale dont les conditions sont loin d'être réunies, Allemands de la Fondation Konrad-Adenauer et Français du Club 89 peuvent tomber d'accord sur la nécessité de rendre l'Etat « plus rationnel », afin d'éviter l'arbitraire des dirigeants depuis le chef de l'Etat jusqu'aux petits fonctionnaires. Et comme l'a dit avec force un juriste bernois, « il ne peut y avoir de compromis avec la violation des droits de l'homme ».

D. V.

Portefeuilles, porte-monnaie, porte-billes, porte-carnet, porte-clés : ligne "Diane" pour femme en box rouge ou noir, ligne "Diane" pour homme en box noir ou blanc.



HERMÈS
PARIS

DÉBAT : LA GÉOPOLITIQUE EN QUESTION

Une encyclopédie des conflits

Longtemps déclarée taboue à cause de l'usage impérialiste qu'en fit le national-socialisme, la géopolitique revient en force en Europe, notamment depuis la chute du mur de Berlin, qui a remis en mouvement des frontières que l'on croyait figées par le séparatisme du continent en deux blocs. Sous la direction d'Yves Lacoste, des géographes et des historiens publient un vaste dictionnaire, somme des connaissances géopolitiques. Mais ce n'est pas une spécialité française : les Allemands s'interrogent sur l'utilisation d'un concept qui eût été dépourvu de ses oripeaux nazis, tandis que, en Italie aussi, la géopolitique connaît un regain d'intérêt.

DICTIONNAIRE DE GÉOPOLITIQUE
sous la direction d'Yves Lacoste
Flammarion
1728 pages, 285 francs
(jusqu'au 31 décembre)

C'EST un ouvrage monumental ; une somme ; une sorte d'encyclopédie de tous les conflits. Là où il y a des affrontements sous forme de contestations territoriales, là est la géopolitique. Yves Lacoste et ses collaborateurs ont répertorié et classé, par ordre alphabétique comme il se doit pour un dictionnaire, tous les lieux de la planète où des désaccords ethniques, religieux, idéologiques, politiques, économiques, historiques... ont une traduction spatiale. Il ne s'agit donc pas de traiter seulement

des guerres, comme dans l'ex-Yugoslavie ou dans le Caucase ; la politique française d'aménagement du territoire, par exemple, tombe aussi dans le champ d'investigation des auteurs. Les « entrées » dans le dictionnaire sont apparemment hétérogènes : États, nations, peuples, régions, grands fleuves ou petites îles... ; aux critères géographiques s'ajoutent des concepts tels que droit international, frontière, indépendance ou séparatisme, ainsi que des matières premières ; parce que tous ces termes entrent à un moment ou à un autre dans le raisonnement géopolitique.

Le mot est redevenu à la mode après avoir connu plusieurs décennies de discrédit à la suite de l'usage impérialiste et raciste qu'en avaient fait les nazis. Qu'est-ce que la géopolitique ? « Tout État fait la politi-

que de sa géographie », disait Napoléon. La géopolitique entend dépasser cette espèce de simplisme mécaniste auquel l'auteur de l'aphorisme ne croyait d'ailleurs pas. Car bien d'autres éléments que la géographie, fût-elle comprise dans toute sa diversité, expliquent les rivalités de territoires. Paradoxalement même, dans les années consécutive à la fin de la guerre froide, la mondialisation de l'économie — soulignée par tous les économistes — s'est accompagnée d'une multiplication des conflits géopolitiques ou nationaux.

La raison tient sans doute en ceci que les oppositions entre les peuples ne mettent pas toujours et d'abord en jeu des divergences d'intérêts, mais des représentations contradictoires, portant sur « des territoires symboles que se disputent des nations rivales ». La géopolitique

est, selon Yves Lacoste, la science qui présente et fait comprendre « les enjeux, les mobiles et les arguments des forces en présence » et la représentation — vraie ou fautive, là n'est pas la question — que les divers protagonistes s'en font. La thèse des auteurs du *Dictionnaire*, c'est que le développement des médias, par sa seule existence et sans que quelque volonté maligne soit ici en œuvre, multiplie « les différences sortes de rivalités quant aux territoires », dans la mesure où les médias opèrent par définition avec des représentations et que les représentations jouent un rôle essentiel dans les affrontements géopolitiques.

Cette thèse peut être discutée. Mais le *Dictionnaire de géopolitique* a ceci de précieux qu'il apporte une quantité appréciable de matériaux d'analyse et de réflexion, dont cer-

tains peuvent même être utilisés pour contester les prémisses de sa rédaction. Avec ses deux mille articles et ses deux cents cartes — le lecteur, gâté par d'autres atlas paraissant actuellement selon les mêmes prémisses, en vient parfois à regretter qu'il n'y en ait pas plus —, l'ouvrage permet une plongée d'une rare intensité dans le monde de l'après-guerre-froide. Sans doute le traitement des sujets varie-t-il avec les auteurs et l'intérêt « géopolitique » ; sans doute aussi certaines données exigeront-elles une mise à jour régulière puisque par définition les conflits évoluent constamment. Mais tel qu'il est, le *Dictionnaire* propose des éléments de connaissance et de réflexion qui rendront indispensable sa fréquente consultation.

DANIEL VERNET

L'Allemagne, retour au centre

par Immanuel Geiss

L'EFFONDREMENT du communisme a remis en question les frontières de l'Europe postcommuniste. Partout, l'éclatement des nationalismes longtemps étouffés suscite un intérêt nouveau pour la géopolitique, puisque le pouvoir se redéfinit dans l'espace. Il est d'autant plus étonnant que l'Allemagne unifiée, au milieu d'une Europe en pleine restructuration, reste, pour le vaste champ de la géopolitique, une *terra incognita*, une immense tache blanche.

Le concept est récent ; il a été formulé par le géographe suédois Rudolf Kjellén pour soutenir les prétentions hégémoniques de l'Allemagne pendant la première guerre mondiale. Karl Haushofer et les nationaux-socialistes s'étant ensuite abusivement appuyés sur la géopolitique pour des ambitions de domination démesurées, celle-ci n'a laissé sur le sol allemand, origine de deux guerres mondiales menées pour la conquête de « l'espace vital », que « terre brûlée ».

Après 1945, avec le rejet d'une notion devenue suspecte en Allemagne, la chose elle-même, à savoir la corrélation entre géographie, histoire et politique, a été refoulée. Dans la querelle des historiens, l'hégémonie culturelle de la gauche a confirmé l'anathème jeté contre la « *rampe géopolitique* » (Jürgen Habermas). Toutefois, elle a laissé en suspens les questions critiques sur l'utilisation légitime de la géographie et d'une situation centrale, pour expliquer l'histoire dans l'espace et le temps.

Une notion au passé chargé

Comme il fallait s'y attendre depuis les bouleversements de 1989, certaines tendances hégémoniques resurgissent du passé, à l'extrême droite du spectre politique de l'Allemagne unifiée. Mais aucune science digne de ce nom ne se consacre à la géopolitique, ni ne discute sa pertinence.

Sans doute convient-il de garder ses distances envers une notion au passé chargé. Mais ce serait pur fétichisme terminologique de la part des Allemands que de s'interdire l'étude d'une réalité élémentaire dans l'histoire et la politique, dont le retour s'annonce avec une telle vigueur.

En voulant échapper aux mécanismes dépressifs de l'histoire replacée dans l'espace et dans le temps, on ne fait que survoler les choses. Mais dès les premières turbulences, c'est la chute, comme le montre l'histoire sociale allemande. Son silence retentissant à propos de la fin du communisme et de ses conséquences procède d'un nouvel autisme allemand qui a prouvé, en dépit de tout un pathos « rationaliste », son incapacité à expliquer le soubresaut qui secouait le monde d'aujourd'hui.

Le renouveau, trop longtemps attendu, devra se fonder sur une distinction claire entre une « géopolitique » qui masque de manière pseudo-scientifique une politique d'expansion et de conquête à l'explication de l'histoire à l'aide de la dimension géographique. Le pouvoir et l'exercice du pouvoir dépendent des conditions physiques et climatiques, et c'est à cet aspect que nous limiterons nos réflexions. Le siècle des Lumières

et la révolution industrielle n'ont pas été en mesure d'effacer les mécanismes terrestres.

Jusqu'à présent, la science historique rationnelle s'est tout naturellement appuyée sur les réalités géographiques pour expliquer les grandes étapes de l'évolution, et il n'y a aucune raison pour changer de méthode. Même la « domination de l'homme sur la nature » exige la connaissance préalable des conditions naturelles. L'histoire des peuples en déclin, les conflits entre, d'un côté, les cultures paysannes sédentaires et les cultures urbaines et, de l'autre, les grands peuples nomades, la montée et la disparition des empires, l'évolution de l'agriculture, de l'industrie, des échanges commerciaux et bancaires, des États et des systèmes étatiques au cours de conflits et de guerres, tout cela, en l'absence de la dimension géographique, ne constitue qu'un fatras confus de faits chaotiques. Utiliser cette dimension pour éclairer le passé, ce n'est pas faire de la « géopolitique » au sens national-socialiste du terme mais, au contraire, faire preuve de bon sens.

La même réflexion s'applique

au ressentiment progressiste qu'on nourrit dans l'Allemagne nouvelle contre le concept de « milieu ». Comme si le fait de parler d'une Allemagne au milieu de l'Europe traduisait déjà une volonté nationaliste ou « géopolitique ». Toute existence humaine, dans le passé, le présent et l'avenir, se groupe autour de centres, dans des rapports avec des périphéries et des frontières multiples.

Entre fragilité et orgueil

Les concepts de « centre » et de « périphérie » sont indispensables, pour la pratique politique comme pour la théorie historique. Nous prenons conscience aujourd'hui, de manière plus aiguë que jamais, de l'importance cruciale de la périphérie et des frontières, qu'elles soient écologiques, culturelles et politiques. Le rayonnement de la civilisation et de l'exercice du pouvoir diminue en fonction de l'éloignement. C'est pourquoi limite et périphérie fixent le destin des structures de pouvoir, notamment à travers les fortifications frontalières (limes romain, Grande Muraille) et les

défaites eubies à l'extérieur. La chute du mur de Berlin a catapulté l'Allemagne réunifiée dans une nouvelle *Mittelage* peu enviable, périlleux exercice d'équilibriste entre fragilité et orgueil. D'un côté, l'Allemagne est potentiellement de nouveau trop puissante pour l'équilibre des forces en Europe ; d'un autre côté, elle concentre en elle les tensions d'un monde entre-temps universalisé, dont nous n'avons eu pour l'instant qu'un léger avant-goût.

« Géopolitique » par-ci, « géopolitique » par-là, les Allemands ne pourront réussir dans leur démarche érotique que s'ils bâtissent une identité nationale, dans une perspective de paix et de démocratie. Leurs voisins doivent être conscients de leur situation difficile et les soutenir avec bienveillance. Pour cela, l'Allemagne a besoin de plus de sang-froid dans ses rapports avec le « géopolitique » en tant que telle, même si l'on continue, pour des raisons tout à fait respectables, à éviter un terme qui choque.

Immanuel Geiss est professeur à l'université de Brême.

BIBLIOGRAPHIE

HISTOIRE AU JOUR LE JOUR
L'Europe de Yalta à Maastricht 1945-1993
Le Monde Éditions
168 pages, 140 F

C'est l'histoire de la division du continent et des tentatives d'unification, au moins partielles, que retracent ce volume de la collection *Histoire au jour le jour*, publié sous la direction de Patrick Evens et Pierre Servant. On en connaît l'index, permettent de se repérer dans l'évolution du continent. Celui-ci était prêt à trouver une forme d'unité à l'Ouest quand la fin du monde de Yalta a ouvert de nouvelles perspectives et lancé de nouveaux défis.

L'Europe de Maastricht n'est pas vraiment l'envers de celle de Yalta dans la mesure où l'intégration des nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale n'était pas au programme de l'Union européenne en 1991. Il s'agit d'un nouveau chapitre dont l'écriture promet d'être difficile.

PUBLICATION DU GROUPE DES « BELLES FEUILLES »
revue des débats européens.
Automne 1993, 177 pages, 90 F.
47, rue de l'Université
75007 Paris (Groupe d'études des centres de pouvoir européens)

Comme un costume devenu trop étroit, les institutions européennes craquent aux épaules. Conçues à l'origine pour six, elles montrent aujourd'hui leurs limites avec douze participants. Qu'en sera-t-il, demain, à seize avec les quatre pays de l'AELE (Finlande, Norvège, Suède, Autriche) et, après-demain, à vingt avec les quatre du groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie) ?

Si chacun s'accorde à penser que le système institutionnel risque

l'implosion, les propositions sont rares tant l'équilibre semble instable. La dernière publication du groupe des « Belles Feuilles » aborde cette question. Gérard Fuchs, député européen et secrétaire national du PS pour les questions internationales, estime que la première chose à faire est de ne laisser entrer dans la Communauté des pays parfaitement délimités à mettre en œuvre une Europe politique.

Il propose également une réforme des institutions qui ressemble fort à une refonte : présidence d'un an, au moins, élu(e) sur la base de la personnalité du chef d'État ou de gouvernement, pondération des votes au sein des Conseils, plus proportionnelle au poids des pays (c'est une idée qui fait son chemin), possibilité offerte au président de la Commission d'avoir une certaine liberté de choix des commissaires, etc. L'auteur se prononce également pour qu'un ou deux députés ne soient pas élus au sein de la Communauté mais qu'ils soient élus au sein de la République. Une hypothèse que le président de la République a écarté la mois dernière à Vienne en expliquant que la révision ne se ferait pas avant leur adhésion.

Viviane de Baeufort et Jean-François Adelle se sont également intéressés à cette question des institutions. Ils estiment nécessaire de maintenir la rotation de la présidence communautaire tous les six mois mais en faisant alterner un « grand » et un « petit » pays de façon à assurer un minimum d'efficacité. Les deux auteurs se prononcent clairement pour une Europe à plusieurs vitesses (elle existe déjà avec le traité de Maastricht) en permettant, par exemple, d'assouplir la règle de l'unanimité, par de multiples exemptions.

Enfin, on lira également avec intérêt l'article d'Anthony Teasdale, responsable du bureau anglais du PPE au Parlement européen. Compte tenu de la cristallisation

des oppositions nationales aux équipes gouvernementales en place dans la plupart des pays de la Communauté, le risque est grand de voir les groupes « antisystème » envahir l'hémicycle de Strasbourg lors des prochaines élections européennes, paralysant une institution qui, avec Maastricht, voit pourtant ses pouvoirs renforcés.

P. S.

RAPPORTS PARLEMENTAIRES

La Délégation pour les communautés européennes vient de publier une série de rapports qui constituent une mine de renseignements.

• Les enjeux de la négociation du GATT. Rapport d'information N. 879 présenté par Patrick Hoguet, député. 252 pages, 70 F.

Ce rapport présente un panorama complet des négociations commerciales multilatérales du cycle de l'Uruguay (GATT). Il part du constat juridique, historique et économique de la négociation, pour arriver aux derniers rebondissements après avoir examiné les différents dossiers de cette négociation.

• La défense commerciale de la Communauté. Rapports d'information par les députés Jean de Lipowski et Franck Borotra. 150 pages, 40 F.

« La Communauté européenne est l'ensemble économique du monde la plus ouverte aux échanges », lit-on dans le premier rapport dont le député Jean de Lipowski dénonce la dérive de la Communauté vers une zone de libre-échange : « La Communauté ne fait rien, ou presque, pour améliorer la situation. Il ne peut s'agir d'une *navette* (mais) plutôt d'une *volonté délibérée*, de la part du Conseil et de la Commission, qui se *renvoient la balle* et *préviennent de fait une politique volontariste et dogmatiquement libre-échangiste*, au détriment des producteurs communautaires. »

L'Italie, un laboratoire unique

par Lucio Caracciolo

L'ITALIE existera-t-elle en l'an 2000 ? Combien d'Italies jailliront de la crise de la République ? Des questions qui, il y a seulement quelques années, auraient amené à douter de l'état psychique de celui qui les aurait posées, apparaissent aujourd'hui parfaitement légitimes. Personne n'est capable de fournir une réponse catégorique. La question de l'unité italienne est par conséquent ouverte. Voici un cas géographique d'une importance extrême pour l'avenir de l'Europe. Des tonnes d'encre coulent actuellement au sujet de la disparition du parti « central » — dans le sens de la politologie — à cause du rapide déclin de la Démocratie chrétienne et de ses anciens satellites. La tendance apparaît favorable à la naissance d'une formation de droite, fondée sur les néofascistes du MSI, et à un regroupement de gauche, reposant sur le PDS (les anciens communistes). Ce serait au troisième acteur, la Ligue du Nord, qui échappe aux habituelles classifications droite/gauche, de faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre.

Cette évolution n'annonce rien de bon pour l'avenir des institutions libérales et démocratiques, qui supportent généralement mal d'être gouvernées par les extrêmes. Mais le tableau devient beaucoup plus alarmant si l'on passe de l'analyse politologique à une approche géographique. Nous observons alors qu'à la disparition du parti « central » s'ajoute l'absence d'un parti national fort, « national » dans le sens géographique, c'est-à-dire un parti qui recueille des suffrages de façon relativement homogène sur l'ensemble du territoire national.

En somme, la force nationale et centrale qui a gouverné la République — le DC avec ses alliés secondaires — semble laisser la place à trois éphémères, chacun d'eux étant enraciné dans une macro-région géographique. Au nord, la Ligue aspire à conquérir l'immense majorité des sièges aux élections générales prévues pour le printemps prochain. Au centre, le PDS et ses alliés potentiels de la gauche modérée semblent en état de comat. Nous observons alors qu'à la disparition du parti « central » s'ajoute l'absence d'un parti national fort, « national » dans le sens géographique, c'est-à-dire un parti qui recueille des suffrages de façon relativement homogène sur l'ensemble du territoire national.

Lucio Caracciolo

Absence d'un parti central et national

Ni la Ligue, ni la gauche, ni la nouvelle droite, ne peuvent pour l'instant prétendre hériter du patrimoine géopolitique de la DC qui a été pendant près d'un demi-siècle le parti à la fois national et central de l'Italie républicaine. *Cujus regio ejus religio*. Le risque d'une dérive centrifuge est donc inscrit dans les gènes du système politique italien. En termes géopolitiques, la question est la suivante : combien de temps un État national peut-il résister sans un parti national ? L'Italie d'aujourd'hui est un laboratoire géopolitique unique.

Il ne paraît pas possible d'imaginer une République fédérale d'Italie à cause de la faiblesse historique de l'État et de l'absence de tradition civique nationale. Davantage que les projets (pseudo) fédéraux de la Ligue, ce sont les manifestations anti-unitaires, localistes et régiona-

listes — présentes surtout dans le Nord-Est — qui minent les thèmes de l'unité italienne et qui forment une sécession rampante, pouvant même échapper à la direction de la Ligue. Tous les autres partis se déclarent contre la Ligue et pour l'unité italienne. Mais en combattant la Ligue par la réécriture du Risorgimento ou de la Résistance, alors que leur crédibilité politique et morale est quasiment nulle, ils finissent par la renforcer.

De plus, il ne faut pas sous-estimer la force de la criminalité organisée. L'intérêt de la Mafia et de la Camorra est d'avoir face à elles un État faible et divisé. La « pleureuse » est transnationale et subversive par vocation, et, dans son histoire récente, elle n'a jamais caché ses velléités séparatistes.

Une possible division

Dans le monde bien ordonné de la guerre froide, la désintégration de l'un des principaux États nationaux n'aurait pas été possible. La dérive endogène que nous avons esquissée n'aurait pas suffi à la rendre possible. Aujourd'hui, au contraire, l'Italie peut se couper en deux parce que l'Europe occidentale est déjà en train de se diviser. Si les puissances occidentales ne réussissent pas à reconstruire un projet politique capable pour affronter ensemble les défis du postcommunisme, la processus de désintégration européen — et par conséquent, la crise de légitimité des États nationaux — aboutira probablement à une ou plusieurs guerres dévastatrices pour le continent.

De ce point de vue, le maintien de l'unité italienne est un caractère vital. La guerre dans l'ex-Yugoslavie peut être contenue. La désintégration italienne, même si elle avait lieu de façon pacifique, deviendrait sur le modèle tchécoslovaque que balkanique, serait une blessure mortelle pour l'Europe. On ne peut concevoir une Europe unie avec une Italie divisée.

La fin de l'Italie n'est pas écrite dans les astres. La dérive géopolitique esquissée ici peut être interrompue. Pour cela, il est nécessaire que les Italiens et les Européens se rendent compte que l'Italie sert leurs intérêts. Si la passion belléiste du « toujours plus petit » se répandait aussi chez nous, toutes les démocraties libérales européennes seraient du même coup menacées. Dans l'histoire, la démocratie a su jusqu'à présent son propre espace géographique : l'État national hétérogène. Si la pseudo-homogénéité ethnique des « petites patries » venait à prévaloir, les partis démocratiques devraient laisser la place aux partis de rassemblement ethnique, intolérants et souvent violents.

Mais l'Italie est surtout utile aux Italiens, pour des raisons essentiellement géopolitiques. L'histoire démontre que la division de la péninsule réduit les Italiens à être l'objet des politiques des autres puissances. Si nous voulons rester nos propres maîtres, sans velleités isolationnistes, mais au contraire en promouvant l'intégration et la collaboration entre les démocraties libérales occidentales, nous ne pouvons pas renoncer à notre État national. Un engagement qui sous-entend un projet géopolitique commun, auquel il serait bon de s'attacher tout de suite, en Italie et en Europe, avant qu'il ne soit trop tard.

Lucio Caracciolo est directeur, avec Michel Korinman, de la revue italienne de géopolitique *Linee*.

POLITIQUE

Les travaux du Parlement

Le gouvernement fait adopter d'urgence des mesures en faveur des agriculteurs

LA DETTE SOCIALE DES EXPLOITANTS. A l'occasion de l'examen, par le Sénat, jeudi 16 décembre, d'un projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture et sur lequel il a déclaré l'urgence, le gouvernement a déposé un amendement destiné à élargir la dette des agriculteurs envers les caisses de protection sociale, conformément à l'engagement pris par Edouard Balladur, le 15 novembre dernier, auprès des organisations professionnelles.

BANQUE DE FRANCE. L'Assemblée nationale a adopté de son côté, jeudi, le nouveau statut de la Banque de France, dont le vote prématuro, avant l'entrée en vigueur du traité de Maastricht, avait été censuré l'été dernier par la Commission constitutionnelle.

GATT. M. Juppé et M. Giscard d'Estaing se sont accordés lors de l'audition du ministre par la Commission des affaires étrangères.

Une des dispositions de l'accord intervenu, le 15 novembre dernier, entre le gouvernement et les organisations professionnelles agricoles pour permettre l'adaptation des exploitations aux conséquences de la réforme de la politique agricole commune (PAC), en favorisant un allègement de leurs charges d'exploitation, n'a trouvé, jeudi 16 décembre au Sénat, sa traduction législative. Le gouvernement a saisi l'occasion d'un projet de loi portant diverses dispositions en matière agricole, soumis au Sénat selon la procédure d'urgence, pour introduire un amendement permettant la déduction des déficits pour le calcul des cotisations sociales agricoles, afin de « mieux tenir compte des fortes variations des revenus des exploitants d'une année sur l'autre », a indiqué Roger Romani, ministre chargé des relations avec le Sénat.

Pour les exploitants qui cotisent sur la moyenne de leurs revenus de trois années antérieures, les déficits d'un ou plusieurs des exercices antérieurs seront déduits, pour leur montant réel, dans le calcul de cette moyenne et, en conséquence, dans celui du montant des cotisations. Cette mesure, qui était une des principales revendications des syndicats agricoles, a été adoptée à l'unanimité par les sénateurs. Le ministre estime entre cinquante mille et soixante mille le nombre des agriculteurs concernés, et évalue l'économie totale ainsi réalisée par les

exploitants à 410 millions de francs.

Pour financer partiellement cette disposition (à hauteur de 60 millions de francs, selon le ministre), l'accord intervenu le 15 novembre prévoyait de réviser les cotisations minimales de l'assurance-maladie des exploitants agricoles. L'amendement du gouvernement précise, toutefois, que ce relèvement pourra être modulé, afin de ne pas pénaliser les petites exploitations.

Création d'une agence du médicament

Le texte devrait être soumis à l'Assemblée nationale d'ici à la fin de cette session, pour permettre l'entrée en vigueur de cette mesure dès le 1^{er} janvier 1994. Il comporte deux autres volets : la création d'une Agence du médicament vétérinaire et la mise en conformité du droit français avec les règles communautaires sur les contrôles vétérinaires des denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine.

L'Agence du médicament vétérinaire, instituée sur le modèle de l'Agence du médicament créée en 1992, sera chargée des autorisations de mise sur le marché des médicaments.

Le but est d'améliorer la surveillance des produits utilisés, selon des critères de qualité pour l'animal, mais aussi d'innocuité, lorsque ces médicaments sont destinés à des animaux domesti-

ques dont les produits sont consommés par l'homme.

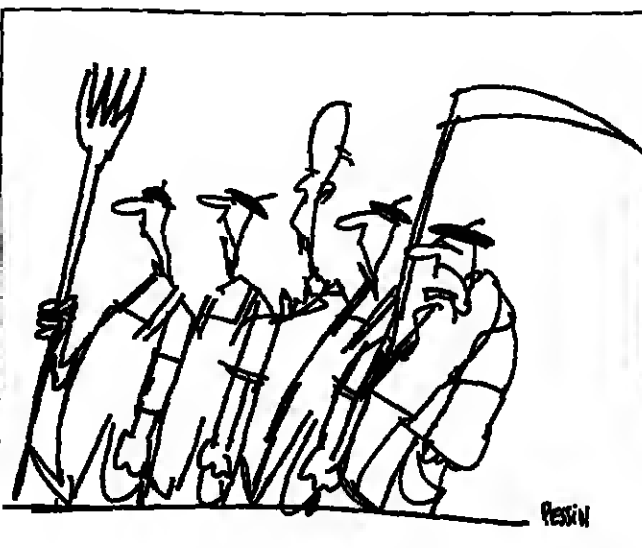
Le deuxième volet du texte permet de renforcer les pouvoirs des services vétérinaires et des douanes en matière de contrôle des denrées animales destinées à la consommation humaine, au cours du transport et à destination. Il prévoit, en outre, de nouvelles dispositions pénales sanctionnant plus sévèrement les contrevenants.

P. R.-D.

OLÉAGINEUX. Accord des Douze sur les surfaces cultivées. - Les ministres de l'agriculture des Douze sont parvenus à s'entendre vendredi 17 décembre, après quatre jours et deux nuits de discussions, sur un certain nombre d'aménagements techniques à la réforme de la politique agricole commune (PAC).

L'Allemagne n'a obtenu de ses partenaires la possibilité de cultiver 329 000 hectares de terres supplémentaires (auxquelles s'ajoutent toutefois l'obligation de jachère de 15 %) et de ne pas baisser ses prix agricoles. L'accord porte également sur la répartition des 5,12 millions d'hectares autorisés pour les cultures de grains oléagineux. En 1994, la France pourra cultiver 110 000 hectares d'oléagineux supplémentaires par rapport à 1993. Elle obtient en outre la reconnaissance définitive de son système de calcul pour les primes versées aux agriculteurs.

Vif échange entre M. Juppé et M. Giscard d'Estaing sur le GATT



La commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale a réuni, jeudi 16 décembre, d'écrits polémiques peu conformes à ses usages à l'occasion d'une audition d'Alain Juppé. Au lendemain du débat sur le GATT en séance publique, Valéry Giscard d'Estaing, président de la commission, et Jean de Lipkowski (RPR, Charente-Maritime) ont interrogé le ministre des affaires étrangères sur l'engagement du gouvernement à ce que les agriculteurs ne subissent pas un hectare de jachère de plus.

Ils ont fait valoir que le conseil européen, réuni à Edimbourg en décembre 1992 prévoyait un plafonnement des dépenses agricoles de la Communauté. M. Juppé, qu'un témoin a trouvé « fatigué » par ses mar-

thons bruxellois de la semaine, leur a répondu qu'il convenait de « faire justice d'un certain nombre d'affirmations ou de revendications démagogiques ». M. Giscard d'Estaing a pris la rampe pour lui. « Furieux », selon un autre témoin, il a demandé au ministre des affaires étrangères de « retirer » le terme « démagogiques ». M. Juppé lui a rétorqué que ce qualificatif ne s'adressait nullement à lui, ni à M. de Lipkowski, mais à « certains dirigeants d'organisations syndicales agricoles ». Chacun a tenu ensuite à minimiser l'incident. « C'est un échange banal et sans importance », a relativisé M. Juppé. Les familiers de la commission ont l'habitude, toutefois, de conversations plus urbaines.

F. B.

Calendrier parlementaire

M. Séguin réitère sa proposition de session unique

Le président de l'Assemblée nationale estime que les deux prochaines sessions extraordinaires, probablement en décembre et en janvier, donnent des arguments à ceux qui se battent pour une réforme du calendrier parlementaire. Interrogé sur Franco-3, Philippe Séguin a indiqué que le Parlement risquait de s'écarter de son rôle si, au 24 décembre pour finir l'examen des projets, ainsi qu'au mois de janvier, une, deux ou trois

semaines. Il n'a pas exclu une autre session extraordinaire, en mars, avant la session de printemps. « C'est dire qu'on n'en est plus aux sessions extraordinaires, on en est aux sessions ordinaires supplémentaires », a dit M. Séguin, en estimant que les partisans de la réforme du calendrier parlementaire semblaient avoir « quelques arguments à faire valoir ». Lui-même est favorable à une session unique de neuf mois.

Les députés facilitent l'appel à l'épargne locale par les régions

L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 16 décembre, quatre textes :

- les conclusions de la commission mixte paritaire (CMP) sur le projet de budget 1994, qui devaient être examinées vendredi au palais de Luxembourg;

- un projet de loi comportant diverses dispositions sur la Banque de France, le crédit, l'assurance et les marchés financiers; le texte du Sénat ayant été modifié, une CMP devra être convoquée;

- un projet de loi adaptant le code des assurances aux directives communautaires, où la version sénatoriale a été modifiée;

- la proposition de loi du sénateur Etienne Dailly (Rass. Dém., Seine-et-Marne) autorisant le versement de prime de fidélité à certains actionnaires, qui elle aussi a été amendée.

Parmi les diverses mesures d'ordre financier présentées par le ministre de l'Economie, les députés ont rétabli, dans les mêmes termes que le Sénat (le Monde du 20 novembre), les dispositions de la réforme du statut de la Banque de France censurées cet été par le Conseil constitutionnel, pour avoir été prises avant l'entrée en vigueur du traité de Maastricht.

Dans le cadre de ce même texte, les députés ont également adopté :

- un amendement de Michel Jacquemin (UDF, Doubs) supprimant l'impôt de bourse pour les non-résidents en France qui rapportait moins de 50 millions de francs;

- un amendement gouvernemental autorisant le ministre de l'Economie à accorder la garantie

de l'Etat aux emprunts contractés par l'UNEDIC, pour un montant maximal de 23 milliards de francs et une durée maximale de dix ans.

Un amendement gouvernemental a été adopté, qui permet aux régions d'émettre, jusqu'au 31 décembre 1995, des emprunts obligataires, assortis d'un avantage en nature offert aux souscripteurs et destinés à financer une infrastructure particulière. Ce dispositif devrait, selon Edmond Alphandéry, « mobiliser l'épargne de proximité », et être utilisé très rapidement par la région Lorraine pour participer au financement du TGV-Est, l'avantage en nature pouvant consister en bons kilométriques. Le ministre a précisé que les avantages en nature sont exonérés de l'impôt sur le revenu dans la limite d'un plafond de 5 % du prix d'acquisition et qu'en cas de succès du dispositif le gouvernement serait « ouvert à son extension » à d'autres collectivités territoriales.

Dividende majoré

En adoptant la proposition de M. Dailly, malgré l'avis de la commission des lois qui avait, à l'initiative de son président Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), rejeté ce texte, l'Assemblée nationale a répondu aux souhaits de M. Alphandéry de voir mise en place une législation sur le dividende majoré accordé aux actions nominatives détachées depuis plus de deux ans. « En tant que ministre chargé des privatisations je ne voulais pas voir polluer ces privatisations, par le soupçon intolérable d'ingérence de l'Etat dans le traitement entre actionnaires en laissant penser que certains gros actionnaires pouvaient s'attribuer des dividendes majorés », a-t-il déclaré en insistant sur la nécessité de « fluidifier l'actionnariat individuel ». Les députés ont adopté l'amendement du rapporteur, Jean-Jacques Hyest (UDF, Seine-et-Marne), qui plafonne cette majoration tant par rapport aux dividendes qu'au capital de l'entreprise. En revanche, cet amendement étend cette possibilité aux personnes morales, malgré l'avis contraire du ministre.

C. B.

Conjoint ou membre de la famille

Un sénateur sur trois emploie un proche en qualité d'assistant

Mercredi 15 décembre s'est réunie, comme chaque année, au Sénat et dans la plus totale discrétion, l'Assemblée générale ordinaire de l'AGAS. Ce sigle est l'acronyme d'une association propre au palais de Luxembourg : l'association pour le gestion des assistants de sénateurs. Présidée par un vice-président du Sénat - actuellement Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire-de-Belfort) - elle a en charge la gestion financière et administrative des assistants des sénateurs.

Au 31 octobre dernier, les trois cent vingt sénateurs employaient six cent soixante assistants. L'emploi d'assistant parlementaire avait été créé à l'Assemblée nationale le 1^{er} janvier 1976 et au Sénat le 1^{er} avril de la même année. Le nombre maximum des assistants par sénateur a été fixé à quatre, avec option ouverte entre plein temps et temps partiel. Or, les dernières statistiques établies par l'administration du Sénat, communiquées aux sénateurs avant l'Assemblée générale de mercredi, établissent que pas moins de cent d'entre eux emploient en qualité d'assistant un membre de leur famille.

Cette possibilité avait été ouverte dès 1976, mais dans des conditions bien définies par l'arrêté numéro 73 du bureau du Sénat du 29 juin 1976 : « Ne peuvent être recrutés qu'à raison d'une seule de ces personnes et qu'à titre exceptionnel, en qualité d'assistants, les conjoints des sénateurs en exercice, leurs ascendants ou descendants et les conjoints de ceux-ci ». Dans le règlement interne de l'AGAS d'août 1992, toute limitation a disparu. Il n'est pas rare que certains sénateurs, qui disposent en outre d'une indemnité mensuelle de secrétariat de 20 000 francs, mobilisent deux postes d'assistant au profit d'un membre de leur famille.

« La limite d'âge supérieure pour le recrutement est fixée à soixante-cinq ans », établit le règlement interne. Or, vingt-six de ces assistants, selon les indications de l'AGAS, ont plus de soixante-cinq ans, dont un a plus de quatre-vingt-cinq ans ! La même source précise que vingt assistants ne possèdent aucun diplôme et, surtout, que cent huit autres « sont bénéficiaires de droits acquis ou d'une

dérogation motivée, ou ont un diplôme de niveau inférieur au baccalauréat ».

Preuve en est de ces abus, le bureau du Sénat tente, depuis un an, de contrôler un peu plus les dérapages. En décembre 1992, l'ancien maire de Nice et sénateur des Alpes-Maritimes, Honoré Ballez (apparenté RPR), s'était vu refuser l'embauche de son épouse, qui n'avait aucun diplôme ni aucune qualification pour la fonction d'assistant. Depuis lors, la porte semble devoir être fermée à tous les proches de sénateurs n'ayant pas le baccalauréat.

DANIEL CARTON



Porcelaine "Chiens couronnés et chiens d'arrêt". Liste des points de vente disponible au 49 42 89 77.

(Publicité)

3615 AIDESANTÉ
que faire
devant un trouble de santé
&
QUESTIONS ET RÉPONSES
DU CONCOURS DE L'INTERNAT
EN MÉDECINE 1993

3615 PCBM
QUESTIONS ET RÉPONSES
POUR S'ENTRAÎNER
AU CONCOURS
DE PREMIÈRE ANNÉE
DE MÉDECINE

POLITIQUE

Pour infraction à la loi sur le financement des campagnes

Le Conseil constitutionnel prive M. Estrosi (RPR) de son siège de député

Pour éviter les tentations de financement occulte des campagnes électorales, la loi de 1990 a plafonné les dépenses des candidats. C'est pour n'avoir pas respecté ce plafond que Jean-Pierre Estrosi (RPR) a été sanctionné, mais pour que la Commission nationale des comptes et le Conseil constitutionnel puissent contrôler le respect de cette disposition, la législation a imposé de strictes règles de présentation des comptes — leur non-respect avait coûté son mandat à Pierre Rinaldi (RPR) — et surtout des procédures de financement parfaitement transparentes. Pour avoir tenté de les tourner, Christian Estrosi (RPR), ancien fidèle de Jacques Madaquin, est déclaré inéligible et voit son élection annulée.

Pour que les organes de contrôle puissent se faire une opinion exacte des sommes dépensées par les candidats, il a été imposé aux candidats que toutes leurs recettes et toutes leurs dépenses passent par un organe unique : soit un mandataire personnel physique, soit une association de financement. Or, en plus de celle-ci, M. Estrosi avait créé, en septembre 1992, une association dite Les amis de Christian Estrosi. Celle-ci a permis, notamment, la publication d'un livre de propagande électorale du candidat et sa promotion publicitaire. Elle s'est financée par des dons — ne respectant pas toujours la législation en vigueur —, mais aussi par une contribution de 115 000 francs versée par le RPR le 30 mars 1993. Dans ce cas particulier d'infraction, le Conseil est

contraint d'annuler l'élection et de proclamer l'indéligibilité du fauteur pour un an. C'est ce qu'il a fait.

Les «salaires» des colporteurs d'affiche

Le cas de Thérèse Aillaud (UDF), qui avait battu Michel Vauzelle (PS) dans les Bouches-du-Rhône, est très différent. En présentant son compte de campagne à la commission nationale, M^{me} Aillaud a expliqué qu'une partie de ses dépenses correspondait à de l'argent donné à des personnes ayant distribué des tracts, collés des affiches ou assuré la sécurité de réunions électorales. La commission lui a reproché de ne pas avoir versé les charges sociales correspondantes ; or la prise en compte de celles-ci lui aurait fait franchir le plafond autorisé. Le Conseil constitutionnel a donc été saisi.

S'appuyant sur la jurisprudence de la Cour de cassation, le Conseil a considéré que les charges sociales ne seraient dues que si «*était établie l'existence d'un lien de subordination entre le candidat et les personnes bénéficiant de ces émoluments*». Il estime que ce n'est pas le cas pour ces «*collaborateurs occasionnels*», ce lien n'existant que pour le directeur de la campagne et pour une secrétaire ayant assuré une permanence quotidienne. La réintégration des charges dues sur leur seul salaire ne suffisant pas à faire franchir aux dépenses de M^{me} Aillaud le plafond autorisé, son élection a été validée.

THIERRY BRÉHIER

Après le recours des sénateurs socialistes

La loi quinquennale sur l'emploi est pour l'essentiel conforme à la Constitution

Le Conseil constitutionnel, qui avait été saisi par les sénateurs socialistes, a validé, jeudi 16 décembre, la quasi-totalité de la loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle. Le Conseil n'a censuré que l'article 11. Celui-ci, introduit dans le texte du gouvernement, à l'initiative de la majorité sénatoriale, pour assouplir les règles du cumul emploi-retraite, avait prévu d'affecter aux caisses d'allocations-retraite une partie des taxes sur les tabacs.

Le Conseil constitutionnel, qui a souligné ce problème de sa propre autorité, a estimé que cette affecta-

tion contredisait le principe d'universalité budgétaire, qui interdit, sauf exceptions, une affectation particulière des recettes de l'Etat.

En revanche, le Conseil a validé les deux articles dont il avait été saisi par les sénateurs. Il a estimé que la modification de la représentation du personnel au sein du comité d'entreprise, ainsi que l'instauration de celui-ci ne mettaient pas à mal le principe posé par le préambule de 1946 qui prévoit que «*tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises*».

Le débat sur l'aménagement du territoire

M. Pasqua répond au président du conseil régional d'Auvergne

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

Devant les étudiants et les lycéens qui se massaient, jeudi 16 décembre, sur les bancs de l'amphithéâtre de l'Ecole supérieure de commerce de Clermont-Ferrand, Charles Pasqua, venu animer l'un de ces débats sur l'aménagement du territoire dont il connaît, désormais, tous les rouages, a pris d'emblée les accents de celui qui veut «*retrouver les fondements de la République et renouer la France avec la République*». Le ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire voulait, aussi, répondre au président du conseil régional d'Auvergne, Valéry Giscard d'Estaing, qui avait déclaré, devant les élus régionaux, «*l'acceptation*» le projet d'aménagement du territoire consistant à organiser un développement à partir de grandes métropoles urbaines dont aucune n'est située au centre de la France. En un mot, il contestait le projet faisant de Clermont-Ferrand une ville satellite de Lyon.

«*J'ai été surpris d'apprendre, s'est exclamé M. Pasqua, que j'avais un plan ! Mais je n'en ai pas ! L'Auvergne, c'est l'affaire des Auvergnais ! Nous attendons du conseil régional, de cette région comme de toutes les autres, qu'il délibère et fasse connaître ses positions. Tout peut être remis en ques-*

tion, rien n'est tabou, il faut faire preuve de toutes les audaces... Si les propositions des élus sont trop timides, a-t-il ajouté, «*nous assurerons nous-mêmes la conduite du bouleversement*». Sans que le nom de M. Giscard d'Estaing ait prononcé, c'était bien à lui que ces propos s'adressaient.

Recevant le ministre dans la salle des délibérations du conseil, l'ancien président de la République a affirmé qu'une politique d'aménagement du territoire repose sur deux principes essentiels : la relance de la décentralisation et un Etat qui «*assume sa mission de solidarité entre les régions*». «*Est-il normal, a-t-il demandé, que les collectivités locales aient dû financer toutes seules les nouvelles IUT, qui appartiennent, pourtant, au patrimoine de l'Etat ? (...) Mesure-t-on le poids des charges imposées ou transférées par l'Etat ? En Auvergne, nous pourrions nous dispenser de toute augmentation des impôts régionaux en 1994 si nous n'avions pas à financer les investissements universitaires dans le cadre du plan Université 2000, que nous avons dû négocier avec le gouvernement précédent*».

M. Pasqua a souligné, en réponse, que «*si l'Etat n'entend pas faire tout tout seul, c'est tout de même par lui que tout commence*».

JEAN-PIERRE ROUGER

COMMUNICATION

Au tribunal de Bourg-en-Bresse

Un journaliste condamné pour avoir diffusé des écoutes sur les activités d'un marchand d'armes

BOURG-EN-BRESSE de notre correspondant

Par jugement rendu le mercredi 15 décembre, le tribunal de grande instance de Bourg-en-Bresse (Ain) a condamné le journaliste franco-suisse Jean Musy, trente-huit ans, à 5 000 F d'amende avec sursis pour avoir diffusé des écoutes illégales relatives aux activités de Georges Starckmann, marchand d'armes, par ailleurs propriétaire de l'Alcazar à Paris. Il a été relaxé du chef de recel. La partie civile a obtenu 1 franc de dommages-intérêts, mais elle a été déboutée de ses autres demandes. Cette condamnation est conforme aux réquisitions du procureur, qui avait demandé une peine de principe et prononcé un réquisitoire très modéré.

Le 21 avril 1988, sur les ondes de Radio Zones, une radio associative de Ferney-Voltaire dont il était le responsable, Jean Musy avait diffusé des bandes magnétiques relatives aux trafics d'armes et de matériels militaires lourds que Georges Starckmann abritait derrière le pavillon de la société genevoise Star Productions, officiellement spécialisée dans l'importation de cartoons américains. Ce dernier avait saisi la justice sous le prétexte

que la diffusion des écoutes portait atteinte à sa vie privée.

Intitulé «*Rose culotte et noir canon*», le reportage-façon que Jean Musy avait réalisé à partir de trente-six cassettes audio n'avait pu atteindre le cap du deuxième épisode : le 22 avril, sa radio avait fait l'objet d'une perquisition et d'une saisie de documents par le SRPJ de Lyon. Les cassettes résultaient de la mise sur écoute du téléphone pendant une période de six mois par une association pacifiste suisse, La Grenouille, dont la police helvétique ne semble pas avoir mis beaucoup de zèle à identifier les membres. C'est cette mystérieuse organisation qui avait fait parvenir à Jean Musy et à d'autres journalistes les fameuses bandes magnétiques enregistrées au siège de la société de Georges Starckmann, révélaient notamment ses opérations et contacts sur l'Iran, l'Italie, la Libye et sa période d'embargo (1).

Question de principe

Le tribunal de Bourg-en-Bresse a souligné, place l'affaire sur le plan du principe : «*Peut-on faire de l'information par n'importe quel*

moyen et n'a-t-on pas trop tendance aujourd'hui à se réfugier derrière la déontologie pour échapper à la morale ? », a souligné la présidente, Laurence Flize. Ces questions ont été reprises par le substitut, Jean-Yves Coquilhat : «*Des considérations éthiques permettent-elles de violer la loi ? Y a-t-il des droits supérieurs à d'autres ?* », a encore ajouté le ministère public en répondant aux déclarations liminaires de Jean Musy, qui a revendiqué la nécessité du droit et du devoir d'information et «*de l'obligation morale pour un journaliste de porter à la connaissance du public des faits et des pratiques illégaux, vérifiés et portant atteinte aux droits de l'homme, au risque effectif de privilégier l'intérêt public à l'intérêt privé*».

M. Coquilhat s'est montré très modéré dans ses réquisitions en demandant une peine de principe (amende avec sursis) et en rejetant la demande de 150 000 francs de dommages-intérêts présentée par la partie civile. M^{me} Jean-François Arrieu, du barreau de Lyon, a demandé la relaxe de son client : «*Il n'avait pas d'autre choix que de publier les cassettes. On ne peut pas assimiler son œuvre et son comportement de salubrité publique au*

dérangement éthique invoqué par le procureur », avant de conclure : «*Je ne vous demande pas de féliciter mon client. Ce n'est pas votre rôle. Mais, à titre personnel, je le fais*».

LAURENT GUIGON

(1) Le nom de Georges Starckmann apparaît également dans l'affaire des flux starckmann vendus à la Libye et dans l'«*Irak-contrat-gate*» depuis l'arraisonnement du cargo chinois *Plata*, bloqué, avec son chargement d'armes, par le général Noriega pendant deux ans, à Panama. M. Starckmann, époux de Sibille à la suite des articles publiés sur l'affaire révéla par Radio Zones, a publié en 1992 ses Mémoires sous le titre *Noir canon*, dans lesquelles il raconte ses aventures (Belfort). Les cassettes incriminées rapportaient certaines de ses conversations en insistant sur les pratiques de certains professionnels dans des opérations de vente de matériels militaires concernant aussi bien des avions, des chars et des moteurs de char, des hélicoptères, des missiles (Singer et Hawk notamment), des vedettes, des radars, des munitions lourdes, etc. Interrogé par Jean Musy, Georges Starckmann n'avait pas contesté le contenu des cassettes, mais l'avait menacé de poursuites en cas de diffusion. Un journal genevois avait lui aussi publié des extraits des cassettes le 21 avril 1988 (*Le Monde* du 27 avril et du jeudi 18 août 1988).

L'exclusion de l'audiovisuel de l'accord du GATT

La complainte des «oubliés» de la victoire...

La victoire, en politique, se partage difficilement. Le triomphe impérial fait à Edouard Balladur, après l'exclusion de l'audiovisuel de l'accord sur le commerce international ne fait pas exception à cette règle élémentaire. Certains membres du gouvernement en font actuellement la cruelle expérience, si l'on en juge par les efforts que déploie leur «*entourage*» pour clamer *ubi et ubi* la nécessité de procéder à une répartition plus équilibrée des lauriers.

L'un des plus frustrés est apparemment le ministre de la communication, Alain Carignon, dont le bulletin de victoire personnel est passé un peu inaperçu dans le chœur des communiqués. Quelle caméra charitable, quel micro compaisant, quelle plume sensible chantera la saga de son combat antérieur pour l'«*exception culturelle*» ? Ah ! lire dans *Le Monde*, que «*dès le 14 juillet, Alain Carignon avait rencontré Sir Leon Brittan pour lui faire part de l'attitude inflexible du gouvernement et de son souci de voir le négociateur européen respecter son mandat*... Puis, que, «*face à l'entêtement*» de son conseiller technique «*à proposer la notion pourant imprécise de «*spécificité culturelle*», le même «*Alain Carignon, après**

avoir proposé au gouvernement de nommer un ambassadeur itinérant sur cette question audiovisuelle, avait mobilisé des artistes, producteurs et réalisateurs renommés» et qu'«*ensemble ils s'étaient rendus à Strasbourg où ils avaient convaincu les parlementaires européens de défendre fermement l'exception culturelle*».

Se pourrait-il donc que l'Histoire ne retienne pas que, «*ces derniers jours encore, Alain Carignon avait contesté les éventuels compromis envisagés par Sir Leon Brittan face à l'intransigeance des négociateurs américains*» ? Inégale victoire...

«Escamotage!» présidentiel

Moins prolixe, mais tout aussi déçu, le ministre de la culture semble surtout meurtri par l'indifférence de la collectivité médiatique à la part plus sombre, mais tout aussi déterminante, prise dans la bataille par sa propre cohorte. Centurion paternel, Jacques Toubon met volontiers en avant les médias, en demeure indubitablement, de son directeur de cabinet, Robert d'As-tier, et de son conseiller technique pour l'audiovisuel, Elisabeth Flury-Hérard. Mais il y a encore plus concho que ces deux ministres.

Dans les coulisses de l'Élysée, on parle carrément d'«*escamotage*» pour qualifier la mise sur piédestal du chef du gouvernement. Les scribes de passage sont priés de bien comprendre que tout le mérite de la victoire revient, en vérité, au président de la République. Notez donc : «*On s'acheminait vers une mise en tutelle de la culture européenne par les Etats-Unis. François Mitterrand a bondi, au soir du sommet du vendredi 10 décembre. Il a envoyé un mot à Edouard Balladur, qui, à ce moment-là, était en train de visiter une crèche à Bruxelles, pour lui dire en substance : devant la tournure que prennent les événements et le risque de blocage, il n'y a pas d'autre solution que le retrait de l'offre européenne à Genève. Puis le président et le premier ministre se sont vus et le samedi matin, c'est au cours de leur petit déjeuner avec le chancelier allemand, qui s'est engagé à les soutenir, qu'ils ont mis au point la proposition consistant à conclure que l'audiovisuel devait faire l'objet d'un traitement exceptionnel et séparé pour le présent et l'avenir. Mais sans le réflexe immédiat de François Mitterrand... C'est vu ? Rompez !*

ALAIN ROLLAT

Campagne de solidarité avec la Bosnie sur ARTE et TV5

Corridor d'images pour Sarajevo

Vingt mois de siège. Presque deux ans de bombardements et de tirs interromptus, des centaines de morts et de blessés, et l'hiver qui revient. Les initiatives se multiplient à nouveau en faveur de Sarajevo et la télévision se mobilise à son tour. Dimanche 19 décembre, ARTE consacrera sa soirée entière à la ville martyre. Le magazine «*Transit*» de Daniel Leconte diffusera un numéro spécial en direct du Conseil de l'Europe à Strasbourg, en duplex avec la capitale bosniaque. De simples citoyens, des artistes, des responsables de médias indépendants, le maire de Sarajevo pourront interpellés quelques-unes des personnalités réunies dans l'hémicycle du Conseil de l'Europe, dont des maires de grandes villes européennes, des parlementaires et des responsables d'associations (sont prévus, entre autres, Federico Mayor, président de l'UNESCO, François Léotard, ministre français de la défense, Bernard Kouchner, ancien ministre de la santé et de l'action humanitaire, Jean-François Deniau, ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Lord Owen, médiateur européen). Des reportages, réalisés par de grands réalisateurs européens, seront montrés au cours de ce même magazine qui prévoit de lancer

plusieurs actions de soutien (courrier pour Noël, aide à la presse indépendante, et, en association avec Reporters sans frontières et Equilibre, un kiosque à journaux pour les habitants de Sarajevo).

ARTE poursuivra sa programmation avec une soirée thématique autour de la Bosnie dans laquelle on verra une collection de courts-métrages réalisés par le cinéaste Adémir Kenovic et un groupe d'artistes bosniaques regroupés au sein de l'association SAGA ; un film de Nedim Loncarevic sur les crimes de guerre en Bosnie ; une rencontre entre une quarantaine d'intellectuels indépendants, serbes et croates, filmée fin novembre par Dusan Malackovic à Zagreb à l'initiative de la revue croate *Erasmus*.

Du 21 décembre au 21 mars, ARTE diffusera également, du lundi au samedi, à 20 h 30, une petite séquence de deux minutes, tournée à Sarajevo et montée le même jour sous le titre «*Chaque jour à Sarajevo*». Patrice Barrat, directeur de l'information de l'Agence Point du jour, espère que la vie familiale, très proche, de ces «*otages européens*» restera dans les consciences... La BBC, qui coproduit cette opération de solidarité avec le groupe SAGA, diffuse depuis un mois cette émission

ainsi que TV2 Danemark, Nova aux Pays-Bas, WPIX aux Etats-Unis, et le réseau Transnews pour les pays de l'Est (1). ARTE, qui s'est associée plus récemment à cette coproduction, ainsi que douze quotidiens européens participent parallèlement, avec la Fondation de France et Magnum Photo, à la campagne de sensibilisation initiée par Reporters sans frontières aux portes de Paris : 440 panneaux rappelleront que l'on ne peut ni entrer ni sortir de Sarajevo.

De son côté, la chaîne francophone TV5 organise également une émission spéciale avec *Le Monde* autour de l'initiative du Conseil de l'Europe le dimanche 19 décembre. *Sarajevo, un corridor pour la parole* (18 h 20-20 heures), présentée par Philippe Desmuntz, journaliste à TV5, et Jean-Pierre Langellier, chef du service étranger du *Monde*, comportera un journal international avec de nombreuses personnalités politiques européennes, et des reportages. TV5 rediffusera ensuite (à 23 h 30) le magazine «*Transit*» d'ARTE.

C. H.

(1) L'Agence Point du jour a réalisé un montage spécial de 32 minutes, à partir des séquences diffusées en novembre sur BBC, qui sera programmé sur Planète câble dans la semaine du 20 au 26 décembre.

REPÈRES

PUBLICITÉ

Le Conseil de la concurrence s'intéresse aux achats d'espaces

Le Conseil de la concurrence a auditionné pendant deux jours les parties mises en cause à la suite de son autosaisine sur les pratiques de l'achat d'espaces publicitaires (*Le Monde* du 23 octobre). La décision a été mise en délibéré et sera donc probablement notifiée aux parties après la trêve de fin d'année, courant janvier. L'enquête, menée depuis trois ans par le Conseil, avant le vote de la loi Sapin, met en cause un certain nombre de règles de médias et de contrôles d'achat d'espaces. Les sanctions envisagées par le rapport pourraient être plus larges et plus sévères que celles demandées par le commissaire du gouvernement, qui contenaient notamment des amendes de plusieurs millions de francs à l'encontre de centrales.

TÉLÉVISION POUR L'EMPLOI

Appel pour des projets d'émissions

Le ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et le ministère de la communication lancent, à partir du vendredi 17 décembre, un appel pour des projets d'émissions dans le cadre du projet de télévision pour l'emploi. Dans un communiqué commun publié mercredi, les deux ministères ont précisé que cette chaîne émettra du lundi 28 mars au dimanche 17 avril sur le cinquième réseau, avant les programmes d'ARTE. L'antenne sera ouverte du lundi au vendredi de 7 heures à 19 heures et le week-end de 12 à 19 heures. Le premier ministre avait annoncé ce projet le 16 novembre devant le congrès des maires de France, qu'il avait conviés à se mobiliser contre le chômage en organisant localement des «*forums pour l'emploi*».

TOGO : Un journal accusé d'avoir diffamé le président.

Le procureur de la République de Lomé a requis jeudi 16 décembre une peine de sept ans d'emprisonnement et une amende de 7 millions de francs CFA contre le directeur d'un hebdomadaire indépendant accusé de diffamation envers le chef de l'Etat. Moudassirou Katakpaou Touré, directeur de la *Lettre de Tchadjo*, est accusé d'avoir diffamé le président Gnassingbé Eyadéma et le ministre de la défense nationale, Inoussa Bouraïma, dans des articles publiés ces dernières semaines. L'affaire a été mise en délibéré jusqu'au 22 décembre par la chambre correctionnelle de Lomé.

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Les Journées annuelles d'éthique

Le professeur Jean-Pierre Changeux : « Les lois sur l'éthique biomédicale doivent être adoptées au plus vite »

Dans un avis rendu public à l'occasion des Journées annuelles d'éthique, vendredi 17 et samedi 18 décembre à l'UNESCO, le Comité national d'éthique se prononce, moyennant certaines conditions, en faveur du transfert d'embryons après décès du conjoint. A ce propos, dans un entretien au « Monde », le professeur Jean-Pierre Changeux, président du Comité d'éthique, souligne l'« urgence » d'une adoption des projets de loi sur la bioéthique. Au cours de ces journées, Pierre Méhaignerie, garde des sceaux, a confirmé que ces projets seraient discutés lors d'une session extraordinaire au Sénat autour du 15 janvier.

« Le Comité d'éthique indique, dans son avis sur le transfert d'embryons, que « l'homme disparu, on ne voit pas qui ou quelle autorité pourrait, in fine, faire valoir sur les embryons des droits égaux ou supérieurs à ceux de la femme ». La décision de poursuivre le projet parental appartient donc, dans ce cas, totalement à la femme ».

« Nous nous situons dans un cas où il y avait un projet parental - la double volonté d'un homme et d'une femme de concevoir un enfant et de l'élever ensemble - et où, soudainement, à la suite du décès du conjoint, ce projet n'existe plus dans sa forme initiale. A la différence de ce qui se passe lorsqu'une femme enceinte

perd son conjoint, la femme se trouve ici face à un choix : soit elle décide d'abandonner ce projet et de détruire l'embryon dont le père est décédé ; soit elle souhaite poursuivre son projet parental en l'absence de son compagnon décédé. Nous disons effectivement que « l'homme disparu, on ne voit pas qui ou quelle autorité pourrait, in fine, faire valoir sur les embryons des droits égaux ou supérieurs à ceux de la femme et s'opposer à son projet d'entreprendre une grossesse après transfert des embryons congelés ».

« Cependant, nous estimons que ce souhait doit être éclairé de manière, en particulier, à ce que l'intérêt du (ou des) enfant(s) à venir soit pris en compte de manière aussi sérieuse que possible. C'est pourquoi nous pensons qu'il conviendrait d'aménager avant toute décision un délai de réflexion d'au moins trois mois et qui ne devrait pas excéder un an. Ainsi, cette décision mûrement réfléchie ayant été prise à la suite d'entretiens avec l'équipe médicale, il devrait être possible à la femme de décider sereinement de la suite à donner à son projet parental ».

« Fait exceptionnel, l'avis et le rapport du Comité d'éthique s'accompagnent d'observations de l'un de ses membres, Pierre Laroque, qui explique les raisons pour lesquelles il lui semble « inopportuniste » de prendre position sur cette question. Ses arguments ne vous ont donc pas convaincus ?

« L'intervention, fort intéressante, de M. Laroque est essentiellement d'ordre juridique. Elle souligne les difficultés qui ne manquent pas de se poser sur le plan législatif et réglementaire si l'on accepte l'idée du transfert d'embryon après décès du géniteur. Au sein du Comité d'éthique, nous sommes arrivés, après de longues discussions à un large accord. Pierre Laroque a préféré voter contre cet avis et justifié par écrit sa position.

« Il pose en quelque sorte un préalable législatif à un avis du Comité d'éthique sur cette question ?

« C'est effectivement son point de vue. Alors qu'en général c'est plutôt l'inverse qui se produit, le législateur s'étant souvent inspiré des avis du Comité d'éthique. Le plus souvent, nos avis anticipent l'évolution du droit.

« La solution du moindre mal »

« Les textes de loi sur la bioéthique sont toujours en panne... »

« Le Comité d'éthique a pris, depuis maintenant plusieurs mois, une position très ferme ; nous souhaitons vivement que ces lois soient adoptées au plus vite. Il y a une véritable urgence à ce que le Parlement établisse des textes de loi sur les questions fondamentales relatives à l'éthique biomédicale.

« Etes-vous d'accord pour que le projet de loi n'envisage

pas la question du statut de l'embryon ?

« Nous en avons beaucoup discuté. Quelques membres de notre Comité, pour des raisons de type juridique, souhaitent que cette question figure dans le texte de loi. Mais la majorité est de l'avis contraire. Essayons déjà de faire en sorte que ce dispositif législatif éthique minimum soit mis en place et nous verrons bien ensuite.

« Sur cette question et sur bien d'autres, je m'en tiens à ce que le philosophe Paul Ricoeur appelle « l'ascétisme de l'argument ». Nous devons être attentifs à tous les arguments qui sont avancés et essayer de trouver les solutions qui soient conformes à la visée éthique telle qu'il la définit : « La vie bonne, avec et pour les autres, dans des institutions justes ». En pratique, notre démarche correspond à ce qu'Anne Fagot-Largeault appelle « la solution du moindre mal ».

« J'ajoute que nos positions ne sont pas figées une fois pour toutes. Ainsi, à propos des greffes de cellules nerveuses, le Comité a, dans un premier temps été favorable à un moratoire, avant de se prononcer en faveur de leur usage expérimental comme traitement de la maladie de Parkinson. Dans le domaine qui nous concerne aujourd'hui, je vous indique que nous avons été saisi une nouvelle fois de la question du diagnostic pré-implantatoire et que nous allons en débattre bientôt.

Propos recueillis par FRANK NOUCHI

DÉFENSE

Durant les années 40 et 50

Les Américains ont conduit des tests clandestins de munitions radioactives

Les Etats-Unis ont clandestinement expérimenté, à proximité de zones habitées, des armes à base de matières radioactives que des avions ont larguées, à plusieurs reprises, dans les années 40 et 50, au-dessus du Tennessee, de l'Utah et du Nouveau-Mexique. Douze tests de ce genre ont été conduits, entre 1948 et 1952, à partir de sites à Oak-Ridge (Tennessee) et à Salt-Lake-City (Utah), sous la direction du laboratoire national de Los Alamos (Nouveau-Mexique).

C'est un rapport au Congrès américain, émanant du General Accounting Office (GAO), l'équivalent de la Cour des comptes, qui vient de le révéler. Il s'est agi de mettre au point des munitions radioactives contre l'avis d'experts gouvernementaux qui, à l'origine, estimaient que les particules radioactives dégagées par les explosions nucléaires aériennes provoquaient peu de « retombées » militaires exploitables. L'un de ces essais, le 24 mars 1950, a consisté à faire larguer par un avion, à plus d'une centaine de kilomètres de Watrous (Nouveau-Mexique), une bombe classique contenant des milliers de curies - ce qui est considérable - de matières radioactives.

Le rapport du GAO précise qu'il n'a pas été en mesure d'évaluer les effets de ces expériences sur les populations civiles. Apparemment, indique le New York Times repris par l'International Herald Tribune du vendredi 17 décembre, les concentrations radioactives en jeu seraient très largement inférieures à celles dégagées par l'explosion de Tchernobyl.

Les chemins africains du sida

Suite de la première page

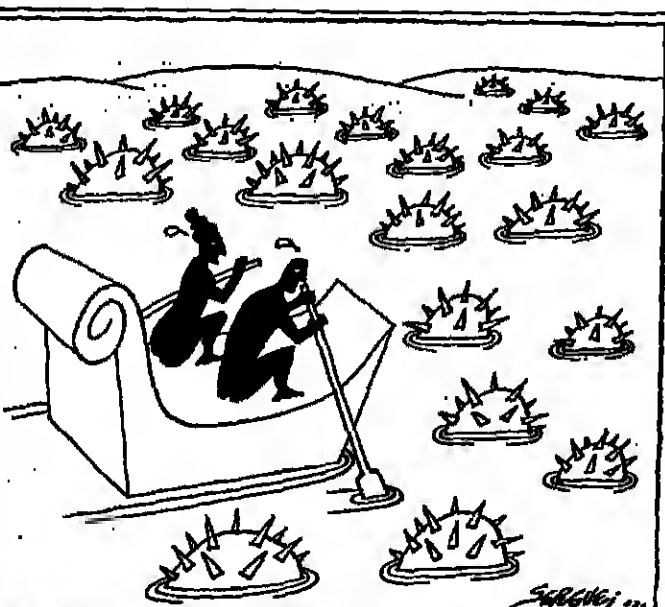
Beaucoup de ces hommes disent savoir que le préservatif est une bonne méthode pour éviter « d'attraper » le sida. Mais moins de la moitié d'entre eux disent avoir déjà vu un préservatif et moins d'un sur dix dit savoir l'utiliser.

D'autres entretiens avec ces migrants montrent la somme de méconnaissance, de fantasmes toujours présents en dépit des campagnes qui ont pu être menées par voie de télévision, de radio ou de presse écrite. Si le sexe et le sang sont des voies de contamination connues, beaucoup continuent, dans le même temps, de penser que la simple proximité physique avec un malade ou que le fait de partager l'air qu'il respire sont des situations potentiellement contaminantes. D'autre part, sur les sites aurifères de cette partie du continent, une croyance veut que pour trouver de l'or il faut, peu de temps avant de descendre dans la mine, avoir une relation sexuelle sans préservatif.

Pour les travaux de visite préventive sont en cours au Niger (auprès des populations migrantes), au Togo (visant les professionnels des transports) ainsi qu'au Mali. A Abidjan, une approche originale est

menée auprès des très nombreuses prostituées de la capitale ivoirienne, dont les trois quarts sont, elles aussi, des immigrées. Les responsables ivoiriens commencent également à prendre en compte, comme l'a expliqué Kale Kaoumé (Institut national de la santé publique, Abidjan) les déplacements périodiques - au moment du versement des salaires - des prostituées depuis leurs lieux de pratique habituels vers des complexes agro-industriels où d'importants contingents d'ouvriers et de manoeuvres saisonniers sont employés.

Pour de nombreux observateurs, la nature saisonnière de ces phénomènes migratoires est à relier à la transmission des MST et du sida aux femmes restées dans leur pays d'origine. Ceci ne fait aucun doute pour le docteur Fatoumata Traoré (Ouagadougou, Burkina-Faso). « Réserve de main-d'œuvre pour les pays africains pendant la colonisation, les Burkinabés ont gardé une facilité extraordinaire à migrer, explique-t-elle. Ce sont surtout les hommes qui partent. Les relations qu'ils entretiennent avec leur épouse au sein de leur pays d'origine... » Ce phénomène commence à alimenter, lors des rencontres africaines, de



plus en plus de discours à tonalité féministe, les quelques Africaines professionnelles de la santé utilisant ces tribunes pour dénoncer les inégalités socio-économiques et culturelles dont sont victimes les femmes de ce continent.

L'augmentation du nombre des cas de contamination des femmes « restées au village » par des hommes migrants concerne également les flux migratoires de l'Afrique noire et du Maghreb vers l'Europe et tout particulièrement vers la France. Dans les pays industrialisés, les travailleurs immigrés sont

en effet, via la prostitution, une cible privilégiée de contamination virale, une contamination qu'ils peuvent ensuite transmettre à différentes personnes lors de leur retour au pays. A l'inverse, d'autres observations font état, comme en France et en Belgique, de femmes contaminées par leurs maris, ces derniers ayant été infectés lors de relations homo ou hétérosexuelles en Afrique. Face à ces multiples chemins épidémiques, la prévention reste encore, pour l'essentiel, à inventer.

JEAN-YVES NAU

Une aide française de 300 millions de francs en 1994

MARRAKECH de notre envoyé spécial

S'exprimant au nom de Michel Roussin, ministre de la coopération, le professeur Claude Griseoli (hôpital Necker-Enfants malades, Paris) a annoncé, jeudi 16 décembre, lors de la clôture de la conférence de Marrakech, que la France consacrerait 300 millions de francs en 1994 à la lutte contre l'épidémie de sida en Afrique et en Haïti. Il a confirmé ainsi la confirmation de l'augmentation de la participation française en territoire africain, qui avait été annoncée en août dernier à Abidjan par Michel Roussin et Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé (le Monde du 3 août). « Les aides apportées aux pays africains qui en feront la demande ne seront accordées qu'après une expertise préalable par un groupe de spé-

cialistes réunis au ministère de la coopération », nous a expliqué le professeur Griseoli.

Cette décision marque une nouvelle étape dans la politique de coopération en matière de lutte contre le sida, amorcée en 1987. Depuis cette date, environ 300 millions de francs ont été engagés. C'est une somme équivalente qui sera déboursée pour la seule année 1994.

« État d'urgence »

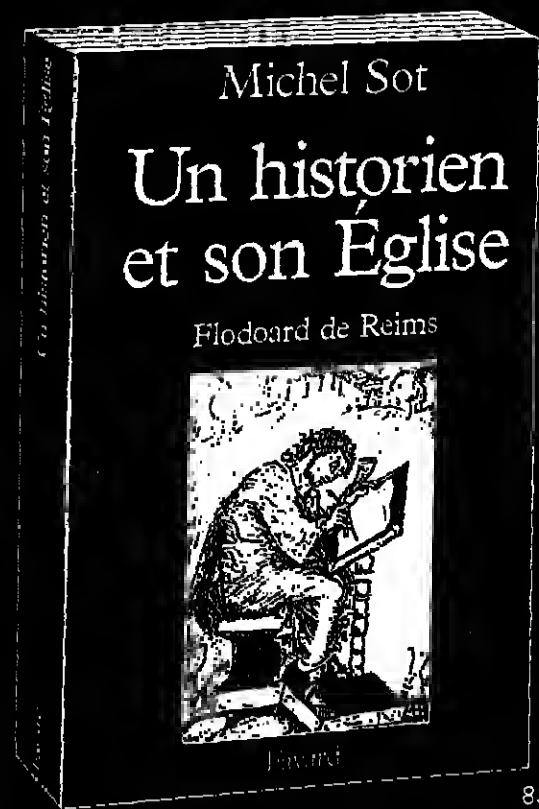
L'augmentation de l'aide financière française à la lutte contre le sida en Afrique et la décision, annoncée lors de l'ouverture de la conférence de Marrakech par Simone Veil, de réunir à Paris, au cours du premier semestre 1994, les représentants des différents pays industrialisés contribuant au

financement d'actions de prévention contre la pandémie dans le tiers-monde correspondent à une volonté de coordonner l'action tant au niveau des pays concernés qu'à l'échelon des Nations unies. M. Veil a indiqué que la somme de Paris viserait à mettre en place « une véritable stratégie d'intervention ». Présent lors de la cérémonie de clôture de la conférence, Jacques Chirac s'est associé à « l'Appel de Marrakech », texte signé par différents responsables politiques, scientifiques ou culturels pour intensifier les actions de prévention sur le continent africain. « L'Afrique est en état d'urgence. Seule une mobilisation internationale permettra d'y répondre par la mise en œuvre d'une solidarité concrète et agissante », a déclaré le maire de Paris. La décision de l'intensification de l'aide française coïncide

avec l'annonce faite par les responsables de l'OMS qu'une firme pharmaceutique belge - Janssen Pharmaceutics - allait offrir à l'organisme international, au cours des cinq années à venir, deux médicaments (le minocycline et le ketoconazole) efficaces dans le traitement de candidose buccales dont souffrent très fréquemment les malades atteints du sida. Ce don, d'une valeur de 5 millions de dollars, sera utilisé dans les pays africains. « Je demande aux autres sociétés pharmaceutiques de suivre cet exemple et de contribuer à ce que les médicaments soient plus accessibles et financièrement plus abordables dans les pays en voie de développement », a déclaré le docteur Michel Merson, directeur du programme mondial de lutte contre le sida à l'OMS.

J.-Y. N.

UN HISTORIEN ET SON ÉGLISE AU X^e SIÈCLE



Herculienne entreprise, cette histoire du diocèse de Reims au X^e siècle part d'une interrogation sur l'épiscopat, sur sa place dans la société et dans l'Église, pour s'orienter vers l'histoire de la culture en général, et plus particulièrement sur « l'histoire de l'histoire ».

Libération

L'Histoire
FAYARD

ÉDUCATION

Grève des enseignants, établissements fermés, manifestation nationale

Les défenseurs de l'école publique tentent de mobiliser l'opinion contre la révision de la loi Falloux

■ GRÈVES ET MANIFESTATIONS. La quasi-totalité des syndicats d'enseignants, ceux de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) comme ceux de la Fédération syndicale unitaire (FSU), des associations de parents d'élèves et des organisations de gauche appellent à la grève dans les établissements scolaires publics, vendredi 17 décembre, pour protester contre le vote par le Sénat, mercredi 15 décembre, de la révision de la loi Falloux, le camp laïque qui est en état de choc. Pris de court, il se ressouda et tenta, dans l'urgence, un sursaut. Faut-il qu'il y ait vraiment péril en la demeure pour que les frères ennemis du syndicalisme enseignant, la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et son ex-minorité, désormais rassemblée sous la bannière de la Fédération syndicale unitaire (FSU), décident, en vingt-quatre heures à peine, d'une action commune. Qui plus est, ironie du sort, le jour même où doivent être dénoués les résultats du vote aux élections professionnelles dans les écoles primaires, les premières dans le monde enseignant depuis l'adoption de la loi Falloux.

■ RAPPORT VEDEL. Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale a déposé, jeudi 16 décembre, une demande de commission d'enquête sur « les conditions d'élaboration du rapport Vedel » sur l'état des locaux des établissements d'enseignement privé. Ce sont les conclusions de ce rapport qui ont conduit le gouvernement à demander au Sénat de voter dans l'urgence la révision de la loi Falloux.

Après le vote par le Sénat, mercredi 15 décembre, de la révision de la loi Falloux, qu'il dénonçait unanimement comme « un coup de force », le camp laïque est en état de choc. Pris de court, il se ressouda et tenta, dans l'urgence, un sursaut. Faut-il qu'il y ait vraiment péril en la demeure pour que les frères ennemis du syndicalisme enseignant, la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et son ex-minorité, désormais rassemblée sous la bannière de la Fédération syndicale unitaire (FSU), décident, en vingt-quatre heures à peine, d'une action commune. Qui plus est, ironie du sort, le jour même où doivent être dénoués les résultats du vote aux élections professionnelles dans les écoles primaires, les premières dans le monde enseignant depuis l'adoption de la loi Falloux.

Meis sous le coup asséné par les parlementaires de droite, les défenseurs de la laïcité font mine d'oublier — la FEN en tête — leurs propres atermoiements sur la question scolaire. Sentant à quel point les clivages anciens étaient en train de se déplacer, ils n'ont pourtant cessé de s'interroger depuis leur défaite de 1984.

Par exemple, en juin dernier, au moment où revenait à l'Assemblée le débat sur la révision de la loi Falloux, le tout nouveau Syndicat des enseignants (SE) de la FEN, réuni à Tours pour son congrès constitutif, exhortait ses troupes à adopter une position —

inédite pour ce syndicat — d'ouverture sur la question scolaire. « Le réalisme impose aux laïques d'en prendre acte », écrivait la direction du SE, le financement de l'enseignement privé sous contrat est irréversible. Ils doivent s'inscrire, à ce propos, et avant qu'il ne soit trop tard, dans le seul débat qui soit d'actualité : les conditions impératives de l'association de l'enseignement privé au service public d'éducation et les exigences liées à la notion de mission de service public.

Refusé par les délégations de l'Ouest confrontées à une forte implantation de l'enseignement catholique, le texte ne fut pas adopté par le congrès. Mais, quelques mois auparavant, l'accord « historique » signé en janvier entre le gouvernement et l'enseignement catholique, alignant la formation et le recrutement des maîtres du privé sur ceux du public, n'avait guère réussi à mobiliser la FEN, il est vrai alors entièrement absorbée par ses déchirements internes.

La contradiction entre les deux mots d'ordre, lancés si tôt connu le vote du Sénat, l'un par la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) — historiquement très liée à la FEN — l'autre par la FSU, illustre bien le désarroi dans lequel sont plongés les appareils syndicaux et associatifs. Tandis que la FCPE déclarait le vendredi 17 décembre « journée école fermée » — réclamant en clair à ses adhérents de

garder leurs enfants chez eux, ce qui n'est pas forcément de bonne publicité pour l'école publique — la FSU, aussitôt rejointe par le Comité national d'action laïque (CNAL), lançait l'idée, pour le premier trimestre 1994, « d'une grande campagne de promotion de l'école publique ».

Si la rhétorique laïque a ardoisé ses angles, est-on sûr pour autant que l'opinion et en premier lieu les parents d'élèves, pensent en ces termes l'opposition entre les deux écoles ? L'antagonisme historique sur lequel se sont fondés le SNI et la FCPE (mais où les jeunes enseignants comme les nouveaux parents d'élèves ne retrouvent pas forcément leurs petits) ne fait plus recette aujourd'hui auprès de familles de plus en plus soucieuses et habiles à faire jouer la complémentarité entre les deux systèmes.

Stratégies individuelles des familles

Le plein emploi mis à mal, la crise s'est faite œuvre. Pour du chômage, angoisse de l'avenir, les parents ont naturellement haussé leurs exigences à l'égard de l'école. Toutes les enquêtes sur le sujet le montrent : chacun des deux systèmes se pose en correctif des rigidités ou des faiblesses de l'autre. Si l'enseignement privé accueille bien une minorité d'élèves — 17 % des effectifs — on sait avec certitude qu'il sert

de recours à près de 40 % des élèves à un moment où il n'a entre de leur parcours scolaire. En outre, un parent du public sur six réussit, par des voies dérogatoires, à échapper aux contraintes de la carte scolaire et choisit son établissement. Comme près d'un parent sur six a également fait le choix du privé, ce sont donc, en définitive, près des tiers des parents qui choisissent leur école aujourd'hui en France.

Le débat sur l'assouplissement de la carte scolaire est devenu récurrent dans le service public, depuis les premières expérimentations lancées par la gauche... à la rentrée 1984. Quant au rôle très efficace de filtre social que joue le privé dans certaines zones urbaines en particulier, rien n'indique qu'il soit différent de celui que mettent en place, au profit des seuls initiés, certains établissements publics. Or ni les syndicats d'enseignants ni les associations de parents d'élèves n'ont vraiment réussi à intégrer dans leurs discours ces évolutions majeures.

De plus en plus sollicité pour des raisons pédagogiques, comme refuge, au point de ses qualités, réelles ou supposées, de plus grande souplesse, l'enseignement privé est finalement entré dans le jeu que les stratégies individuelles des familles lui imposent. Le fameux caractère propre du privé, fer de lance de la bataille de 1984, a certes été reconnu par les accords Lang-

Clouet de juin 1992, mais au moment où ses contours étaient devenus si flous que les responsables de l'enseignement catholique eux-mêmes ne savaient plus comment lui redonner forme et contenu.

A vitesse grand V, enseignants et personnel d'encadrement du privé se sont laïcisés : 97 % des enseignants du privé sont désormais des laïcs, 88 % des directeurs d'école, 81 % des chefs d'établissement du second degré (contre 46 % en 1978), 66 % des directeurs diocésains — deux sur trois, — garants de l'enseignement catholique dans chaque diocèse (contre 9 % en 1978...).

Peut-il y avoir, dans ces conditions, une réelle mobilisation pour assurer la défense de l'école publique ? Un sondage publié en novembre par le CNAL, précise que six Français sur dix trouvent plutôt juste que les collectivités locales financent les locaux de l'enseignement privé sous contrat... à la condition que les locaux subventionnés par des fonds publics demeurent publics. En outre, 83 % des Français préféreraient que l'argent de l'Etat et des collectivités locales serve d'abord à l'amélioration du service public, ce que ne garantit pas le loi votée à la hâte au Sénat. Le sondage, cependant, ne dit pas s'ils sont prêts à manifester pour cela.

CHRISTINE GARIN
et JEAN-MICHEL DUMAY

Dans les trois départements d'Alsace-Moselle

Statut différent

STRASBOURG

de notre correspondant

La loi Falloux est surtout connue en Alsace-Moselle pour inspirer encore dans les trois départements le statut scolaire local qui organise la présence religieuse dans l'enseignement public.

Le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle, sous domination allemande de 1870 à 1918, ont en effet échappé aux « lois laïques » de la III^e République. Leur retour à la France a respecté ce qui était devenu un droit local, emblématique souvent des textes français d'après 1870 et des textes allemands postérieurs. Les exemples les plus connus sont le maintien du concordat qui règle les rapports entre l'Eglise catholique et l'Etat et un régime particulier de protection sociale.

Le statut scolaire local est aussi un élément. Il prévoit notamment la « confessionnalité » des écoles primaires et des postes d'enseignants : une école est « protestante » ou « catholique ». Depuis plusieurs années, même si ces étiquettes demeurent, l'interconfessionnalité de fait se répand progressivement, et on ne tient plus vraiment compte de la religion des personnels dans leur affectation. Mais surtout le statut scolaire alsacien-mosellan organise les cours de religion dans les locaux et les horaires scolaires pour les cultes reconnus (catholique, luthérien, réformé et israélite). Cet enseignement d'une heure hebdomadaire en classes primaires, qui peut être porté à deux dans les CE2, CM1 et CM2, est assuré par l'instituteur volontaire ou, à défaut, par des catéchistes, ministres du culte ou laïcs rémunérés par l'éducation nationale.

La famille peut y préférer un cours de substitution, souvent de morale. De même, la religion est une matière officielle dans le second degré, traitée par des enseignants spécifiques. Selon les dernières statistiques connues de l'INSEE, qui datent de 1989-1990, 42,2 % des élèves du second degré public et privé étaient

inscrits en religion. Certains aspects sont tombés en désuétude, comme l'éveil religieux prévu en maternelle. D'autres n'ont plus qu'une portée très limitée, comme le droit pour des membres des congrégations religieuses d'enseigner dans des écoles primaires publiques ou même de les diriger.

Une application floue du principe de laïcité

Cette spécificité régionale explique en grande partie que la guerre scolaire n'ait jamais dépassé en Alsace les simples incidents de frontières. La présence reconnue de l'enseignement religieux dans l'école publique a considérablement réduit le conflit entre camp laïque et confessionnel. Elle a d'ailleurs freiné le développement de l'école privée : dans l'académie de Strasbourg, 7,9 % des élèves seulement sont scolarisés dans l'enseignement privé, chiffre qui tombe à 4 % dans le seul premier degré. Les établissements privés, catholiques, mais aussi, à Strasbourg, protestants ou israélites, sont essentiellement des collèges et des lycées.

Ce statut scolaire spécifique, qui a ses opposants, est une application très floue du principe de laïcité. Un colloque organisé en octobre dernier à Strasbourg par le CNRS et l'Institut du droit local sur « l'enseignement religieux en France » suggère qu'il s'agit là, avant la lettre, d'une organisation décentralisée et consensuelle des rapports entre l'école et les cultes. En revanche, il a été beaucoup interrogé sur cette fragilité juridique.

Est-il envisageable d'étendre un jour ce statut à l'islam, ce qui pourrait favoriser l'intégration des jeunes musulmans ? Devant l'Association des journalistes de l'information religieuse (AJIR), le 1^{er} décembre, le docteur Dail Boubakeur, recteur de la Grande Mosquée de Paris, a cité en exemple le statut scolaire local d'Alsace-Moselle comme une piste à étudier.

JACQUES FORTIER

Le PS demande une commission d'enquête sur les conditions d'élaboration du rapport Vedel

Le groupe PS à l'Assemblée nationale a déposé, jeudi 16 décembre, une demande de commission d'enquête sur « les conditions d'élaboration du rapport Vedel », dont les conclusions ont conduit le gouvernement à demander au Sénat de voter la révision des textes législatifs relatifs au financement par les collectivités locales de l'immobilier scolaire privé. Selon ce rapport, plus de la moitié des établissements scolaires privés « appellent des travaux liés à la sécurité » (Le Monde des 11 et 15 décembre).

En prétextant l'examen de la révision de la loi Falloux, François Bayrou n'avait pas hésité à « glisser » sur les propres conclusions du rapport Vedel, jouant ostensiblement de cette corde sensible. La mission Vedel, elle, faisait état de « situations de nature variable ». « Dans le détail de l'enquête, précisait-elle en conclusion, il n'a pas été possible d'isoler dans les montants (liés aux travaux immédiats ou conservatoires) ceux qui correspondent aux travaux les plus urgents ».

L'amalgame effectué par le ministre de l'éducation entre l'urgence d'une situation et la résolution d'un problème de fond était relevé, dès mardi, par Georges Vedel lui-même. Et le Père Max Clouet, secrétaire général de l'enseignement catholique, reconnaissait lui-même qu'il était abusif de parler d'insécurité quand il s'agissait de mise aux normes de sécurité (Le Monde du 16 décembre).

Aujourd'hui, des voix s'élèvent à gauche pour s'interroger sur la manière dont a été élaboré le rapport. On critique le fait que les besoins des établissements en matière de sécurité aient pu être communiqués par l'enseignement catholique lui-même, et non pas sur la base de données observées directement par les services de l'Etat. En fait, pour déterminer le classement de chaque établissement dans les cinq catégories, selon la nature des travaux à effectuer, la mission Vedel s'est adressée aux services extérieurs du ministère de l'éducation nationale. A charge pour ceux-ci de définir leur méthode de travail et d'adresser les consignes aux inspections académiques dans chaque département.

Dans les académies de Rennes et de Nantes, qui s'adressent à elles seules les tiers des effectifs de l'enseignement privé sous contrat en France, les directions diocésaines ont été associées à chaque étape des

relevés d'informations. Dans certains cas, comme dans l'académie de Lyon, des formulaires ont été adressés directement aux chefs d'établissements privés afin qu'ils puissent renseigner le rapport sur le sujet le plus sensible. Cependant, un ingénieur régional des services académiques s'est assuré a posteriori, au vu des procès-verbaux des commissions de sécurité, de la conformité des renseignements. En revanche, dans les académies où le privé est peu nombreux, il semble que les informations recueillies aient été soit après visite d'un agent de l'inspection académique, soit au vu des rapports des commissions de sécurité.

On ne saurait cependant faire grief de l'absence d'un mandat de clarté. Elle indique, dans son rapport, que « les services extérieurs

du ministère de l'éducation nationale étaient parallèlement invités à prendre contact avec l'ensemble des interlocuteurs à même de les aider dans cette enquête (organismes de gestion des établissements privés, collectivités locales, directions départementales de l'équipement) ». « L'état des lieux est hautement vraisemblable », nous a indiqué Georges Vedel, jeudi 16 décembre. Même si, pour un travail scientifique, il aurait évidemment fallu bien plus de temps. « En choisissant elle-même de s'orienter vers une enquête simplifiée, alors que M. Bayrou se défendait de fixer un délai de remise de copie, la mission Vedel a créé, de fait, les conditions de la reprise précipitée du débat par les sénateurs ».

J.-M. DY.

POINT DE VUE

Une nouvelle délibération est indispensable

par Jean-Luc Mélenchon

Le secrétaire général de l'enseignement catholique affirme (Le Monde du 17 décembre) qu'il n'y a plus de contentieux entre l'enseignement privé et l'Etat. C'est le refrain après chaque prise d'engagement. Exit donc le contentieux. Restent les revendications.

Car le Père Clouet, comme ses prédécesseurs, est insatiable. En quelques lignes dans ces colonnes tout est dit. Premièrement, la laïcité de l'Etat doit être redéfinie, puisque celui-ci « paie déjà depuis trente ans les enseignants du privé ». D'ailleurs, le devoir de la République, loin d'être la loi commune, définit seulement « le caractère propre » de l'enseignement public, « qui privilégie certaines valeurs, telles que la liberté, l'égalité, la fraternité ». Deuxièmement, l'enseignement privé annonce qu'en dépit des libéralités de M. Bayrou, il n'a pas les moyens d'apporter sa quote-part aux travaux urgents dont le rapport Vedel a révélé si opportunément la nécessité. Troisièmement, compte tenu de la baisse démographique, il n'y a plus deux écoles, il faut en fermer une. « Faudra-t-il supprimer systématiquement l'école catholique,

même si celle-ci ne connaît pas le même déclin ? », s'interroge hypocritement M. Clouet.

Le Père Clouet rappelle que la loi Debré lui « fait obligation d'accepter tous les élèves ». Il n'en reste pas moins que le Guide pratique de l'immobilier scolaire dans l'enseignement catholique, édition de janvier 1992, organise soigneusement les moyens de protéger « la mission d'Eglise » que poursuit l'enseignement catholique » (page 64). D'abord, « écarter la gestion de la propriété comme garantie pour maintenir le caractère propre » ; ensuite, une « clause de destination » doit figurer dans le bail entre l'association qui gère et celle qui possède. Cette clause a pour but de mettre en situation d'occupation sans titre un établissement qui ne respecterait pas les consignes de l'autorité diocésaine » (page 25).

Qui menace la liberté d'enseignement jusqu'à cette nuit du 14 décembre au Sénat, sinon l'imprévoyance criminelle de ceux qui ont laissé leurs écoles se dégrader au point de devenir dangereuses pour les enfants qui s'y trouvent ? Les contribuables doivent-ils payer la réparation des voitures en panne au nom de la liberté de circuler, alors qu'ils financent déjà les transports en commun mis à la dispo-

Député, hors-la-loi et fier de l'être

Pierre Lequiller, député (UDF) et vice-président du conseil général des Yvelines, auteur par le passé de plusieurs propositions de loi visant à réformer le financement de l'immobilier privé, a reconnu, mercredi 15 décembre, que son département avait pris les devants, à la fois en place de la décentralisation en 1986.

« Le département des Yvelines, a-t-il indiqué, a financé jusqu'à 85 % des investissements pour certains collèges privés, comme il le fait pour le public, alors que la loi le limitait à 10 % ». Transformat ainsi, au mépris de la loi, ses désirs de député en réalité.

Combien d'autres questions pourraient encore être soulevées ! C'est pourquoi l'estime que la nouvelle délibération est indispensable. Elle dépend, certes, de la double signature du président de la République et du premier ministre. Autant dire d'un bras de fer. Le second a beaucoup de moyens pour lui. Le premier n'a que ce qu'il pourrait faire constater : le refus des enseignants que l'on veut contraindre, il faut donner de la voix !

Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne, est membre du secrétariat national du Parti socialiste.

Marché

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'assassinat de Bernard Laroche devant la cour d'assises de la Côte-d'Or

Les jurés ont infligé à Jean-Marie Villemin quatre ans d'emprisonnement ferme

La cour d'assises de la Côte-d'Or a condamné, jeudi 16 décembre, Jean-Marie Villemin, trente-cinq ans, à cinq ans d'emprisonnement, dont un avec sursis, en le déclarant coupable de l'assassinat de son cousin Bernard Laroche, commis le 29 mars 1985 à Aumontzey (Vosges). Incarcéré le jour des faits et remis en liberté le 24 décembre 1987, Jean-Marie Villemin a été écroué, conformément à la loi. Au début de l'audience, il est donc retourné en prison mais l'application des remises de peine, ajoutée à la faculté de demander une libération conditionnelle, lui permet d'espérer une libération dans les prochaines semaines.

DIJON

de notre envoyé spécial

Une décision juste, disait en substance un haut magistrat de la Cour de cassation, c'est celle qui ne fait pas scandale, qui est acceptée par la partie civile et par le condamné. L'arrêt rendu jeudi 16 décembre par la cour d'assises de la Côte-d'Or semble bien correspondre à cette définition car, à l'issue de l'audience, l'un des conseils des familles Laroche et Bolle parlait d'un « arrêt digne ».

Alors que, pour M. Henri-René Garaud, défenseur de Jean-Marie Villemin, il s'agissait d'une

« décision d'apaisement ». Enfin, l'opinion publique ne verra pas un scandale dans la sanction de ce qui reste un assassinat, même si les circonstances du crime, les dérives de la justice et l'ancienneté des faits ont conduit les jurés à faire preuve de modération. L'avocat général demandait dix ans de réclusion criminelle et la défense souhaitait l'acquiescement. Deux extrêmes, deux excès, bien à l'image de l'affaire. « Les jurés ont su trouver une solution médiane, remarque le même M. Garaud. La vertu est souvent au milieu ».

« Assez de souffrances »

Pourtant, l'avocat, en prononçant l'ultime plaidoirie du procès s'était battu, comme jamais sans doute il n'avait eu l'occasion de le faire. Il a plaidé l'acquiescement, furieusement, rageusement, mais cette fois ce fut sans s'abriter derrière les poncifs qui ont fait sa réputation. Agacé devant les étiquettes qu'on lui attribue volontiers : « C'est vrai que j'aime les flics », rugissait-il, avant de piétiner féroce le SRPJ de Nancy en accusant les policiers d'avoir donné « des coups de pouce » à l'enquête, afin de construire leur dossier. Les experts, après le juge Lambert, n'ont pas été plus épargnés. M. Garaud, à plusieurs reprises, a même évoqué son propre rôle : « Je n'ai peut-être pas vu venir le danger. Mea culpa. Le 29 mars,

Jean-Marie m'a demandé un rendez-vous; je ne pouvais pas lui en donner avant le 10 avril ». Et pour l'avocat, si Jean-Marie Villemin a tué, c'est la faute à tout ce gâchis, à tout ce désordre. N'ajoutez pas le malheur au malheur ».

Pendant une grande partie de sa plaidoirie, Christine et Jean-Marie Villemin ont pleuré. Quand survient l'incident où l'accusé doit avoir la parole en dernier, Jean-Marie Villemin bafouille en sanglotant abondamment. Il parle de Grégory : « C'est pour lui que je suis ici. Christine et moi, nous l'aimions plus que tout au monde... Ne nous séparez pas, je vous en supplie, assez de souffrances ».

Parmi les jurés, une jeune femme tourne la tête brusquement, cachant ses yeux. Quatre heures plus tard, le jury avait pris sa décision. Mais, bien longtemps après le verdict, le public nombreux, qui n'avait pas pu assister à l'audience, s'était réparti dans la salle des Pas-Perdus par petits groupes sans se décider à quitter le palais de justice. Chacun évoquait de façon savante un dossier qu'il ne connaissait pas, échauffant les hypothèses les plus folles. Le procès de Jean-Marie Villemin est terminé. L'affaire Grégory continue.

M. P.

Une également la chronique de DANIEL SCHNEIDERMAN page 25

Fausse facturation et dépenses injustifiées

Plusieurs fonctionnaires du conseil général de Seine-Maritime sont poursuivis pour corruption

ROUEN

de notre correspondant

Pierre Roussel, directeur du service des moyens et matériels au conseil général de Seine-Maritime, Denis Neteris, directeur du service informatique, et leurs adjoints, Emmanuel Laminiana et Jean-Pierre Vigier, ont été mis en examen, jeudi 16 décembre, pour « abus de confiance, faux et usage de faux, infraction à la transparence des marchés et corruption » à la suite d'une plainte déposée par André Martin (UDF-PSD), ancien président du conseil général, décédé le 7 novembre.

Le « patron » du département avait découvert l'existence de fausses facturations pour des matériels livrés au service informatique. Une société spécialisée dans la vente de moquette avait ainsi vendu au conseil général, au

début de 1993, des ordinateurs de forte puissance tandis qu'une entreprise spécialisée dans l'agencement, la décoration et la menuiserie avait facturé des micro-ordinateurs haut de gamme. En cinq ans, le service informatique, dont le budget annuel s'élève à 50 millions de francs, aurait engagé 10 % à 15 % de dépenses injustifiées.

En plus de ces problèmes de fausses facturations, les enquêteurs du SRPJ de Rouen se sont intéressés à une petite société d'événement propriétaire d'un hémicycle, dirigée par M. Neteris, à laquelle le conseil général aurait acheté des heures de val. Cette société avait été constituée à partir d'une association, Arc-en-Ciel, déjà subventionnée par le conseil général sous forme d'heures de vol qui n'ont pratiquement jamais été effectuées. Plus étroitement

imbriquée au sein du conseil général de Seine-Maritime, une association pour la formation en informatique des handicapés, Handitel, était aussi contrôlée par M. Neteris. La gestion de l'association aurait semblé échappée à tout contrôle et servi à des échanges de matériel informatique alors qu'elle était largement subventionnée par le conseil général.

Ces mises en examen interviennent à six jours de l'élection du président du conseil général appelé à remplacer André Martin, qui avait lui-même succédé en avril à Jean Lecanuet. Interrogé, le cabinet du vice-président, Paul Caron (UDF-CDS), qui assure l'intérim, a refusé de commenter l'affaire « par respect du secret de l'instruction ».

ETIENNE BANZET

L'enquête sur un projet d'action contre un conseiller de M. Pasqua

Trois militants de l'Œuvre française ont été mis en examen

Patrick Nannaud, Alain Leclercq et Thierry Verasani, les trois militants du mouvement d'extrême droite l'Œuvre française soupçonnés d'avoir préparé un projet d'action violente contre Patrick Gaubert, chargé de mission pour la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie au cabinet de Charles Pasqua, ont été mis en examen, jeudi 16 décembre, des chefs d'association de malfaiteurs » par Marie-Paule Morachini, juge d'instruction au tribunal de Paris (le Monde du 16 décembre).

Patrick Nannaud a été libéré sans contrôle judiciaire mais Alain Leclercq et Thierry Verasani, qui ont également été mis en examen du chef d'infraction à la législation sur les armes, ont été placés en détention provisoire.

Charles Pasqua a estimé, jeudi 16 décembre à Clermont-Ferrand, que les activités de ces trois militants étaient « inadmissibles ». « M. Gaubert est, à mon cabinet, en charge — comme déjà entre 1986 et 1988 — de la constitution et de l'animation de cellules de lutte con-

tre le racisme et la xénophobie, et il est poursuivi. Il est rapidement devenu une cible pour des organisations d'extrême droite.

Des enquêtes effectuées par la police ont montré qu'il avait fait l'objet d'opérations de surveillance et de repérages de la part de l'un de ces mouvements. C'est dans ces conditions que la justice est intervenue et je souhaite qu'elle suive son cours ».

ASSISES : un burlesque condamné à cinq ans de prison avec sursis pour le maure d'un cambrioleur. — Noël Connes, un burlesque qui avait tué un jeune homme de dix-neuf ans entré par effraction dans sa boutique en février 1991, a été condamné, jeudi 16 décembre, par la cour d'assises de l'Hérault à cinq ans de prison avec sursis. L'avocat général, qui estimait que le commerçant n'avait laissé aucune chance au cambrioleur en tirant sans sommation, avait requis cinq années de réclusion criminelle. Les jurés n'ont pas suivi la thèse de la légitime défense et ont reconnu Noël Connes coupable d'homicide volontaire, mais ils lui ont accordé les circonstances atténuantes.

Devant la cour d'appel de Lyon

Trois hommes d'affaires ont été condamnés sur plainte de M. Noir

La septième chambre de la cour d'appel de Lyon, présidée par Dominique Dulin, a condamné, mercredi 15 décembre, trois hommes d'affaires à des amendes de 50 000 à 100 000 francs et à des peines d'emprisonnement de quinze mois à trois ans avec sursis, pour escroqueries et abus de biens sociaux.

André Caben, gérant de la société d'édition et de régulation publicitaire AIDP, et ses démarcheurs, Sydney Lellouche et Léon Sillan étaient poursuivis sur plainte de Michel Noir, pour avoir effectué des « manœuvres frauduleuses » dans la collecte de fonds auprès d'entreprises lyonnaises et pour des impayés de fournisseurs remontant à 1984-1985. A l'époque, l'actuel maire de Lyon n'était encore que l'adjoint de son prédécesseur, François Collob (nou-inscrit, « bariste »), mais également le président départemental du RPR et le responsable du journal *L'Infini*, dont AIDP était chargée de fournir les ressources, en application d'un contrat commercial.

L'association éditrice obtient 200 000 francs de dommages et intérêts et M. Noir 20 000 francs, à titre personnel. — (Corresp.)

COMMENTAIRE

Marché de dupes

AVEC la condamnation de Jean-Marie Villemin, le rideau est tombé sur l'une des scènes les plus fortes de ce drame interminable que l'Histoire retiendra probablement sous le nom de « l'affaire Grégory ». Il ne s'agit pas pour autant du dernier acte car, un jour peut-être, le vérité jaillira sur les circonstances de la mort du fils de Jean-Marie Villemin. Les enchevêtrements judiciaires sont érudits de ces affaires qui n'ont été expliquées que de nombreuses années plus tard, grâce au hasard ou à l'apinâtreté d'un enquêteur. Ainsi, il y a seulement deux mois, un grand-père a-t-il expliqué comment il avait découpé le corps de son petit-fils dans le Val-d'Oise, treize ans auparavant, après l'avoir tué sciemment.

Inversement, al l'assassinat de Grégory garde son mystère, il est à croire que certains saient encore tentés d'écrire le dernier chapitre avec les convictions forgées dans leurs propres fantasmes. Et ce n'est pas le procès de Jean-Marie Villemin qui limite leur imagination, malgré l'espoir que la première partie de l'audience avait fait naître.

Par une certaine perversion de la mécanique judiciaire, jusqu'au procès de Jean-Marie Villemin est aussi apparu comme celui de l'assassinat de Grégory. A l'origine, c'est M. Garaud qui a demandé que soient cités à l'au-

dience tous les témoins de tous les dossiers judiciaires de l'affaire. Il s'agissait, pour l'avocat, non seulement de convaincre les jurés de l'existence de larges circonstances atténuantes en faveur de Jean-Marie Villemin, mais aussi de profiter des débats pour enseigner l'innocence de son épouse Christine, blanchie par un non-lieu moins délectant qu'un acquiescement, fût-il virtuel.

La justice a accepté, et le président Olivier Ruyssen a même souhaité que les débats servent à faire jaillir la lumière sur l'assassinat de Grégory. L'idée, tout en étant juridiquement contestable, était louable et, si l'assassin avait été identifié, le magistrat et la cour d'assises en seraient incontestablement sortis grandis. L'ordonné, l'extraordinaire pulvérisé du débat contradictoire, permettaient d'espérer — et M. Ruyssen ne l'avait pas caché — que « la vérité jaillirait d'affrontements ».

Une effrayante série d'erreurs

En effet, les combats furent parfois très violents. Mais, à l'issue de la terrible journée où l'on vit à la fois Christine devant s'opposer furieusement aux avocats de la partie civile et son mari engager une discussion dramatique avec sa mère, la théorie de l'effacement fut pratiquement abandonnée car chacun semblait s'être égaré qu'elle pouvait révéler cette haine qui enveloppait, neuf ans plus tôt, la vallée de la Vologne.

L'audience a donc continué avec quelques heures plus tard. Mais la malentendu sur l'issue du procès s'était installé pour se transformer en un marché de dupes. M. Garaud plaide l'acquiescement de Jean-Marie Villemin tout en le mêlant à l'innocence de son épouse, comme si les deux notions étaient inséparables. Du côté de la partie civile, on plaide avec acharnement l'innocence de Laroche, et, quand le verdict fut rendu, son épouse Marie-Ange déclara : « En mettant Jean-Marie en prison, ça démontre l'innocence de Bernard ». Chacun avait oublié qu'il ne s'agissait que du jugement de Jean-Marie Villemin.

Pourtant, l'abandon du débat a des effets positifs. Elle aura permis de révéler publi-

quement une effrayante série d'erreurs commises par la justice, la gendarmerie, la police et la presse. Concernant la justice, il n'est pas certain que cette institution ait tiré les leçons nécessaires. M. Lambert, bien noté par ses supérieurs, n'a pourtant pas rencontré les obstacles que les juges trouvent sur leur chemin lorsqu'ils s'attaquent à un homme politique. Cette observation vaut aussi pour la presse, dans la mesure où la mise en cause féroce et impitoyable de Christine Villemin et de quelques autres villageois des Vosges n'a pas provoqué la simple encre qui ne manque pas de déclarer ici ou là l'arrogance d'un grand de ce monde est égaré.

MAURICE PEYROT

REPÈRES

ESPACE

L'Europe reporte à janvier 1994 ses décisions sur les vols habités

Deux jours n'ont pas été suffisants au Conseil de l'Agence spatiale européenne (ESA) pour arriver à un consensus sur le programme à long terme présenté il y a quelques mois par le directeur général, Jean-Marie Luthi. Réunis, jeudi 16 décembre à Paris, les représentants des Etats-membres sont convenus de remettre à janvier 1994 une deuxième décision sur la station Columbus et sur le programme de transport spatial habité MSTP. Les désaccords portant sur la répartition du financement — environ 420 millions d'unités de compte (1) — de ces deux programmes pour les deux années à venir. Les conseillers sont, cependant, tombés d'accord pour engager jusqu'à achèvement le programme d'observation de la Terre, Envisat, et le système de transmission de données à haut débit par satellites DRS. Ils ont, enfin, voté le budget général et le budget scientifique pour 1994, qui se maintient respectivement à 169,94 MUC et 330,824 MUC.

(1) Une unité de compte vaut environ 7 francs.

FOOTBALL

Les maires des villes de province hôtes de la Coupe du monde 1998 devront revoir leurs dossiers

Les maires des villes de province candidates pour accueillir les rencontres de la Coupe du monde 1998 devront revoir leurs dossiers et les « représenter » avec des « chiffres et des objectifs précis d'ici à la fin janvier », a déclaré M. Michèle Alliot-Marie, ministre de la jeunesse et des sports, à l'issue d'une réunion, jeudi 16 décembre, avec les élus des huit municipalités concernées (Lyon, Montpellier, Toulouse, Lens, Bordeaux, Saint-Etienne, Marseille et Nantes — Strasbourg et Nancy ayant renoncé à leur candidature).

M. Alliot-Marie a souligné que les estimations de coût de rénovation des stades, présentées par les élus, « divergent » entre elles de un à trois, voire de un à quatre, et qu'il fallait donc commencer à travailler sur des chiffres et des objectifs précis. Elle a fixé un nouveau calendrier : présentation des dossiers à la délégation interministérielle début février 1994; concertation « soutenue » à Mâtignon en présence des maires et des présidents des conseils généraux et régionaux concernés début mars; établissement de la liste des villes candidates en mars et avril et

signature, en mai, des conventions Etat-Ville qui permettraient de résoudre une situation bloquée. Les maires exigent, notamment, d'obtenir une participation de l'Etat équivalente à 40 % du coût des travaux de rénovation (le gouvernement précédent proposait 30 %).

TERRORISME

Un Turc impliqué dans l'attentat contre le pape extradé de France en Italie

Le Turc Orat Celik a été extradé, jeudi 16 décembre, de Paris à Rome. Soupçonné d'avoir participé à l'attentat dans lequel le pape a été grièvement blessé sur la place Saint-Pierre, le 13 mai 1981, il avait été jugé par contumace, en 1986 et 1987 à Rome, et acquitté faute de preuves. Orat Celik avait eu des relations avec l'organisation criminelle turque des Loups gris, tout comme son compatriote Mehmet Ali Agca, qui purge une peine de prison à vie à Rome pour avoir tiré sur Jean-Paul II. Sur la base du témoignage d'Agca, Celik, deux autres Turcs et trois Bulgares avaient été renvoyés devant la justice en 1985 sous l'accusation de complot, puis acquittés.

Celik a été extradé sous l'accusation de trafic de drogue en Italie, mais la vraie raison des pressions exercées par Rome sur Paris tenait

à la volonté de l'interroger au sujet de l'attentat contre le pape. Il est soupçonné d'avoir rencontré Agca en Suisse dans les jours ayant précédé la fusillade, pour lui fournir une arme à feu.

RELIGIONS

Mgr Rouet nommé évêque coadjuteur de Poitiers

Le pape a nommé, jeudi 16 décembre, Mgr Albert Rouet, actuel évêque auxiliaire du cardinal Lustiger à Paris, et président de la commission sociale de l'épiscopat, comme évêque coadjuteur de Mgr Joseph Rostier, évêque de Poitiers, soixante-neuf ans, appelé à lui succéder.

(Né le 28 janvier 1936 à Thénay (Indre), Albert Rouet a fait ses études au séminaire de Bourges et à l'Institut catholique de Paris. Licencié en théologie, il a été ordonné prêtre en 1963. Directeur dans des collèges parisiens, supérieur de jeunes et responsable de catéchèse, vicaire général de Paris à partir de 1983, Albert Rouet a eu une grande activité dans le milieu ecclésial, étudiant et universitaire. Le cardinal Lustiger en a fait son évêque auxiliaire en 1986. Albert Rouet a occupé des fonctions dans l'épiscopat au plan national, à la commission épiscopale des milieux indépendants et à la commission sociale dont il est devenu le président en 1991. Il vient d'écrire *Au risque de croire*, chez Anne Sigier.

nt de mobiliser loi Falloux

ation est indispen

Le maire de Mantes-la-Jolie consulte les habitants sur la signature d'un contrat de ville

Retour en force de l'Etat dans l'aménagement des terrains Renault de Billancourt

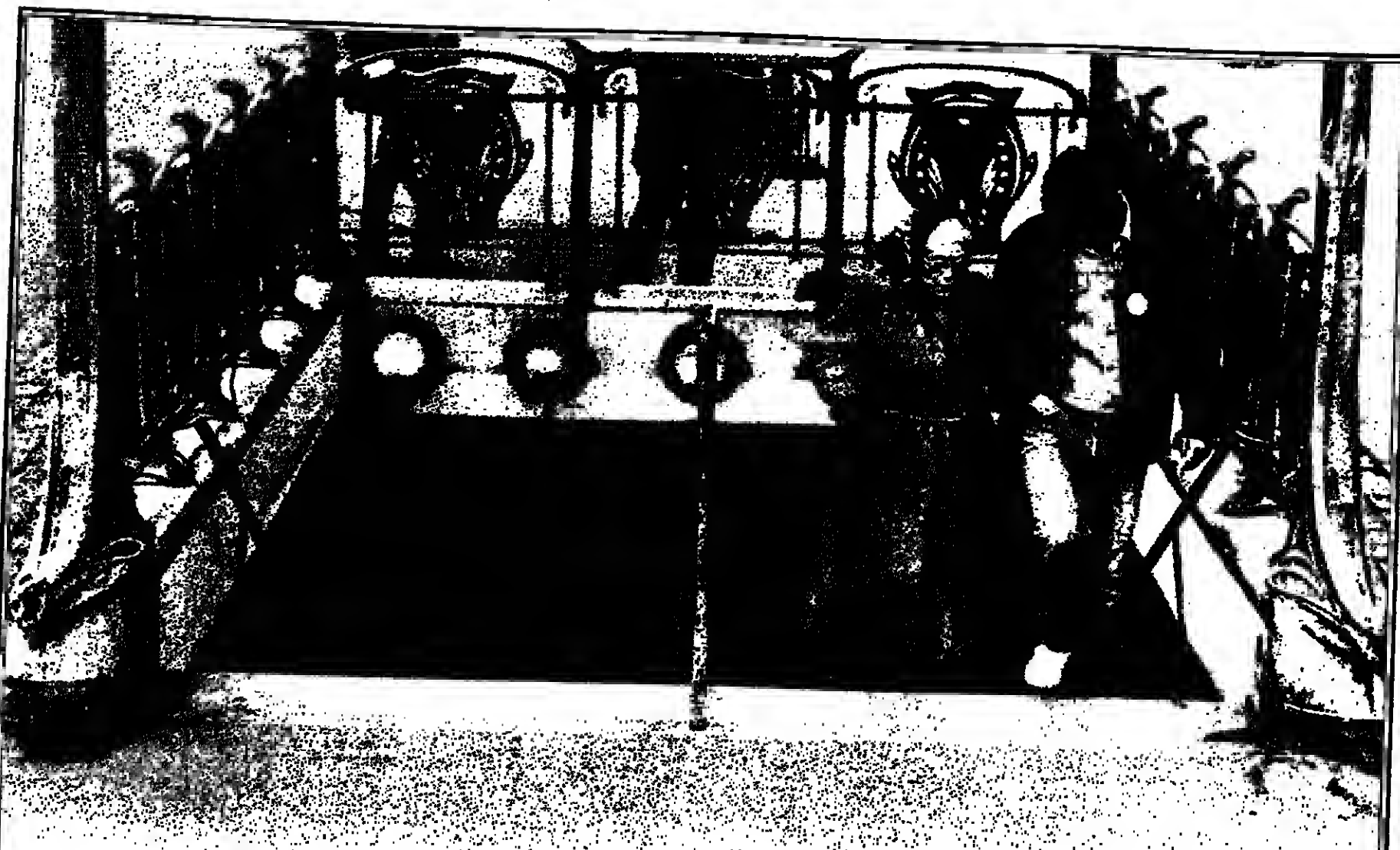
Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
Cimade - service œcuménique d'entraide
176, rue de Grenelle, 75007 Paris
Tél. : 44-18-60-50 - CCP 4088-87 Y Paris

[illegible]

هكذا من الرجل

(Publicité)

at dans l'aménagement
ult de Billancourt



**C'est en redonnant aux uns
la possibilité de se déplacer qu'on peut
offrir à d'autres celle de travailler.**



Les Compagnons du Voyage existent
pour les personnes ayant du mal à se déplacer.
200 emplois seront ainsi créés en décembre 93
(Contrats Emploi-Solidarité) et 500 d'ici
fin 1994. **On n'en fera jamais assez
pour vous donner l'esprit libre.**

* BENOÎT / SOMA, L'UNION, L'ARABIE PHOTO TELEROUT

RATP

l'esprit libre



THÉÂTRE

LA RÉSISTIBLE ASCENSION D'ARTURO UI au Théâtre national de Chaillot

Brecht à très grande vitesse

Jérôme Savary met en scène la pièce la plus paradoxale de Brecht, *Arturo Ui*. Il jette dans cette aventure tout ce que l'art du théâtre offre de forces vives : l'irradiation de grands acteurs, les émotions de la lumière, les surprises du trompe-l'œil, les échos des chants et des bruits dans nos mémoires, les bonheurs de la pantomime... Et la carambole de toutes ces chances scéniques qui s'ébattent en liberté réanimant Bertolt Brecht, curieusement, en toute rigueur.

Peut-être faut-il, pour évoquer cette oeuvre mise en scène de Savary, « cadrer » la pièce dans les déclarations qu'avait faites Brecht en son temps.

« La Résistible Ascension d'Arturo Ui, écrit en 1941 en Finlande, est une tentative d'expliquer au monde capitaliste l'ascension de Hitler en la transposant dans un milieu qui lui est familier. (...) Hitler est la plus fine fleur que le capitalisme ait produite, le dernier mot du capitalisme jusqu'ici, son édition épurée, améliorée ; qui contient tout, et de l'indéfini en plus. » (Brecht écrivait cela le 15 avril 1941.)

« Démarche épique »

Des amis de Brecht, auxquels il avait donné à lire *Arturo Ui* en manuscrit, lui ont posé sur le risque de « réduire » Hitler à un gangster branché sur un trust de choux-fleurs, une figure risible. Réponse de Brecht : « La tragédie traite les souffrances des hommes par-dessous la jambe plus fréquemment que la comédie... Il faut exhorter un peuple à rire d'un maître en face duquel il a manqué de sérieux. » Soucieux de rééquilibrer la distance entre gangster du Bronx et chancelier du Reich, Brecht ajoutait : « Pour que l'action prenne bien tout le sens qui lui appartient, il est nécessaire de jouer la pièce dans le grand style... On peut utiliser des vues panoramiques peintes sur des toiles de fond, des effets d'orgue, de trompettes, de tambours... »

C'est ce qu'a accompli Savary, et il n'y est pas allé de main morte : son *Arturo Ui* est du théâtre très grand format, une tempête de splendeur, de délire, d'imaginaire générale, de présence d'esprit avant tout. Du Savary toutes voiles dehors. Brecht était obsédé par ce besoin de « vitesse claire », dit-il, à propos d'*Arturo Ui*, et c'était pour



Guy Bedos et les autres interprètes de la pièce mise en scène par Jérôme Savary

lui l'essentiel : « Je suis impatient de savoir si j'ai réussi à donner de la vitesse à la démarche épique. » En général nous avons joué Brecht, en France, plus lentement que le Brecht. Savary donne la vitesse juste, sans précipitation.

Pourquoi ne pas noter, en passant, un sentiment étrange à voir Arturo-Adolf évoluer dans ces décors si vivants, si expressifs ? C'est que le spectacle de Chaillot fait alors songer à Hitler lorsqu'il cherchait du travail et avait un mot de recommandation pour le décorateur en chef de l'Opéra de Vienne, Alfred Roller (qui était prévenu, qui l'attendait) : à plusieurs reprises, était en 1900, Hitler avait dit-out-ant, il se rendait à l'Opéra avec son carton d'aquarielles et sa lettre de pistons, mais pas une fois il n'eut le courage de frapper à la porte de Roller. Hitler eût-il pu devenir décorateur de théâtre ? On rêve...

Une autre obsession de Savary à l'égard de Brecht, c'est d'avoir obtenu chez ses acteurs une manière de dire les vers d'*Arturo Ui*, par un drôle de tour de passe-passe, de façon que ce soit des vers sans être. Brecht avait choisi, pour prétendument exprimer « l'indétermination de l'attitude seigneuriale des gangsters », de les faire parler en vers blancs. Mais il trouvait à ces vers une légère odeur de droite (les poètes symbolistes n'étaient pas des dockers ni des ouvriers agricoles). Brecht espérait donc que des acteurs

seraient capables d'« estroper, étirer, maltraiter le vers blanc, de façon à en faire un nouveau matériel formel qui pourrait donner naissance à toutes sortes de choses ». Programme accompli sur la scène de Chaillot, où la traduction en vers blancs d'Armand Jacob devient un pastis d'upercuts, de volées de revers croisées, de croche-pieds en vache, de sournoiseries délicatement coulées, d'arrêts brusques, etc.

Une des missions de la prouesse de ce TGV (théâtre à grande vitesse) de Savary : avoir placé des comédiens de premier plan dans tous les rôles. Michel Berto en chancelier Dollfus, Roland Blanche en Ernst Röhren, Jean-Pierre Kalfon en Göttsche, Bernard Ballet en Götting, Jacques Bonnet en grand industriel-maillon, Jacques Debary en Hindenburg, Jean-Pierre Moulin en chargé d'enquête après l'incendie du Reichstag, Jean-Claude Jay intégrant dans le rôle du vieil acteur shakespearien qui vient enseigner à Hitler comment il doit placer ses mains, ses bras, ses intonations, quand il tient un meeting... Sans oublier Savary, chef de parade, gros-bras-pisto-sans-rire, grand soléil.

Formidable interprétation de Guy Bedos. Il a chipé à son modèle un petit nombre de signes nets. Ses cris d'orfèvre par moments et ses douces d'auteurs, lorsqu'il délire dans les scènes. Sa façon de placer ses mains sur ses propres épaules, ou de les joindre sur le ventre. Des choses

comme cela. Il a choisi d'autre part des détails plus étranges : par exemple les lunettes d'aveugle, qu'il porte pendant presque toute la pièce, évoquant, semble-t-il, les semaines d'octobre 1918 où Hitler, qui était caporal au 16^e bavarois d'infanterie, eut perdu la vue en raison du gaz montard utilisé par les Anglais : il fit alors le vœu, s'il récupérait ses yeux, de se consacrer à la politique.

L'*Arturo Ui* de Bedos évite les prises. Il est confiné dans « en demande », déséquilibré mais rapide, il force et il fuit. Il est tout et rien, un spectre évali terme. Bedos, sans poids, sans regard, traversant la scène comme une absence de diable, donne tout juste le ton qu'exprime Brecht quand il dit : « Pas plus que l'échec de ses entreprises ne fait de Hitler un imbécile, l'étendue de ses entreprises ne fait de lui un grand homme. »

La pièce de Brecht sur Hitler ainsi présentée par Jérôme Savary est une grande chose. Et, qualité devenue rare, la mise en scène, l'interprétation, les décors (d'Ézio Topf) sont, à 20 h 30, dimanche à 15 heures. Jusqu'au 26 février. Le 26 décembre à 17 heures. Relâche le 1^{er} janvier. Tél. : 47-27-81-15. De 80 F à 150 F.

MICHEL COURNOT

Théâtre national de Chaillot, place du Trocadéro, Paris (16^e). Métro : Trocadéro. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Jusqu'au 26 février. Le 26 décembre à 17 heures. Relâche le 1^{er} janvier. Tél. : 47-27-81-15. De 80 F à 150 F.

LE CANARD SAUVAGE à la Comédie-Française

Ibsen laissé pour compte

Il y a dans la mise en scène du *Canard sauvage*, signée d'Alain Françon, un moment d'une grande justesse : à l'issue d'un dîner et voulant parler en confidence à son fils, un négociant pousse ses invités vers le salon, tourne les talons et revient en scène en fermant violemment deux rideaux de velours vert qui barrent désormais l'accès à son cabinet de travail. Au-delà de cette barrière, une petite-bourgeoise locale fume et déblatère autour d'un piano ; en-deçà, un père et son fils vont se déchirer pour de sombres histoires de famille, de propriétés et d'argent.

En une scène, en une situation, Ibsen dit son fait au monde, à ce monde capitaliste qui rassemble à s'y méprendre à une sorte de mafia, association de malfaiteurs d'une humanité à la peine. Elle est superbement symbolisée par le négociant Werle, qui n'a pas hésité à sacrifier pour s'enrichir un ami de toujours, l'amour de sa femme et la confiance de son fils. Alain Françon a choisi de confier le rôle du négociant à Nicolas Silberg, rond et chauve comme Brando dans *Le Parrain*. C'est saisissant, à la mesure de l'effroi suscité par cette pièce qui s'achève par le sacrifice d'une enfant de quatorze ans.

Le *Canard sauvage* est un ouvrage de transition dans l'œuvre d'Ibsen, premier d'un cycle d'analyses psychologiques radicales qui se poursuivra avec *Roald Holst* et *Hedda Gabler*. Les trois pièces ont été écrites entre 1884 et 1890, juste avant le retour de l'auteur dans son pays après plus de vingt ans d'exil pour y établir... son propre fils. Mais elle ne renonce en rien à l'habileté sociale et politique du dramaturge norvégien telle qu'elle s'exerce depuis de longues années déjà.

L'imprimerie nationale met à notre disposition depuis deux ans les douze dernières pièces d'Ibsen dans sa très belle collection « Le spectateur français », dirigée par Jean-Loup Rivière (1). Terje Sinding a traduit, avec talent, ces textes passionnants parmi les-

quels le *Canard sauvage*. Deux familles s'y affrontent : celle du négociant Werle qui a un fils, Gregers (Jean-Yves Dubois), et partage sa vie avec sa gouvernante, Madame Sørby (Claire Vernet) ; celle du photographe Hjalmar Ekdal (Jean-Baptiste Malartre), qui a épousé l'ancienne bonne de Werle, Gina (Martine Chevallier) dont il croit avoir eu une fille, Hedvig (Anne Kessler). Sous son toit vit le vieil Ekdal (Alain Françon), jadis associé du négociant et condamné par la justice pour ces malversations dont fut innocenté Werle. Déchéance dont il ne s'est jamais remis.

A l'exception de la scène déjà décrite - elle a lieu au premier acte - la mise en scène de la Comédie-Française est malheureusement très en retrait du texte. Qu'il s'agisse de l'impact social ou psychologique du *Canard sauvage*, Alain Françon est resté sur son quant-à-soi, réalisant un spectacle presque linéaire et sans enjeu. Là où l'on voudrait les rythmes d'Hitchcock, ses lumières inquiètes, ses décors bancals, ses héros ambigus mais décidés, élégants et pervers, son dialogue subtil avec la mort, on a un Françon presque absent, des acteurs dirigés approximativement, hésitant entre trop et pas assez de présence, d'engagement, autant qu'un peu d'indifférence sur le texte - manque de répétitions ? manque de dialogue et d'indications ? Si bien que les tentatives courageuses de Jean-Yves Dubois, celles plus aboules des femmes, Claire Vernet, Martine Chevallier et Anne Kessler, jeune pensionnaire émue, ne parviennent pas à emporter l'adhésion d'un public qui s'enferme. Loins, très loins de l'immense coltre d'Ibsen.

OLIVIER SCHMITT

(1) Le texte du *Canard sauvage* est paru dans le volume II, 404 pages, 129 F.

Comédie-Française, Place Colette, Paris (1^{er}). Métro : Palais-Royal. En alternance. Tél. : 40-15-00-15. De 80 F à 120 F. Durée : 3 heures.

La querelle des Molières

L'Association professionnelle et artistique du théâtre, qui organise la cérémonie annuelle des Molières, a indiqué, le 13 décembre, que la cérémonie prévue pour le 18 avril 1994 « ouvrira, comme les années précédentes, la totalité de l'acti vité théâtrale en France, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé ». Cette précision intervient après la décision du Syndicat national des directeurs d'entreprises artistiques et culturelles (SYNDEAC) de ne plus participer aux Molières (le Monde du 10 décembre). L'APAT rappelle que « l'adhésion [l'association] n'est possible qu'à des personnes physiques (à ce jour 2 900 professionnels) » et ajoute que « le SYNDEAC ne peut donc prétendre se retirer d'un organisme dont il ne fait pas partie ».

COMMENTAIRE

Cache-misère

CELA fait plusieurs années que le cérémonial des Molières tourne à l'autodéclaration des producteurs du théâtre privé parisien. Même si plusieurs distinctions sont attribuées au secteur public, ce qui donne l'illusion d'un équilibre, les palmiers récents indiquent clairement que l'essentiel des votants provient des rangs du théâtre commercial. Il s'agit toute l'importance d'un acte à la télévision en première partie de soirée.

Surpris en 1987 de l'imagination du responsable d'un cabinet de relations publiques, Georges Cravanne, les Molières sont l'émulation d'une improbable Association professionnelle et artistique du théâtre présidée ces jours-ci par le comédien Claude Rich. Elle réunit essentiellement des techniciens, administrateurs, journalistes, « agents artistiques » et des attachés de presse. Elle n'a pour seul objet que d'organiser le vote à deux tours de cette troupe hétéroclite afin de promouvoir la production théâtrale française.

Le secteur public du théâtre, lors de l'assemblée générale du syndicat qui réunit ses directeurs, a décidé de ne plus participer à cet événement car il ne lui

paraît pas refléter l'esprit de ses activités. C'est un euphémisme. De son côté, Georges Cravanne a décidé de maintenir au palmarès des Molières les récompenses prévues pour le théâtre public. C'est une décision dangereuse qui risque de donner lieu, en avril prochain, à une empoignade (épistémologique et refus de prix) que les télespectateurs ne comprendront pas. Il est été plus hâtivement d'indiquer clairement que les Molières récompensent désormais le théâtre privé parisien. Ce qui, de facto, est le cas.

Au fond, voilà une nouvelle fois illustrée les difficultés de la cohabitation à Paris du théâtre d'art et du théâtre de divertissement, communément appelé des boulevard. L'un et l'autre ont leurs règles, leurs organisations, leurs finalités, et chacun a droit à la considération. Le spectateur, doublé une fois par an du téléspectateur, aussi. A ce chapitre, le total désengagement des chaînes publiques et privées de télévision vis-à-vis du théâtre est symptomatique. La Nuit des Molières n'est que le cache-misère d'un mépris absolu du petit écran pour le spectacle vivant.

O. S.

CINÉMA

CINÉMA SYRIEN à l'Institut du monde arabe

Filmer malgré la censure

Depuis le 20 novembre et durant deux mois encore, l'Institut du monde arabe consacre ses projections de films de semaine à la cinématographie syrienne. Marginalisée par son dialecte et par la (déclinante) suprématie égyptienne, coupé du « poumon » beyrouthin, le cinéma syrien vitote. Soixante ans après sa naissance, confronté à une censure tatillonne et handicapé par des infrastructures vieillies, il semble condamné à une production étatique annuelle de deux, trois ou quatre longs métrages au lieu des six ou sept prévus par l'Organisation générale du cinéma syrien, fondée en 1963.

Celle-ci produit pourtant les meilleurs films nationaux, alors que le secteur privé, dopé depuis 1990 par la libéralisation économique, subsiste en produisant des vidéos à destination du Golfe. Quant à la télévision, elle commence timidement à coproduire des fictions (cette année les *Amoureux de la ligne de pluie*, premier film de Mustapha Rached, parodie « bédouine » opaque mais non dénuée de beauté). Cela dans un pays de treize millions d'habitants, qui dispose de quatre-vingt-dix salles pour la plupart envahies par les séries B américaines ou de Hongkong.

Au 3^e Festival international du film de Damas, qui s'est déroulé du 1^{er} au 6 novembre, on découvrit notamment le *Pépère* (prix spécial du jury), premier film de Maher Kaddou, qui conte le voyage initiatique d'une jeune villageoise violée après l'assassinat de ses parents et lancée à la recherche de ses agresseurs. Elle découvre la « jungle »

urbaine, retourne bredouille dans son village et retrouve un homme rencontré dans son périple. Il faut ajouter un épisode dans lequel intervient un véritable policier pour rendre le film moins « pessimiste » aux yeux des censeurs.

Entre censure et difficultés économiques

On a également retrouvé à Damas Nabli El Maleh, auteur du classique *Le Léopard* (1972), de retour avec les *Figurants*, époustouflante composition d'acteur, huis clos émaillé de rencontres dans Damas d'un couple d'amants qui apprennent à se connaître et posent le couple librement choisi comme modèle, ce qui ne va pas de soi dans une société encore soumise à la loi patriarcale. Mais, entre censure et difficultés économiques, la vie des films reste précaire. Ainsi du film arabe le plus radical dans sa dénonciation de l'oppression patriarcale, *Étoiles du jour* (1988) du jeune Oussama Mohammed, salué à l'étranger, notamment au Maghreb, mais qui attend depuis quatre ans à la présidence de la République une autorisation de sortie nationale.

On la *Nuit* (1992), de Mohammed Malas, le film syrien plastiquement le plus achevé (primé à Carthage en 1992), qui s'est vu retrancher un dialogue jugé « défaitiste ». Pourtant, le premier film de Mohammed Malas, *Les Rêves de la ville* (1983), superbe évocation de la Syrie des années 30-60, avait propulsé le cinéma syrien sur la scène internationale dans les années 80. Du prometteur Abdelatif

Abdelhamid, les *Nuits du chachal* (1989), situé dans la communauté alouite (secte chiite d'où est issue l'élite au pouvoir à Damas, 13 % des Syriens), avait frappé par sa force et son message tragique à double sens qui pouvait s'entendre comme un appel à l'unité autour d'un père despotique ou moins qu'il ne se fit agit d'un dirigeant « paternel » mais inflexible. Ses *Lettres orales* (1992) contait la belle histoire d'amour d'un Cyrano syrien, de son frère et de sa bien-aimée s'achevant sur une mutilation (masculine) symbolique : le film a fait un tabac en salle car il se passe lui aussi en milieu alouite, avec son dialecte et son humour.

Quant à Raymond Boutros, depuis les *Gourmands* (1991), dénonciation poétique et humaniste d'une certaine violence de la société syrienne d'aujourd'hui et beau portrait d'une femme amoureuse et libre, il attend de réaliser à nouveau, comme Samir Zikra. Celui-ci s'était pourtant affirmé comme l'un des cinéastes syriens majeurs, avec *Incident du dimanche* (1980) et *Incident de l'après-midi* (1983), tristes dénonciations de la bureaucratie, constat du malaise social qui règne dans le pays.

Une élite cinématographique existe en Syrie, dont les membres - putatifs ou confirmés - attendent leur tour pour filmer : ainsi Omar Amrany, dont la *Vie quotidienne dans un village syrien* (1974) fit date dans le « documentaire-fiction » et actuellement porteur d'un long métrage adressé, à titre posthume à Michel Seurat.

YVES THORAVAL

Tous les samedis et dimanches à 15 heures et 17 heures à l'Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris-5^e. Métro Jussieu. Tél. : 40-51-33-81.

CHATELET : Barbara ennuie jusqu'au 21 décembre. - Victime d'une « indisposition » mardi 14 décembre, Barbara ne reprendra ses récitaux au Théâtre du Châtelet que le 21 décembre. Les représentations sont prévues jusqu'au 31 décembre. Une grippe avait déjà contraint la chanteuse à annuler son spectacle du 3 au 10 décembre, puis elle était remontée sur scène le week-end dernier. Les billets peuvent être remboursés aux caisses ou par correspondance (2, rue Edouard-Colonne, 75001, tél. : 42-33-00-00).

CULTURE

Les grands prix nationaux

Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, a remis le 16 décembre les grands prix nationaux. Chaque prix est doté de 50 000 F. Le trophée a été réalisé par l'architecte Sylvain Dubuisson.

Trente-trois films au palmarès d'un cinéaste-cantaban-producteur qui, après le triomphe mondial d'*Un homme et une femme* (1966), s'est doté d'une autonomie de travail exceptionnelle dans le cinéma.

Cirque : Agathe et Antoine

Agathe Olivier est née le 27 février 1957 et a étudié à l'Ecole nationale des beaux-arts de Paris. Antoine Rigot est né le 24 juillet 1961 et a poursuivi des études musicales à Tours. Tous deux se sont rencontrés à l'Ecole nationale du cirque d'Annie Fratellini, où elle apprend la danse sur corde et lui l'acrobatie. Ils ont travaillé avec le Cirque Roncalli, le Cirque du Soleil, le Théâtre de l'Unité et ont créé, avec Igor, la Volière Dromesko en 1990.

Archéologie : l'Institut de recherche sur l'architecture antique

Laboratoire propre du CNRS, l'Institut de recherche sur l'architecture antique a été fondé en 1965 par Roland Martin. Il est dirigé depuis 1981 par Pierre Gros. L'Institut effectue des relevés de monuments des époques grecque, hellénistique et romaine pour les étudier et pour en préparer des restitutions.

Arts graphiques : Adrian Frutiger

Né en Suisse en 1928, Adrian Frutiger est l'un des plus grands créateurs typographiques contemporains. En 1953, il crée le caractère universel, aujourd'hui utilisé dans le monde entier. Il est également l'auteur de l'alphabet utilisé dans la signalétique de l'aéroport de Roissy.

Chanson : Alain Bashung

Né à Paris le 1^{er} décembre 1947, Alain Bashung est devenu une vedette en 1980 avec *Gaby*, premier titre d'une série de succès dont le plus récent est *Osez Josephine* (1991). Entre-temps, Alain Bashung publie une série d'albums : *Vertige de l'Amour* (1981), *Passé le Rio Grande* (1983), *Novice* (1989) - qui naviguent entre extrêmeisme rock et chanson populaire.

Cinéma : Alain Corneau et Claude Lelouch

Triomphateur au box-office et aux Césars en 1992 avec *Tous les mots du monde*, Alain Corneau, né en 1943, a débuté comme cinéaste avec un pamphlet de politique-fiction, *France société anonyme* (1975), avant de donner libre cours à son goût du film noir (*Police Python*, 1976; *Le Menace*, 1977; *Série noire*, 1979). Il a également réalisé *Fort Saganne* (1983) et *Nocturne indien* (1988).

Sans doute le réalisateur le mieux connu du grand public, Claude Lelouch, né en 1937, a commencé à filmer en 1960.

L'Ecole des hautes études en sciences sociales, membre du comité de lecture de Gallimard, et directeur de plusieurs collections, chez le même éditeur, ainsi que de la revue *Le Débat*. Pierre Nora est couronné au moment où s'achève l'une de ses prestigieuses entreprises, les *Lieux de mémoire* (sept volumes).

Lettres : Jean Tardieu

Avec ce prix, Jean Tardieu fête ses quatre-vingt-dix ans et les soixante ans de la sortie de sa première plaquette de poésie, *Le Fleuve caché*. Une manière de célébrer une étonnante traversée du siècle : poèmes, courtes pièces de théâtre, essais, avec, en parallèle, une longue carrière à la radio. Le tout étant soutenu par un humour inépuisable.

Métiers d'art : José Cofrades

Né en 1922 à Paris, dans une famille d'ébénistes, José Cofrades s'oriente d'abord dans cette voie avant de devenir gainier d'art. Il travaille le cuir - et plus particulièrement sa dorure, que ce soit pour réaliser les décors d'épées d'académiciens ou pour restaurer à l'identique des meubles anciens.

Musées : Michel Lacroix

Directeur du Louvre depuis octobre 1987, Michel Lacroix est né à Saint-Malo en 1929. Après des études d'art et d'archéologie, il est devenu conservateur en 1952. Commissaire de grandes expositions, directeur du département des peintures du Louvre de 1966 à 1987, Michel Lacroix est spécialiste de la peinture italienne des XIV^e et XV^e siècles. Il a été le maître d'œuvre de l'aménagement du Musée d'Orsay et de celui du Grand Louvre.

Musique : Martial Solal

Né le 23 août 1927 à Alger, le pianiste Martial Solal est à la fois un accompagnateur majeur (il a joué avec Django Reinhardt, Les Konitz, John Lewis, Stéphane Grappelli, Dizzy Gillespie), un soliste renommé, un compositeur de musiques de film (*Le Bon Morin*, *prêtre*; *A bout de souffle*), le leader du Dodécaband, formé en 1980, et l'auteur nombreuses pièces instrumentales.

Patrimoine : Ville de Rochefort

Fondée au XVII^e siècle pour servir la Marine de Louis XIV, Rochefort est construite selon les nécessités urbanistiques qu'entraîne cette servitude. Depuis 1974, la ville a entrepris de réhabiliter son patrimoine qui comprend également la maison de Pierre Loti.

Peinture : Claude Vialat

C'est en 1966 que Claude Vialat (né à Nîmes en 1936) a commencé à utiliser cette empreinte de forme indéfinie qu'il allait répéter sur toile libre, variant les techniques : teintures, solariation, acrylique... évoluant d'un radicalisme austère, au temps de Supports/Surfaces, dont il a été le chef de file, vers un lyrisme de la couleur toujours plus évident, et toujours plus de jubilation dans l'exercice de la peinture retrouvée.

Photographie : Georges Rousse

Né à Paris en 1947, Georges Rousse mélange peinture et photographie, investissant des lieux abandonnés, des villes ou des espaces qu'il transforme avant d'en fixer l'image. Il a récemment exposé au Centre Georges-Pompidou.

Poésie : Yves Bonnefoy

A soixante-dix ans, Yves Bonnefoy est l'un des plus grands poètes français vivants. Son élection en 1981 au Collège de France, à la chaire d'études comparées de la fonction poétique, était l'aboutissement d'une carrière d'enseignant - menée à partir des années 60, tant en France qu'à l'étranger - et la reconnaissance d'un magistère. Outre sa production poétique et

son travail théorique, Yves Bonnefoy a aussi publié de remarquables traductions, notamment de Shakespeare et de poètes de Yeats.

Sculpture : Daniel Spoerri

Né en 1930, d'origine romaine, Spoerri est un spécialiste de l'appropriation du réel et du « piégeage » d'objets trouvés. Artiste renouant, il a été danseur d'opéra (à Berne), metteur en scène, acteur, mime, décorateur, poète (concret) avant de nouer avec le Nouveau Réalisme, puis Fluxus, d'ouvrir un restaurant (à Düsseldorf), et de se lancer dans la confection d'œuvres comestibles. Ces dernières années, il montre un intérêt tout particulier pour les assemblages durs de masques et d'objets culturels, qu'il qualifie d'« objets ethno-synchroniques ».

Théâtre : Jacques Mauclair

Né le 12 janvier 1919 à Paris, Jacques Mauclair a été élève de Jouvet, membre de sa troupe avec laquelle il fit ses débuts dans *la Foile de Chaillos*, en 1949. Acteur, metteur en scène dès 1947, il adapte de grands classiques et écrit ses propres pièces (comme *Une répétition au théâtre du crime*). Il dirige depuis 1976 le Théâtre du Marais, à Paris, où il reprend ces jours-ci *les Choises*, de Ionesco.

Traduction : Sylvère Monod

Grand traducteur de Dickens, directeur de deux des volumes de la « Bibliothèque de la Pléiade » consacrés au grand écrivain anglais, Sylvère Monod a aussi traduit d'autres écrivains britanniques, de Shakespeare à Charlotte et Emily Brontë en passant par Kipling, pour lequel il a également assuré la direction des cinq volumes de la Pléiade.

ARTS

COMPAGNON, CUZIN, REVEL
au Musée des beaux-arts de Chartres

La géométrie collégiale

CHARTRES

de notre envoyé spécial

Le musée se dresse un peu en retrait, au nord-est du chevet de la cathédrale. On remonte l'allée de l'ancien palais épiscopal avec toute la composition qu'inspirent les lieux. Sur la pelouse, une sculpture inconnue interrompait la méditation : le tête se relève, l'œil étonné considère l'objet, puis la façade du bâtiment, une architecture du XVII^e siècle, massive et symétrique. A gauche, deux fenêtres aveugles, dont les têtes grises s'ornent de rectangles blancs : ce sont deux *Reliefs* de Christophe Cuzin qui, avec la sculpture de Philippe Compagnon, servent en quelque sorte d'enseignes à l'exposition.

Humour poétique

Le visiteur est prévenu : l'abstraction géométrique a pris possession des lieux. Camille Revel - dont les œuvres ne se révelent qu'à l'intérieur du musée - et ses deux amis se sont installés à Chartres et jouent avec bonheur de la disposition des salles. Il nous a rarement été donné de voir un accrochage aussi intelligent, qui s'explique le plus simplement du monde : les artistes se sont proménés une semaine dans le musée et ont entamé un dialogue avec l'architecture de l'endroit. Revel insère ses reliefs de bois peint dans les encadrements de pierre du hall d'entrée qui semblent, à trois siècles de distance, avoir été conçus pour eux. Car certaines œuvres présentées ont déjà été montrées ailleurs. Cuzin prouve ainsi l'adaptabilité de son *E 4 E E*. Et

les mandalas géométriques, rouge et noir, de Compagnon font un chemin de croix tout à fait honorable à la chapelle baroque qui les abrite. Ailleurs, les châssis de Revel font face à un alignement de fenêtres que scandent des grands tracés au bleu d'architecte, apparemment abstraits, mais dans lesquels Cuzin reproduit des détails de l'architecture de la salle concernée. Le même, avec *Do mi si la do ré*, a su résoudre les problèmes d'intégration de la peinture à l'habitat dans un raccourci fulgurant, à l'humour poétique et décapant.

HARRY BELLET

► Compagnon, Cuzin, Revel. Musée des beaux-arts, 29, cloître Notre-Dame, 28000 Chartres. Tél. : 37-38-41-39. Jusqu'au 31 janvier 1994. Catalogue, 93 pages, 120 F.

SUÈDE : le police retrouve trois Picasso volés à Stockholm. - Trois des cinq tableaux de Picasso volés dans la nuit du 7 au 8 novembre au Musée d'art moderne de Stockholm ont été retrouvés jeudi 16 décembre par la police suédoise. Il s'agit des œuvres intitulées *le Peintre* (1930), *la Femme à la colerette bleue* (1941) et *la Demoiselle* (1929). Le lieu de la découverte n'a pas été révélé. La *Source* (1922) et *Dora Maar* (1941) n'ont toujours pas été retrouvées, pas plus qu'un bronze du peintre espagnol et deux toiles de Georges Braque dérobés durant la même nuit.

Et si on se faisait un feu d'artifice de table...

RUGGIERI
DEPUIS 1799
MAÎTRE ARTIFICIER

Boutique Ruggieri, 173, boulevard du Maréchal-Léon Blum, 75014 Paris
Téléphone : 01 47 27 00 00 (du lundi au vendredi)
Boutique ouverte de 10h à 19h (du samedi à dimanche)

Ecoutez voir

THEATRE DU VIEUX-COLOMBIER

LES AMANTS PUERILS

CROMMELYNCK/MAYETTE

11 DECEMBRE-30 JANVIER

LOCATION 44 39 87 00

Ecoutez voir

ODÉON - THÉÂTRE DE L'EUROPE

LOCATION OUVERTE

les estivants

de Maxime Gorki, mise en scène Lluis Pasqual

6 janvier 27 février

laissé pour compte

Cache-misère

Les difficultés du tiers-monde

Les Etats-Unis et l'Allemagne paralysent l'action du FMI auprès des pays pauvres

NEW-YORK

de notre correspondant

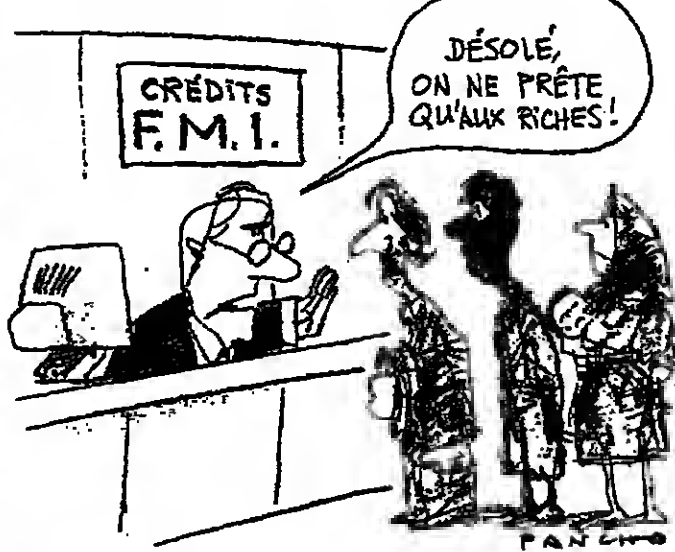
■ **LE FONDS BLOQUÉ.** Le Fonds monétaire international (FMI) a confirmé, jeudi 16 décembre à Washington, qu'il n'était pas parvenu à trouver, avant la 15 décembre - date limite qu'il s'était fixée, - l'ensemble des financements (80 milliards de francs) pour son système d'aide aux pays pauvres, la facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR). Le conseil exécutif du FMI s'est donné un nouveau délai, le 28 février 1994.

■ **LES COTISANTS DÉARGENTÉS.** Les Etats-Unis et l'Allemagne se prétendent dans l'incapacité d'apporter la contribution attendue d'eux (3 milliards de francs au maximum à deux).

■ **L'AIDE DU SECTEUR PRIVÉ.** Le rapport de la Banque mondiale montre que les capitaux privés ont repris le chemin des pays en développement qui ont anéanti d'asseoir leurs finances publiques et de privatiser leur économie. Mais la situation des pays les plus pauvres comme l'Afrique subsaharienne ne s'améliore pas et leur développement dépend toujours des dons et des prêts publics.

Le FMI devait trouver, avant le 30 novembre, un dispositif et des moyens pour remplacer la facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR), son mécanisme d'aide financière destinée aux pays les plus pauvres. Ce dispositif, une procédure de prêts à très long terme et à taux d'intérêt très faible (0,5 %), venait en effet à échéance à cette date. Ayant donné entière satisfaction à tous, il devait être reconduit. L'assemblée générale du Fonds, qui s'est tenue du 28 au 30 septembre à Washington, avait confié à la direction du FMI la charge de trouver les moyens nécessaires : une dotation en capital de 5 milliards de dollars de tirage spécial (42 milliards de francs) et un fonds destiné à financer les subventions d'intérêts pour quelque 2,1 milliards de DTS (18 milliards de francs).

N'étant pas parvenu à mobiliser ces sommes au 30 novembre, le FMI avait reporté au 15 décembre l'échéance. Une nouvelle fois, il n'a pas réussi à trouver à cette date les fonds souhaités. Le Japon, la France et d'autres pays ont pourtant



multiplié les pressions. Cela n'a pas suffi. En fait, deux grandes nations industrielles sont à l'origine de ce blocage, les Etats-Unis et l'Allemagne. Le conseil exécutif du FMI a décidé, mercredi 16, de se donner un délai supplémentaire, jusqu'au 28 février 1994. La procédure pourrait cependant être mise en œuvre avant, si ces deux pays décidaient, entre-temps, de s'engager sur leurs contributions respectives.

Economies budgétaires

Pour l'instant, le FMI a mobilisé la presque totalité des sommes nécessaires pour les prêts (42 milliards de francs) mais il n'a réuni, selon Jack Boorman, l'un des directeurs de l'organisation internationale, que 83 % des fonds destinés au compte de subventions (un total attendu de 18 milliards). Comme lors de la première FASR, deux pays, le Japon et la France, sont particulièrement actifs et ont déjà annoncé des engagements fermes importants (respectivement 2,5 milliards et 1,5 milliard de francs).

Le Royaume-Uni avait été le principal contributeur lors de la FASR : il est aujourd'hui beaucoup plus modeste. Son ministre des affaires étrangères a fait savoir, il y a quelques jours, que Londres ne « cotiserait », cette fois-ci, au compte

de subventions que pour 50 millions de livres (450 millions de francs). Au total, 37 Etats ont déjà annoncé leur participation à la convulsion FASR, la plupart des pays industriels, mais aussi certains pays pauvres comme le Mexique ou la Chine. Le FMI lui-même devrait prendre sur certains de ses fonds pour contribuer à hauteur de 5 milliards de francs au compte de subventions.

En fait, la reconstitution de la FASR est aujourd'hui rendue difficile par la situation budgétaire dans laquelle se trouvent de nombreux pays contributeurs. Il y a en effet un consensus très large, notamment au sein des sept grands pays industrialisés, sur la qualité et l'efficacité de la FASR, un dispositif d'aide qui a déjà bénéficié à plus d'une quarantaine de pays. Les représentants américains et allemands au FMI affirment être désireux de pouvoir participer à cette opération, mais prétendent se voir empêchés par leurs parlementaires, et à la recherche d'économies budgétaires.

Une formule d'aide aux pays les plus pauvres de la planète se trouve ainsi bloquée du fait de l'incapacité de deux des trois principales puissances économiques du monde à trouver... 3 milliards de francs.

ERIK IZRAELWICZ

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

● **Production Industrielle :** + 0,9 % en novembre. - La production industrielle a augmenté de 0,9 % en novembre après avoir déjà progressé de 0,7 % en octobre (chiffre révisé). C'est la plus forte hausse en un an et le système d'ajustement structurel renforcé. Sur un an, la production industrielle a augmenté de 4,4 %.

FRANCE

● **Matières premières :** + 4,7 % en novembre. - Les prix des matières premières importées par la France ont (en francs) augmenté de 4,7 % en novembre par rapport à octobre, l'indice calculé sur la base 100 en 1985 étant passé de 100,3 à 105. En un an (novembre 1993 comparé à novembre 1992) la hausse est de 2,2 %. Les augmentations les plus fortes sont celles des matières premières alimentaires (+ 7,4 % en un mois, + 29 % en un an).

GRANDE-BRETAGNE

● **Prix :** + 2,5 % en novembre sur un an. - Les prix de détail ont augmenté de 2,5 % en novembre par rapport au même mois de 1992. La hausse annuelle était de 2,8 % en octobre. Cela pour l'indice excluant les variations du coût du crédit. L'autre indice calculé par les services statistiques et incluant les variations du coût du crédit a baissé de 0,1 % en novembre par rapport à octobre et augmenté de 1,4 % par rapport à novembre 1992.

SOCIAL

Avec la garantie de l'Etat

L'UNEDIC lancera un emprunt obligataire de 33 milliards de francs pour résorber sa dette

Pour résorber sa dette, et notamment rembourser l'ASF (Association pour la structure financière), à laquelle elle doit 16 milliards de francs, l'UNEDIC va avoir recours à l'emprunt public. Sur le principe, le régime d'assurance-chômage a obtenu l'accord de la Commission des opérations de Bourse (COB) et pourra donc lancer un emprunt obligataire avec la garantie de l'Etat qui avait été promise lors de la conclusion des négociations sur la nouvelle convention, le 23 juillet (le Monde du 24 juillet). Dans la nuit du 16 au 17 décembre, l'Assemblée nationale a d'ailleurs confirmé cette garantie d'Etat.

Ce sera la première fois, dans l'histoire, qu'un des organismes paritaires de la protection sociale et non des moindres - s'adressera ainsi à l'épargne publique pour résoudre ses difficultés financières. Compte tenu de sa nouveauté, le montage financier extrêmement compliqué a nécessité de longs travaux d'approche. Il a fallu constituer un consortium bancaire de treize membres, après avoir reçu l'assentiment de la direction du Trésor.

L'emprunt, dont le montant global pourrait atteindre les 33 milliards de francs, est actuellement négocié. Il devrait être souscrit en une fois, mais comporterait plusieurs tranches. Destinée à servir de relais, il devrait permettre, outre le règlement de la dette auprès de l'ASF, de réduire le recours à la ligne de crédit de 15 milliards de francs qui assure la trésorerie

« infra-mensuelle », entre le versement des cotisations et le paiement des allocations. Progressivement, le montant de cette ligne de crédit devrait être ramené à 12 milliards à la fin mars 1994, à 8 milliards en 1995, à 5 milliards en 1996 et disparaître en 1997.

Financièrement, la situation de l'UNEDIC a cessé de se détériorer. La dette vis-à-vis de l'ASF est consolidée et le déficit, à la fin de l'année, ne devrait pas dépasser les 34 milliards de francs. En vertu des accords de juillet, le tableau d'amortissement est désormais établi sur dix ans et la première tranche correspondant aux 10 milliards annuels promis par l'Etat sera versée dans les premiers jours de janvier.

Parallèlement, ainsi qu'elle s'y était engagée auprès des pouvoirs publics, l'UNEDIC met de l'ordre dans son mode de fonctionnement. La réforme de l'informatique a été votée et le nombre de centres de gestion (les GIA) va pouvoir passer de onze à cinq pour mieux coller aux réalités territoriales. Les statuts des ASSE-DIC ont été également modifiés afin que leurs directeurs appartenent au personnel de l'UNEDIC. Ils seront désormais nommés par le directeur général et exerceront leur activité sous son autorité légale. De la sorte, les pouvoirs du directeur général seront élargis et il y aura unité de direction dans une institution qui cultivait les particularismes sous couvert de paritarisme.

ALAIN LEBEAUX

ÉTRANGER

Jugeant l'inflation mal maîtrisée

La Bundesbank maintient sa rigueur monétaire pour 1994

FRANCFORT

de notre correspondant

« La continuité » est le maître mot de la politique monétaire pour 1994, selon le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer. Réuni jeudi 16 décembre pour la dernière fois de l'année, le conseil central de la Banque centrale allemande a laissé inchangés ses taux d'intérêt, comme prévu (le Monde du 4 décembre), et a fixé entre 4 et 6 % son objectif de croissance de la masse monétaire pour 1994. La croissance de la masse monétaire sert à la banque d'indicateur de l'inflation future.

Cette année, la fourchette était de 4,5 % à 6,5 %, mais le petit resserrement effectué « ne doit pas être interprété comme un signal de

restriction de la politique monétaire », a souligné M. Tietmeyer. En novembre, ladite masse monétaire, mesurée par la statistique M3 (liquidités et dépôts à moins de quatre ans), a crû de 7,2 % après 6,9 % en octobre, a indiqué la banque le même jour. Ce résultat maintenu - dû en partie à des dépôts étrangers - est mauvais. Il signifie, aux yeux de la Banque centrale, que l'inflation allemande reste mal contrôlée. M. Tietmeyer a avoué que l'objectif de 1993 ne serait plus atteint. Mais Oskar Issing, l'économiste de la banque, a estimé que la hausse des prix repasserait sous les 3 % dans le courant de l'année prochaine, la moyenne annuelle restant au-dessus de ce chiffre. La baisse des taux restera donc prudente.

E. L. B.

FINANCES

Un éditeur de jeux sur le second marché

Demande record pour Infogrames

LYON

de notre bureau régional

Une demande record représentée 530 fois l'offre a été enregistrée sur le titre Infogrames Entertainment, premier éditeur français de jeux vidéo, qui a fait jeudi 16 décembre son entrée à la Bourse de Paris en mettant sur le second marché 10 % de son capital. Plus de 61 millions d'actions ont été demandées dans une fourchette de 110 à 200 francs pour 115 032 actions offertes à la cotation. Le premier cours coté s'est établi à 162 francs.

Créée et contrôlée depuis 1983 par deux ingénieurs-chimistes, Bruno Bonnell et Christophe Sapet, cette entreprise de Villeurbanne (Rhône), d'une centaine de salariés, a d'abord envisagé d'entrer sur le marché hors-cote (le Monde du 15 juin). Avant d'entrer en Bourse, Infogrames a ouvert son capital durant l'été à des investisseurs et à des industriels. C'est ainsi que l'entreprise villeurbannaise compte parmi ses actionnaires le groupe Falck-Chargers, de Jérôme Seydoux, porteur de 25 % du capital.

GÉRARD BUÉTAS

Les nations en développement ont bénéficié de flux de capitaux records en 1993

La dette extérieure des pays en développement (PED) s'est élevée, en 1992, à 1 662 milliards de dollars (9 720 milliards de francs), soit une augmentation de 3,5 % par rapport à 1991. La Banque mondiale - qui vient de publier ses « tableaux de la dette internationale 1993-1994 » - estime qu'elle devrait se monter à 1 770 milliards de dollars en 1993. Ce mouvement s'explique par un accroissement des apports nets de financement extérieur dans tous les pays en développement. Ces apports ont atteint, en 1992, le montant record de 157 milliards de dollars et devraient s'élever, en 1993, à 177 milliards de dollars.

Renversement de tendance

Les données réunies par la Banque mondiale montrent que les flux de ressources d'origine privée, dont le montant a été multiplié par 2,5 depuis 1990, dépasseront, en 1993, pour la seconde année consécutive, les flux d'origine publique. Ce renversement de tendance s'explique par les transformations économiques entreprises par les pays en développement et qui ont rassuré les bailleurs de fonds occidentaux : assainissement des finances publiques, ouverture des marchés au commerce international, libéralisation des prix, privatisations. Détail important : selon la Banque mondiale, « la majeure partie de l'accroissement des flux nets au cours des dernières années a tenu au rapatriement de capitaux en fuite ».

L'investissement étranger direct est devenu la source la plus importante du financement extérieur des PED, soit 30 % du

total des apports nets. S'ils ont régressé au niveau mondial, les investissements étrangers dans les PED se sont accrus de 55 % de 1991 à 1993. Les principaux bénéficiaires ont été l'Asie, et surtout la Chine (15 milliards de dollars en 1993), l'Amérique latine et l'Europe centrale. Autre évolution constatée par les experts : le secteur privé des PED emprunte dorénavant plus que les Etats.

La situation des pays à faible revenu, principalement ceux de l'Afrique subsaharienne, ne s'améliore pas. Ils restent surendettés. Faute d'investissements privés, leur développement dépend aujourd'hui des dons et des prêts publics à faible taux d'intérêt.

CLÉS/ Institutions

■ **Fonds monétaire international (FMI).** Cette institution a été fondée en juillet 1944 dans le cadre des accords de Bretton Woods. Elle compte aujourd'hui plus de 150 pays membres. Son rôle à la fin de la seconde guerre mondiale était de contribuer au bon fonctionnement du système monétaire international basé sur des parités de change presque fixes et sur l'étalon or. Il s'agissait d'aider ses membres à maintenir le taux de change de leurs monnaies dans des limites convenues (plus ou moins 1 %) et de leur consentir des prêts à court terme en cas de déséquilibres temporaires de leurs balances des paiements. Aujourd'hui, le Fonds vient en aide principalement aux pays ayant échoué dans la bonne

gestion de leur économie ou victimes de « chocs » extérieurs (chute du cours des matières premières, hausse du coût de l'énergie). Il commande largement l'accès au crédit international à long terme, à travers notamment son rôle dans la renégociation des dettes.

■ **Banque mondiale (Banque internationale pour la reconstruction et le développement).** Elle a été créée, le 27 décembre 1945, pour superviser la reconstruction de l'Europe. Par la suite, elle a concentré ses activités sur les pays en développement (PED). Elle finance des projets élargissant l'enseignement aux systèmes d'irrigation ou aux transports routiers.

■ **RETRAITES COMPLÉMENTAIRES :** le CNPF prône un plan d'économies. - Les partenaires sociaux ont tenu, mercredi 15 décembre, une réunion technique pour rééquilibrer les finances de l'AGIRC (régime de retraite complémentaire des cadres), dont les « déficits réels » pour 1993 et 1994 devraient se situer entre 11 et 12 milliards de francs. Comme prévu, aucune décision n'a été prise, si ce n'est de tenir une nouvelle réunion qui devrait être décisive le 26 janvier, en plus de celle déjà programmée pour le 11 janvier. Le CNPF a présenté plusieurs hypothèses pour faire des économies.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Nouveau Conseil d'Administration à la BNP

La première Assemblée Générale des actionnaires de la BNP s'est tenue le 14 décembre au Palais des Congrès à Paris. Elle a procédé à l'élection du nouveau Conseil d'Administration qui est composé de MM. Jean-Louis BEFFA, Jacques FRIEDMANN, Jean GANDOIS, Philippe JAFFRE, Daniel LEREGUE, Lindsay OWEN-JONES, Michel FEBREAU, Edouard de ROYERE, Jürgen SARRAZIN, Louis SCHWEITZER, René THOMAS et Jacques-Henri WAHL. M. Bernard DUMON est, par ailleurs, Censeur. Le Conseil d'Administration comptera également parmi ses membres les trois administrateurs élus par le personnel : MM. Patrick AUGUSTE, Jean-Marie GIANNO et Philippe MUSSOT.

BNP

ÉCONOMIE

La crise économique et ses conséquences sur la consommation

La reprise pourrait s'affirmer en 1994

Suite de la première page

Les entreprises souffrent de l'insuffisance de la demande : forte baisse de l'investissement, atonie de la consommation des ménages, faible croissance de la demande étrangère. « La récession de l'hiver 1992-1993, commune à toute l'Europe continentale, a amplifié le mouvement d'ajustement cyclique de l'investissement et des stocks entamé dès 1991 (...). Disposant de capacités de financement substantielles, les entreprises attendent (...) des signaux encourageants pour investir à nouveau et cesser de réduire massivement leurs stocks. L'INSEE estime que ces signaux ont commencé à apparaître aussi bien en France qu'à l'étranger : l'épargne de précaution a cessé de croître, notamment en Allemagne, tandis que les carnets de commandes étrangers ont recommencé à se remplir, notamment dans les industries produisant des biens intermédiaires et des biens d'équipement.

Les deux principales menaces - le comportement des ménages et la situation des pays européens - qui pesaient en début d'année sur la conjoncture française et qui risquaient d'aggraver la récession sont « aujourd'hui moins lourdes », écrit l'INSEE. D'autant moins lourdes que la baisse des taux d'intérêt va se poursuivre et qu'aucun risque d'inflation n'apparaît, la hausse des prix de détail continuant de se ralentir et pouvant tomber à 1,5 % l'an à la mi-1994. Ce qui permettrait de pouvoir d'achat des ménages de croître modérément : de 0,3 % au premier semestre 1994 après avoir complètement stagné au second semestre 1993. Un pouvoir d'achat soutenu par les revenus de la fonction publique et indirectement par le déficit grandissant de la Sécurité sociale, qui distribue plus de prestations qu'elle ne collecte de cotisations.

La situation a donc cessé de se dégrader, ce qui est important et suffit, d'une certaine façon, à améliorer la situation. Mais aucun des moteurs traditionnels d'une reprise ne sont-ils vraiment à l'œuvre : ni la consommation des ménages « qui n'entre plus en réajustement progressif », mais qui est insuffisante pour relancer l'économie ; ni l'investissement des entreprises qui, « fin 1993 ne constitue pas non plus un élément dynamique de la demande », même s'il se stabilise en fin d'année 1993 et cesse de jouer très négativement sur l'activité comme il l'a fait depuis trois ans.

Seul le commerce extérieur explique vraiment le début de regain d'optimisme des chefs d'entreprise, regain qui pourrait - s'il se confirmait - renverser leurs anticipations et les conduire à augmenter leurs investissements. La baisse de la demande extérieure durant l'hiver 1992-1993 est « entièrement imputable à la récession de la plupart des pays d'Europe continentale, ce qui a entraîné une tendance générale à la hausse dans le reste du monde. Or, depuis le milieu de cette année, les demandes intérieures de nos principaux partenaires européens semblent se stabiliser. De ce fait, la demande extérieure globale repart, tirée par la forte croissance des marchés extra-européens et, dans une moindre mesure, du marché britannique.

Après avoir fortement baissé durant l'hiver 1992-1993, la production industrielle, qui aura reculé de 4 % en moyenne cette année, a fini par se stabiliser. Elle augmenterait de 0,4 % au premier semestre 1994, soit d'un peu moins de 1 % en rythme annuel, puis s'accroîtrait par la suite. Ces perspectives de stabilisation ou de reprise de la production dans la plupart des secteurs de l'économie française expliquent que les industriels prévoient maintenant une légère accélération de leurs dépenses d'investissement en 1994 : « Le retournement de l'investissement interviendrait après trois années consécutives de baisse marquée. Celle-ci atteindrait 15 % en volume en 1993 par rapport à 1992. » L'INSEE rappelle que le taux d'investissement des sociétés était tombé, fin 1993, à un niveau historique. L'investissement ne représentait plus que 15,7 % de la valeur ajoutée contre 16,5 % au point bas de 1984.

L'investissement pourrait d'autant plus repartir - si la demande augmentait - que la situation financière des entreprises devrait sensiblement s'améliorer au premier semestre 1994, grâce à de forts gains de productivité induisant une baisse des coûts salariaux unitaires. Amélioration d'autant plus importante que la suppression du décalage de TVA et son rem-

boursement partiel anticipé leur a, semble-t-il, rapporté un total de 40 milliards de francs en 1993. « L'importance de cette mesure est telle, écrit l'INSEE, qu'elle pourrait infléchir les comportements au-delà de ce que suggère la simple observation du taux de marge ou de l'excédent brut d'exploitation. » En clair : la situation des entreprises est probablement bien meilleure qu'il n'y paraît.

130 000 chômeurs supplémentaires

« Dans cette phase initiale du cycle de croissance, l'emploi continuait à se dégrader mais à un rythme moindre qu'en 1993 », poursuit l'INSEE. La reprise modérée de la production dans les services et dans l'industrie valant pour la première moitié de l'année 1994, avec une réduction de 90 000 pour les secteurs marchands non agricoles (- 260 000 en 1992 et avant en 1993). Au cours du premier semestre 1994, le taux de chômage, qui atteignait 12 % fin 1993, augmenterait d'environ 0,5 point après avoir progressé de 0,8 point au premier semestre et de 0,6 point en second semestre 1993. Le nombre des chômeurs pourrait ainsi s'accroître d'environ 130 000 personnes au cours des six prochains mois. Ce cheminement conduisant à une reprise progres-

sive de l'activité, puis plus tard de l'emploi, est fondé, souligne l'INSEE, sur l'amélioration de l'environnement international et, en particulier, sur l'arrêt de la dégradation de la situation en Allemagne. Si la reprise semble maintenant bien accrochée en Amérique du Nord et dans une moindre mesure en Grande-Bretagne, si la situation s'est améliorée entre-Rhin, toute recrudescence de l'activité en Allemagne aurait pour la France de graves conséquences.

L'INSEE table sur « une baisse significative du taux d'épargne en Allemagne, déjà observée au second semestre 1993, pour limiter la baisse de la consommation et éviter une baisse d'activité ». Baisse, logiques, les politiques budgétaire et salariale étant devenues restrictives : taxes indirectes (carburants), prélèvements sociaux, gel des salaires des fonctionnaires. Mais les Allemands tireront-ils à nouveau sur leur épaupe ?

Un risque tout de même sérieux existe de voir se dérouler, au début de l'année prochaine, un scénario beaucoup plus gris que celui décrit par l'INSEE. C'est bien pourquoi M. Balladur a réaffirmé à tout prétexte supplémentaire pour alléger à nouveau les charges sociales sur les bas salaires : la TVA ne sera donc pas augmentée. Restent les déficits grandissants de notre système de Sécurité sociale, qui posent un grave problème à nos finances publiques et sociales. Mais les espoirs de reprise, on l'a vu, sont beaucoup trop fragiles pour que le gouvernement s'empresse de relever les cotisations sociales. Les déficits vont donc attendre.

ALAIN VERNHOLES

Le Père Noël est économe

Les fêtes n'échappent pas à la crise de la consommation : les Français retardent leurs achats de Noël, privilégient les cadeaux bon marché et utiles, préfèrent la traditionnelle poupée au jeu vidéo. La table reste bien garnie, mais moins copieuse.

Comme tout un chœur, le Père Noël subit la crise de la consommation et fait des petits cadeaux pas chers et qui peuvent servir. Il se montre économe, regardant sur les étiquettes, et remplit sa hotte de jouets traditionnels ou de présents utiles. Mais surtout, il achète tard... Partout la sonde de cloche est la même : les achats de Noël n'ont réellement commencé que le week-end dernier ou au début de cette semaine. C'est-à-dire encore plus tard encore que l'an passé.

Cet attentisme nourrit la perpétuité des commerçants : ils ont déjà une mauvaise année derrière eux et se demandent si la dernière semaine de décembre leur sauvera la mise, comme en 1992. Leur inquiétude a été aggravée par le médiocrité du mois de novembre. Pour séduire un consommateur fou de petite prix, ils ont donc commencé dès décembre les promotions sur les revoyes « festives » - les jouets notamment - nourrissant encore l'attentisme : les

clients font la tour des échoppes pour comparer, avant finalement de passer à l'acte. Les grandes enseignes, elles, se battent à grand renfort de publicité sur la prix de quelques produits phares : le saumon, le foie gras, le champagne, esns oublier, bien sûr, les jouets.

Le budget jouet est épargné par la crise : chez Toys'r'us, on affirme que les Français dépensent cette année autant d'argent que l'an passé pour leurs chères têtes blondes : 324 F en moyenne par enfant, chaque adulte achetant en moyenne pour 3,6 enfants dans la hotte. Les autres enseignes signalent la même tendance à la stabilité.

Mais là aussi les consommateurs ne dépensent plus tout à fait pareil. Ainsi, les jeux vidéo sont en perte de vitesse pour le plus grand bonheur du jouet traditionnel, qui fait un retour en grâce. Les tableaux noirs, par exemple, rencontrent un grand succès, à côté des garages et autres fermes.

Dans le jouet, comme ailleurs, l'heure est à la déflection : la baisse est de 5 % en moyenne, les écarts pouvant aller jusqu'à 20 % ou 25 %. Les reculs de prix sont particulièrement marqués dans les jeux vidéo, avec un certain effet perturbant pour la clientèle. La hotte moyenne étant au même niveau que l'an

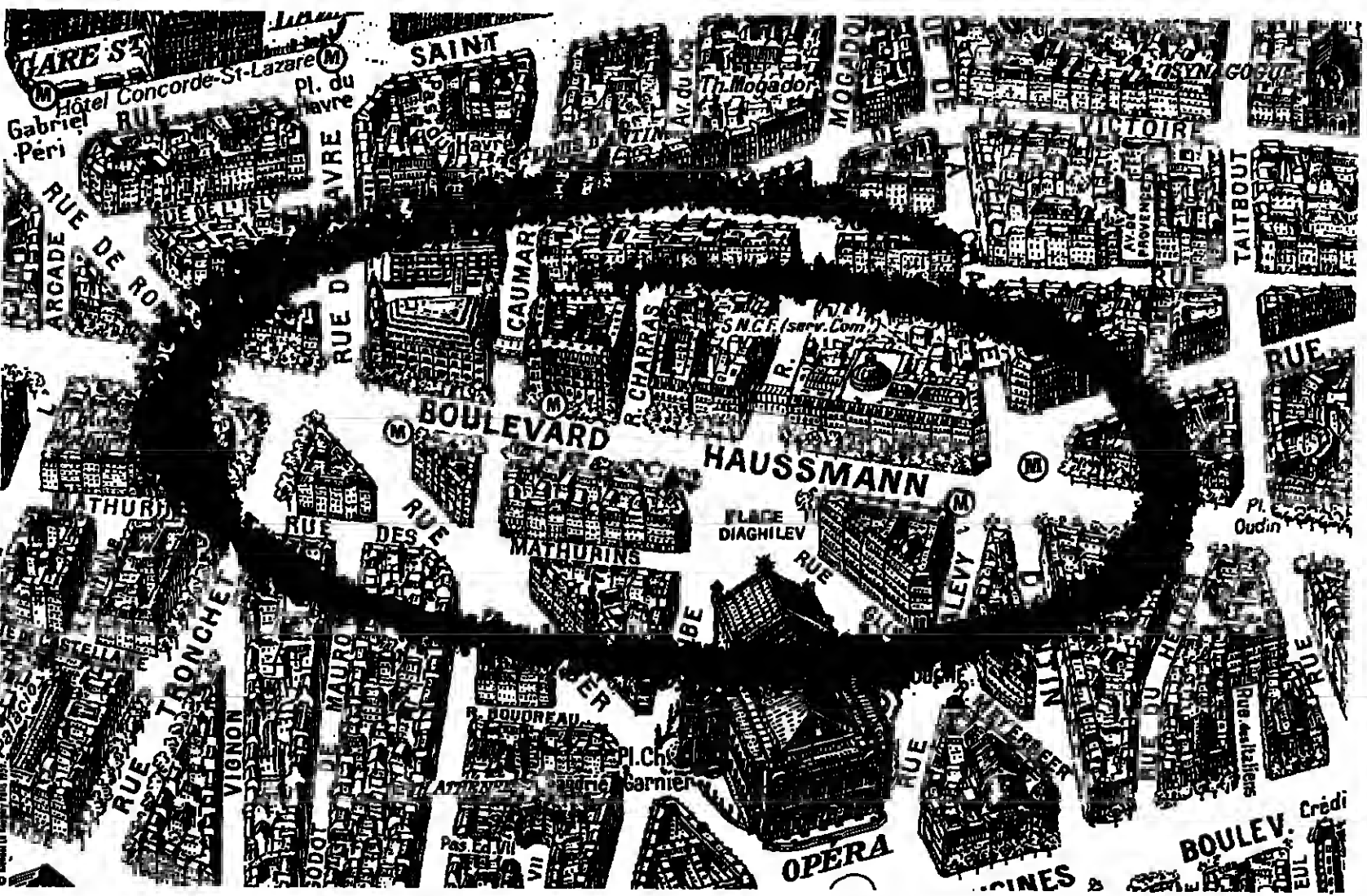
passé, les parents échangent plus de jouets un peu moins chers. Et, lorsqu'ils font une grosse dépense (par exemple une console vidéo), ils viennent avec leurs enfants pour être sûrs de ne pas se tromper. « Ça n'est plus un achat parental, mais familial », commente Michel-Edouard Leclerc.

Pour les autres cadeaux, c'est donc le petit article pas cher - original, si possible - qui est recherché. Partout, chez Marks et Spencer, Pier Import ou les autres, le mot « utile » revient sur toutes les lèvres.

Au rayon agro-alimentaire, les achats d'articles frais, directement liés au réveillon, se feront au dernier moment. Mais, en général, le « bonne bouffe » semble l'emporter sur le « grande bouffe ». Bien que les affaires soient « assez sèches », Michel-Edouard Leclerc note ainsi une tendance à la « retenue » sur les volumes ; on achète des produits haut de gamme - une bonne bouteille de bordeaux, une boîte de foie gras - mais en petite quantité. En clair, la table restera bien garnie, mais moins copieuse. Finalement, décembre s'annonce « mesuré » pour les uns, « relativement plat » ou « pareil à l'an dernier » pour les autres.

FRANÇOISE VAYSSE

NOËL À HAUSSMANN, MÊME LE DIMANCHE.



PRINTEMPS, BRUMMELL, GALERIES LAFAYETTE, GALFA CLUB, MARKS & SPENCER, PRISUNIC, MONOPRIX, LAFAYETTE GOURMET, SERONT OUVERTS LE 19 DÉCEMBRE.

PRINTEMPS, BRUMMELL, DE 9 H 35 À 19 H. GALERIES LAFAYETTE, GALFA CLUB, DE 10 H À 19 H. MARKS & SPENCER, DE 10 H 30 À 19 H. PRISUNIC, DE 9 H 30 À 19 H 30. MONOPRIX, DE 10 H À 19 H. LAFAYETTE GOURMET, DE 9 H 30 À 19 H 30.

VIE DES ENTREPRISES

Le sauvetage de l'usine Grundig

Le groupe Gooding fabriquera des téléviseurs à Creutzwald

METZ

de notre envoyé spécial

Depuis un an, tout ou presque avait été étudié. Depuis que le groupe allemand Grundig, filiale de Philips, avait annoncé son intention de se séparer, au 1^{er} janvier 1994, de son usine de téléviseurs à Creutzwald (Moselle), toutes les solutions de reprise avaient été envisagées. Coréenne avec Samsung, franco-chinoise avec Kaifu, anglo-franco-turque avec un hypothétique consortium... « Mais aucune des pistes que j'ai sollicitées n'a abouti », a reconnu Gérard Longuet, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, jeudi 16 décembre, en présentant en Lorraine le repreneur finalement choisi : « C'est une initiative de M. Alfred Gooding lui-même ».

Une initiative qui tombait à pic pour le ministre - qui est aussi président du conseil régional de Lorraine - et à laquelle les pouvoirs publics n'ont pas ménagé leur soutien. Une cinquantaine de millions de francs de subventions diverses auraient été mis sur la table, pour faciliter une reprise à laquelle le groupe gallois Gooding, spécialisé dans les composants électroniques, consacrerait de son côté 160 millions de francs. L'usine de Creutzwald qui fabrique jusqu'ici des téléviseurs « grand écran » sera, en effet, progressivement reconverte dans la production de postes plus petits (37 et 55 centimètres). « Notre objectif est d'en produire un million en 1994 », a souligné John Komnata, le directeur de l'usine qui demeure à son poste. L'usine qui ne devait conserver, dans l'immédiat, que 350 de ses 550 salariés actuels, verrait alors ses effectifs remonter à 475 (le Monde du 17 décembre). Si tout va bien.

« Self made man » ambitieux, Alfred Gooding, soixante et un ans, a fondé son groupe en créant en 1969 la société Catnic Components, cédée depuis. Il est aujourd'hui à la tête d'un groupe mal connu, non coté en Bourse et diffusant irrégulièrement ses résultats, employant 4 000 salariés dont 1 000, environ, dans sa filiale Race Electronics, rachetée en 1984 et

spécialisée dans la sous-traitance de circuits imprimés et de micro-ordinateurs. Il produit également des équipements de réception pour la télévision par satellite. Mais il était, jusqu'ici, totalement absent de la fabrication de téléviseurs.

C'est pourquoi le plan global de reprise prévoit la cession par Grundig de la marque Minerva ainsi que la vente par le groupe public français Thomson de la marque Continental Edison, connue, mais inexploitée. Le groupe aurait déjà négocié avec de grands distributeurs la mise en place de ses nou-

veaux téléviseurs. « Notre but est d'aller au-delà de la qualité et des prix pratiqués dans l'Est asiatique », déclarait, jeudi, Alfred Gooding, sans beaucoup s'étendre sur les moyens et la stratégie mis en œuvre. Dans les prochains mois, en tout cas, l'usine de Creutzwald continuera à fabriquer des postes pour le compte de Grundig.

Faut-il y voir les prémices d'une alliance plus étroite entre la PME galloise et le géant Philips-Grundig, comme on le laissait entendre dans l'entourage du ministre de l'Industrie ? Ou bien, comme un nouveau

coup de poker d'un homme, Alfred Gooding, à qui tout, jusqu'ici, semble avoir réussi ? Il est trop tôt pour répondre. Mais l'aide massive des pouvoirs publics, si elle se comprend politiquement et socialement, se justifie moins d'un point de vue économique. La production de téléviseurs en Europe demeure largement excédentaire. Et l'arrivée de Gooding sur ce marché pourrait bien se traduire, dans le futur, par l'aggravation des difficultés de ses concurrents.

P.-A. G.

Nouveau pas vers la disparition de la taxe sur les opérations boursières

Les députés suppriment l'impôt de Bourse pour les non-résidents

En votant, jeudi 16 décembre, lors de la discussion du projet de loi sur les diverses dispositions d'ordre financier (DDOF), un amendement visant à supprimer l'impôt de Bourse pour les non-résidents, les députés ont fait un pas de plus vers la disparition définitive de cette taxe. Cet allègement par petites touches successives a le mérite d'être plutôt bien perçu : une suppression pure et simple de cette taxe sur les opérations boursières n'aurait pas manqué, compte tenu de la situation budgétaire de la France, de susciter de vives critiques.

Depuis plusieurs années, la communauté financière française se bat pour obtenir la suppression de l'impôt de Bourse qui, rappellent-ils, ne rapporte « plus » que deux milliards de francs environ par an. Selon elle, cette suppression permettrait à la place parisienne de jouer d'égal à égal avec celle de Londres. En effet, le Stock Exchange ne perçoit pas de taxe et un grand nombre d'opérations sur les actions françaises sont, pour cette raison, effectuées à Londres.

Ce qui apparemment est conforme aux souhaits du ministre de l'économie qui, devant le texte de l'amendement proposé par Michel Jacquemin (UDF, Doubs), a déclaré : « Nous avons tous intérêt à ce que la place boursière de Paris soit la plus attractive possible ».

La loi de finance rectificative du printemps 1993 avait déjà procédé à un premier allègement. Le coût budgétaire de ce geste - en manque à gagner pour l'État - a été estimé à 700 millions de francs. Chaque opération réalisée bénéficie depuis d'un abattement de 150 francs et d'un plafonnement à 4 000 francs. Rappelons que le droit de timbre sur les transactions en valeurs mobilières est fixé à 3 % pour la fraction de chaque opération inférieure ou égale à 1 million de francs et 1,5 % au-delà.

Cette nouvelle mesure adoptée ne coûtera qu'une cinquantaine de millions de francs au budget. Mais, dans l'immédiat, il n'est pas à l'ordre du jour, toujours pour des raisons budgétaires, d'étendre cette mesure à l'ensemble des résidents français.

F. Bn.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SLIVAM, SLIVAFRANCE, SLIVINTER, SICAV 5000, SLIVARENTE, LION PLUS ET TRILION

Sociétés d'Investissement à Capital Variable

Le nouveau plan comptable applicable aux OPCVM pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 1994 prévoit d'inclure dans les frais de gestion annuels les charges enregistrées jusqu'alors sous la rubrique "Frais d'émission et de rachat". Il convient de rappeler que ces charges correspondent à l'information réglementaire des porteurs et ont, depuis l'origine, toujours été prélevées sur le compte de capital.

Dans ces conditions, les Conseils d'Administration de ces sept sociétés ont décidé de porter le taux maximum de leurs frais de gestion annuels à 1,20 % TTC contre 1 % TTC. Ces frais seront prélevés sur la totalité de l'actif.

Cette mesure prendra effet dans un délai d'un mois à compter de la date de sa publication, soit le 17 janvier 1994.



CREDIT LYONNAIS

MARCHES FINANCIERS

PARIS, 17 décembre ↑ Mieux orientée

Après la séance hésitante de la veille, la Bourse de Paris était nettement mieux orientée vendredi 17 décembre. En progression de 0,78 % au début des échanges, les valeurs françaises s'inscrivaient en hausse de 1,04 % aux alentours de 12 h 30. Une demi-heure plus tard la reprise se confirmait, et l'indice CAC 40 était toujours gagnant de 0,86 %, à 2 180,96 points.

Dans un marché assez calme, la Bourse redoublait pour l'instant sa légère baisse de jeudi alors que l'ensemble des places européennes avaient terminé en hausse, comme le notait un analyste.

Déçu par la statistique sur la croissance monétaire allemande, le marché parisien semblait retrouver de la vigueur à la faveur des dernières estimations de l'INSEE. Selon celle-ci, qui

vient de publier ses prévisions pour les six prochains mois, le PIB pourrait augmenter de 0,2 % et de 0,4 % respectivement aux premier et deuxième trimestres 1994. Les investisseurs devraient également reprendre un grand hausseur : + 1,1 % au premier trimestre et + 1,8 % au second.

Du côté des valeurs, le Club Méditerranée progressait de 0,14 % dans un volume de 11 150 titres. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe de loisirs a baissé de 1,9 %, à 8,08 milliards de francs, au cours de l'exercice 1992-1993, a-t-on appris vendredi. Toujours en forte hausse le titre Cyrefoir gagnait 2,37 % dans un marché très animé. Rhône-Poulenc était également en progression (+ 2,26 %) ainsi que la Lyonnaise des eaux (1,13 %).

NEW-YORK, 16 décembre ↑ Petite reprise

Wall Street a gagné un peu de terrain, à l'issue d'une séance calme dominée par des transferts de liquidités d'un secteur à un autre du marché, à la veille de l'expiration de plusieurs options liées aux indices boursiers. L'indice Dow Jones des valeurs vendantes a fini à 3 729,14 points, en hausse de 9,22 points, soit une progression de 0,25 %. Quelques 283 millions de titres ont été échangés. Les hausses ont dépassé les baisses : + 1 130 contre 940, et 637 actions sont restées inchangées.

Une chasse aux bonnes affaires après deux séances consécutives de baisse a profité à la grande Bourse new-yorkaise. Mais les gains ont été limités par des hedging de portefeuilles avant la fin d'année et l'expiration, vendredi, de plusieurs options liées aux indices boursiers « journaliers des trois secteurs ». Par ailleurs, les investisseurs ont montré peu d'intérêt pour les statistiques publiées en début de matinée, soit un recul de 7 000 des demandes habituelles d'allocations-chômage et un déficit commercial de 10,5 milliards de dollars en octobre.

LONDRES, 16 décembre ↑ Nouveau record

Le Stock Exchange de Londres a établi jeudi 16 décembre un nouveau record, dépassant les 2 000 points pour la première fois depuis un mois. L'indice Nikkei gagne en fin de séance 282,53 points, soit 1,42 %, à 19 051,61 points. Les échanges ont porté sur environ 270 millions d'actions, contre 330 millions jeudi.

Le Keitoko n'a cessé d'évoluer à la hausse tout au long de la journée, dans le sillage des marchés à terme. De l'avis des analystes, les investisseurs ont cherché à faire monter le marché dans l'attente d'une éventuelle demande d'introduction en Bourse de Japan Tobacco Inc. le semaine prochaine. Par ailleurs, le

groupe papeter franco-britannique Arjo Wiggins Appleton, qui a reculé de 23 points à 226 points, réajustant ses modifications d'organigramme et le remplacement de Gordon Bond à la direction générale de la division impression-écriture.

VALEURS	Cours du 15 décembre	Cours du 16 décembre
Alcatel	70 5/8	70 1/4
AT&T	55	55 1/8
Bell	42 3/4	44
Cham. Manhattan Bank	33 1/2	33 7/8
De Post de France	49 3/4	49 5/8
Edison	55 1/2	54 1/8
Enxone	82 1/8	82 1/2
Genetec	103 3/8	103 1/2
Genetec Electric	54 1/2	54 3/4
Genetec Systems	44 1/2	45 1/8
IBM	69 7/8	67 1/2
ITT	82 1/8	83 1/4
Mod. 08	74 1/2	74 1/4
Polar	35	34 3/4
Schneider	57 5/8	58 1/8
Texas	63 1/2	63 1/2
UAI Cap. ex-Altig	140 1/2	144 1/4
Union Carbide	21 7/8	22 1/4
United Tech.	81 3/8	81 7/8
Westinghouse	13 5/8	13 5/8
Xerox Corp.	85 1/4	85 3/4

TOKYO, 17 décembre ↑ Au-dessus des 18 000 points

La Bourse de Tokyo a poursuivi son redressement vendredi 17 décembre et l'indice Nikkei a pu terminer au-dessus des 18 000 points pour la première fois depuis un mois. L'indice Nikkei gagne en fin de séance 282,53 points, soit 1,42 %, à 19 051,61 points. Les échanges ont porté sur environ 270 millions d'actions, contre 330 millions jeudi.

Le Keitoko n'a cessé d'évoluer à la hausse tout au long de la journée, dans le sillage des marchés à terme. De l'avis des analystes, les investisseurs ont cherché à faire monter le marché dans l'attente d'une éventuelle demande d'introduction en Bourse de Japan Tobacco Inc. le semaine prochaine. Par ailleurs, le

Bourse a bien accueilli la décision du gouvernement japonais de décaler une enveloppe de 328 milliards de yens (plus de 17 milliards de francs) pour aider les firmes nipponnes, frappées par la récession, à garder leurs emplois.

VALEURS	Cours du 16 décembre	Cours du 17 décembre
Alcatel	6,23	6,34
AT&T	3,34	3,42
Bell	2,40	2,47
Cham.	2,80	2,88
De Post	16,12	16,24
Edison	6,97	6,97
Enxone	6,93	6,94
Genetec	7,48	7,57
Genetec Electric	11,28	11,33
IBM	7,68	7,69
ITT	6,36	7,07
Mod. 08	6,32	6,33
Polar	1,16	1,16

CHANGES

Dollar : 5,8369 F

Vendredi 17 décembre, le deutchmark évoluait faiblement à 3,4197 francs à l'ouverture du marché des changes parisiens, contre 3,4164 francs jeudi soir (cours indicatif de la Banque de France), tandis que le dollar fléchissait à 5,8369 francs contre 5,8404 francs la veille en fin de journée (cours de la Banque de France).

	16 déc.	17 déc.
FRANCFORT	16 déc.	17 déc.
Dollar (en DM)	1,7100	1,7072
TOKYO	16 déc.	17 déc.
Dollar (en yen)	169,87	169,84

MARCHÉ MONÉTAIRE

(taux privés)

Paris (17 déc.) : 6 1/2 % - 5 3/8 %

New-York (16 déc.) : 3 %

BOURSES

(SBF, base 1000 : 31-12-97)
Indice CAC 40 : 2 162,63 à 2 168,26
(SBF, base 1000 : 31-12-90)
Indice SBF 120 : 1 497,41 à 1 499,77
Indice SBF 250 : 1 434,01 à 1 437,01

NEW-YORK (indice Dow Jones)

15 déc. 16 déc.

Industrielles : 3 716,92 à 3 726,14

LONDRES (indice Financial Times)

15 déc. 16 déc.

100 valeurs : 3 278,80 à 3 311,20

20 valeurs : 2 468,80 à 2 496

Mises d'or : 251,80 à 253,50

Fonds d'Etat : 106,65 à 106,97

FRANCFORT

15 déc. 16 déc.

Dex : 2 116,76 à 2 137,45

TOKYO

16 déc. 17 déc.

Nikkei Dow Jones : 17 789,28 à 18 051,61

Indice général : 1 474,20 à 1 490,47

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5.8369	5.8380	5.8935	5.8975
£ (100)	5.3112	5.3246	5.3093	5.3049
DM	6.4882	6.4925	6.4876	6.4865
Deutchmark	3.4180	3.4195	3.4201	3.4225
Franc suisse	3.9445	3.9587	3.9449	3.9464
Libra (1000)	3.4512	3.4545	3.4520	3.4535
Peseta (100)	8.4542	8.4670	8.4634	8.4710
	4.1434	4.1478	4.1177	4.1256

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

TAUX D'INTERET DES EUROMONNAIES						
	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U	3 1/16	3 3/16	3 1/8	3 1/4	3 5/16	3 7/16
(100)	2 7/16	2 9/16	2 1/2	2 1/8	2 13/16	2 15/16
DM	6 13/16	6 15/16	6 7/16	6 1/2	6 1/8	6 3/8
Deutchmark	6 7/16	6 9/16	6 1/8	6 1/4	5 3/4	5 7/8
Franc suisse	4 7/16	4 9/16	4 3/16	4 5/16	4 1/2	4 5/8
Libra (1000)	8 3/8	8 5/8	8 1/4	8 1/2	8 3/8	8 1/2
Libra (100)	9 3/16	9 1/2	8 11/16	8 7/8	8 3/8	8 7/8
Peseta (100)	6 5/8	6 3/4	6 7/16	6 9/16	6 1/2	6 5/8
Scellino (100)	5 11/16	5 13/16	5 3/8	5 1/2	5 1/4	5 3/8
Scellino (100)	9 3/16	9 1/2	8 11/16	8 7/8	8 3/8	8 7/8
Scellino (100)	6 5/8	6 3/4	6 7/16	6 9/16	6 1/2	6 5/8

Ces courants indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de journée par la Salle des marchés de la BNP.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 17 DÉCEMBRE

Liquidation : 24 décembre
Taux de report : 7.13

Cours relevés à 13 h 30
 C 40 : +0.99 % (2181.65)

[illegible]

Comptant (selection)

VALEURS	% du total	% de cession	VALEURS	Cours prix	Dernier cours
Obligations					
BCE 95 91-92	128,25	1,05	Etat Brunei Vichy	2260	2260
CEPAHE 91-92	100,94	0,30	Ecile	587	587
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris	455	455
CEPAHE 91-92	118,63	2,55	Ecile Paris		

Marché des Changes					Marché libre de l'or			LA BOURSE SUR MINUTE		Matif (Marché à terme international de France) 16 décembre 1993						
Cours indicatifs	Cours 18/12	Cours 18/12	Cours des billets		Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 18/12	<div>36-15 TAPEZ LE MONDE PUBLICITÉ FINANCIÈRE ☎ 46-62-74-25</div>	NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME			
			achat	vente					Nombre de contrats estimés : 137 279				Volume : 28 037			
									Cours	Mars 94	Juin 94	Sept. 94	Cours	Janvier 94	Février 94	Déc. 93
Aus. Unie (1 unit).....	5,8030	5,8540	5,80	5,10	Or fin (en barre).....	72300	72800		Dernier.....	129,50	129,16	—	Dernier.....	2187	2212	2174
Aut. (100 fr).....	6,5995	6,5995	330	353	Or fin (en lingot).....	72300	72750									
Belgique (100 fr).....	341,5700	341,6400	16,85	16,85	Napoleon (200).....	416	414		Cours	Mars 94	Juin 94	Sept. 94	Cours	Janvier 94	Février 94	Déc. 93
Canada (100 \$).....	16,3750	16,3610	315	310	Pièce 5 (100).....	416	416									
Ch. (1000 frs).....	305,0700	305,0900	284	275	Pièce Suisse (20 fr).....	416	416		Cours	Mars 94	Juin 94	Sept. 94	Cours	Janvier 94	Février 94	Déc. 93
Dan. (1000 kr).....	3,4635	3,4570	3,25	3,30	Pièce 10 (100).....	416	416									
De. (100 DM).....	87,1000	87,1000	63	61	Pièce 20 dollars.....	2500	2500		Cours	Mars 94	Juin 94	Sept. 94	Cours	Janvier 94	Février 94	Déc. 93
Fin. (100 F).....	16,3750	16,3610	315	310	Pièce 10 dollars.....	1300	1280	Cours								
Fr. (100 francs).....	5,8030	5,8540	5,80	5,10	Pièce 5 dollars.....	750	750,75		Cours	Mars 94	Juin 94	Sept. 94	Cours	Janvier 94	Février 94	Déc. 93
Gr. Br. (100 £).....	16,3750	16,3610	315	310	Pièce 10 francs.....	416	416	Cours								
Ir. (100 pence).....	2,3850	2,3825	2,38	2,35					Cours	Mars 94	Juin 94	Sept. 94	Cours	Janvier 94	Février 94	Déc. 93
It. (100 Lira).....	369,2000	369,2000	369	405				Cours								
Jap. (100 ¥).....	16,3750	16,3610	315	310					Cours	Mars 94	Juin 94	Sept. 94	Cours	Janvier 94	Février 94	Déc. 93
N. (100 N).....	70,7100	70,6900	75	94				Cours								
N. (100 N).....	46,5790	46,5850	47,20	50,20					Cours	Mars 94	Juin 94	Sept. 94	Cours	Janvier 94	Février 94	Déc. 93
N. (100 N).....	4,1840	4,1425	3,80	4,45				Cours								
N. (100 N).....	3,2930	3,2450	3,20	3,25					Cours	Mars 94	Juin 94	Sept. 94	Cours	Janvier 94	Février 94	Déc. 93
N. (100 N).....	4,2850	4,2850	4,15	4,00				Cours								
N. (100 N).....	5,3412	5,3238	5,12	5,47					Cours	Mars 94	Juin 94	Sept. 94	Cours	Janvier 94	Février 94	Déc. 93

RÈGLEMENT MENSUEL (1)				
Lundi daté mardi : % de variation 31/12 - Mardi daté mercredi : montant du coupon - Mercredi daté jeudi : paiement du coupon - Jeudi daté vendredi : compensation - Vendredi daté samedi : quotité de négociation				

ABRÉVIATIONS	
B = Bordeaux	M = Marseille
Ly = Lyon	N = Nancy
Ny = Nancy	Na = Nantes

SYMBOLES	
1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 = * valeur éligible au PEA	
■ coupon détaché - ◇ droit déchéé - ◇ cours du 3 = * cours précédent	
o = offert - d = demandé - j offre réduite - † demande réduite - # contrat d'animation	

RADIO-TÉLÉVISION

VENDREDI 17 DÉCEMBRE

TF 1	
17.50	Série : Premiers baisers.
18.20	Série : Hélène et les garçons.
18.50	Magazine : Coccou, c'est nous ! Présenté par Christophe Duchavanne. Invité : Magali.
19.50	Diversité : Le Bébête Show (et à 0.35).
20.00	Journal et Métro.
20.45	Téléfilm : On a tous mes enfants. De David Gross, avec Fernand Fournier, Ryn O'Neil (2 parties).
22.35	Magazine : Ushuaïa. Présenté par Nicolas Hader. La Fontaine de Vaucluse, l'histoire et l'actualité, de Guy Meunier. Créations du lac de Frédéric Presles. Combats secrets, de Bernard Gaurier. Les derniers rois de Scoresby, de Frédéric Verney.
23.35	Documentaire : Les Enfants de la Mafia. De Duilio Giannini.
FRANCE 2	
17.10	Magazine : Giga.
18.45	Jeu : Un pour tous.
19.20	Jeu : Que le meilleur gagne.
20.00	Journal.
20.50	Magazine : Faut pas rêver. Présenté par Sylvain Augier. Invité : Enrico Macias. Inde : l'été du zébre et le zébre du zébre, de Frédéric Sotier et Dominique Rabottau. Philippines : les éphémères de l'été, d'Évelyne Raquet et Gérard Grenier. France : la fête du pomme, de Philippe Baron et Patrick Gérard.
22.50	Journal et Métro.
23.15	Magazine : Pégase. La Spézie à Dordogne.
FRANCE 3	
15.15	Série : La croisière s'amusse.
18.10	Magazine : La Flèvre de l'après-midi. Invité : Diane Tell.

CANAL PLUS	
17.45	Magazine : Une pêche d'enfer.
18.25	Jeu : Questions pour un champion.
18.50	Un livre, un jour. Prix Goncourt, de Saint-Loup : l'histoire du zébre, de Bernard des Saints-Pères.
19.00	La 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05	Diversité : La Grande Classe.
20.30	Le Journal du cinéma.
20.35	La Concorde. La finale européenne. Présentée par Estelle Hallyday et Antoine de Caunes.
21.30	Documentaire : Les Alkémies... Il s'agit pour ses comarons, de Frédéric Fougère.
21.55	Documentaire : Jean Polart, un prince sans titre. De Jean-Luc Seigle et Gilles Nedel.
22.45	Flash d'informations.
22.50	Surprises.
23.00	Cinéma : La Zébre, a film français de Jean Polart (1991).
ARTE	
17.00	Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00	Documentaire : Histoire parallèle (rediff.).
17.55	Magazine : Macadam. The Ghost of Oxford Street, documentaire de Malcolm McLaren (rediff.).
19.00	Série : The New Statesman. De Geoffrey Sax (v.o.).
19.30	Documentaire : Rimbard brûle les manuscrits. De Werner Biermann.
19.45	Documentaire : Jésus-Christ MovieStar. La Messie au cinéma, de Ray Bess.
20.30	8 1/2 Journal.
20.40	Téléfilm : Belle Block. De Max Farberbock.
22.25	Premières vues. Fimer la vieillesse. Margot et Clémentine, de Leonardo di Costanzo. Spécial Geste, de Geron Ductio. Dora Urraca, de Serge Trefaut. Dames de cœur, de Virginie de Véricourt.
23.30	Cinéma : La Maudite Galette, a film canadien de Denys Arcand (1971).
M 6	
17.00	Variétés : Multitop.
17.30	Série : L'Étalon noir.
18.00	Série : Code Quantum.
19.00	Série : Supercopier.
19.54	Six minutes d'informations.
20.00	Série : Mademoiselle servie.
20.35	Magazine : Capital.

FRANCE 3	
8.00	Magazine : Espaces entreprises. Découverte d'une entreprise.
9.00	Magazine : Terres francophones.
9.30	Magazine olympique. De Michel Orly. L'actualité sportive.
10.00	Magazine : Rencontres à XV. Présenté par Jean Abellou. Jacques et Catherine en Marc Guillemot. Le rugby d'aujourd'hui. Bernard Lapeyre rend visite au RC Vannes. Le plus petit club de rugby du monde. Les essais du championnat. Agenda et actualité.
10.30	Magazine : Top défense. Les forces françaises à l'étranger.
11.00	Magazine : Le Jardin des bêtes.
12.00	Flash d'informations.
12.05	Télévision régionale.
12.45	Journal.
13.00	Magazine : C'est votre vie. Présenté par Frédéric Mitzrand. Invité : le professeur Michel pour son ouvrage « La bête pour la vie, le chirurgien au quotidien » (Flammarion). Avec Charles Trépo, Laurent Vozzy, Max Meynier, Raymond Devos, Maryse, Michel Indrati, Lolo Peyron, Paul-Loup Sulik, Gilbert Bécaud, Jean Reno, le professeur Henri Samway, le professeur Jean Grandjean, Jacques Chirac.
17.15	Série : Taggart.
18.45	INC.
19.50	Tirage du Loto (et à 20.45).
20.00	Journal.
20.50	Magazine : C'est votre vie. Présenté par Frédéric Mitzrand. Invité : le professeur Michel pour son ouvrage « La bête pour la vie, le chirurgien au quotidien » (Flammarion). Avec Charles Trépo, Laurent Vozzy, Max Meynier, Raymond Devos, Maryse, Michel Indrati, Lolo Peyron, Paul-Loup Sulik, Gilbert Bécaud, Jean Reno, le professeur Henri Samway, le professeur Jean Grandjean, Jacques Chirac.
22.45	Variétés : Taratata.
0.15	Magazine : La 25e Heure. Présenté par Jacques Perrin.
1.35	Magazine : Bouillon de culture (rediff.).
3.45	Dessin animé (et à 4.25).

FRANCE-CULTURE	
20.30	Radio archives.
21.32	Musique : Black and Blue. Henri Texier, l'émancipé voyageur.
22.40	Les Nuits magnétiques.
0.05	Du jour au lendemain.
0.50	Musique : Coda.
FRANCE-MUSIQUE	
20.30	Concert (en direct de la salle Olivier-Messiaen) : Faust ouverture, de Wagner. Deux épisodes du Faust de Lenoir, de Liszt. La Princesse de Trébizonde, de Berlioz. L'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Jean-François Paillard.
23.09	Jazz club. Par Claude Carrière et Jean Delmas. En direct du club Manhattan Hotel New-York à Euro Disney.
OPTIC LÉCOURBE	
Jusqu'à -50% sur les produits de LENTILLES	
• Rédu 240 m 120 60 F	
• Rédu 320 m 130 85 F	
• Rédu 425 m 140 90 F	
Voyage GRATUIT pour les lecteurs	
17, rue Lecourbe Paris (15)	
Tel. : 45-66 30-47	
Les interventions à la radio	
France-Inter, 19 h 20 : « GATT, l'accord à quel prix ? Majorité, la confiance et après ? » avec Alain Juppé (Député), BFM, 19 h 35 : Maurice Raimé (Le Voleur), RFI, 23 h 5 : « Les réfugiés de l'ex-Yugoslavie » (Le Regard).	

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Christine, les adieux

Pour la dernière fois, au palais de justice de Dijon, nous regardions Christine Villamin tenter d'écarter aux photographes. Mais les caméras qui nous montraient cette scène ne finissaient pas Christine, elles ne participaient pas elles-mêmes à l'oppression cohue : elles filmaient les photographes traquant Christine. Même si les cameramen devaient bien, sans doute, participer physiquement à la bousculade, en se plaçant en retrait et en embrassant les photographes dans leur champ, ils semblaient se proclamer les alliés naturels de Christine dans sa volonté de « ne pas craquer » devant les objectifs des photographes.

Jusqu'à l'ultime instant du prononcé du verdict, nous sommes donc écarquillés les yeux pour entrevoir Christine et Jean-Marie Villamin, tout en nous détestant de cette morbidité curieuse. Nous nous égarons vertueusement opposés la main devant les yeux (le cameramen) mais en prenant soin de laisser les doigts largement écartés (les photographes) pour ne rien manquer tout de même d'une crise de larmes éventuelle. Tant il est vrai que le drame de la Vologne n'aura laissé indenne aucun de ses protagonistes ni de ses spectateurs.

A commencer par les journalistes. Les envoyés spéciaux n'ont pas que la vérité leur résiste. Et l'énigme de la Vologne leur fut donc, jusqu'au bout, une délicieuse torture. Ce sont eux, d'ailleurs, qui se tirent le plus mal de la saisissante enquête d'une ancienne de la corporation, Laurence Lacour, alors correspondante dans l'Est d'Europe (la *Bâche des innocents*, chez Plon).

Achardement incompréhensible, sornioises manipulations, épaté du gain, folie douce : Laurence Lacour, qui a abandonné le journalisme pour se consacrer à l'écriture, revient, dans ce livre, par le haut - commence par elle-même l'examen de conscience collectif. Elle fut, comme les autres, puisqu'il fallait choisir son camp, une combattante. Elle a, sans preuves, accablé Bernard Laroche. Elle a été le bras armé de l'émouvante dévotion qu'il n'eût fallu, par le dévouement de Villamin. S'examinant avec une bonne foi qui la pousse parfois jusqu'au dégoût d'elle-même, elle nous livre, de cet étrange métier, un vertigineux aperçu.

Étrange métier, oui, que le nécessaire, sans doute, précipitera toujours dans la même quête frénétique de certitudes. Étrange profession, où il se trouvera pourtant toujours une Laurence Lacour, la nuit venue, les fureurs apaisées, pour chercher en vain le sommeil, se demander : « Qu'ai-je fait ? » et finalement, au matin, reprendre la plume pour transformer sa révolte en enquête.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : « S » Signifié dans « Le Monde » (radio-télévision) ; « T » Télé ; « R » Radio ; « V » Vidéo ; « M » Musique ; « C » Cinéma ; « L » Livre ; « P » Photo ; « A » Audio ; « D » Dessin ; « I » Illustration ; « E » Émission ; « F » Film ; « O » Œuvre ; « C » Chef-d'œuvre ou classique.

SAMEDI 18 DÉCEMBRE

TF 1	
8.25	Télé-shopping.
8.55	Club Dorothée.
10.20	Téléfilm : Les Années coup de cœur.
10.43	Météo (et à 11.43).
10.45	Magazine : Ça me dit... et vous ? Avec les séries : Dinosaures, La Maison en folie.
11.45	Jeu : La Route de la fortune.
12.20	Jeu : La Route de la fortune.
12.50	Magazine : A vrai dire.
12.55	Météo et Journal.
13.15	Magazine : Reportages. Les Enfants du courage, de Jane Lurier et Jean-Claude Brizzi.
13.55	Jeu : Millionnaire.
14.15	Diversité : Ciné gag (et à 17.25).
14.20	La Une est à vous.
17.30	Trente millions d'amis.
18.00	Diversité : Les Roucesseries.
18.30	Diversité : Vidéo gag.
19.00	Série : Beverly Hills.
20.00	Journal, Tercé et Métro.
20.45	Variétés : Superstars. Émission présentée par Patrick Sébastien et Philippe Lavi. Élection de la Super star 1998. Les régions Bretagne, Pays de la Loire, Normandie.
23.05	Téléfilm : Manhattan Connection. De Peter Levin.
0.45	Sport : Karaté. Master Karaté Indoor, à Bercy.
1.30	Magazine : Formule foot. Championnat de France : Sochaux-PG : les autres matches : Marseille-Nantes, Montpellier-Lens et Strasbourg-Toulouse, Lille-Cannes.
2.05	Journal et Métro.
2.15	Magazine : Le Club de l'enjeu.
2.45	TF 1 nuit (et à 3.20, 3.50, 4.25).
2.50	Documentaire : L'Aventure des plantes.
3.25	Série : Intrigues.
4.00	Documentaire : Histoire naturelle.
4.30	Musique.
5.00	Documentaire : Haroun Tazieff raconte sa Terre.
FRANCE 2	
8.05	Hanne Barbara.
9.05	Magazine : Grands galops (et à 9.30). Avec à 9.20, Sur les pistes, de Pierrette Brès.
9.25	Magazine : Santé aventure.
10.30	La Magazine de l'emploi.
11.35	Magazine : La Revue de presse de Michèle Cotta (et à 2.50).
12.35	Expression directe.
UDF, RPR.	

SAMEDI • 13H25

Geopolis

SHANGHAI : Demain je serai riche

13.25 Magazine : Géopolis. Présenté par Claude Sérillon. Shanghai, demain je serai riche.

14.15 Magazine : Animateur. Présenté par Alain Bougrin-Dubourg. Civa Walker, le précurseur sud-africain.

15.10 Magazine : Samedi sport. Football (64e de finale de la Coupe de France) : Saint-Brieuc-Rennes.

17.15 Série : Taggart.

18.45 INC.

19.50 Tirage du Loto (et à 20.45).

20.00 Journal.

20.50 Magazine : C'est votre vie. Présenté par Frédéric Mitzrand. Invité : le professeur Michel pour son ouvrage « La bête pour la vie, le chirurgien au quotidien » (Flammarion). Avec Charles Trépo, Laurent Vozzy, Max Meynier, Raymond Devos, Maryse, Michel Indrati, Lolo Peyron, Paul-Loup Sulik, Gilbert Bécaud, Jean Reno, le professeur Henri Samway, le professeur Jean Grandjean, Jacques Chirac.

22.45 Variétés : Taratata.

0.15 Magazine : La 25e Heure. Présenté par Jacques Perrin.

1.35 Magazine : Bouillon de culture (rediff.).

3.45 Dessin animé (et à 4.25).

CANAPES FUTONS

2 450 F

PROMO jusqu'au 31 DEC.

couchage 140

ESPACE LOGGIA

Le spécialiste du gain de place

30, bd Saint-Germain (5), 48-34-69-74

4, rue Saint-Honoré (1), 40-26-13-55

11, rue Chateaubriand (2), 42-80-26-45

Vincennes (94), 49-57-93-90

FRANCE 3	
8.00	Magazine : Espaces entreprises. Découverte d'une entreprise.
9.00	Magazine : Terres francophones.
9.30	Magazine olympique. De Michel Orly. L'actualité sportive.
10.00	Magazine : Rencontres à XV. Présenté par Jean Abellou. Jacques et Catherine en Marc Guillemot. Le rugby d'aujourd'hui. Bernard Lapeyre rend visite au RC Vannes. Le plus petit club de rugby du monde. Les essais du championnat. Agenda et actualité.
10.30	Magazine : Top défense. Les forces françaises à l'étranger.
11.00	Magazine : Le Jardin des bêtes.
12.00	Flash d'informations.
12.05	Télévision régionale.
12.45	Journal.
13.00	Magazine : C'est votre vie. Présenté par Frédéric Mitzrand. Invité : le professeur Michel pour son ouvrage « La bête pour la vie, le chirurgien au quotidien » (Flammarion). Avec Charles Trépo, Laurent Vozzy, Max Meynier, Raymond Devos, Maryse, Michel Indrati, Lolo Peyron, Paul-Loup Sulik, Gilbert Bécaud, Jean Reno, le professeur Henri Samway, le professeur Jean Grandjean, Jacques Chirac.
17.15	Série : Taggart.
18.45	INC.
19.50	Tirage du Loto (et à 20.45).
20.00	Journal.
20.50	Magazine : C'est votre vie. Présenté par Frédéric Mitzrand. Invité : le professeur Michel pour son ouvrage « La bête pour la vie, le chirurgien au quotidien » (Flammarion). Avec Charles Trépo, Laurent Vozzy, Max Meynier, Raymond Devos, Maryse, Michel Indrati, Lolo Peyron, Paul-Loup Sulik, Gilbert Bécaud, Jean Reno, le professeur Henri Samway, le professeur Jean Grandjean, Jacques Chirac.
22.45	Variétés : Taratata.
0.15	Magazine : La 25e Heure. Présenté par Jacques Perrin.
1.35	Magazine : Bouillon de culture (rediff.).
3.45	Dessin animé (et à 4.25).

CANAL PLUS

8.35 Cinéma : Siméon, O. Film français d'Euzhan Palcy (1992).

10.28 Le Journal du cinéma.

10.30 Cinéma : La Tentation de Vénus, a film britannique d'Istvan Szabo (1981).

En clair jusqu'à 14.05

12.30 Flash d'informations.

12.35 Magazine : 24 heures. Présenté par Erik Gilbert. Avec les sœurs.

13.30 Magazine : L'été du cyclone. Qui dit cyclone à qui, comment, pourquoi et pour quels effets ?

14.05 Les Superstars du catch. Survivor Series.

16.35 Documentaire : Tonnellés d'amour. De Beverly Brown.

17.00 Sport : Football américain. Match de championnat de la NFL.

En clair jusqu'à 20.35

18.00 Décade pas Burny.

18.55 Série animée : Chérie à Clyde.

19.05 Dessin animé : Les Simpson.

19.30 Flash d'informations.

19.35 Magazine : Le Plein de super. Présenté par Yvan Le Bolloch et Bruno Solo.

20.35 Téléfilm : Les Envoyés de l'espace 2. De Dan Curtis.

22.10 Surprises.

OUVERT dimanche 19 de 10 h à 19 h.

NOCTURNES

MERCREDI 22 ET JEUDI 23 JUSQU'À 22 H.

LE BON MARCHE

RIVE GAUCHE

M. S. S. Babyline

FRANCE-CULTURE	
20.30	Photo-portrait. Claude Médecin, calligraphe.
20.45	Dramatique. Vie et aventures de Saladin, d'après Georges Duhamel (M).
22.35	Musique : Opus. A la veille. Rencontre avec Maria Koleva.
FRANCE-MUSIQUE	
20.00	Soirée lyrique (donnée le 21 jan au Théâtre de la Scala de Milan) : Falstaff, comédie lyrique en trois actes, de Verdi, par le Chœur et l'Orchestre du Théâtre de la Scala de Milan, dir. Riccardo Muti ; sol. : Juan Pons, Roberto Frontali, Ramon Vargas, Ernesto Gavazzi, Paolo Barberini, Luigi Ricci, Daniela Dessi, Maureen O'Hara, Bernadette Manca Di Nasso, Dolores Zaccaria.
23.00	Œuvres de Wagner et de Prokofiev. Les Tableaux d'une exposition, de Moussorgski, France, dir. Edith Laineard.
0.05	Carrefour de la guitare. Par Robert Vela.
Les interventions à la radio	
France-Inter, 9 heures : « Les entreprises du Père Noël » (Le Monde).	

FRANCE 3	
8.00	M 5 Kid. Graine de champion : Mario New Kids on the Block ; Bucky O'Hare.
10.00	M 6 boutique. Télé-achat.

AU JOUR LE JOUR

Maréchal

On l'aurait presque oublié, mais cela fait maintenant vingt-cinq ans, depuis la mort d'Alphonse Juin en 1967, que notre pays n'a plus eu de maréchal vivant, si l'on excepte les maréchaux-ferrants et les maréchaux des logis.

Si étonnant que cela paraisse, la France, pépinière de maréchaux depuis le Moyen Âge, dont la capitale est ceinturée par les plus illustres d'entre eux, ne présente pas de signes de menue, du moins apparents.

C'est bien ainsi. Car produire un maréchal n'est pas une mince affaire. Il faut un général, une ou plusieurs bonnes guerres, quelques dizaines de milliers de non-maréchaux morts en champ d'honneur ainsi qu'un contingent important de veuves et d'orphelins.

Les héros d'aujourd'hui étant humanitaires, il serait bien étonnant que Bernard Kouchner, répondant à la demande du peuple, ne s'exclame : « Vous voulez un maréchal ? Me voilà ! ».

PROCYON

L'ESSENTIEL

AU COURRIER DU MONDE

Les lettres de nos lecteurs. Un livre : *Les recompositions familiales aujourd'hui*, ouvrage collectif sous la direction de Marie-Thérèse Maulders-Klein et Irène Théry (page 2).

INTERNATIONAL

L'hypothétique retour du Père Aristide en Haïti

Les Haïtiens de Miami espèrent toujours, mais ne croient plus beaucoup au retour du président Aristide (page 5).

Un entretien avec Shimon Pérès

De passage à Paris, le chef de la diplomatie israélienne s'est expliqué, jeudi 16 décembre, dans un entretien au *Monde*, sur les retards actuels dans l'application de l'accord de paix du 13 septembre (page 8).

ESPACE EUROPÉEN

Le lien méditerranéen

Sept régions méditerranéennes se sont retrouvées pour donner vie à un projet décidé à Séville (page 9).

POLITIQUE

Des mesures en faveur des agriculteurs

Pour permettre l'adaptation des exploitations aux conséquences de la réforme de la politique agricole commune (PAC) en faveur d'un allègement de leurs charges, le gouvernement a fait adopter des mesures en faveur des agriculteurs (page 11).

COMMUNICATION

GATT : l'exclusion de l'audiovisuel de l'accord

La victoire, en politique, se partage difficilement. La victoire impériale fait à Édouard Balladur après l'exclusion de l'audiovisuel de l'accord sur le commerce international ne fait pas exception à cette règle élémentaire (page 12).

SOCIÉTÉ

Jean-Marie Villemin condamné

La cour d'assises de la Côte-d'Or a condamné, jeudi, Jean-Marie Villemin à cinq ans d'emprisonnement, dont un avec sursis, en le déclarant coupable de l'assassinat de son cousin Bernard Laroche (page 15).

La catastrophe du mont Sainte-Odile

Près de deux ans après l'accident d'un Airbus d'Air Inter en Alsace, la commission d'enquête recommande d'éviter la conduite des A-320 par deux pilotes de faible expérience (page 24).

CULTURE

«La Résistible Ascension d'Arturo Ui»

Jérôme Savary met en scène la pièce la plus paradoxale de Brecht, *Arturo Ui*. Il jette dans cette aventure tout ce que l'art du théâtre offre de forces vives et le carambole de toutes ces chances scéniques réanime Bertolt Brecht (page 18).

ÉCONOMIE

Les fêtes sur fond de crise

Les fêtes n'échappent pas à la crise de la consommation : les Français retardent leurs achats de Noël, privilégient les cadeaux bon marché et utiles. La table est moins copieuse (page 21).

Services

Abonnements XII
Annonces classées 4
Cartes 24
Jeux XI
Marchés financiers 22-23
Météorologie 24
Radio-télévision 25
La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3617 LINDOC
et 36-29-04-56

Demain

Heures locales

Le traumatisme de la restructuration hospitalière : la loi sur le service public ouvre un débat difficile sur l'avenir des hôpitaux et la responsabilité des maires. Villes frontalières : Cherbourg, porte d'entrée des voitures nippones.

Ce numéro comporte un cahier :
« Temps libre »
folioté à XII

Le numéro du « Monde »
du vendredi 17 décembre 1993
a été tiré à 485 241 exemplaires

Supraconductivité : la fin de la résistance

Une équipe française élabore un matériau fonctionnant presque à température ambiante.

C'est un formidable record qu'une petite équipe de l'Ecole supérieure de physique et de chimie industrielles de la ville de Paris (ESPCI) vient d'établir dans le domaine des supraconducteurs à haute température. Ce groupe, dirigé par Michel Lagües (1), a en effet réussi à mettre au point un matériau « présentant des phénomènes de supraconductivité » à une température de -23° C, soit presque la température ambiante. Ces chercheurs grillent ainsi la politesse aux meilleurs équipes, américaines et japonaises notamment.

Depuis plusieurs années, les industriels du monde entier attendent un semblable résultat qui, s'il se confirme, leur ouvrira, demain, de fabuleux marchés.

Il y a sept ans seulement, jamais personne n'aurait cru qu'une telle prouesse était possible. Tout le monde s'émervillait alors des propriétés de la supraconductivité, découverte en 1911 par deux chercheurs hollandais, Gerd Holst et Kamerlingh Onnes, qui veut que certains matériaux laissent passer le courant sans dissipation d'énergie.

Où imagine sans peine les enjeux économiques d'une telle découverte aux applications multiples : lignes à haute tension ne perdant pas d'énergie en chauffant, comme c'est le cas pour les lignes actuelles d'EDF, ordinateurs ultra-rapides, trains à lévitation magnétique, etc. Les champs magnétiques intenses, le stockage d'énergie et la détectioe de molécules de microcoursants circulant dans le cerveau seraient aussi à notre portée.

Un vrai rêve d'ingénieur que la supraconductivité peut parfaitement offrir. En théorie. Car, malheureusement, ses remarquables capacités ne se manifestent qu'à des températures très basses qui, si elles sont atteintes, entraînent des coûts énormes. C'est le cas de l'hélium liquide (-269° C). Cela n'a pas empêché des industriels, comme par exemple Alstom et la CGE, de se lancer dans l'aventure et d'obtenir quelques succès dans le domaine des aimants supraconducteurs destinés à la physique des hautes énergies et à la domestication de la fusion thermonucléaire, ainsi que dans ceux des machines tournantes (cryogénateurs) et des transformateurs électriques.

Ces réalisations furent rendues possibles grâce à la mise au point de fils supraconducteurs de niobium-titane et de niobium-étain. Mais les applications plus publiques leur étaient totalement interdites du fait du coût considérable des installations frigorifiques permettant d'obtenir les -269° C nécessaires pour qu'apparaisse la supraconductivité dans ces alliages.

Malgré les efforts des chercheurs, il ne fut guère possible d'élaborer des matériaux dont la « température critique » serait suffisamment élevée pour se dispenser de l'hélium liquide. Jusqu'en 1985, le record, obtenu avec un échantillon de niobium de germanium, stagnait désespérément à -250° C. Plus grave : les théoriciens prétendaient qu'il serait impossible de faire beaucoup mieux.

De la révolution de 1986 au cap des -196° C

Les supraconducteurs à température ambiante paraissaient donc du domaine de l'utopie, lorsque, en 1986, deux physiciens du Centre de recherches IBM de Zurich, Georg Bednorz et Alex Müller, ont bouleversé les idées reçues en annonçant au monde entier la mise au point d'un nouveau matériau supraconducteur de la famille des cuprates (2), un « BaLaCuO » dont la température critique était de -243° C. Ces quelques degrés gagnés sur une physique prétendument figée furent une révolution qui leur valut, d'ailleurs, le prix Nobel de la physique l'année suivante. Toute la communauté scientifique se lança alors dans la bataille avec enthousiasme.

Les chercheurs se sont vite rendu compte, sans toutefois parfaitement l'expliquer, que l'oxyde de cuivre jouait un grand rôle

dans ce phénomène. En deux ans, les records tombèrent, pour finalement passer le cap fatidique des -196° C, température de l'azote liquide, un fluide de refroidissement bon marché et beaucoup plus facile à manipuler que l'hélium. Par la suite, un composé à base d'oxyde de cuivre, d'yttrium et de baryum (YBaCuO), atteignait la température critique de -181° C et, plus près de nous, en 1988, un autre, fait d'oxyde de cuivre, de thallium, de baryum et de calcium (TlBaCaCuO), établissait un nouveau record à -148° C.

Ensuite, plus rien jusqu'en mai 1993, où un échantillon d'oxyde mixte de cuivre, de calcium, de baryum et de mercure (HgBaCaCuO), plus connu sous le nom de Hg-1233, entraînait dans le livre des records avec -140° C, puis -114° C, mais à condition de le soumettre à une pression de 235 000 atmosphères ! Difficile d'utiliser un tel matériau pour fabriquer, par exemple, des composants d'ordinateur.

Une traversée du désert de deux ans

Certes, les industriels sont parvenus à effectuer quelques percées. Des entreprises comme Conducor aux États-Unis, proposent des « poutres », les Japonais Sumitomo et l'Américain American Superconductors fabriquent, à prix d'or, des fils et des câbles électriques. Mais ces éléments ne fonctionnent, bien entendu, que dans l'azote liquide et un pas décisif restait à faire pour mettre la supraconductivité haute température à la portée de tous.

Fort de cette nécessité, Michel Lagües, aidé par le directeur scientifique de l'Ecole de physique et de chimie industrielles de la Ville de Paris, Jacques Lewiner, s'est, en 1987, lancé dans l'aventure en compagnie de

Julien Bok, directeur du laboratoire de physique du solide de l'ESPCI. Son but : fabriquer des supraconducteurs en couches minces, ceux-là mêmes qui peuvent intéresser rapidement les industriels de l'électronique.

A priori, son entreprise n'était pas très différente des travaux de nombreuses autres équipes. A quelques nuances près toutefois. A l'époque, Julien Bok « estimait » que ces supraconducteurs en couches minces pouvaient comporter un optimum de cinq à dix couches d'oxyde de cuivre. Michel Lagües pensait en outre que, pour réussir une nouvelle percée, il était nécessaire de contrôler en permanence la fabrication de ces millefeuille. « Il faut, dit-il, être capable de déposer, l'une après l'autre, des couches de l'épaisseur d'un atome, ce qui ne peut se faire qu'en travaillant lentement et à basse température. Sinon, la nature reprend ses droits et la croissance des couches se fait, comme dans d'autres supraconducteurs, de façon plus anarchique ».

Peodant deux ans, de 1987 à 1989, Michel Lagües et son équipe ont mis au point leur matériel avec l'aide de la société Riber qui fabrique des machines « pour déposer les atomes en couches (épitaxie) ». « Mais de 1989 à 1991, raconte-t-il, ce fut la traversée du désert. Nous n'obtenions que des échantillons médiocres et ne parvenions pas à gagner en température ». Un jour de 1991, pourtant, il parvint à fabriquer un matériau fait d'un sandwich de trois couches d'oxyde de cuivre, dont la température critique correspond à celle qu'il avait prévue. C'est le déclic.

L'équipe fonce, imagine « un supra » à -93° C et le trouve, puis conçoit, voilà quelques semaines, « un millefeuille à huit couches d'oxyde de cuivre » censé fonctionner à -53° C, la température de l'Antarctique. C'est l'échec. L'échantillon reste un certain temps dans un tiroir, puis

il est repris pour subir un traitement. Mesuré à nouveau, il révèle une température critique de -23° C ! C'est le miracle. En quelques semaines, les supraconducteurs ont gagné plus de 120° C dans leur température de fonctionnement.

Bien sûr, Michel Lagües se veut prudent. Dans l'article qu'il a soumis à la revue *Science* (3), il ne manque pas de souligner que des mesures restent à faire pour confirmer les résultats obtenus. « Si la disparition de la résistance électrique dans le matériau est clairement démontrée, l'autre paramètre caractéristique de la supraconductivité, le diamagnétisme, demande à être précisé. Mais nous avons de bons espoirs ».

Des présomptions suffisamment « fortes » pour que Michel Lagües et Jacques Lewiner aient « mis en place, avec la Sofinnova, une structure de valorisation industrielle de ces recherches ». Les espoirs, si la nouvelle se confirme, sont colossaux. Les supraconducteurs à température ambiante ne seraient plus hors de portée. Un rêve d'autant plus crédible que la petite équipe de l'Ecole de physique et de chimie industrielle avait enregistré de « drôles d'anomalies » aux environs de 30° C !

JEAN-FRANÇOIS AUGERAU

(1) Michel Lagües est directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique. Il a été aidé dans sa tâche par Xiao Ming Xie, Hassan Tebbi, Xiang Zhen Xu, Vincent Maier, Christophe Hattier, Cristian F. Beuran et Catherine Deville-Cavellin.

(2) Les cuprates qui sont à l'origine de ces supraconducteurs à haute température sont tous des cuprates, de la famille des pérovskites de cuivre. Lorsqu'ils sont en couches minces, ils sont formés d'un millefeuille de couches d'oxyde de cuivre (CuO) séparées par des couches de calcium (Ca), le tout étant encadré, par exemple, entre deux blocs faits de bismuth (Bi) et de strontium (Sr). Outre cette famille des BiSrCaCuO, existent celles des YBaCuO, des TlBaCaCuO et des HgBaCaCuO.

(3) *Science* du 17 décembre.

Une étude du CERC

Les revenus des plus de soixante ans dépassent ceux des actifs

Apprécié par unité de consommation, c'est-à-dire en fonction du nombre de personnes qui le composent (1), le revenu des ménages de plus de soixante ans est supérieur de 5 % en moyenne à celui des personnes plus jeunes, alors qu'il lui était inférieur de 20 % au début des années 70. Selon un document publié mercredi 15 décembre par le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), les ménages de « personnes âgées » — un foyer fiscal sur trois — percevaient en moyenne 97 000 francs par an en 1989, soit quelque 9 000 francs par mois avant impôts en francs de 1993.

Cette étude (2), menée à partir d'un échantillon représentatif de 6 500 ménages et effectuée en 1989-1990, considère que cette évaluation serait revue à la hausse « si l'on prenait une mesure plus complète des revenus du patrimoine ». Ces derniers, estime le CERC, représenteraient quelque 1 000 francs en moyenne par mois en 1993. Globalement, 80 % des ressources des plus de soixante ans proviennent des pensions de retraite, hormis pour les anciens agriculteurs (65 %) ou les travailleurs indépendants. Dans les couples où les deux conjoints reçoivent des pensions, celle de la femme « ne contribue qu'à hauteur de 30 % au total des retraites du ménage ».

Par ailleurs, se dessinent d'importantes disparités de revenus. Elles proviennent du niveau de formation (« les personnes les plus diplômées bénéficient, à profession donnée, d'un niveau de revenu supérieur des deux tiers à celui des personnes n'ayant fréquenté que l'école primaire »), mais aussi de la composition du ménage (présence ou non d'enfants à charge, personne vivant seule ou non) et du lieu de résidence (les revenus sont 30 % supérieurs à Paris par

rapport au milieu rural). Au total, le rapport entre le seul au-dessus duquel se situent les 10 % de ménages les plus aisés et celui en dessous duquel se trouvent les 10 % de ménages ayant les revenus les plus faibles est de 1 à 3,5 pour les plus de soixante ans. Ce même rapport est de 3,1 pour les ménages de salariés.

J.-M. N.

(1) Pour calculer le revenu par unité de consommation, on attribue un coefficient de 1 pour le chef de ménage, de 0,7 pour le conjoint et de 0,5 pour chaque enfant à charge.

(2) Document du CERC, n° 108.

Aimé Jacquet nouveau sélectionneur de l'équipe de France de football

Aimé Jacquet a été nommé à l'unanimité sélectionneur-entraîneur de l'équipe de France de football par le Conseil fédéral, jeudi 17 décembre à Paris. Agé de cinquante-deux ans, il succède à Gérard Houllier dont il était l'adjoint. Ce dernier avait démissionné le 25 novembre, à la suite de l'élimination de l'équipe de France de la Coupe du monde 1994.

Avant d'intégrer la direction technique nationale, Aimé Jacquet avait entraîné les clubs de Lyon, Nancy, Montpellier et Bordeaux. Le prochain match de l'équipe de France est fixé au 18 février en Italie.

A l'occasion de la Conférence des Pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe, « Un corridor pour la parole » en soutien à Sarajevo et aux communes et régions des pays de l'ex-Yougoslavie.

Le Monde

EN DIRECT DU CONSEIL DE L'EUROPE
Dimanche 19 décembre 1993
de 18 h à 20 h

Philippe Dessaint (TV5)
et Jean-Pierre Langellier (Le Monde)
recevront des participants à cette conférence (maires, personnalités politiques, représentants des ONG).
TV5 retransmettra, à partir de 23 h 30, l'émission de ARTE « TRANSIT » exceptionnellement réalisée depuis Sarajevo.

le jeu de



abits de sp

Madagascar francophone
Lire aussi
Boul

Lire aussi

Madagascar francophone

Le Monde
3615 LEMONDE
3617 LINDOC
et 36-29-04-56

Le Monde
3615 LEMONDE
3617 LINDOC
et 36-29-04-56

Le Monde
3615 LEMONDE
3617 LINDOC
et 36-29-04-56

Le Monde
3615 LEMONDE
3617 LINDOC
et 36-29-04-56

Le Monde
3615 LEMONDE
3617 LINDOC
et 36-29-04-56

Le Monde
3615 LEMONDE
3617 LINDOC
et 36-29-04-56

Le Monde
3615 LEMONDE
3617 LINDOC
et 36-29-04-56

Le Monde
3615 LEMONDE
3617 LINDOC
et 36-29-04-56

Le Monde
3615 LEMONDE
3617 LINDOC
et 36-29-04-56

Le Monde
3615 LEMONDE
3617 LINDOC
et 36-29-04-56

Le Monde
3615 LEMONDE
3617 LINDOC
et 36-29-04-56

temps libre

EXTÉRIEUR

Le jeu des Basques



JEAN GUYOT / VANDYSTADT

Région d'âme et d'esprit indépendants, le Pays basque trouve l'une de ses composantes les plus unitaires dans le jeu de la pelote. Exercice de compréhension délicate, il s'entoure de règles dont l'ignorance n'interdit pas au profane d'en apprécier la beauté, ni le violence dans l'engagement. Comme s'il était indispensable à une certaine forme d'équilibre, la diaspora l'a pratiqué dans plusieurs endroits du monde, ne résistant pas à la tentation d'installer ses frontons à Paris, où le culte continue d'être observé avec ferveur. Juste retour des choses pour la capitale, qui vit un acharné du jeu de paume s'y dépenser et avec succès, Henri IV.

(Lire page IX.)

GOÛT

Fille aînée de la table, la France se pose régulièrement la question de savoir de quels lendemains sera fait son destin culinaire et jusqu'à quelles conclusions peut l'entraîner son génie des fourneaux. Comme si le sort de la nation en dépendait, elle s'interroge sur la capacité de ses champions à renouveler le genre tout en les enjoignant à ne rien abandonner du fonds patrimonial, ce creuset sacré d'où sont sortis tous les enchantements. Fêtes comme des héros, moitié dieux, moitié hommes, admirés tant que les censeurs ne les châtient pas, ils seroient adulés et respectés à vie jusqu'à leur entrée au panthéon des fourchettes, tablier barré de tricolore, la Légion d'honneur piquée sur fond de plastroc blanc. Marseillaise, please, maestro...

Pays de cocagne surabondamment pourvu de richesses naturelles, l'Hexagone offre un champ presque illimité de recherches, que les grands barons régionaux ne se sont pas privés d'explorer, affirmant par là leur préférence à jouter d'égal à égal avec les théoriciens étoilés de la capitale. Hier encore jugés provinciaux, on les retrouve aujourd'hui sur les lignes d'attaque de cette lourde cohorte de toques françaises qui se met en ordre de bataille sur le glacis européen.

Sur leurs fanions et leurs étendards se dévoilent les symboles du terroir de toujours, matins de formules et d'alchimies nouvelles où certains ont pu reconnaître la griffe du haut talent.

Il se mijote
quoi, au juste,
aujourd'hui,
dans les grandes
cuisines
de France

FORMES

Habits de sport

Faire du sport, certes, mais pas n'importe comment. Aujourd'hui, le costume doit flatter l'effort, les couleurs conforter l'exploit, l'élégance appuyer le résultat. Les lignes esthétiques suivent et quelquefois précèdent les envies de cette lourde vague de sportifs du dimanche qui vont piocher avec passion

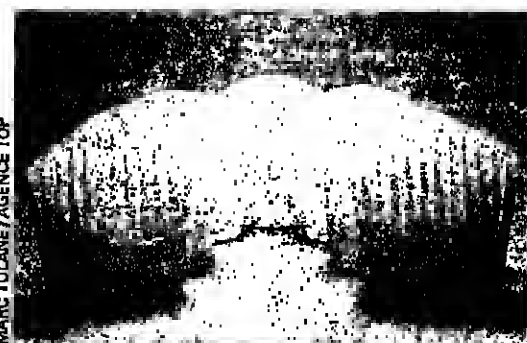
dans des rayons tout express approvisionnés pour eux. Habits pour le sport, mais matériel également, sur le sort duquel se penchent les chercheurs, eux aussi en quête des meilleures performances et des technologies les plus subtilement adaptées aux capacités de l'amateur.

(Lire page V.)



D.R.

Les saintes



MARC TILIANE / AGENCY TOP

tables

Tous o'oot qu'un cri : vérité ! Ces nouveaux croisés font dans la sainteté. Rien n'est trop bon, rien n'est trop beau, qui propose encore les saveurs inaltérées des premiers âges de la gastronomie. Recherches ardues du haricot vert d'avant les baricots verts, du champignon sauvage d'avant les forêts calcinées, du bœuf originaire, du mouton biblique. Quête affolée du produit disparu, mais dont ils ont su, eux, retrouver la trace et qui les fait espérer dans des jours moins sombres.

Même s'ils se sont pas dupes des moyens exorbitants qui sont les leurs, leur démarche est ici exemplaire. Pédagogie des arômes et des parfums oubliés, retrouvailles avec les fumets et les « sapidités » de l'âge du vrai. Rigueur presque austère, janséniste, pour ces défenseurs de la simplicité ultime. C'est leur combat, ne rien admettre dans la composition de leurs opéras minces qui ne sorte des vergers, des potagers, des herbages, les moins corrompus par le siècle. Le goût primitif enfou restauré, il suffirait alors de savoir marier les saveurs entre elles, sur des gammes que la tradition interdisait jusqu'alors d'approcher, mais que l'avancement de la hardiesse, du savoir et du tact, permettent et autorisent désormais. L'épisode débraillé de la « nouvelle cuisine », s'il est resté dans tous les esprits, aura causé plus de peur que de mal. C'était un moment sans importance, une passe pour petits mangeurs. Autre chose est ce regain radical qui porte en lui son propre point de non-retour. La nouvelle cuisine des origines sera ou ne sera pas.

Reste qu'au prix où il faut aujourd'hui payer la sincérité du propos la reconnaissance risque d'être longue. Entre les lignes, on lira, dans l'éotretie croisée entre Fredy Girardet, le Suisse, cuisinier d'expression française, et Noël Rohuchoo, le Paganini de la rue de Longchamp, tout ce que doit oous coûter leurs performances de stars. Intéressant. On dira pour leur défense – dont ils ont pas besoin – qu'ils militent pour la justesse, pour la justice du goût et que sans eux et leur travail, c'est tout un pan de notre culture qui risquait de s'effriter. Est-ce à ce point important ? Mais l'histoire de la gastronomie occidentale a certainement déjà jugé.

Jean-Pierre Quélin
(Lire page XII.)

Lire aussi

Madagascar la francophone

L'île a intégré sans drame l'apport colonial.
(Lire pages VI et VII.)

L'Œil
de Claude Sarraute
(Lire page V.)

STYLE

Bauhaus pour tous

En créant en 1964 à Londres les magasins Habitat, Terence Conren voulait diffuser vers un large public les idées du Bauhaus – des meubles simples, pratiques, transformables, superposables – et le liberté pour chacun d'organiser son cadre de vie. Francophile, il exportera la formule avec succès : Habitat France possède

aujourd'hui trente-sept établissements et fête, avec une exposition à l'Ecole des beaux-arts à Paris, l'ouverture, il y a vingt ans, du tout premier à Montparnasse. Version moderne du confort à l'anglaise et du bien-vivre à la française.
(Lire page IV.)

JEAN-PIERRE DIETTERLIN



Suisse
Zermatt



INTERHOME
1.43.55.44.25

de la résistance

Rendez-vous

ILE-DE-FRANCE

Isbas aux Halles



Sous le titre « L'art populaire russe », le Pavillon des arts, porte Rambuteau, terrasse Laumière aux Halles, a rapporté le meilleur du Musée historique d'Etat de Moscou. Les trois cents pièces sélectionnées évoquent notamment un village russe entre les XVI^e et XVIII^e siècles, avec la reconstruction d'une isba. Le bois occupe une place centrale dans les instruments de travail, dans les objets usuels (vaisselle), au sacré (icônes, iconostases, lutrins et chandeliers). Exposition tous les jours jusqu'au 17 avril, de 11 h 30 à 18 h 30, sauf lundis et jours fériés.

Les nuits de l'arc de Triomphe

Comme en 1992, à l'occasion des fêtes, l'arc de Triomphe sera ouvert en nocturne, afin de permettre aux Parisiens et aux touristes en visite dans la capitale

d'admirer, depuis le sommet du monument, les Champs-Élysées illuminés. Ouverture prolongée jusqu'à 21 heures, du lundi 20 au jeudi 30 décembre inclus, à l'exception du 24 (jusqu'à 17 h 30). Fermé le 25 décembre et le 1^{er} janvier. Tarifs : 31 F, 20 F (de 18 à 25 ans et pour les plus de 60 ans) et 6 F pour les enfants de 7 à 17 ans.

Le rouge, le noir et l'or

Avec « Stendhal et l'argent », la Monnaie de Paris propose une exposition historique sur un thème rarement évoqué : le mode de vie de la bourgeoisie et les « manifestations de la puissance de l'argent » à travers l'existence, les voyages, les situations financières, qui ont été celles de l'écrivain, dans une période politiquement mouvementée. Présentée en six tableaux, cette manifestation s'accompagne de la projection de films, le samedi et le dimanche (renseignements : 40-46-55-33), et de conférences. Jusqu'au 23 février, tous les jours, sauf le lundi de 13 heures à 18 heures. Musée de la Monnaie, quai de Conti, Paris 6^e. Entrée : 20 F. Catalogue : 85 F.

Paris en visites

Voici quelques-unes des visites proposées par Connaissance d'ici et d'ailleurs, 15 rue de Saint-Merquise, Paris 18^e (tarif : 50 F) : Montmartre, cités d'artistes et jardins secrets (samedi 25 décembre,

15h45, au pied du funiculaire, ou mercredi 29 décembre, 15h30, métro Abbesses) ; Montparnasse, ateliers d'artistes et jardins (dimanche 26 décembre, 11h15 ou 15h45, métro Vavin) ; Montfaucon secret et Arbres de Lumière (samedi 27 décembre, 11h15 ou 15h15, métro Monge).

Une figure de la Renaissance

Homme de guerre, politique, négociateur, administrateur, Anne de Montmorency - il devait son prénom à sa marâtre, Anne de Bretagne - aura été, par son action et sa présence aux côtés de François I^{er}, puis de Henri II, l'un des grands commis les plus au fait des courants qui traverseront la France durant la Renaissance. 1493-1567 : une vie de batailles, de gloire et de coups d'éclat pour cet homme qui sera tour à tour, maréchal de France, gouverneur du Langue doc, comte de France, duc et pair de France. Une carrière. C'est ce destin sans faille que présente la ville de Montmorency, jusqu'au 20 février, dans une exposition consacrée au cinquième anniversaire de la naissance du comte. Tous les jours, sauf le lundi, de 14 à 18 heures. Musée J.-J. Rousseau, 5, rue Jean-Jacques-Rousseau 95160 Montmorency. Tél : 39-64-80-13.

Trésors philatéliques

Entente cordiale entre l'Académie de philatélie et le Musée de la poste de Paris, d'une part, la Royal Philatelic Society et le National Post Museum de Londres, d'autre part. Du 20 décembre 1993 au 20 janvier 1994, le Musée de la poste (34, boulevard de Vaugirard, 75015 Paris, tous les jours, sauf dimanches, de 10 heures à 18 heures, entrée gratuite) présentera l'exposition « Les trésors philatéliques franco-britanniques », composée de trente-neuf collections de prestige, vingt-deux françaises et dix-sept britanniques. Seront aussi proposés, pour la première fois en France, de nombreux poinçons originaux de timbres émis par l'administration postale de la reine Elizabeth.



Le Penseur en voyage

Du séjour des œuvres de Rodin en Chine (113 dessins, gravures et sculptures) et notamment du Penseur, exposé en extérieur à Pékin et à Shanghai au printemps dernier, les photographes Jean-Marie Azagot (pour Pékin) et Murray White (pour Shanghai) ont rapporté des images qui sont présentées à Paris, au Musée Rodin, 77, rue de Varenne, 75007 Paris (tél. : 44-18-61-10). Projection d'un film écrit par Michel Bator. Jusqu'au 13 mars. Tous les jours sauf lundi, de 10 heures à 16 h 45. Fermé le 25 décembre et le 1^{er} janvier.

Fruits exotiques

En décembre, à la Réunion, l'été bat son plein, les flamboyants sont en fleur et les marchés regorgent de fruits. Sous les tropiques, les lampions annoncent Noël et trônent sur les tables arborées à l'heure des réveillons. Un fruit qui sera l'honneur à Paris lors de la journée « porte ouverte » organisée le 20 décembre par le Comité du tourisme de la Réunion. Dégustation de litchis et de mangues locales, boutique créole, vente de l'artisanat réunionnais : dentelle de Cilaos, vanille de Bourbon, masques en rotin, coeurs, coquilles de tortues marines, vanille, confiseries, ravigots et achards, diners et punchs et essences de parfum. De 10 heures à 20 heures à l'Espace Réunion, 90, rue la Botz, 75006 Paris.

RÉGIONS

Uzeste : jazz et Gascogne

Le deuxième hiver d'Uzeste musical propose, en cette fin d'année, de conjuguer l'art culinaire gascon et l'art musical de la Compagnie Lubat et de ses invités, agitateurs français des lieux depuis quelques lustres. Au menu-programme du samedi 25 décembre un repas traditionnel, un concert de Los Duofox Scat Rap Dérap, mené par le maître des lieux, Bernard Lubat et une soirée dansante de « swing gascon » avec le Freedom Jazzzone New Base Band. Le lendemain, dimanche 26, les enfants sont attendus à partir de 16 heures pour un spectacle à l'initiative du promoteur de « Grand Tam T'enfant ». Quant au réveillon de la Saint-Sylvestre, vendredi 31 décembre, il accueillera quelques-unes des formations vedettes d'Uzeste, comme l'accordeoniste Marc Perroche, les rappers-chanteurs de Los Fabulos Troubadours ou Los Pinhadars. Tous les concerts ont



lieu à l'Estaminet d'Uzeste où il est prudent de réserver pour les repas au 56-25-33-17. Soirée-réveillon 490 F. Renseignements à la Compagnie Lubat, Le Bourg, 33730 Uzeste (tél. : 56-25-38-46).

Toulon sculptural

Cinq fructueux coups d'œil sur la sculpture contemporaine, française et étrangère, menagés par la galerie pilote de Toulon, avec des œuvres de Philippe Amiel, Georges Guye, Daniel Kadocher, Sacha Soano, Edmond Verussa.

Jusqu'au 31 décembre, Espace « Interrogation », 24, allée Courbet 83000 Toulon (tél. : 94-22-27-53). Tous les jours de 15 h 30 à 19 h 30 sauf dimanche et lundi. Parc-autom : place d'Armes.

Une école du vin

Connaître, reconnaître, déguster et apprécier les vins, en explorer les couleurs, les odeurs, les saveurs, les millésimes, les terroirs et les appellations, tel est le programme des stages (en français mais aussi en anglais et en allemand) proposés, tout au long de l'année, par la Maison du vin de Bordeaux. Destinés essentiellement au grand public, ces stages se présentent sous trois formes. Des cours du soir (les jeudis pendant cinq semaines, 1.500 F), des stages de trois jours (2.000 F avec, éventuellement, une journée supplémentaire - 480 F - de visites et dégustations dans trois ou quatre châteaux locaux) et des

stages à la carte, à partir de six personnes, à Bordeaux ou à Paris. Des stages sont également proposés aux personnes souhaitant approfondir une première « mise en bouche » : cours du soir (trois séances à raison d'une séance par semaine, 750 F) ou stages de deux jours (1.200 F). Renseignements à l'Ecole du vin de Bordeaux, 1-3, cours du 30-Juillet, 33075 Bordeaux Cedex (tél. : 56-00-22-66).

Sauvages bretonnes

Nouvelle édition du guide *Tables et saveurs de Bretagne* qui présente trente-quatre restaurants utilisant des produits simples et naturels pour élaborer, avec talent, invention et inspiration personnelle, une cuisine de qualité valorisant l'identité gastronomique bretonne. Figurent dans ce guide les établissements pouvant se prévaloir d'une étoile au Michelin ou d'une mention favorable dans les autres grands guides

nationaux. Disponible sur demande au 99-36-15-15.

Sur le Pont d'Avignon

Situé à 200 m de la gare et à cinq minutes de marche du Palais des Papes et du pont Saint-Bénézet (le célèbre pont d'Avignon), l'hôtel Clotilde Saint-Louis (28, rue du Portail-Bouquet, 84000 Avignon, tél. : 90-21-55-55) doit à l'origine, en 1589, un noviciat de jeunesse avant de devenir, à la Révolution, hôpital militaire puis succursale de l'hôtel des Invalides de Paris. Pour le Nouvel An, Rouvet Voyages (tél. : 90-34-50-33 à Orange) y propose une escapade de trois nuits, du 30 décembre au 2 janvier, pour 3 770 F par personne en chambre double avec soirée du réveillon, visite de la ville et croisière sur le Rhône. L'hôtel, agrandi d'une aile destinée par l'architecte Jean Nouvel, propose également des dîners réveillons (dîner et nuit avec petit déjeuner) à Noël (630 F) et au Jour de l'an (1.050 F).

ÉTRANGER

Divas d'Helsinki

Cent-vingt ans après sa fondation, l'Opéra national de Finlande dispose enfin de sa propre scène. Situé en plein centre d'Helsinki, près du Parlement, au bord d'un lac et de larges espaces verts, son revêtement blanc et sa masse ne sont pas sans évoquer ceux de l'Opéra-Bastille. Doté de deux salles (1 864 places et de 300 à 500 places), il accueille également le ballet national. L'ensemble, qui a été inauguré le 30 novembre, propose en alternance jusqu'en janvier *Kullervo* d'Aulis Salinen, *Carmen*, et le *Lac des cygnes*. La seule soirée du 31 décembre offrira un *Feu d'artifice* en musique et en danse. Renseignements au tél. : 19-353-0-129-21.

L'hiver outre-Manche

Nouvelle brochure de la compagnie maritime Sealink, « Outre-Manche hiver » propose des traversées et séjours en basse, notamment à Londres (465 F par personne en chambre double au Norfolk Towers, un hôtel victorien rénové, proche du centre, avec la traversée A/R pour une voiture et deux personnes), des hébergements dans les « Logis of Great Britain », équivalents des Logis de France et offrant ambiance « cosy » et cuisine traditionnelle (à partir de 435 F par personne pour une nuit avec traversée A/R) ainsi qu'un éventail de croisières « Bleu marine », au départ de Dieppe ou de Calais avec, à bord, des fêtes autour d'un thème. A prolonger par une balade le long de la route des pubs ou pour faire son shopping à Londres à l'occasion des soldes de janvier. Renseignements dans les agences de voyages et au 3615 SEALINK.

Art déco tropical

Miami ? Palmiers, flamants roses, beautés locales, hors-bords bondissant sur les flots bleus et gracieux étonnants dans la nuit. Hier, un paradis bétonné pour crépuscule des vieux. Aujourd'hui, changement de décor avec, à Miami Beach, la rénovation du quartier Art déco (« Tropical Deco ») admirablement restauré où se côtoient quelque 800 édifices construits entre 1920 et 1945. Le trottoir rose d'Ocean Drive est devenu un vrai décor de cinéma, très apprécié des photographes de mode. Un lieu que Go Voyages propose de découvrir à Noël et jusqu'au 31 mars pour 4 120 F par personne, prix comprenant l'avion et 4 nuits en chambre double à l'hôtel Shawnee Quality Resort. Renseignements au 49-23-26-36, par Minitel 3615 GO et dans les agences de voyages.

Hiver allemand

Tout savoir sur les coutumes et les marchés de Noël (ceux de Nuremberg, Augsbourg, Hambourg ou Francfort) et les carnivals (ceux de Munich, Rudesheim, Aix-la-Chapelle, Bonn, Düsseldorf, Mayence, Fribourg ou de Cologne avec son défilé du lundi des Roses), les réveillons organisés à Berlin (sur un air d'opéra) ou dans un château, ainsi que les mille et une manières de s'adonner aux sports d'hiver dans les Alpes bavaroises ou au cœur de la Forêt-Noire. Une mine d'informations pratiques contenues dans la nouvelle brochure diffusée par l'Office national allemand du tourisme, 9, bd de la Madeleine, 75001 Paris (tél. : 40-20-01-88).

La belle Polonaise

Gothique, romantique et expressionniste, Cracovie. Sans doute la plus belle ville de Pologne. Choisie par le voyageur Koré, 36, bd des Batignolles, 75017 Paris (tél. : 42-93-28-58) pour y célébrer le Nouvel An. Avec concert à l'Opéra, dîner de gala et bal. Quatre jours et trois nuits (du 31 décembre au 3 janvier), pour découvrir un peuple, son histoire et ses coutumes. Dans les rues de la vieille ville, au château Wawel (résidence royale), à l'abbaye bénédictine de Tynek (chant grégorien) ou dans la mine de sel gemme de Wieliczka, classée au patrimoine mondial de l'Unesco. Un réveillon de prix : 8 900 F par personne, avion compris, en chambre double à l'hôtel Grand (ancienne demeure des princes Czartoryski) avec soirée privée au palais Balice et concert de musique baroque.

Saint-Sylvestre à Moscou

Le Kremlin et ses cathédrales, le monastère Novodévitchi, la galerie Tretiakov et ses collections uniques de peinture traditionnelle mais aussi une balade en troika sont inscrits au menu de l'escapade à Moscou qu'Episodes, spécialiste des week-ends en Europe, propose pour le Nouvel An. Quatre jours, du 30 décembre au 2 janvier, pour 5 980 F par personne en chambre double à l'hôtel Novotel Moscou Sheremetyevo, relié au centre par des navettes régulières et gratuites. Sont compris le vol Paris-Moscou A/R, les transferts et visites, les petits déjeuners, des repas russes et la soirée de la Saint-Sylvestre à l'hôtel avec animation musicale et brunch du Nouvel An. Possibilité de prolonger d'un jour

(630 F par personne) avec la visite du métro et une représentation au Bolchoï. Renseignements au 44-26-46-46, numéro Azur (36-63-08-04) et par Minitel 3615 EPISODES.

Noël chez les Tudor

Récemment restaurés, les grands appartements d'Henri VIII ainsi que les cours intérieures du palais de Hampton Court, à l'Ouest de Londres, seront, du 27 décembre au 3 janvier, envahis de musiciens, de saltimbanques et de bouffons qui y feront revivre l'ambiance régnant à la cour des Tudors. Présideront aux divertissements de l'Épiphanie, les King of the Bean et Queen of the Pea tandis que les visiteurs seront invités à se joindre à la farandole qui serpentera à travers la Grande Salle et la Cour de l'Hoclog. Ailleurs, des cuisiniers en costumes d'époque prépareront les plats

favoris des Tudor, dont le potage de légumes à la farine d'avoine. De leur côté, les grands appartements du palais de Kensington se mettront, à partir du 27 décembre (réveille le Jour de l'an), à l'heure d'un Noël victorien avec la présentation, trois fois par jour dans le Red Saloon, de la *Vieille mère Hubbard* et son chien, une pièce de théâtre à laquelle la jeune princesse Victoria avait assisté le 30 décembre 1883 à Covent Garden.

Réveillons saute-frontières

Dans le jargon du métier, on les appelle les VDM, « les ventes de dernière minute ». Les professionnels s'y résignent : certains les habitent même de tarifs alléchants destinés à dégonfler les budgets les plus flexibles. Moving (tél. : 40-30-09-66) propose ainsi d'aller passer la Saint-Sylvestre à Lisbonne du 30 décembre au 2 janvier, 6 600 F par personne, avion, transferts, trois nuits en chambre double avec petits déjeuners au raffiné hôtel Da Lapa, visite de la ville et soirée du réveillon, à Séville (7 500 F par personne au répété Alfonso XIII) ou à Marrakech (7 850 F, quatre nuits en demi-pension au luxueux Sheraton et quatre jours à Noël, du 23 au 27 décembre, 7 400 F en demi-pension). A signaler également un vol Paris-New-York (22 décembre/1^{er} janvier) à 2 700 F (1 890 F du 2 janvier au 26 mars 1994) chez Voyag'air (42-62-45-45) et, chez Sirocco (40-30-10-10), un circuit de douze jours au Vietnam pour 13 000 F en pension complète.

VENTES

Argent sur table

A Drouot, le 22 décembre, une vente propose toutes les gemmes des veiselles d'argent des dix-huitième, dix-neuvième et du début du vingtième siècles. Le gros avantage des modèles dix-neuvième et vingtième est leur prix, pratiquement le même que celui du métal argenté neuf, avec, en plus, une valeur de revente. Le poinçon à la tête de Minerve utilisé depuis 1838 marque pour les spécialistes la frontière entre l'argenterie moderne et ancienne. Cependant, le qualité de fabrication reste identique jusqu'aux années 50, tout le travail est fait à la main, et le modèle en garde une texture dense aussi agréable au toucher qu'à la vue.

Peu appréciée par rapport aux pièces antérieures, l'argenterie à la Minerve reproduit les grands modèles classiques, à part les créations art nouveau et art déco. Parmi les modèles proposés à la vente, on trouvera des couverts à partir de 300 F la paire, une suite de dix petits gobelets à 800 F, des plats et des verseuses à partir de 2 000 F. Quelle que soit l'époque, la signature d'un orfèvre répertorié fait monter les prix : un plateau rectangulaire de Ravinet d'Enfer est estimé autour de 8 000 F. Même prix pour une ménagère unie de la maison Pufforcat. Attention, ne pas confondre Jean Pufforcat, le grand orfèvre de l'art déco, dont les œuvres obtiennent des prix très élevés (à partir de 100 000 F pour une ménagère) avec le maison qui perpétue son nom.

L'argenterie fin dix-huitième et début dix-neuvième, plus chère que la précédente, reste pourtant encore accessible. Cette période correspond à plusieurs types de poinçons qui se succèdent entre 1790 et 1838. Moins appréciés que leurs aînés du dix-huitième, les modèles « au coq » et « au vieillard » sont aussi considérés comme des pièces de collection. Dans la vente, une équerre de l'orfèvre J. G. Dutail (1809-1814) à décor de palmette et tête de bélier est estimée autour de 12 000 F, une suite de quatre couverts 1797-1809 gravés d'initiales surmontées d'une couronne de marquis (un détail qui pèse) autour de 1 500 F.

Les prix montent avec les pièces dix-huitième qui figurent au catalogue. Une verseuse tri-pode, à décor de cannelures, travail du maître orfèvre G. F. Benrillé, est donnée à 18 000 F, une paire de flambeaux aux sculptures abondantes, faits à Gènes en 1788, obtiendront autour de 30 000 F. Cette semaine, les amateurs des grandes œuvres du dix-huitième siècle se contenteront du livre de Christiane Perrin, *François-Thomas Germain, orfèvre des rois* (1), qui leur fera découvrir l'extraordinaire virtuosité d'un de nos meilleurs maîtres orfèvres.

Catherine Bedel

(1) François-Thomas Germain, orfèvre des rois. Éditions d'art Monette Flory, 300 p., 304 p., 790 F.

► Drouot-Richelieu, 22 décembre, 14 heures. Exposition la veille de 11 heures à 18 heures.

Etude Pescheteau-Badin-Ferrin, 16, rue de la Grange-Batelière, 75009 Paris. Tél. : 47-70-88-38. Etude Lenormand-Davies, 12, rue Hippolyte-Labes, 75009 Paris. Tél. : 42-61-50-81.

Avenue des Frères-Lumière

La plus célèbre « sortie d'usine » fut imprimée sur la pellicule des frères Lumière, en 1895, dans le quartier de la Guillotière. Pour démontrer l'intérêt de leur invention, le cinématographe. Etat des lieux, entre l'avenue qui porte leur nom et la rue du Premier-Film.



Le Château-Lumière, « folie bourgeoise », à l'écart des grandes demeures traditionnelles

Ce patriarcat-là était sûr de sa descendance. « Mes fils trouveront », déclara de toute sa hauteur le Lyonnais Antoine Lumière, certain que l'avenir d'appartient pas à l'inconfortable kinéscope de Thomas Edison, mais bien au procédé qui ferait enfin « sortir l'image de la boîte ». Sur un kinéscope, on devait se pencher, seul, pour apercevoir l'image animée à travers un œillet. Et se conformer aux directives paternelles, les Lumière, Auguste et Louis, rediraient bientôt possible la projection en grande salle, grâce à une pièce mécanique triangulaire et à un cadre porte-griffes, capables de stabiliser chaque image devant l'observateur.

Le livret de l'Institut Cinématographique porte le numéro 245 032.

Les Lumière le déposèrent, le 13 février 1895, avec la caution morale de l'ingénieur Rabilloud. L'un physicien, l'autre chimiste, les deux frères étaient issus de l'école technique de La Martinière, créée grâce au legs d'un Lyonnais ayant fait fortune aux Indes.

Une avenue porte leur nom, à peine déviante par rapport aux grands axes lancés vers l'exposition économique de la plaine alluviale du Rhône, à l'est de Lyon. Cette avenue d'est si très longue, ni très prestigieuse. Elle se contente de prolonger, désolée, dans une grande banalité, la Grande Rue de la Guillotière, le faubourg où, explique l'historien Jean-Luc Pinol, l'« on accueillait d'abord les voyageurs, les pélerins et les soldats que la ville de Lyon n'entendait pas loger » (1).

Un peu plus loin, Antoine Lumière, le pater familias, construisit sa première usine de plaques photographiques sèches, en 1881.

Au-delà des barrières de l'octroi, mais à portée des lignes du tramway, il rendit possible et populaire la collection des instantanés. L'entreprise n'était pas sans risques ; elle dut un jour sa survie au moratoire obtenu d'amis prêteurs saint-simoniens. Un millier d'ouvriers ont produit ici, par wagons entiers, des boîtes de marque *Etiquette bleue*. « C'était le pactole pour tout le monde », explique Bernard Chardère, conservateur de l'Institut Lumière.

Au tournant du siècle, une fortune immense permit de bâtir une demeure familiale au bord de

ce domaine industriel. Il s'agit du château Lumière, « une véritable « folie bourgeoise », à l'écart des demeures de la bourgeoisie traditionnelle, comme Morins-Berliet fit bâtir, quelques années plus tard, le château d'Esquirol dans les quartiers périphériques. On est loin des numéros impairs du boulevard des Belges, où se sont installées des grandes familles dont les fortunes sont bien plus anciennes », poursuit M. Pinol.

S'ea tenir à l'avance des Frères-Lumière serait un à-peu près ; car c'est sur la rue du Premier-Film, parallèle à la première, que donna l'entrée de cette bâtisse étrange. Et c'est bien là que furent prises les fameuses images de la sortie des usines, pour la séance de projection du 28 décembre 1895, organisée dans le Grand Café du bou-

levard des Capucines, à Paris, puis pour celle de Lyon, au 1 rue de la République, le 25 janvier 1896.

Des dates et des lieux à propos desquels les historiens n'ont pas encore fini de se quereller. Mais ils sont d'accord sur un point : l'antériorité qui fut accordée par les inventeurs à la capitale.

A Lyon, l'enthousiasme ne fut pas des plus unanimes. « A la place d'un commerce de tentures et de lainages, vient de s'ouvrir le premier cinéma du monde, le premier cinéma public, payant, ouvrant chaque jour, faisant spectacle. Les gens de Las Angeles, que ces choses préoccupent, s'imaginent, bien sûr, que nos gens courent rue Pizay admirer cette glorieuse invention lyonnaise et que l'on se bat aux portes de l'ancien mogosin Chabre et Cie ? Les Californiens ne connaissent pas les fils du brouillard ! Nous n'avons pas l'argueil facile, nous autres, ni la curiosité impatiente », put écrire le Lyonnais Henri Béraud, dans la *Gerbe d'or*, en 1928.

Rarement beaux esprits purent manquer autant de lucidité. Et c'est bien en Californie, d'orgueil facile et d'impatience curieuse, que l'industrie du cinéma finit par prendre son plus puissant essor.

Il est probable que les Lumière, plus techniciens que créateurs, n'ont jamais entrevu qu'ils avaient ouvert un nouveau âge, même si, des années durant, une centaine d'opérateurs dépêchés aux quatre coins cardinaux ramenaient en France des films d'actualité. Ils poursuivirent leurs recherches en commercialisant, à partir de 1907, les plaques autochromes qui assurèrent un temps à leur famille le monopole mondial de la reproduction des couleurs, rapporte Jean-Pierre Gutton dans son ouvrage *Les Lyonnais dans l'Histoire*.

Le quartier d'co compte plus que des symboles. Ce qui reste de l'emploi industriel, y compris celui qu'avaient apporté les Lumière, l'a pratiquement quitté pour de plus lointaines banlieues. On y voit la ville devenir plus dense, les maisons bourgeoises et les cafés-joux de boules céder la place aux immeubles de rapport. Le parc aux biches de la maison Winckler a disparu. L'avenue des Frères-Lumière est devenue une rue comme les autres.

Gérard Suétas

(1) Les Mobilités de la grande ville, de Jean-Luc Pinol, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1991, 432 p., 235 F.

RIVERAIN

A l'enseigne de StopVit

Depuis trente-cinq ans, tout le quartier le voit tirer l'aiguille juste derrière sa vitrine, au 135 bis, avenue des Frères-Lumière. Raymond Charreyron est une demoiselle frisée, menue, caquette et neuse. Stoppeuse-remetteuse et fière de l'être, elle a appris, dès l'âge de douze ans, en six années d'apprentissage, à prendre quelques fils dans la pli cachée d'un vêtement, afin d'effacer plus loin un accroc ou une brûlure de cigarette. Elles ne sont plus que deux, inscrites dans cette spécialité au registre des métiers du Rhône : « Le métier de s'enseigne plus et on ne trouve plus d'aiguilles assez longues, dites-le bien, Monsieur, dites-le bien. »

Raymonde ne semble pas tout à fait rassurée sur la pérennité de son bail. Pourtant, son échoppe regorge d'étoffes et les chandails ne manquent pas. On lui envoie même des habits par la poste. L'assureur d'à côté ne lui en veut pas trop d'avoir mis un an à réparer un pull-over puisqu'elle travaille seule. La mégasin StopVit ouvre chaque matin à 6 h 20, jusqu'à 19 h 30. Samedi, dimanche et fêtes compris, elle vient en bus, même si son mari rouspète. Raymond a eu largement le temps de voir sa ville changer, grandir, pas toujours respectueuse à l'égard des petites gens comme elle. Deux cafés-joux de boules, dont l'un possédait une tonnelle, ont disparu sous ses yeux, remplacés par six étages de logements disposant d'une vue impronable sur sa vie quotidienne.

Il lui faut sauver l'essentiel. Alors, elle demande qu'on n'emploie pas trop son prénom, sans quoi « les gens prennent vite de la vulgarité ». Et elle se défend pied à pied, pour éviter de révéler son âge : « Si les gens la savaient, ils ne me confieraient plus leurs vêtements, en disant : elle est trop vieille pour travailler. »

PIGNON SUR RUE

13 Clinique de Monplaisir
L'un des endroits fréquentables si l'on tient à s'offrir à Lyon.

25 Maison des jeunes et de la culture de Monplaisir
Le mur extérieur porte d'assez étonnantes fresques colorées.

43 Gérard Fontaine
Gérard Fontaine est ébéniste, comme son père. Un gros chien blanc, pas méchant, joue les hôtes d'accueil.

Gérard Fontaine a disposé dans l'étrécle de sa fabrication, à bord de laquelle il a embarqué « par hasard » un buste de Molière. Il propose une amorce en noyer, du XVIII^e siècle, au prix de 22 000 francs, et une amorce du XVII^e siècle surmontée avec tirail à secret, roseau et tréfle à quatre feuilles, à 25 000 francs. Il forme un compagnon depuis sept ans et signe ses meubles lorsqu'il en est fier. Comme au Grand Siècle. A titre documentaire, un mètre cube de noyer neuf lui coûte 14 000 francs, quand il en trouve. Il en fait un demi-mètre cube pour construire une amorce, sans compter les 3000 francs de planches de chêne, pour les fonds.

123 Un autre vrai droguiste.
A deux pas
Place Ambroise-Comte, obscur et dénué conseiller municipal de Lyon. Le Château-Lumière, ancienne demeure du père des inventeurs du cinéma, abrite un institut de grand renom. L'Institut Lumière pour le cinéma et l'audiovisuel (25 rue du Premier-Film, 69008 Lyon, Tél. : 78-78-18-99). Bernard Chardère joue de façon plutôt progressive le rôle du conservateur et Thierry Frémaux celui du directeur artistique. Une salle

d'une centaine de places permet l'organisation de festivals : l'œuvre des frères Taviani, l'expressionnisme allemand. Au rez-de-chaussée, exposition des inventions les plus déconcertantes – le cheval d'Edouard Maybridge, le caou à images d'Edouard-Jules Marcy, le kinéscope de Thomas Edison – ayant conduit à la projection de l'image animée. Au milieu d'un jardin public, bordé par la rue historique du Premier-Film, un hangar-antier des anciennes usines Lumière a été épargné par les démolisseurs.

Amsterdam :
3 jours au cœur du siècle d'or
3 jours/2 nuits

AMBLINN
Pour ressentir toute l'atmosphère et la richesse du siècle d'or, un séjour à l'hôtel Pulitzer, magnifique hôtel 5 étoiles en centre ville.
Forfait 3 jours/2 nuits, val régulier, tour en bateau-mouche sur les canaux, itinéraire pédestre, entrée à la Westminster, à partir de :
2690 F
Agence VO et dans toutes les agences de voyages et express AFAT et TOURCOM.
Boulevard NOLAN 100 sur simple demande
Tél. : 40 53 07 11
181 Bd. Pasteur - 75017 Paris

BALAD'AIR
VOYAG'AIR
Partez pour la MARTINIQUE
vols M/R - 7 nuits - petits déjeuners à l'hôtel Primere
4590 F
Tél. : 42 62 48 41
ou dans votre agence de voyages

50 Bar « Le Sporting »
Sandwiches-frites à 25 francs, paila et zazucla sur commande, compter 80 francs par personne.

62 Les Pliages parisiens
Le magasin ne se connaît d'équivalent qu'à Paris. Normal. Derrière une devanture jeune flamboyant, on enjolive encore du tissu pour la confection et pour la clientèle particulière. Le patron a demandé sa retraite, mais « on » tarde à la lui accorder. Il travaille seul. Les Pliages parisiens ont compté une douzaine d'ouvrières. C'est ici qu'eurent lieu les premiers essais de pli permanent pour le compte de l'ancienne Rhodocasta, ouvrant enfin à l'humanité l'ère des pantalons sans poches aux genoux.

73 L'Auberge savoyarde
Max Blache, le propriétaire de l'Auberge savoyarde, coiffe à l'heure de la « coupe » une casquette écossaise équipée d'un pompon rouge. Selon certains véritables spécialistes, sa carte des whiskies est d'une richesse étonnante. A consulter les jours en feu. Les serveuses sont très affables, les arrière-salles profondes, la clientèle habituée et la table de bonne qualité.

94 Un vrai droguiste.

112 Un authentique quinquillier.

Musée national des Arts asiatiques-Guimet
6, place d'Iéna 75116 Paris
Tél. : (1) 47 23 61 65. Métro : Iéna
Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 9h45 à 18h.

27 novembre 1993
14 mars 1994

TRÉSORS DE MONGOLIE

CINQUANTE CHEFS-D'ŒUVRE DU BOUDDHISME LAMAÏQUE SORTENT POUR LA PREMIÈRE FOIS DE LA MONGOLIE, CE LOINTAIN PAYS.

PARMI EUX, ONZE ADMIRABLES STATUES DU CÉLÈBRE SCULPTEUR ZANABAZAR (1635-1724). UNE EXPOSITION UNIQUE POUR LES AMATEURS DE L'ART D'EXTRÊME-ORIENT.

CETTE EXPOSITION A ÉTÉ ORGANISÉE AVEC LE CONCOURS DE L'AFAA, MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Catalogue broché : 340 F.

Association Française d'Action Artistique
Membres des Affaires Artistiques

Réunion des Musées Nationaux

Habitat comme chez soi

Habitat France fête ses vingt ans avec une exposition à l'École des beaux-arts, à Paris, et un concours de design. Bilan d'une idée, portrait d'un style et de son inventeur.

Il y a deux sortes d'Anglais : les Anglais anglais et les Français qui aiment la France. Celle de Jeanne d'Arc et des Gauloises bleues, de Napoléon et du sautignon, celle des bons petits plats et de Jacques Tati. Sir Terence la rencontre jeune et n'a pas cessé depuis d'être cet ambassadeur sans portefeuille qu'est l'étranger conquis par un pays, un art de vivre, une idée.

Inventeur, il y a bientôt trente ans, des magasins Habitat, premiers livres-services du meuble et de l'environnement quotidien, Terence Conran était devenu, à la fin des années 80, PDG d'un immense groupe, Storehouse, après avoir racheté plusieurs chaînes de distribution dans l'ameublement et l'habillement, avant d'en être évincé par les financiers de la City : la gestion exigeait d'autres forces que le flair commercial et le sens esthétique, qualités qu'il vient de remettre en service en ouvrant coup sur coup à Londres cinq restaurants. Avec succès.

Aimable, chaleureux, disert, Terence Conran semblait avoir agi toujours selon son bon plaisir et fait en sorte que ses goûts personnels entrent naturellement en résonance avec ceux d'un large public, d'une nouvelle génération. Un homme à la rencontre d'une époque, esquissant une Europe du goût et du bien-vivre où commerce et culture se donnaient la main. Habitat n'a plus rien à voir avec Conran, sinon que les pionniers le considèrent toujours comme leur gourou et ne manqueront pas d'appliquer ses principes pour redresser la branche anglaise qui, selon eux, a souffert justement d'être tenue de moins près par celui qui, jour après jour, donnait son avis sur tout, jouait formes, objets, revanches, d'un œil sûr.

En revanche, il a toujours des parts dans le Conran Shop (la plus récente a ouvert à Paris, rue du Bac). La première, à Londres, était cet étonnant souk haut de gamme (tiroirs indiennes et sièges italiens, literies victorienne et boutique

d'épices du monde entier) qu'il avait installé, en 1987, dans le Michelin Building, curieux édifice couvert de céramiques historiées, entre Art nouveau et Art déco, à la gloire de Bibendum.

La réussite de l'endroit cristallisait celle d'un quartier, Fulham Road, où le jeune Conran avait fait ses premières armes de vivandier avec les Somp Kitchen, tout en étant le décorateur de la première boutique d'une égarée des sixties, son amie la styliste Mary Quant. A l'époque, il dessinait et fabriquait dans un sous-sol des meubles simples, pratiques, démontables. Jusqu'au jour où, agacé de les voir coincés entre Chippendale et Regency chez des détaillants bornés, il décida de fonder sa propre chaîne de distribution, en 1964. Il avait seize magasins quand, en 1973, il prit pied sur le continent. En 1993, il y a plus de cent magasins Habitat en France, en Grande-Bretagne, en Espagne, aux Etats-Unis, aux Pays-Bas et une philosophie qui n'a pas changé.

« Je n'aime pas être entouré de choses coûteuses. J'apprécie l'austérité, la simplicité. Mais pourquoi refuser le charme ? » Commentaire personnel de la philosophie générale à un moment où les banques venaient de le déposer de son groupe, en 1989. Nouveau bureau, à Londres, près de la Tamise, nouveau départ : une table en chêne massif (dessinée un dimanche et réalisée dans son atelier du Berkshire), la lampe Tizio, métal noir et lignes pures du design italien et un fauteuil en cuir et métal des années 30. Au mur, Matisse saisi par Cartier-Bresson, dans la lumière de Venise. Sur la table, Epicure n° 1, des cigares, mais aussi, pourquoi pas, une définition du personnage.

Un personnage dans l'époque, celle de l'après-guerre. Fait échevalier par la reine au nouvel an de 1983, il se souvenait de son enfance dans une famille nombreuse de la petite-bourgeoisie qui n'aurait pas les moyens de l'envoyer dans une de ces *public schools* qui sont, comme leur nom ne l'indique pas, privées, et il disait souffrir de ce que « son pays soit encore largement soumis à la société de classes, beaucoup plus que la France ».

Il avait vécu, adolescent (né en 1931), dans une « Angleterre dévastée par la guerre », et l'esprit des tickets de rationnement n'était peut-être pas totalement étranger à cette idée de meubler entièrement l'appartement d'un jeune couple pour le prix d'un de ces services de cristallerie et de porcelaine à



« Je n'aime pas être entouré de choses coûteuses. J'apprécie l'austérité et la simplicité » (Terence Conran)

l'ancienne que l'on rangeait et qui ne servaient jamais.

« J'ai toujours eu un atelier, toujours fabriqué des choses de mes mains, poterie, métal, bois », disait ce diplômé de l'école des Arts and Crafts qui venait de publier un ouvrage intitulé *Do it Yourself*.

Mais une autre expérience l'avait marqué très tôt : Paris. Pour le jeune homme qui fait la plongée en 1953 à La Méditerranée, place de l'Odéon — « J'ai compris là combien l'ogencement de l'espace, l'efficacité, avaient d'importance », un magasin parisien restait « le rêve », et ce n'était ni Hermès ni Fauchon : non, Dehillerin, le grand quincaillier des Halles, la caverne des fourneaux d'Ali Baba, où les ustensiles sont rangés, empilés, exposés, accrochés, offerts à l'œil par familles de formes, d'usages, et qui inspira ses premiers échafaudages, accumulations de vaisselle et de verrerie, pyramides et promesses d'abondance.

L'amateur de France profonde, le fanatique des marchés de plein air (« le repas se construit, là, sous vos yeux »), était devenu ce grand commerçant inspiré qui avait su conjuguer Périgord et Bauhaus, les Baux-de-Provence et Mies Van der Rohe et même admirer Philippe Starck presque autant que la traditionnelle bouteille de lait anglaise : « Ecologique, elle fait vingt-six voyages de l'usine au consommateur, comme la bouteille de Per-

rier ; elle est agréable à regarder et à tenir en main ; elle dure depuis des années ».

Plutôt qu'à la mode — « Nous n'avons pas prétendu être aux avant-gardes » —, Sir Terence se référait à ce qui dure. « Nous avons senti que dans un monde plus dynamique, des vies de voyages, de rapidité de travail et d'ordinateurs, les hommes et les femmes continueraient de vouloir toucher du bois, vivre au contact de valeurs vraies, la terre, la nature, le confort et... la bonne cuisine ».

Ecumant nos provinces et les fabricants de porcelaines blanches, de paniers à salade en fil de fer (un autre livre, *France mo douce*, inventait sur le ton de l'ode antérieure signes, objets et paysages d'un pays de cocagne), Conran avait voulu donner aux générations nées après la guerre une sélection d'objets modernes ou traditionnels, « écolis par une seule poire d'yeux ».

Aux puristes du design qui trouveraient trop « populaire », trop « facile » ou trop « cosy » la ligne Terence, on pourrait montrer comment il avait su se souvenir aussi de la Bible et des prophètes : les maîtres des années 20 et 30 qui traçaient l'épure d'une nouvelle façon d'habiter qui allait mettre cinquante ans à transpercer les murailles de la vie privée. Casiers de rangement uniformisés et multifonctions, meubles par éléments, surfaces planes, décor sobre et

lisse, étaient la base de réflexion de celui qui allait diffuser auprès du plus grand nombre les chaises de métal chromé et courbé que Breuer et Mies Van der Rohe avaient dessinées pour Thonet.

Bon sens et bon goût ne vont pas toujours de pair. L'originalité du créateur d'Habitat aura sans doute été d'allier un grand sens commercial et le goût juste de ce qui peut plaire, puisque ça lui plaît, à lui. Le contraire d'un snob. Une sorte de pédagogue. Prêt à relever ses manches. Comme on le vit faire, toute une nuit, pour la première installation du magasin de Montparnasse, ouvert il y a tout juste vingt ans.

L'échange France-Angleterre avait commencé quand, à la fin des années 60, une équipe de stylistes et de commerciaux à l'esprit neuf avaient lancé pour un grand magasin populaire le « style Pris» qui allait de la mode à la maison : dans leur catalogue, des créations d'Olivier Mosquera, de Marc Held, de la Milanaise Gae Aulenti (alors inconnue en France) et du « designer » anglais Terence Conran. Dix pages, se souvient Yves Cambier, aujourd'hui directeur de la collection pour Habitat international (basé en France) et dernier témoin de l'équipe initiale, débouchée par Conran de Prisme.

Après Montparnasse et Orgeval, le développement depuis vingt ans (un magasin et 20 millions de francs de chiffre d'affaires en 1973, vingt et une adresses pour 60 mil-

lions de francs en 1983, trente-sept magasins pour 1,2 milliard de francs aujourd'hui) ne s'est pas dément. Création des Grand Habitat en périphérie avec l'arrivée, en 1981, de Gilles Oudot, aujourd'hui président, ouverture de magasins en centre-ville, déclinement en province, à l'étranger (Espagne), résistance à la concurrence d'Ikea, également à partir de 1981 : Habitat France, contrairement à la société qui gère les magasins en Grande-Bretagne (trente-sept établissements), était en bonne forme quand s'est faite l'an dernier l'opération financière d'acquisition par la holding Stichting (qui est propriétaire également du suédois Ikea) des deux sociétés, la française et la britannique. L'enjeu, désormais, consiste, à partir de la solidité française, à redresser la situation en Grande-Bretagne et à unifier les collections.

Un regard sur les collections révèle, malgré un renouvellement de 20 à 30 % des produits chaque année, une étonnante continuité et une grande fidélité aux principes de départ.

En feuilletant les anciens catalogues, on constate que le « retour » au naturel est présent dès le début, on retrouve les couleurs vives, déclinées sous divers états, on voit s'amplifier le noir et le chrome de la ligne City vers 1985-1986 (plus « chic », en réaction au bois brut d'Ikea, on retrouve les bois blonds et les formes douces, l'arrivée du sérieux écologique et des choses, solides, durables que chacun, crise aidant, réclame. Des objets-témoins sont là, pérennes. Non signés, le plus souvent, mais dessinés, presque toujours. Si les canapés (6 % du chiffre d'affaires total) tiennent de plus en plus de place, les tapis deviennent œuvres d'art sous la griffe de Garouste et Bonetti ou de Zofia Rostad. Il y a de plus en plus de « déco » mais toujours autant d'utilitaires de cuisine, toujours plus de matières « vraies ».

A force de vouloir marier les styles et d'encourager les juxtapositions, les croisements, nous rapprocherait-on inévitablement des grands bazars de l'ameublement bourgeois ? Mais il y aura toujours, dans un coin, une table à tréteaux et une lampe articulée. Pour repartir de rien. Et se souvenir que Conran n'avait pas exporté le mot « home » (« home, sweet home ») mais « habitat », d'ascendance latine, qui, pour les Anglo-Saxons, est d'abord l'habitat des hommes et des bêtes. L'habitat naturel. Terrier ou igloo.

Michèle Champenois

CÉLÉBRATION

L'art-objet

Pes question, pas encore, de faire ses courses à l'École des beaux-arts même si un sac géant est posé devant l'entrée, sur l'auguste quai Malaquais d'où toute trace de l'esprit de mai 1968 a depuis longtemps été effacée. Non, c'est une exposition savante et amusée qui invite à un grand gag culturel organisé pour célébrer les vingt ans d'Habitat France, avec l'assentiment des autorités : celui de Gilles Oudot, président de la société française, et celui d'Yves Michaud, directeur de la prestigieuse École des beaux-arts. Celle-ci va bénéficier par ailleurs d'une opération de mécénat visant à financer une première chaire de design pendant quatre années : « Ni une provocation ni un changement de vocation, mais le complément normal d'un enseignement vivant », commente le directeur de l'école, en soulignant que beaucoup de créations contemporaines sont « à la frontière entre design et œuvre d'art unique ».

Pour représenter vingt ans de quotidien, le commissaire,

Gilles de Bure, a choisi de croiser deux itinéraires : l'histoire au jour le jour et l'histoire de l'art contemporain.

Année après année, il déroule sur des paravents de bois une sélection d'événements et d'images. C'est un jeu de mémoire : le me souviens du Goncourt d'Emile Ajar et de Nadia Comaneci, je me souviens de Marguerite Yourcenar à l'Académie française et du krach de Wall Street, je me souviens des moissons aux Champs-Élysées et de la libération de Nelson Mandela, je me souviens que France est bien morte...

L'autre jeu excite la curiosité : c'est une sorte de « Trivial Pursuit » où les questions inférieures seraient posées dans une seule catégorie, celle de l'art contemporain, ses écoles, ses tendances, ses partis pris... Le minimalisme, le conceptuelisme, l'arte povera, le pop art... les emballages et les poseurs, les phraseurs et les leçoniques, ceux qui tracent une croix rouge sur une housse de bureau, ceux qui posent une chaise contre le paroi et déclarent l'œuvre achevée, à la

suite de leur maître, ce grand farceur de Marcel Duchamp ; ceux qui moquent notre humanité conditionnée en accrochant une armoire au mur et à ceux qui remplissent des œufs (ou du charbon) derrière des portes vitrées ; ceux qui collectionnent les débris pour recomposer une image et ceux qui brisent les objets pour nous permettre de bien voir les fragments ordonnés selon leur idée ; ceux qui installent et ceux qui décalent, ceux qui pratiquent l'accumulation et ceux qui font le vide... Bref, tous ces artistes qui se sont emparés des objets, pauvres objets de la vie quotidienne, tellement quotidiennement que l'on pouvait, Gilles de Bure le montre, leur rendre la monnaie de leur pièce.

En utilisant des éléments du catalogue Habitat (tiroirs de commode, glaces, casiers de rangement, briques à poulet, tables roulantes, vaisselle), il décline une série d'« hommages », copie et interprétations d'œuvres répertoriées de Joseph Beuys ou Christian Boltanski, Jean-Pierre Raynaud ou Sol Lewitt, Christo ou Daniel Pom-

mereulla, Jean-Luc Wilmouth ou Claes Oldenburg. Vingt-sept artistes morts ou vifs, certains de ces derniers ayant suffisamment apprécié cet épisode hyper-surréaliste pour participer aux dernières mises au point. Le plus drôle étant, dans la « Melpo », la grande salle des Beaux-Arts, un bout de table à tréteaux et une lampe d'architecte surdimensionnée... A l'échelle du lieu.

M. Ch.

► Jusqu'au 9 janvier, de 13 heures à 19 heures, tous les jours, sauf le mardi, le 25 décembre et le 1^{er} janvier, Ecole nationale des beaux-arts, 13, quai Malaquais, Paris 6^e.

► Dans l'entrée de l'exposition sont présentés les prototypes des projets de meubles de jeunes designers sélectionnés lors du concours organisé par Habitat-France dans les écoles européennes et qui vont être édités et diffusés.

► Habitat, vingt ans de quotidien en France, de Gilles de Bure, éd. Michel Aveline, photographies de Jean-Pierre Dieterlen, 164 p., 300 F.

BEST-SELLERS

Voici quelques-uns des articles les mieux vendus dans les magasins Habitat depuis vingt ans. Si les prix avaient suivi l'inflation, ils auraient été multipliés par quatre.

Cuisiner

La brique à poulet, anglaise, traditionnelle, en terre cuite : cinquante mille exemplaires en vingt ans, avec mode d'emploi et recettes. Les convertis de bistrot, huit millions d'unités, fabriqués en France, designer inconnu. Contemporains de l'arrivée des lave-vaisselle. 195 F les vingt-quatre pièces en 1993, 168 F en 1974.

S'asseoir

Le fauteuil « régisseur », toile et bois, pliant, danois, présent dans la collection depuis l'origine, n'a pas changé avec ses barreaux sur le côté. Plus de cent mille : 110 F en 1973, 220 F en 1993.

Le fauteuil et la chaise en tube chromé avec assise cannelée, fabriqués en Italie, au catalogue depuis 1973. Repris du siège dessiné par Marcel Breuer. Habitat les appelle Vadina sans citer de nom d'auteur : trente mille fauteuils, quarante mille chaises à un prix qui est resté pratiquement le même (400 F et 295 F en 1973 ; 430 F et 310 F en 1993).

La chaise « square », chaise pliante en métal à lattes de bois. Conçue pour le jardin, où l'option était de combiner l'arrivée du plastique, on l'a fait rentrer aussi à l'intérieur. Plus de trois cent mille vendues, fabrication française. 210 F en 1993. Recouverte d'une housse, en version « habillée ».

S'éclairer

La suspension en tôle d'aluminium dite « cardinal » à cause de sa forme qui évoque celle du chapeau ecclésiastique. 50 cm de diamètre. 185 F en 1982, 290 F en 1993. Plus de cent cinquante mille exemplaires depuis 1982, où elle fut redessinée à partir d'une lampe d'atelier.

La lampe d'architecte, depuis 1982, vendue à cent soixante mille exemplaires, fabriquée en Italie, modèle Twist. Pas chère : 79 F en 1993. La véritable lampe d'atelier articulée (1995 F), plus lourde, très résistante, est au catalogue depuis le début.

Dormir

Les couettes, quatre cent mille, fabriquées en France. Préconisées en France, dès 1973, de cette manière de faire son lit venue des pays scandinaves et anglo-saxons.

مكتبة الدار

le cours

événement de l'année
Centre Georges Pompidou



Je cours, tu sautes, il nage

Un Français sur cinq avoue s'adonner à un exercice physique au moins une fois par semaine. Il lui faut du matériel, des vêtements. Enquêtes aux rayons sport.

C'était un drôle de magasin. Niché sous les arcades de la place des Vosges, il était plein de recrus et de surprises. Les vendeurs, en blouse, vous reconnaissent, parfois. Ils vous accueillent comme des grands-parents le dimanche matin, promesse d'une journée au grand air, entre confitures et jeux de pistes. Déjà, c'était une cave de d'Alti Baba insoupçonnée. Dans cette minuscule boutique, presque obscure, se croisaient les amateurs et les spécialistes, des gamins aux mires intimidées. Ceux-là venaient pour la première fois, à la veille d'une colonie de vacances, d'un camp scout. Les mères inquiètes réclamaient les meilleurs vêtements. On vendait les Pabugas de toile, par centaines de paires.

Il y avait beaucoup de bruit, entre murmures et cris : des ordres lancés, un interphone qui crachait des pointures, des couleuvres. L'un demandait un quart de l'autre, l'autre une tige qu'un vendeur allait extirper sur une échelle haute perchée ou grimper sur une vieille échelle de bois huilée. Dans cette poignée de mètres carrés, il y avait tout : l'Opinel et les gants de soie, la drisse et les épaisses chaussettes de laine que l'on allait piocher dans de grosses boîtes en carton. Il n'y avait pas un centimètre pour le hasard. Les prix apparaissaient entre deux affiches de station de ski, leur soleil un peu passé.

L'hiver, c'était encore plus drôle. Un voyage étrange, comme initiatique. Pour les skis et les chaussures, il fallait passer dans l'arrière-boutique. Là, attendaient des piles de chaussures d'alpin ou de fond multi-couleurs et s'entassaient les planches dans un joyeux désordre. Déjà vendait du neuf et de l'occasion. Il fallait souvent attendre longtemps. Sans impatience. La vie de Déjà était un spectacle insaisissable. Il y avait quelque chose de sérieux, aussi. Comme s'il fallait mériter, dans quelques jours, dans la forêt, ces achats. Alors, on n'aurait rien acheté pour se balader dans Paris. Le sport était le sport ; la mode, c'était une autre chose.

A la même époque, en 1976, une bande de sept copains imagine d'ouvrir des magasins qui seraient

aux sports ce que la FNAC est aux livres et à la musique. Le premier Décathlon ouvre ses portes à Englos, dans le Nord-Pas-de-Calais. Dix-sept ans après, le groupe compte quatre-vingt-trois points de vente en France, deux en Allemagne et un en Espagne. Fort de six mille salariés, Décathlon brasse un chiffre d'affaires de 4,4 milliards de francs.

Faut-il être nostalgique ? Déjà a disparu, dans un quartier devenu trop chic, les confectionneurs en gros et les artisans ayant cédé le pas aux belles fringues, à la mode. Les autres sont toujours là et parmi eux le plus connu, le Vieux Campeur, qui essaime ses magasins autour de sa maison-tour de l'angle rue Saint-Jacques - rue des Ecoles.

Il y a de la place pour tout le monde à une époque où un Français sur cinq jure qu'il transpire au moins une fois par semaine. Avec l'explosion de la société de loisirs, le magasin de sport est devenu un rendez-vous irréfutable. Se font-ils la guerre, les petits et les grands. Pas vraiment ou pas encore. Ont-ils, d'ailleurs, leurs inconditionnels ? Le sport est encore partagé. Peut-être le sportif s'adonne-t-il pas les supermarchés, où l'on empoignera une bicyclette qui passera à la caisse avec les yaourts. La vie a parfois été dure pour les grands. Qu'est devenu Sparty, filiale athlétique de Darty ? Elle a fusionné avec Go-Sports.

Bien sûr, les vendeurs s'ont plus de blouse et ne vous reconnaissent pas. Mais ils savent, eux aussi, rassurer une maman inquiète, conseiller un « accro » de la montagne à la recherche du meilleur Gore-Tex et du sac de couchage pour dormir au chaud à 6 000 mètres d'altitude.

« Nous ne sommes pas des supermarchés du sport », clament les responsables de Décathlon ou de Go-Sports. En clair, nous ne sommes pas des charlots. Mais oui, disent-ils, « nous faisons tout pour contenter le client, nous adaptons à ses besoins ».

Il a fallu innover, comprendre, anticiper, fabriquer des bicyclettes, « parce qu'en 1976 un grand concessionnaire a refusé de nous livrer, nous jugeant trop petits », se souvient Marion Carraz, responsable de la communication d'entreprise de Décathlon. Il a bien fallu suivre les modes, lancer le vélo tout-terrain, parler le *country-bike*, déguster, aux Etats-Unis, le détartrage de Michael Jordan et avoir assez de place pour présenter toute la gamme des tennis, baskets, sneakers qui n'en finissent plus d'être réinventées pour le confort du corps et la promotion des modes.

Aujourd'hui, chez Décathlon, Run up, Athlète foot, à la Samaritaine ou aux Galeries Lafayette, qui consacrent un immeuble entier aux sports, des centaines de chaussures - droites - occupent un pan de mur



On nous dit : « A fond la forme ». On répond : « D'accord ! »

L'ŒIL DE CLAUDE SARRAUTE

De toutes les douleurs

Vous vous habillez sport, vous ? Oui, bien sûr, comme tout le monde. Eh bien ! pas moi. J'ai horreur de ça. Surtout quand j'an fais, du sport. Le cycliste du dimanche, vingt petits kilomètres - Pas plus, hein ! Ma femme a prévu un gigot pour midi et ça n'attend pas - sur des routes de campagne plates comme la main, dans son maillot à pois rouge - Qui c'est le meilleur grimpeur du Tour de France ? - moi, je trouve ça nul.

Avant même d'acheter le vélo - de course, attention ! - on s'équipe façon Indurain : cuissards, blousons fluo, chaussures, gants et casquette assortis. Sans oublier la gourde d'eau sucrée. Très important, ça, au cas où le peloton barboterait et bavard - Tu peux me prêter ta tondeuse à gazon, la mienne est tombée en panne - traverserait un village, volets clos, sans bistro où s'arrêter : Aller, c'est ma tournée, qu'est-ce que vous prenez ? Un kir ? Moi aussi.

Et Miss Frime, c'est sa première leçon de tennis, en chaussette à rayures, jupette, bandana et bracelet éponge, qui fait sa Steffi. Et l'éternel refoué des tournois, avec son cuissard fuchsia dépassant d'un short blanc, comment il s'appelle déjà ? Goran... Ivanisevic, oui, c'est ça...

Et la grosse doudoune fessée, au bonnet à pompon, étroitement moulée dans une combinaison de ski de fond, cramponnée à ses bâtons, elle va dévaler au premier tournant, adroitement contournée par un as du pas des patineurs, elle se prend pour qui ? Ben, tiens, pour lui.

Ramarquez, ce collant Répéto bleu ciel, cette sudette rose bonbon et ces jambières tricotées jacquard qui ahangent en cadence au Gymnase Club ; ça c'est moi. A mes débuts. Au bout de six semaines, je ressemblais à une vieille serpillère mouillée étendue entre deux haillères.

Et bon, j'ai définitivement renoncé à ma musculation en tenue de rigueur. Victime d'un snobisme à rebours, je joue les chasse-neige en pantalons à pattes d'éph sur les pistes. Et je m'appuie ma selle de vélo dans un jean hyparsé que j'anfile en me couchant par terre... Et qu'a l'enlève au ma tordant de douleur.

Pareil pour les habits du dimanche. Arrive le samedi, on se change. Tous ensemble. Costard trois pièces, cravate et souliers vernis dans les années 20. Puis flanelle, tweed et mocassins. Ensuite blouson de cuir, Levi's 501 et santiags. A présent survêt, sweat et baskets. Sauf s'il est obligé d'endosser l'uniforme à la maison, alors qu'on est libre de porter à peu près n'importe quoi au boulot, c'est tout de même insensé, non ?

Maintenant, si vous voulez rester à la mode sans tomber dans la conformisme, faites comme moi. Pendant les week-ends, adoptez la robe de mariée et la couronne de fleurs d'orange. Très pratique pour traîner, sur quatre mètres de tulle, entre son frigo et sa télé. Très chic, sous une parka, pour aller au cinéma, le dimanche après-midi, avec un mec à queue-de-pie.

entier, royalement rangées sur des rayonnages de bois *high-tech*. La France court et sa foule se décline en couleuvres, en coussins d'air et coques ergonomiques. Dans ce nouvel univers de formes, on a du mal à y trouver la légendaire et élégante Stan Smith, son cuir blanc soutenu par trois bandes vert pomme, ou bien la Converse All-Star des basketballers d'hier. On finira bien par mettre le pied dessus.

Car, dans ces magasins-là, où il n'y a plus de boîtes en carton, d'étiquettes haut perchées, il y a tout, aussi. Tout, à tous les prix, les plus grandes marques ou les produits du cru. Un peu plus de skis dans les montagnes, un peu plus de surf et de maillots de bain dans les magasins côtiers. Parce qu'ils sont mille fois plus grands, on peut s'y promener. On y croquera, à coup sûr, un individu en train de réviser devant un ballon de basketball ou de s'échouer de l'hamachement du hockeyeur sur glace et siffler d'admiration devant une belle selle de cheval... avant de repartir avec une paire de lunettes pour la séance hebdomadaire de piscine. Au rayon montagne, on rencontrera un vendeur bruni, un pur montagnard, sûr. Au rayon plongée, son collègue aura les yeux clairs d'un nageur en eaux profondes. On sera toujours un peu intimidé, mais on pourra toujours aller se cacher derrière les rayettes d'admiration devant une belle selle de cheval.

Ici, on voyage, amoureux de tous les sports. On sera un peu Indurain, un peu Sella, un peu Graf. On deviendrait collectionneur de beaux objets, repartir avec ce judogi, la veste du judoka. Ces magasins nous disent « A fond la forme », on répond « d'accord » : ils nous le rappellent tous les soirs, leur slogan encadrant la photo de la chaîne privée. Etait-il besoin, pourtant, d'aller transpirer pour justifier ses achats. Le gant de base-ball sera pour le neveu, les Stan Smith parfaites pour aller au boulot, le sac à dos pour y fourrer son agenda. Et ce polo orange du rugbyman australien ? Idéal pour dormir. Le judogi ? Une sortie de bain.

Bien sûr, il y aura les gens sérieux qui ne s'octroient pas le temps de rêver entre les rayons, pour s'enfuir au plus vite dans leur passion. Eux, ils savent ce qu'ils veulent, arrivant, comme les bricoleurs du Bricomarché ou les amateurs de la FNAC, avec leurs références dans le creux de la main. Comme toujours, ils palabreront un peu, certains un peu frimeurs, soignant leur coup de soleil sur le nez en plein mois de décembre.

Mais les échoppes ? Elles seront toujours là, offrant leur décor de quincaillerie, certaines ouvrant à l'heure des braves. Comme ce chasse-pêche nantais, ouvert dès l'aube, de 5 heures à 8 heures, pour que ces clients oublieux ou tout simplement en mal de bavardages ou d'après trouver leur bonheur avant d'aller taquiner le goujon. Les « petits magasins » seraient devenus complémentaires et donc indispensables. Et ici, on viendrait pour voyager autrement dans le monde de l'effort, pour respirer un indéfinissable parfum de grenier aux trésors, trace comme un souvenir d'enfance.

Bénédicte Mathieu

RECHERCHE

Pieds légers

« Créé par et pour des sportifs, Nike reste très attaché aux valeurs sportives, même si la marque est largement descendue dans la rue. L'innovation est toujours commandée par des paramètres sportifs. Des spécialistes de la morphologie et de la biomécanique mènent leurs recherches dans notre laboratoire de bio-mécanique à Portland (Etat-Unis), créé en 1981, où des athlètes se prêtent à des tests mesurés à l'aide de machines très élaborées », explique Ludovic Manzon, conseiller technique manager chez Nike France.

« Une chaussure comporte trois éléments-clés : la semelle extérieure, la semelle intermédiaire et l'empeigne. En matière de semelle extérieure, Nike est à l'origine du profil gauré qui améliore la traction et l'accroche de la chaussure au running. C'est Bill Bowerman, l'un des cofondateurs de la marque avec Phil Nike, qui l'a créé, à partir d'un moule à gaufre. En 1982, la chaussure Odyssey applique la technologie du « last », une semelle à biseau anatomique épousant la morphologie du pied. A partir d'une banque de données de 4500 empreintes de pieds, on fabrique un « last » différent selon que la chaussure s'adresse à l'un des trois grands types de coureur : le pronateur (courant sur la partie interne du pied), le supinateur (courant sur la tranche externe du pied) ou la foulée universelle (coureur ne présentant pas d'anomalie).

« La semelle intermédiaire trouve sa forme en fonction de la biomécanique des sports. Elle assure la stabilité et l'amorti, grâce aux coussins d'air assemblés manuellement. Le coussin d'air du système d'amorti Nike-Air contient 18 gaz pressurisés (117,5 kg au cm²), la pression variant selon le type de chaussure et le type de sport. L'air est encapsulé dans la semelle intermédiaire en polyuréthane ou en phylon, dérivés de l'EVA, des mousses constituées de millions de petites bulles d'air. En 1987, la chaussure de running Air Max double le volume du coussin d'air. En 1991, 50 % de la partie arrière de la chaussure Air 180 est constituée d'éléments gazeux. En 1993, le coussin d'air représente 85 % de la partie arrière du dernier modèle Air Max, le fer de lance de la collection de cet hiver. En fait, plus le coussin d'air est volumineux, plus on réduit la matière : l'amorti s'avère encore plus durable et la chaussure plus légère. Aujourd'hui, quatorze formes de coussin d'air répondent à la demande spécifique des trois grandes familles de coureurs.

« Concernant l'ampaigna, Nike met au point, en 1990, la Dynamic Fit, un chaouson en néoprène spandex, cousu à contre-courant du pied. Il se positionne selon l'anatomie du pied, générant une sensation de confort extrême grâce à un effet de « seconde peau ». Les deux bandes latérales du montage mocassin procurent aussi un meilleur maintien qu'une ampaigne classique. La première étude, réalisée dans les années 86-87, portait sur une chaussure destinée à des coureurs de très haut niveau, la Sock Racer, utilisable seulement une ou deux fois. Ensuite, le Dynamic Fit fut décliné sur les modèles grand public Huarache du nom du premier chaouson mexicain découvert. Mais, cette chaussure ayant été jugée trop chaude, Nike la réalisa désormais dans une nouvelle matière, le Mesh-meshlar, un tissage particulier de néoprène offrant une maillure respirabilité. »

V. B.

L'événement de l'année 93
au Centre Georges Pompidou



Henri Matisse 1904-1917

format :
21x30 cm
512 pages
150 illustrations
couleurs
et 150
noir et blanc
relié sous
jaquette
350F

Henri Matisse 1904-1917
L'indispensable catalogue de l'exposition Matisse.

G.A.P.I.E.

IMPORTATEUR - GROSSISTE

TELEPHONE - FAX - REPONDEUR

Coup de
Point sur le
Téléphone Portatif

Ouvert Dimanche 19 Décembre
SENSATIONNEL !
répondez au 10 11
tous nos téléphones
portatifs sont livrés
avec une semaine
d'hébergement pour
2 personnes dans 1
résidence de luxe en
Monaco ou aux Canaries

2990F TTC

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Modèle 10,11

Tananarive, au bon

Journaux en français, grottes de Lourdes, 2 CV poussives, Prisunic et foie gras à la mode d'Auch ont vaillamment résisté, à Tananarive, à la politique de « malgachisation » menée par le président déchu, Didier Ratsiraka, renvoyé cette année à ses études... francophones.

Philippe Soupault, qui relevait à Djibouti la « nostalgie de la sous-préfecture » chère aux colons français, a dû adorer Tananarive, si tant est qu'il y soit passé. La capitale malgache est un endroit qui refuse de dépayser l'esprit français. A peine se perd-on sur les sentiers de grande randonnée qui traversent les villages de montagne que sont parfois les quartiers de « Tana » que l'on se casse le nez sur une grotte de Lourdes, c'est le nom indiqué, miniature parfaite du rocher de Bernadette. Et elle est blottie, qui plus est, au pied d'une cathédrale d'Albi... Siôt arrivé, on aurait presque envie de s'en retourner, tant qu'à faire, vers l'original, et tant les briques rouges écrasent les jacinthes bleues.

S'en retourner découragé par cette forêt de clochers, ces pièces rapportées bâties sur les collines sacrées de la cosmologie merina (1), que les fidèles ne quittaient pas sans allumer un petit feu et le franchir en courant pour que les mauvais esprits ne les suivent pas. Des clochers de toutes les confessions, soixante-dix temples anglicans et luthériens et une trentaine d'églises, signes de la guerre pour les conversions qui s'est déroulée à Madagascar au siècle dernier. Malgré les efforts de Gallieni, qui avait décidé, après la conquête de 1895, que chaque temple devrait être flanqué d'une église, et qui tenta, sans doute par dépit, de faire culver l'orgue d'une congrégation canonic, les catholiques n'ont jamais rattrapé leur retard d'origine. Arrivés les premiers, en 1820, les missionnaires anglais avaient emporté l'adhésion de la reine Ranavalona II, qui se convertit en 1869. Il ne resta alors aux Français que le

ration en 1898. Et l'on parlait presque que, si le génie français n'était pas venu, avec une grue, pour la déboulonner, plusieurs années après l'indépendance de 1960, la statue équestre de Gallieni trônerait toujours au milieu de l'ancien square Poincaré.

La vie des Malgaches est pleine de prescriptions et d'interdits, de tabous, les *fady*, dont l'origine s'est depuis longtemps perdue dans la mémoire des ethnologues mais qui réglementent les aspects les plus divers de la vie. Il ne faut pas traverser tel pont avec un cochon noir. Il ne faut pas sortir d'argent le lundi, il file toute la journée. Il ne faut pas oublier les morts lorsqu'on ouvre une bouteille d'alcool, et même les téléspectateurs de France 2 ou Radio-France outre-mer, qui reprennent avec constance l'information télévision malgache, répandent quelques gouttes au sol à la santé des ancêtres. Ces croyances cohabitent tranquillement avec le siècle. Des astrologues fixent la date du son et lumière au Rova, le Palais de la reine. Et toutes les élections qui ont amené le retour de la démocratie, cette année, ont eu lieu un mercredi, rompant avec la tradition du dimanche. Le mercredi, « on n'y revient pas », comme disent les Malgaches ; la page est tournée.

Alors, puisque les Malgaches n'en veulent à personne, bien qu'ils racontent, comme pour justifier certains clochers dans la capitale, que les Français ont emporté avec eux le système d'égoûts de la ville, cela devient une sorte de jeu de se promener à Tananarive, un jeu de la mémoire coloniale. Et l'on se prend à parcourir avec moins de déplaisir l'ancienne avenue Fallières, bordée d'arcades et de pergolas « qui ne dépareraient

Conforama, il y a du steak au poivre au menu, et aussi du poulet *biriani*, cela dit. Le patron est d'origine indienne et il passe des chansons d'Ella. Les consommateurs lisent les journaux, dont les plus influents sont rédigés en français, un français quasi précieux, plein de doubles négations et de mises en garde voilées à ceux qui pourraient penser que, mais qui correspond bien à la rhétorique merina de ne jamais se prononcer hâtivement, sur quoi que ce soit. La langue malgache, elle, est digne du chinois. Le soleil se dit « *ail du jour* ». L'avion est « *un fiacre qui se déplace dans l'air* ». Quant au temps, il se mesure à l'anne d'une « *cuisse de riz* ».

Et, pour escalader les raidillons pavés qui mènent au Rova, rien de plus réjouissant qu'une 2 CV. Les trois quarts des taxis en sont la partie restante étant essentiellement empoissée de R4, quoique le paradis, pour ce qui est des Renault, se trouve quelques centaines de kilomètres plus à l'Ouest, aux Comores. Les voitures ont la vie éternelle, semble-t-il, à Madagascar, et des témoins ont vu en brousse une Peugeot 1946 qui

roule encore. Le chauffeur de cette 2 CV-ci en a hérité de ses parents, qui l'avaient achetée il y a plus de trente ans à la Réunion. Il l'astique chaque matin à la fontaine du Jardin botanique, en attendant le retour des touristes, qui sont allés voir s'il n'y avait pas moyen de remonter le moral des lémuriers. Mais rien à faire encore ce matin. Les lémuriers poussent de petits gémissements, la queue enroulée autour de cou, comme prêts à se pendre, plus effrayés que jamais par leur condition de rescapés. Lémur, le spectre des morts qui venait perturber les vivants chez les Romains.

Et bientôt, plutôt que le musée, c'est le Prisunic que l'on se surprend à visiter. Un vrai Prisunic, construit sur l'emplacement des anciens Magasins du Louvre, et dirigé par l'un des petits-fils du fondateur, M. Juge. C'est l'une des institutions de Tana, et l'on entend quelques « bons mots » dans les travées, prononcés par des Français qu'excellent la « *connerie* », c'est-à-dire l'insouciance locale, crnit-on comprendre, laquelle a tendance à repousser à demain la gestion de ses insolubles dilemmes, ce qui ne serait rien si



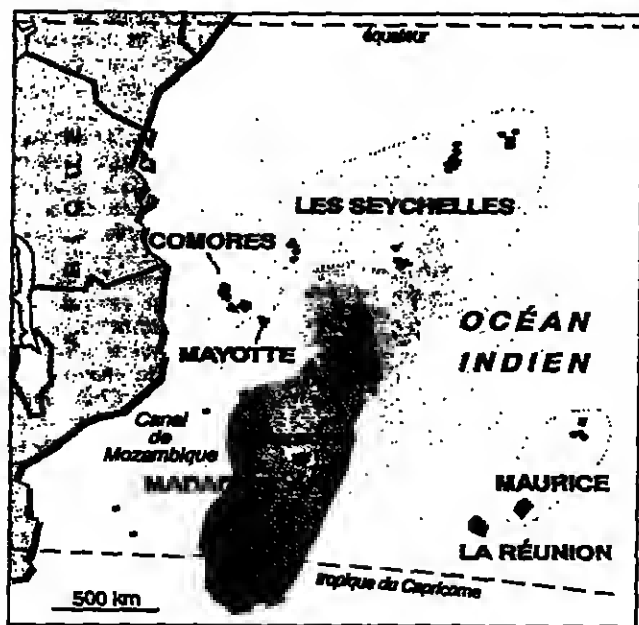
Pour un peu, on fumerait des Gauloises roulées à Madagascar.

demain n'avait propension à durer « cent ans », gémit le mécontent.

Le rayon alimentation, logiquement, est au premier étage, et c'est là aussi que l'on trouve un étalage auquel on ne s'attendait pas — pas sous ces latitudes et cette pauvreté en tout cas. Le clon de cette exposition coloniale en quelque sorte : un étalage de foie gras. Le Prisunic

en vend plusieurs dizaines de kilos par semaine, et ils sont une demi-douzaine de fabricants dans la capitale.

N'en faisons pas tout un plat, si l'on ose dire. Signalons seulement le « *paradoxe* », comme le qualifient eux-mêmes bien volontiers ceux qui en vendent et certains de ceux qui en mangent. Du foie gras



ministère des esclaves et des pauvres. A quelques nobles exceptions près, comme le prince Ramahatra, qui, ayant eu vent du partage décidé au congrès de Berlin, se convertit opportunément à la religion des nouveaux maîtres de l'île. Un flair dont se félicite aujourd'hui l'un de ses descendants, Olivier Ramahatra, car qui, demande-t-il, lui aurait permis de passer l'agrégation en France et de préparer une thèse de théologie au Vatican et en latin ?

Mais les Malgaches ne sont pas gens à se mettre en colère, et, peu rancuniers, n'ont pas rasé les manifestations du passé. Gallieni exalta-t-il Ranavalona III et son premier ministre ? Fit-il remplacer la traditionnelle cérémonie du bain de la reine par la revue du 14-Juillet ? La pharmacie Métropole s'enorgueillit, encore aujourd'hui, que le maréchal ait présidé à son inaugu-

pas une grande ville de France », comme l'écrivait avec satisfaction un voyageur du début du siècle ; à suivre les « *itinéraires recommandés pour le centre-ville* », qui mènent à la gare — dotée d'une pendule des établissements Charvet — ou à un ministère devant lequel se tient une partie de pétanque, dont s'exerce l'un des fonctionnaires. Mais, dit-il, « on a la paresse de travailler », et il est par définition sous-payé, doit aller chercher lui-même son salaire à la trésorerie générale et, le jour dit, la file indienne fait le tour du quartier.

Pour un peu, on fumerait des Gauloises roulées à Madagascar et on mangerait des tartines beurrées, en vente sur le grand escalier de cent soixante-huit marches qui descendent au Zoma, le marché du vendredi, jour où « tout réussit ». Un aveugle joue du violon devant deux tomes du Littré, et au Croissant d'Or, qui se trouve en face du

OPEL FRONTERA 4x4 CETTE VOITURE A AUTANT DE CHANCES D'ÊTRE QU'À LA PAGE "SOCIÉTÉ" LA PAGE "ÉCONOMIE"



Oui, on pourrait parler de l'Opel Frontera 4x4 sur toutes les pages du monde tant il y a de choses à dire sur ses capacités, son élégance et son prix. En fait, il suffit de savoir que c'est une grande routière qui est aussi un vrai 4x4, qu'il présente un des meilleurs rapports qualité/prix de sa catégorie, et que de toutes façons, il sera toujours beaucoup plus amusant de conduire un Opel Frontera 4x4 que de lire un texte qui en parle. Mais si ça ne vous suffit pas, vous n'avez qu'à continuer...

OPEL FRONTERA 5 Portes • Moteur 2.3i Turbo Diesel • Direction assistée • 4 vitres électriques à descente rapide • Verrouillage centralisé • Autoradio K7 • Boîte de transfert à deux vitesses • Garde au sol : 184 mm • Moyeux débrayables automatiques ou manuels.



A PARTIR DE 129 500 F.



3615 OPEL

goût français

mêmes n'osent plus y marcher et que les 2 CV, toutes héroïques qu'elles soient, craignent d'y circuler.

D'après le directeur du supermarché, les cinq mille Français ne comptent que pour une part modeste dans cette consommation, l'essentiel étant absorbé par la bonne société malgache, qui s'est enrichie du foie gras il y a quelques années avec une tendance à « consommer beaucoup plus que pas assez ». C'est devenu l'entrée traditionnelle - tradition si l'on veut, la cuisine malgache n'en comptait pas - dans les mariages bourgeois qui se tiennent au Cercle militaire, et le président Ratsiraka, qui a marié l'un de ses enfants il y a deux ans, avant d'être chassé du pouvoir, n'a pas fait exception. On en mange aussi le dimanche, en rentrant du temple, dans les grandes demeures de couleur terre battue des hauts de Tananarive, sous le regard intéressé de petits chiens blancs et soyeux, appelés « cotons de Tulear », une race qui a l'air d'avoir été conçue pour lustrer les parquets de bois foncé.

Numéro un sur le marché du

foie gras malgache est la marque Bongou, fondée par M^{me} Josette Razafimanantsoa, une veuve qui avait quatre enfants à élever et à qui une amie française eut le conseil de faire un essai. Les premiers foies étaient « un peu noirs », tiens donc, mais, l'usine se trouvant sur la route du golf, les ventes ont rapidement décollé, et l'une des filles de la fondatrice a pu se rendre en stage de formation à Auch. Aujourd'hui, l'entreprise Bongou produit une dizaine de tonnes par an et exporte à la Réunion, Maurice et Mayotte.

L'oie n'ayant pas fait souche à Madagascar, le seul foie gras disponible est à base de canard. Il semble que l'oie n'ait pas apprécié le mélange de chaud, d'humide et de froid dont est fait, à 1 400 mètres d'altitude, le climat tropical de Tananarive.

Le canard, lui, n'a pas l'air de s'en plaindre et il barbote tout à son aise dans les rizières, qu'il se partage avec les carpes, les zébus et une foule de petits personnages à chapeau de paille qui se déplacent pieds nus et en pirogue, plus près de l'Asie que du bon goût français.

De l'avis des amateurs, le foie gras malgache est de bonne qualité, quoiqu'il fonde vite par ces cha-

leurs (2). Les voyageurs de passage peuvent en commander à l'Hôtel Colbert, encore une institution, tenu par un Corse et situé près de l'ancienne Résidence de France, où on s'attend toujours à voir apparaître un sous-préfet. Le seul ennui de l'endroit réside en sa sortie, où stationne à toute heure une classe d'enfants-mendiants impatients. Les filles portent un bébé sur le dos, les garçons ne sont qu'un vêtement troué, et tous se disputent la prérogative de tirer par la manche l'étranger, le *vazaha* qui se risque jusqu'à : « L'enfant, il a faim. » Cela dit, l'enfant n'est pas snob et il se contente gentiment de quelques francs. Des francs malgaches, s'entend.

De notre envoyée spéciale
Corinne Lesnes

(1) Étude d'origine indonésienne qui s'est installée sur les hauts plateaux de Madagascar, dont elle constitue toujours l'astériscent.

(2) Son prix est d'environ 350 F le kilo.

► A lire : Eric Revel, *Madagascar, l'île rouge*. A paraître chez Baland, début 1994.

► Ida Pfeiffer, *Voyage à Madagascar* (1867). Karthala.

LINGUISTIQUE

Francophonie océane

En octobre, à Grand-Baie (Maurice), un membre de la délégation française au cinquième sommet francophone, le nez levé vers une carte de la région, s'exclama : « Fichtre, cet océan qu'on appelle Indien, on y cause surtout français ! »

Si tout le monde n'est pas francophone dans l'océan Indien, en tout cas la francophonie y est répandue partout, puisque de la Grande-Île malgache aux îlots feutillés seychellois, comoriens ou mascaïens, les Français ont laissé sur chacun de ces éclats de terre une parcelle, une empreinte de leur civilisation et d'abord leur langue ; celle-ci, selon les sites, concubine paisiblement avec les idiomes locaux et avec d'autres langues importées (arabe, swahili, etc.) ou a donné naissance à un enfant naturel vigoureux, le créole.

En novembre, à Paris, le sénateur Jacques Legendre (RPR) (1) s'est livré, sur la base d'une enquête de Xavier Michel pour le Haut Conseil de la francophonie, à une minutieuse dissection de ce singulier domaine linguistique francien, aussi vivant qu'ignoré dans l'Hexagone : sur le petit quinquain de millions d'habitants répartis dans les six États ou entités de l'océan Indien occidental, près de deux millions ont pour parler maternel ou quotidien la langue de Bernardin de Saint-Pierre, de Melchior de Chazal et de Jacques Rabemananjara (Grand Prix de la francophonie 1988, offert par la Canada et décerné par l'Académie française) ; plus de deux autres millions de personnes usent du français, sinon d'une manière familière, du moins dans leur profession ou leurs études ; tandis qu'une troisième catégorie, difficile à apprécier, connaît, sans le parler couramment, un peu de français, le plus souvent à travers la créole - appelé *sesela* aux Seychelles, seul pays au monde, d'ailleurs, où le créole a un statut linguistique officiel.

Quatre nations indépendantes : Madagascar (deux millions trois cent soixante mille locuteurs réels en français sur onze millions huit cent mille habitants), Maurice (huit cent soixante-dix mille sur un million cent mille), les Seychelles (quinze mille sur soixante-dix mille) et les Comores (cent cinquante-cinq mille sur quatre cent cinquante mille), un département français, la Réunion (cinq cent quarante-sept mille sur cinq cent quatre-vingt mille - eh oui, tout le monde ne parle pas couramment français dans cette île française depuis 1663...) et un autre territoire de la République, au statut incertain, l'île de Mayotte (querante mille sur soixante mille), concourent donc sans gloire mais sûrement, à la nouvelle aventure mondiale de la langue de Paul et Virginie, de Baudelaire (2) et des frères Arnaud et Joël de Rosnay.

Le français, en progrès dans tout cet ensemble géographique, se fait surtout aux Seychelles où l'anglais fait de la résistance tandis qu'à Maurice, en revanche, c'est un fait récent, la langue d'Albion recule, la français est donc la langue de travail et de liaison de cette immense région maritime, notamment au sein de la commission de l'océan Indien, fondée en 1982 « pour le développement inter-îles » et qui siège à Quatre-Bornes (Maurice).

Les Mauriciens, au reste, sont aujourd'hui, grâce à leur

soudain essor économique, le nouveau vicaire-pilote de cette francophonie en développement. Faut-il de moins d'œuvre et de place, Maurice « délocalise » maintenant ses entreprises dans une Madagascar ruinée par les excentricités socialo-nord-coréennes d'un amiral-président renvoyé cette année à ses études après dix-huit ans de règne.

Mais des études... francophones, car même à ses heures francophobes - par la suite reniées solennellement, à la stupeur et à l'émotion générales, lors de l'ouverture à Versailles, en 1986, du premier sommet des parlant-français -, l'ancien aspirant de la Jeune-Arme confesse toujours, semblable en cela à nombre de ses compatriotes, se « violente passion » pour cette langue française débarquée dans l'île rouge dès Henri IV, à l'anse du Dauphin - plus tard Fort-Dauphin, aujourd'hui Farafarany en franco-malgache.

Quand on dit « études », ce n'est pas une vaine formule : Didier Ratsiraka (prononcer Ratsirak comme on doit dire Ranavalona pour Ranavalona) a exploré la française au point d'avoir introduit dans son discours politique habituel des mots aussi rares qu'aréopage, aporie, anastrophe, parangon, pythionée, sycophante ou vesticinateur, selon une liste dressée dernièrement par notre confrère malgachologue Eric Revel.

Autre saillie de Didier Ratsiraka, lorsque, à l'issue d'un « dîner de famille » à l'Elysée entre francophones, devant François Mitterrand et Félix Houphouët-Boigny, bouches bées, qui n'en pouvaient mais, le président malgache et son épouse, petite brunette tout en boucles, se levèrent pour entonner en duo une chanson étudiante d'évent Mai-68, quand, au Quartier latin, le gaillardise prime les revendications sur le montant des bourses...

Alain Decaux, lors de son passage au ministère de la francophonie, avait relevé ce motet, ainsi que la cri de l'ex-capitaine de frégate devenu chef d'Etat, cri « éclatant en fanfare dans le palais de Louis XIV » : « Je suis ici pour l'amour de la langue française ! » et l'académicien disait plus tard en pesant ses mots : « Je me demande si l'homme qui a signé le véritable acte de naissance de la francophonie ne s'appelle pas Didier Ratsiraka. » (3)

Loin des indifférences parisiennes, des nostalgies québécoises, des humeurs wallonnes ou des coups d'épingle algériens, entre équateur et Capricorne, une francophonie modeste comme la myosotis mais tenace telle une algue marine (les Anglaises en ont eu quelque chose à Maurice, de 1810 à 1968...) ; sans problèmes de conscience en tout cas, corroborative, donc, cette océane francophonie...

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(1) Sénat, première session ordinaire de 1993-1994, annexe au procès-verbal de la séance du 22 novembre 1993. Avis présenté par Jacques Legendre, au nom de la commission des Affaires culturelles, sur le projet de loi de finances 1994 (n° 102, tome XII, francophonie).

(2) Ses Poèmes mauriciens, nés de son séjour de jeunesse aux Mascareignes, vers 1840, viennent d'être édités en français et créole par Emmanuel Richon et Vincent Ramgobeam, chez l'Harmattan.

(3) Le Tapis rouge, Paris, (Le Monde du 28 juillet 1992).

OPEL FRONTERA 4x4

LA AUTANTILSONS D'ETRE A LA PAGE "SPORT"
PAGE "SOCIE" J'A LA PAGE "ÉCONOMIE".



OPEL FRONTERA SPORT 3 Portes • Moteur 2 litres injection • Direction assistée • Réglage électrique de l'assiette des phares • Autoradio K7 • Boîte de transfert à deux vitesses • Moyeux débrayables manuels • Vitres latérales, lunette arrière et toit amovibles. Différents packs d'options aux conditions très intéressantes sont disponibles pour personnaliser votre Frontera : Pack Elegance, Pack Confort et Pack Phares.

INFORMATION CONSOMMATEUR : Opel Frontera Sport 129 900 F. Mod. prés. : Frontera TD 5 portes 164 900 F hors options. Prix publics détaxés en main maxima conseillés au 19/07/93. AM 94. Le Frontera TD existe en version avec TVA récupérable.

OPEL

L'aquario decontractorium

On s'en doutait, c'est aujourd'hui prouvé, certifié : les poissons nous veulent du bien ; leur monde du silence nous calme, nous apaise. L'aquarium comme antidépresseur.

Le grand public aurait-il mordu à l'hameçon de l'aquariophilie ? Soixante-quinze aquariums lui ont ouvert des portes en France — privés ou publics, le prix d'entrée fait la différence — et leurs chiffres de fréquentation sont en constante progression. De nombreux comités d'entreprise (Aéroport de Paris, Air France, la SNECMA, Dassault, Renault, Aérospatiale, etc.) se sont dotés d'aquariums magnifiquement peuplés. Aux salons animaliers « généralistes » s'est ajoutée l'année dernière, au Raincy (Seine-Saint-Denis), le premier salon exclusivement aquariophile. Animaqua, dont la deuxième édition s'est tenue en novembre, Frédéric Pasquel, son responsable, également président de l'Association aquariophile de la ville, précise que la France serait même le plus gros importateur de certaines variétés de poissons d'aquarium.

Selon le syndicat interprofessionnel des fabricants et distributeurs de produits et animaux familiers (PRODAF), l'aquariophilie (le vivant et la matière) représenterait entre 60 et 70 % du chiffre d'affaires des marchands d'animaux (non compris chiens et chats). En France, selon certaines estimations plus d'un million de

ménages posséderaient un aquarium.

Le poisson est indissociable de son élément qui plonge l'homme au plus profond du mystère de sa création. Et l'apaise.

C'est en tout cas ce qu'ont montré les études entreprises par les chercheurs américains Aaron Katcher, Herman Segal et Alan Beck, en même temps que Vincent Roussellet-Blanc et Caroline Mangez, auteurs d'un livre intitulé *Les Animaux guérisseurs* (Edition Jean-Claude Lattès). Les trois enseignants à l'université de

bien visible par le patient, est installé dans la salle d'opération. En démontrant ce que chacun soupçonnait, ces résultats ont ouvert la voie aux expérimentations, notamment en France, en milieu scolaire, hospitalier, gériatrique et carcéral. Une autre étude citée dans cet ouvrage, menée par Lynette Hart, professeur à l'école de médecine vétérinaire de l'université de Californie, attribue aux poissons la capacité de « modifier la fréquence, la durée et la qualité des conversations humaines ».

Robert Allgayer, quarante-sept ans, rédacteur en chef de la revue

Aujourd'hui, sa vocation pédagogique s'est encore renforcée grâce aux nombreuses initiatives de l'association de ses amis, l'AMAO, forte de 1 500 membres. C'est à la fin des années 60 qu'ouvre l'aquarium tropical du Musée de zoologie de Nancy. « Lorsque nous l'avons créé, il était le seul aquarium continental, avec celui du MAO de Paris », indique Bruno Condé, son directeur, également président de la FFAAF et professeur émérite. Centre d'une intense activité scientifique et de recherche (publication d'une revue trimestrielle

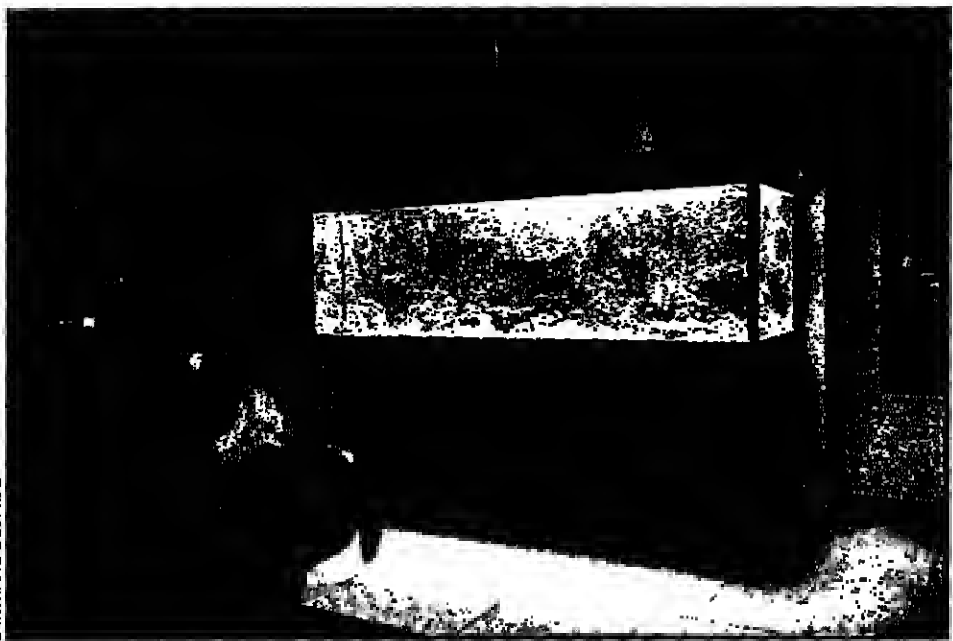
hobby de riches ? Robert Allgayer, qui reconnaît recruter les dix mille lecteurs d'Aquarium parmi les professions libérales et les étudiants, précise aussi : « Dans un club, on peut apprendre à construire soi-même son aquarium. Son coût de revient se ramène alors entre 1 000 et 1 500 F pour une capacité de 200 litres d'eau douce et entre 2 000 et 2 500 F pour une capacité de 300 litres pour un bac d'eau de mer. Et se procurer aussi des poissons. Au final, c'est moins cher qu'une planche à voile ! »

De fait, la conjoncture économique qui impose aux ménages de resserrer tous les postes du budget familial favoriserait le recentrage du loisir à la maison : une aubaine pour le commerce, petit et grand, national et international ; une chance aussi pour certains pays dont les poissons constituent les rares ressources. C'est ainsi que, partant de son souci initial de maintenir le hôte de son aquarium, l'aquariophile peut en venir à des considérations planétaires, ne serait-ce d'ailleurs qu'en effectuant les mesures de qualité d'eau tirées au robinet. En effet, les intérêts économiques ne coïncident que rarement avec ceux des animaux et de la planète, scientifiques, associations, mouvements écologistes, administrations et gouvernements (cette énumération ne prétend pas à l'exhaustivité) font entendre leurs voix, pas toujours à l'unisson. Les réglementations internationales (convention de Washington), européennes (théoriquement plus sévère, mais la « libre circulation » d'animaux ou sein des Douze soulève de considérables problèmes) et nationales s'embourbent parfois difficilement et connaissent, selon les pays, des applications extensives ou restrictives. En France, la prochaine mise en œuvre de l'une des dispositions de la loi du 10 juillet 1976, complétée par les décrets de 1977 et 1978, va instituer une commission de délivrance de certificats de capacité à la vente d'animaux (non domestiques), réunie sous l'égide du ministère de l'environnement.

Les professionnels devront faire la preuve de leur compétence animalière avant d'obtenir l'autorisation ministérielle. Des certificats que devront exiger les banques qui souhaitent accorder un crédit à l'ouverture des magasins. Pour autant, la « moralisation », que les professionnels sérieux réclament eux-mêmes, notamment par la voix de la PRODAF, ne relève pas seulement d'une logique fondée sur l'alternative autoriser-interdire qui peut, de manière perverse, encourager les trafics et les prélevements intempestifs sur le milieu naturel. « Un énorme chantier doit être ouvert par tout le monde, en matière d'information, de formation en amont, y compris celle du citoyen », estime un chargé de mission au ministère de l'environnement. Une idée fait son chemin : celle d'associer tout animal de son « mode d'emploi », afin de prévenir les acheteurs d'éventuelles désillusions.

Comme le dit joliment le professeur Maurice Mimoun, chef du service chirurgie plastique reconstructrice et de brûlés de l'hôpital Rothschild et aquariophile chevronné : « Un aquarium, c'est une manière, sans rien dire, de réaffirmer que la vie doit être respectée ». Assurément une goutte d'eau. Mais une goutte d'eau tout de même.

Véronique Balizet



En France, plus d'un million de ménages posséderait un aquarium

Pennsylvanie ont montré que la contemplation d'un aquarium, dans la salle d'attente du dentiste, réduit la pression sanguine et le rythme cardiaque des patients. L'effet de relaxation est porté à son maximum lorsque l'aquarium,

Aquarium, créée en 1967 comme l'engouement actuel : « L'aquariophilie est une évasion à l'intérieur de la maison ». Ce qui explique son développement important dans les pays du Nord, notamment en Europe, où l'Allemagne arrive en tête avec quatre millions d'aquariophiles, tandis que le plus grand club spécialisé (en cichlidés) y compte quatre milles membres. Interzoo, à Nuremberg, n'est-il pas le premier Salon mondial animalier ?

En France, outre la marquise de Pompadour (née Jeanne Poisson...) et ses célèbres poissons rouges, la première vague se brise à la fin du XIX^e siècle avec notamment l'éclosion de l'école de Nancy : l'art nouveau emprunte au monde végétal et aquatique ses arabesques stylisées. En 1893 y sont importés les premiers poissons exotiques. Marée basse autour de la première guerre mondiale et jusqu'aux années 30... la deuxième vague déferle à Strasbourg, où se constitue l'Association des amis de l'aquarium 32 (pour 1932). Premier club du genre en France, il donne un coup d'envoi à l'ample mouvement associatif qui allait se développer, au point de justifier la création, en 1971, de la Fédération française des associations aquariophiles et terrariophiles (FFAAT) : elle compte jusqu'à 7 000 membres (3 500 aujourd'hui et 84 associations adhérentes de 10 à 200 membres selon son président), avant la scission qui donna naissance à la Fédération d'aquariophilie de France (FAF).

Quant aux premiers aquariums publics, construits entre 1860 et 1937, ils dépendent d'institutions à vocation pédagogique (éducation nationale, culture). Surtout, l'Exposition coloniale de 1931 place sur le devant de la scène l'aquarium du Musée des arts d'Afrique et d'Océanie, qui fait alors découvrir au grand public la faune aquatique des colonies.

NAGEOIRES À L'AISE

Eau de mer

« Un aquarium marin tropical, ça se mérite ! », affirme Michel Judas, directeur de l'agence parisienne de la société Contant. De fait, sa maintenance n'est pas accessible au débutant. D'abord, l'aquarium doit tourner à vide (jusqu'à un mois et demi à deux mois s'il est important) afin que l'équilibre biologique (cycle de l'azote) soit atteint avant l'introduction des poissons d'eau de mer. Vivant naturellement dans un milieu idéal pour eux, ils n'ont pas développé de défenses et s'avèrent très fragiles. Il faut aussi leur apprendre à manger, des épinards et des moules notamment... Plus chers que les poissons d'eau douce (en moyenne 400 F l'unité ou de 100 à 1 000 F pièce selon leur provenance, le transport étant fort coûteux), ils ne se reproduisent généralement pas, exigent une observation quotidienne, un équipement performant (et qui ne rouille pas, l'oxydation étant très rapide en eau de mer) et un volume d'eau plus important que leurs congénères d'eau douce. L'eau de mer doit être préparée, selon des mesures précises, et régulièrement renouvelée pour partie (10 ou 20 % par mois).

Eau douce

Les poissons d'eau douce, froide ou tropicale (26 degrés), sont d'un entretien plus aisé : moins chers à l'achat (à partir de 25 F), moins exigeants (en cas d'absence, on peut installer un distributeur automatique de paillettes), se reproduisant sans grande difficulté, plus résistants aux variations de température (chaud et froid), plus faciles à nourrir (vers congelés, etc.) et à traiter en cas de maladie. En outre, l'eau ne nécessite pas de préparation (mais tout de même des contrôles) et l'appareillage technique est plus simple et moins coûteux (les plantes, en consommant le nitrate, peuvent jouer le rôle d'équilibreur).

Les pensionnaires

En tout état de cause, l'aquarium abrite des animaux vivants, sensibles au stress. L'objectif de l'aquariophilie est de leur offrir l'environnement le plus proche de leur biotope naturel et de les conserver le plus longtemps possible. Ce qui

requiert un minimum de connaissances, d'argent et de temps. Il faut aussi veiller à mélanger harmonieusement les poissons, achetés auprès de professionnels sérieux (un poisson pêché au cyanure, endormi donc, meurt dans les deux mois) auxquels on aura soin de demander quelle taille l'animal atteindra à l'âge adulte.

Matériel

A partir de 1 000 F environ l'aquarium tout équipé de 30 litres jusqu'à 26 000 F (180 x 70 x 80) avec un meuble support... Le prix est fonction de la taille, de la forme (cinq faces, rectangulaire, triangulaire, en cascade, etc.) et de l'équipement. Un même aquarium de 300 litres coûte, tout installé, environ 9 000 F pour l'eau douce et 14 000 F pour l'eau de mer (le système de filtration doit être bien plus puissant). De Grèce provient un modèle très « design » et « techno » (16 000 F environ) : éclairé par une rampe de cinq halogènes, le Colosseum 380 (120 x 60 x 70) comporte un contrôle électronique (thermostats, chauffage, filtration, oxygénation). Pour des installations particulières (aquariums encastrés) ou des grands volumes d'eau, on recourt au sur-mesure. La société Contant indique, pour un aquarium de 1 000 litres (180 x 60 x 180), livré et installé (manutention en sus selon la difficulté d'acheminement de l'appareil), autour de 75 000 F TTC (eau de mer) et 45 000 F TTC (eau douce) et entre 300 000 et 400 000 F TTC pour des volumes de 20 000 à 30 000 litres.

Ouvrages de référence

D'Henri Favre, le Guide Marabout de l'Aquarium d'eau douce ; du même auteur avec Michel Tassinari : les Guides Marabout de l'Aquarium d'eau de mer. Les Règles d'or de la réussite de l'aquarium (chapitres consacrés à l'aquarium dans le décor de la maison), la Santé de l'aquarium.

De Denis Terrier, maître de conférences à l'université Nancy-I et conservateur de l'aquarium de Nancy, l'Aquarium : eau douce — eau de mer dans la collection « Merveilles d'aquariologie » éditée par REF (Rééditions Éditions pédagogiques, diffusée par Masson).

LES ARTS DE LA TABLE

Cadeaux à prix exceptionnels

choisissez les grandes marques de la porcelaine de Limoges et de la cristallerie

BACCARAT - DAUM - SAINT-LOUIS SEVRES - ROYAL CHAMPAGNE - LAUNIE

RUE DE PARADIS 10

UN HIVER TOUT SCHUSS !

Du 2 au 23 décembre

Gagnez un séjour d'une semaine pour 2 à 4 personnes à Super-Besse

3615 LEVIANDI

Tapez SKI

EXPÉRIENCES

Poissons pilotes

L'initiative d'installer des aquariums en milieu scolaire revient conjointement au ministère de l'environnement et à l'AMAO, la dynamique Association des amis du musée des arts d'Afrique et d'Océanie. « Lorsqu'il y a trois ans une circulaire du directeur des Musées de France a invité nos établissements à orienter leurs efforts en direction des zones d'éducation prioritaire (ZEP), nous nous sommes aperçus que nous étions déjà largement présents », sa sœur Michèle Higniet, directrice du musée et responsable de l'association. « Cependant, de telles expériences ne peuvent être imposées. Leur succès repose sur la volonté de l'équipe pédagogique dont la motivation demeure essentielle. »

Ce jour-là, une dizaine d'enseignants et de responsables d'écoles primaires, classées ZEP d'Amiens-Nord consacrent leur après-midi au musée de la Porte Dorée où ils sont venus faire le point sur l'expérience qu'ils mènent dans leurs établissements. « Au-delà des évidents apports en mathématiques et en arts plastiques, l'aquarium permet d'aborder la biologie, la chimie, la géographie, la reproduction, de sensibiliser à l'environnement. Du respect du vivant, on en vient au respect de son voisin. Dans la classe, nous notons une diminution de l'agressivité et une meilleure socialisation des enfants », résume une directrice d'école tandis qu'une formatrice en IUFM souligne : « Ces enfants qui vivent l'exclusion au quotidien se sentent valorisés par cette activité. »

Fort de succès en milieu scolaire, l'AMAO a étendu les implantations d'aquariums au milieu scolaire hospitalier (maison de l'enfant de l'hôpital Robert-Debré), puis aux services hospitaliers pédiatriques. Lorsqu'il y a trois ans l'AMAO a contacté, Gérard Couly, professeur de chirurgie maxillo-faciale et chef de service à l'hôpital des Enfants-Malades (Paris) a saisi l'opportunité de « convivialiser » son service en plaçant des aquariums dans les zones d'accueil et de soins. « A leur arrivée, les jeunes patients ressentent implicitement un sentiment... bon enfant. Pendant les soins douloureux, l'aquarium offre, non pas une distraction, mais en tout cas une capture de l'attention. Et puis, on crée moins dans mon service », relève-t-il. La progressive prise en charge du personnel soignant permet aux membres de l'AMAO de répondre à d'autres demandes, émanant de maisons de retraite ou encore de prisons, par le moyen, pour ces dernières, d'une convention entre les ministères de la culture et de la justice.

Toutefois, le succès de ces réalisations ne doit pas occulter l'éventualité de l'échec. A la maison centrale de Poissy (Yvelines), l'expérience menée en 1992, s'est défilée. Un seul détenu, volontaire, s'occupa désormais de l'aquarium, sur les quinze que cette nouvelle activité avait initialement mobilisés. Ce que ne suffisait à expliquer les transferts ou libérations, intervenus depuis, ou l'appel à de nouvelles fonctions de la responsable du service socio-éducatif. « Un aquarium dans un établissement carcéral de 3 ou 4 hectares ne résout pas tous les problèmes liés à l'enfermement », souligne la sous-directrice de l'établissement — où d'autres activités perdurent. L'aurait-on naïvement cru ?

V.B.

Hôtel de Sully

Librairie

« Voyageur que veux-tu ? Je veux voir... »

« Voyages et découvertes des monuments historiques et des sites »

هنا من الأمل

Le bon, la balle et le rebond

On peut pratiquer la pelote basque sur trois genres de terrain, avec huit instruments différents, ce qui amène à vingt-quatre spécialités, plus quelques variantes. Un sport subtil à comprendre.

Il sont quatre à se présenter, à l'heure du déjeuner, mais alors tiré au sort celui qui n'aurait pas été de la partie. L'exclu aurait regardé jouer les autres depuis la galerie latérale, proche d'eux à fouler le serveur, premier commentateur des points, témoin, expert lui-même de la folie et du génie des quatre autres. Leur décor, d'ailleurs, comme leur sport, présente dans les mêmes proportions quelque chose de fou et de génial, une fantaisie débridée et une rigueur tatillonne. Une sorte de magnifique dédain du prosélytisme, en même temps qu'une prétention nostalgique à l'universel.

Le triquet qui prête son cadre, d'ocre et de brun, à leur match de double paraît multiplier à souhait les contraintes, pour la balle noire de caoutchouc, les empêchements à fuir droit, avec ses angles de murs qui apparentent la pelote à un billard céleste, sa planche déclarée « *faute* », surtout son « *pan coupé* », qui sert de toit à la galerie, et qu'on appelle « *tambour* » parce qu'en y roulant, la balle, en jeu, y fait des bruits de tambour. Ce triquet-là ne comprend pas de galerie de fond. C'est un triquet argentin. Les raquettes sont lestées de feraille. Ces quatre-là jouent donc à la baline. Ailleurs, avec une galerie de fond, des balles et une pelote plus légères, on nommerait leur art *pala*, ou *pala corta*.

Simple affaire de circonstances. Des compléments de la pelote basque, ces pratiquants parisiens ont adopté le point de vue argentin. En 1929, un émigré avait eu l'idée de surhausser l'immuable d'uo garage d'uo septième étage « *basque* », d'édifier, pour combattre le mal du pays et pouvoir pratiquer son sport favori en exil, sa propre « *boite à chaussure* ». Un triquet à la mode de Buenos-Aires sur un toit de Paris, qui avait eu les honneurs de l'illustration, avec son plafond portait de bois croisé, 30 mètres de canaux de terre cuite, trois hauts murs, donc, et une galerie, ainsi qu'un record de hauteur, pour une surface de jeu généralement à ras du sol dans les villages du Pays basque. Le triquet perché.

Qu'importe qu'il soit argentin, même si cela complique un peu plus la tâche fédératrice de la Ligne nationale de pelote basque. Dans ce sport, rien n'est simple. Rien ne l'a jamais été. Comme si la règle n'avait jamais vraiment été posée, de peur de froisser ses ombrageux pratiquants, comme si l'important, depuis le début – soit l'Antiquité aztèque, grecque et peut-être asiatique – avait été de respecter la liberté, le droit d'invention des joueurs, et leur environnement. Mieux vaut, au triquet de la rue de la Cavalerie, dans le quinzième arrondissement de Paris, comme ailleurs, se contenter de suivre une partie, laisser la balle vous donner le vertige, par ses ricochets, ses ruptures de course, laisser les bruits, les claquements de raquette, les mots des joueurs dans des langues myastériques vous envahir. Parce qu'à la pause, si vous interrogez, ou vous conte, le souffle court, des histoires à dormir debout, on vous entortille, vous broille par mille combinaisons pour un seul sport.

« La complexité est arithmétique », explique Jean Arramendi, historien de ce dédale. Si l'on compte qu'il existe trois types de terrain de jeu et huit instruments, cela fait vingt-quatre spécialités. Plus quelques variantes. Comprendre la norme des terrains, dont la saga fut pourtant hésitante, est encore chose aisée ; le triquet, en salle, ou plutôt les triquets aux galeries variables ; le frotozo libre, encore dit « *frangais* », à un seul mur, pour le plus « *long* » des jeux, la *cesta punta* qui se pratique au moyen d'un chisterra, long gant recourbé d'osier et de lamelles de chêne ; son cousin, le fronton Jai Alai, ou « *mur à gauche* », inventé pour des « *pantistes* » droitières, en salle, qui pratiquent l'art du rebond sur trois surfaces verticales et un plancher.

Quant aux « *instruments* ». C'est à s'y perdre, et mieux vaut résigner. Ne commencer la saga qu'avec Henri IV, à Paris, et ses deux cent cinquante triquets. Sauter les Aztèques, sans doute inventeurs des « *jeux directs* », équipe contre équipe, de part et d'autre d'une ligne au sol ou d'un filet, où le tennis et quelques autres trouveraient des aïeux, s'ils se croyaient de sang moins anglais. Passer vite sur les Grecs, les Romains, qui déclinaient les cent façons de pousser la balle, à la main, vers l'adversaire. Oui, Henri IV, car les Basques, sur cette manière royale, mirent beaucoup d'ironie à contrecarrer le distinguo social du jeu de paume des Tuileries. Très vite, les joueurs bien nés abandonnèrent les ampoules aux gueux et optèrent – « *jeu de main*, *jeu de vilain* » – pour la raquette, fort coûteuse. De cette sanction de la main, les Basques firent œuvre noble, base du jeu. Encore aujourd'hui, les meilleurs spécialistes de la *pala* ou de la *cesta punta* sont souvent d'anciens pratiquants des variantes manuelles à mur unique.

Au Pays basque, de France et d'Espagne, la pelote s'enrichit d'astuces nées du cadre de vie. Un montagnard eut l'idée de lester la laine de caoutchouc, et comme la balle allait trop vite, les joueurs cessèrent de se faire face. Un mur de place, seul, se mit à supporter les coups. On jouait beaucoup dans les couvents ou les cours d'église. Le côté du cloître gênait la partie : on l'intégra aux règles, en tout cas, son toit, ancêtre, donc, du tambour des triquets. Comme ces gueux s'ussent les mains, on inventa les gants de cuir, de plus en plus recourbés, de plus en plus lourds et longs. Un autre Basque alléga la pelote par le trait de génie de l'osier. Alors, le chisterra commanda des terrains de plus en plus longs. Les Basques excellèrent à manier ce double-bras comme d'autres les giffes, de revers et de coups droits, d'estoc et de taille. Pendant la guerre de 14-18, ils lancèrent loin, sur le Chemin des dames, leurs grenades.



Quai Louis-Bérriot à Paris, passe de chisterra sur le fronton « mur à gauche »

Ainsi, la pelote basque ne peut être résumée. De main ou de palas plus ou moins larges, de triquets clos ou de frontons libres, de cuir, de bois ou d'osier, ses disciplines continuent de faire la nique à la norme. Et de se découvrir, de se revendiquer des vassaux, comme ces jeux du nord, de la France et de l'Europe, ces « *balles au poing* », au tennis, ces balles-pelote de Belgique et de Hollande. De s'égarer, par plaisir de la disparité, dans les curiosités, comme le « *xare* », qui se pratique au moyen d'un arc de roseau tendu d'un filet.

Autant dire que l'uniformité n'est pas, contre ces murs, pour demain. Les querelles des fédérations internationales font partie du loisir. Tous les Basques, dans les triquets, présentent la « *pala ancha* », plus lente que la baline des argentins. Mais les compétitions internationales ont tendancieusement à favoriser les Sud-Américains. La vitesse de la balle noire, les frappes les plus spectaculaires – aussi les plus télévisuelles – impriment un nouveau rythme à des incongruités locales qui avaient, sans entraves, gagné ce siècle-ci. La *cesta punta* « *mur à gauche* », en salle donc, s'est attirée les faveurs des

organisateurs de spectacles, de financiers de salles immenses, surtout aux Etats-Unis. La *cesta punta* est sport professionnel, même si le reste pour « *vilains* », même si ses champions sont mal rétribués, même si l'aide d'un syndicat de routiers pour leur permettre l'accès au syndicalisme et au droit de grève.

La *cesta punta* fait rêver les gosses des villages basques que des pères de tradition contraignent d'abord aux gammes du noble jeu de main. C'est que les pères, même fervents de *cesta punta*, ont vu ce que le profit avait fait de leurs champions de Pampelune ou de Saint-Jean-de-Luz. Peut-être trop grands, trop risqués, ces frontons couverts où le « *mur à gauche* » est de plus en plus souvent de verre, pour boucher la salle de spectateurs payants. Le Pays basque aimerait conserver ses triquets, à échelle plus humaine, et dans une forme plus poétique. Ses jeux intermédiaires, de main et de *pala*, où la force et l'adresse s'appréciaient encore, sous l'œil expert et indéfinissable, des quelques buveurs privilégiés de la galerie.

Philippe Boggio

FRONTONS

A Paris
La pelote basque peut s'apprendre à Paris. Mais la capitale ne compte que deux clubs, le Triquet de la Cavalerie, 8, rue de la Cavalerie, dans le quinzième arrondissement (tél. : 45-67-06-34), et le Fronton Chiquito de Combo, quai Saint-Exupéry (tél. : 42-88-94-99), ce dernier club possédant aussi un triquet « *français* ». Quelques cours sont données à l'une et l'autre adresses.

Sauvage
Quelques clubs d'entreprise composent aussi la Ligne d'Ile-de-France, qui compte mille licenciés, où l'on joue, à la discipline de son choix, contre le mur d'une usine, ou, comme à Meudon, dans un hangar. La pelote invente encore ses lieux d'expression.

Leçons
Pour l'essentiel, les triquets se trouvent au Pays basque, et mieux vaut aller demander à un Basque de vous apprendre le jeu de main ou la *pala*, l'éché, contre le mur de son garage, ou au triquet local. Quant à la *cesta*

punta, de l'avis unanime, celle-ci ne s'apprend pas, si l'on n'a pas eu la chance de naître au-delà de l'Adour. Tous les champions connus, amateurs ou professionnels aux Etats-Unis, sont venus au monde un chisterra à la main. Les néophytes peuvent cependant s'initier à tout âge à la *pala* ou à la baline. Agé de soixante-cinq ans, Pierre Mangin, président du Triquet de la Cavalerie, a frappé dans sa première balle à quarante ans.

A l'étranger
Le tour du monde de la pelote basque, tel que l'entreprendrait bien Jean-Pierre Housset, jeune espoir de baline, qui donne des cours à la Cavalerie, est limité. Pour les triquets, le sud-ouest et le nord-ouest de l'Espagne, quelques villes du Mexique, de Cuba et d'Argentine. Les joueurs de *cesta punta* peuvent voyager un peu plus loin. Outre l'Amérique centrale et les Etats-Unis, il reste Djakarta, Milan, quelques frontons encore de la diaspora basque. Mais le fronton d'Alexandrie est fermé et les deux murs de Chine populaire manquent de joueurs.

HISTOIRE

Henri IV oui, Louis XIV non

« L'origine des jeux de balles se perd dans la nuit des temps. Les archéologues en ont retrouvés les premières traces sur les fresques des plus vieilles dynasties pharaoniques. On joue à main nue ou avec des instruments, des raquettes plates ou cor-dées, en Perse et dans la Grèce antique », explique Jean-Pierre Alleux (1). Homère raconte, au chant VII de l'*Odyssée*, que Nausicaa joue à la balle avec ses servantes. Plus tard, les Romains édifièrent, à côté des thermes, des lieux couverts chauffés où ils jouent à la balle (« *pila* »). Les Aztèques et les Mayas-Chichés, dans la région de Copan, jouent à la pelote (« *quic* »), le sport préféré de leurs ancêtres mythiques, les Ahpous, selon le livre sacré, le Popol-Vuh...

Les jeux de la longue et de la courte paume ont été introduits par les Latins, vraisemblablement d'abord en Gaule. Au Moyen Age, on y joue dans toutes les grandes villes de France : Paris, Marseille, Bordeaux, Lille, etc. Les parties de longue paume se déroulaient en plein air, sur un grand terrain rectangulaire assez vaste ; les joueurs (deux ou quatre par équipe) se font face et se lancent une balle pesant de 200 à 300 grammes, faite de laine, de ficelle, de chiffons pressés et cousus. C'est alors un jeu de cour et les nobles, à la main fragile, portant un petit gant en cuir. Le clergé joue aussi, dans les nef des églises ou les abbayes, avec une telle joie que le conelle de Sens, en 1485, lui en fait défense.

On joue également à la courte paume dans les salles couvertes des triquets. Le mot n'avait alors pas un sens péjoratif, ancêtres des triquetters, où se retrouvent aristocrates, bourgeois et ouvriers, sans considération de classe sociale. Séparés par un filet, les adversaires se jettent la balle en tissu soit à main nue, parfois recouverte d'un gant, soit avec des raquettes très rudimentaires fabriquées par des cordiers. Pour donner de l'effet à la balle, les joueurs la font rouler sur la galerie abritant le public, le « *tambour* ». Des arbitres, les valets de paume, faisaient respecter les enjeux. Henri IV (1563-1610), très grand joueur, était réputé pour refuser de payer lorsqu'il avait perdu. Même dans les périodes les plus troublées, à Paris, il se levait à l'aube pour retrouver ses adversaires de la veille. En 1570, on compte à Paris quelque mille huit cents jeux de paume...

Le déclin commence sous Louis XIV, qui ne jouait pas. L'Eglise et l'Etat, considérant que les gens y dépensent trop d'argent, ont réduit les autorisations d'ouverture et de maintenance des salles de jeu de paume, qui peu à peu ferment. La Révolution, en 1789, interdit ce jeu associé à l'Ancien Régime. A partir du dix-huitième siècle, l'urbanisation lui porte un coup fatal.

Seuls les Basques maintiennent la longue et la courte paume dans les quatre provinces du Pays basque sud (espagnoles) et les trois du Pays basque nord (françaises). Déjà, Christophe Colomb (1451-1506) comptait, dans ses équipages, des Basques, qui ont pu voir des Indiens d'Amérique latine jouer à la balle. Ils en ont ramené les règles qu'ils ont mêlées à celles du jeu de paume, créant toute une série de jeux. Vers 1800, les Basques fabriquent une petite balle très vive, en enroulant, autour d'une bille de buis, du fil de latex. Introduit par le naturaliste Charles Merle de La Condamine (1701-1774). Les joueurs la lancent contre un mur, le « *fronton* », d'abord à main nue puis avec des gants en cuir, de plus en plus lourds et de plus en plus longs, afin de se protéger et de lancer plus loin.

Au milieu du dix-neuvième siècle, un joueur basque, Jean Dithurbide, dit Gainbaki, adapte à sa main le bâton, un panier à ramasser les fruits, et invente ainsi le gant en osier, qui supplante le gant en cuir. Dans toutes les civilisations antiques, la balle, qui évolue entre les ténèbres et la lumière, fut considérée comme la messagère solaire des dieux. Aujourd'hui encore, les joueurs basques ont conscience que c'est un jeu sacré. Avant la télévision, les villageois débattaient de leurs affaires sur la « *cancha* » (l'aire de jeu), le meilleur endroit pour régler un malentendu ou un conflit. Exactement comme les Aztèques conviaient les équipes de deux villes en désaccord : la balle – les dieux – allait trancher et le capitaine de l'équipe victorieuse avait alors droit de vie et de mort sur l'équipe vaincue.

V. B.

(1) Auteur de *La Pelote basque, de la paume au gant*, paru cette année aux éditions L&L, 2, rue Ozanbon-Narbert 64000 Pau (150 F). Disponible au comptoir de vente 2, rue Milton, 75009 Paris.

Hotel de Sully

Librairie

Voyageur que veux-tu ? Je veux voir...

Architecture
Histoire
Patrimoine
Voyage
Archéologie

Ouvrez tous les jours
sauf le lundi
de 10h à 19h
100, rue de Sully
75004 Paris
Tél. 47 47 21 25

Centre national des monuments historiques et des sites

Eufin une position assise qui respecte le corps et l'esprit ! Ce siège révolutionnaire AKTID0 évite la cassure du dos et protège vos lombaires.

Prix spécial pour les fêtes

796 F 590 F

LE DOS AGILE

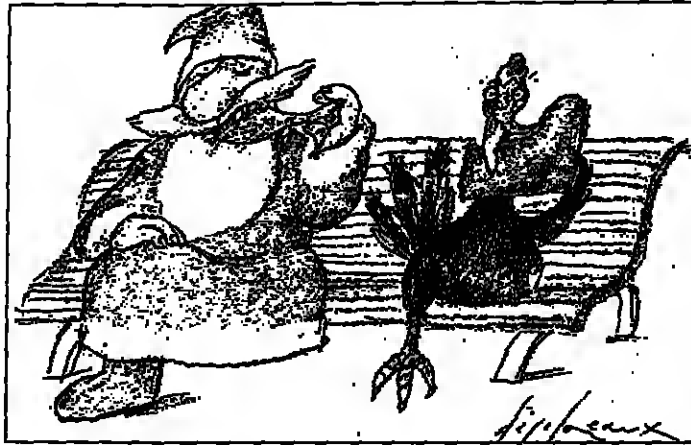
77, bd Auguste-Blanqui, 75013 PARIS. Tél. : 45-81-05-14.

Hotte de Noël

Noël et ses atours,
Noël et ses atours.
Carnet d'adresses.

La lueur du pâle soleil d'hiver sur l'horizon gris fait songer à la lumière du matin qui, dans les contes d'Andersen, transparaît autour des choses et des êtres humbles et modestes, à défaut de voir avec les yeux de l'innocence, comme la Petite Marchande d'allumettes, la flamme gracieuse de l'une d'elles, devenue foyer, puis, avec une autre, la demeure familiale et la table chargée de bonnes choses, et surtout la sublime « oie rôtie aux pruneaux » pour la petite fille qui ne mange rien de délectable, comme tant d'autres aujourd'hui dans nos villes. De préférence à l'oie, on choisira le chapon de Houdan (150 F le kilo à La Poularde Saint-Honoré, 9, rue du Marché Saint-Honoré, Paris 1^{re}. Tél.: 42-61-00-30).

Une autre allumette grattée, c'est la rupture de son négoce, le dilapidation de son capital. Mais la clarté fait surgir à ses yeux l'âme de nos fêtes, l'arbre et le décor de Noël. Toujours original, nouveau et raffiné, Christian Fortu (6, carrefour de l'Odéon, Paris 6^e. Tél.: 43-26-02-56) confectionne des « couronnes de l'avenant » faites de branches de conifères et de baies naturelles (à partir de 300 F). Chez Fleurs et Paysages aussi (116, rue du Bac, Paris 7^e. Tél.: 45-44-62-45), couronnes en vrai et faux : sapin, baies, olivier tressé, paille, fleurs dorées. Et la petite marchande d'allumettes rêve de s'offrir pour une seule fois une pluie d'étoiles, un carnaval cosmique de comètes, avec les



pié dans la neige glacée. Ce sera au Bon Marché five gauche, classiquement, que l'on trouvera l'un des plus vastes choix de décors de Noël. La Grande Épicerie (5, rue de Babylone, Paris 7^e. Tél.: 44-99-80-00) célèbre le Noël scandinave (saumon fumé et « lojroms », roques d'ablettes pêchées dans le golfe de Botnie) ; sélection exigeante des produits, vins et alcools. Côté anglais, l'imitable Christmas pudding est arrivé sur le boulevard Haussmann chez Marks and Spencer (par boîte de quatre mini-puddings : 55 F).

Au pays des contes, rien n'a vraiment changé. La petite chèvre fait toujours les délices des longs, même après une nuit de lutte contre le froid et l'abandon. Seuls les déshérités savent-ils magnifier les fêtes de tradition, comme le laissait entendre le conteur d'Odense, père de la Petite Sirène, témoin et chroniqueur, dans une autre manière que celle de Dickens, de la grande misère au XIX^e siècle ? Notre époque, qui voit

réapparaître le dénuement, a renoncé à le magnifier par le conte. A peine songerait-elle à servir à la Cendrillon de Walt Disney du champagne Mailly grand cru, que l'on trouvera au milieu d'un choix de vins de toutes origines, mais de qualités éprouvées, au Pavillon des vins (85, rue de l'Héaumont, 94220 Charenton-le-Pont. Tél.: 43-68-72-30). Par grands froids, un remède souverain sera le chateau-de-bruit, le bas-arnage Baron Pichon Longueville « hors d'âge » ou « réserve exceptionnelle », ou bien quelque assemblage plus ancien (en vente à la Maison de la truffe, 19, place de la Madeleine, et aux Caves Taillevent, 119, rue du Faubourg Saint-Honoré, Paris 8^e). L'Énotique (20, rue Saint-Lazare, Paris 9^e. Tél.: 48-78-08-76) offre toujours un choix des plus rares de cognacs, d'alcools et de vins prestigieux à des prix mesurés.

Qui chante pour le puissant empereur de Chine ? « C'est un petit oiseau tout gris », dit la pauvre servante. C'est le rossignol ! Reste à savoir s'il voudra rester au palais, dans sa cage dorée. Un automate le remplace. Mais la mort préfère, elle aussi, le chant du vrai petit rossignol. La mort se délectait du chant impérial des simples. Magie de Noël. « Bonjour mes amis », dit l'empereur guéri. Et il attend, en

signe de fête, présents, gâteaux et gourmandises. Le caviar de Mandchourie s'est fait rare, celui de la Caspienne abondant. Il convient pourtant de le bien choisir : chez Kaspia (17, place de la Madeleine, Paris 8^e. Tél.: 42-65-33-52), on trouvera une boîte de 100 grammes de sevruga et une petite bouteille de vodka russe pour 550 F, ou encore chez Pétrousian, l'élégant coffret avec 125 g de sevruga et vodka pour 565 F. Les thés, les cadeaux gourmands sont en abondance chez Benjamin et Barton (23, bd Malesherbes, Paris 8^e. Tél.: 42-65-35-94), chez Pagnais (30, rue de la Trémolle, Paris 8^e. Tél.: 47-20-80-91) et à la boutique Ménéts (41, bd Malesherbes, Paris 8^e. Tél.: 42-66-95-63), qui présente plusieurs nouveautés : pistoles d'Anjou, moniales de Châteaunotier et autres bonbons et confitures.

Dans un monde sur papier glacé en quadrichromie, où toutes les richesses sont convenues, la Princesse au petit pois, comblée de tous les artifices qui la font égaler une déesse, cruellement blessée par un petit pois qui mentirait sa chair, trouverait sur sa table au réveil les fruits, les pommes d'or, venus spécialement des antipodes par les soins de Hédiard (21, place de la Madeleine, Paris 8^e. Tél.: 42-66-44-36), qui propose aussi de petits sapins de Noël en pâte de fruits (295 F le kilo). Au pays des contes où la Reine des neiges prodigue ses bienfaits gracieux, un panier de Noël.

Jean-Claude Ribaut

► Autres adresses gourmandes :

— Piètemont-Lambert, 8, rue Jean-Jacques-Rousseau, Paris 1^{re}. Tél.: 42-33-30-50 : chapons de concours à partir du 20 décembre, truffes, foie gras cru (oie, 495 F/kg ; canard, 355 F/kg).

— Boucheries nivernaises, 99, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. Tél.: 43-58-11-02. Pour ceux qui veulent changer de la volaille, vive le bœuf !

Evasion

DEGRIFTOUR
Croisière en Egypte
1 semaine bateau 5*
Evasion complète 5 400 F pers.
• Val A/R PARIS-TEL AVIV
2 000 F hors taxes d'aéroport
• Val A/R PARIS-UNION JORDANIE
2 900 F hors taxes d'aéroport
3615 DT

Htes-ALPES

SAINT-VÉRAN (parc rég. du Quercy), 2040 m, site classé du XVIII^e siècle. Eau-vie, plus belle com. d'Europe. 2 hôtels 2 étoiles. L'été de France. Piscine, tennis, billard, salle repos. Meubles, chambres studio, chambres, 1/2 pers., pens. complète, s.d. livres.
HOTEL LE VILLARD
Tél.: 92-45-42-42
HOTEL LE BEAUREGARD
Tél.: 92-45-42-42. Fax: 92-45-80-10.

ALPES

Hôtel Termains ***
Profitez des prix doux de la plaine pour vos vacances d'hiver.
Villards de Lans est à 40 km de Grenoble, Chantonnay à 30 km.
Prix à partir de 245 F pour 1 pers., 285 F pour 2 pers.
10, pl. de la Gare, 38000 Grenoble.
Tél.: 36-87-24-33.

PÉRIGORD-DORDOGNE

AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
**NN LOIS DE FRANCE (1934 - 1910)
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
2430 VILLEFRANCHE-OU-PÉRIGORD.
Tél.: 53-29-95-94. Fax: 53-28-42-96.

PARIS

SORBONNE
HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques.
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F.
Tél.: 43-54-92-55. Fax: 46-34-24-30.

SAVOIE

VALLOIRE - GALBIER
HOTEL DE LA POSTE **NN
Pour vos sports d'hiver.
demi-pens. de 230 F à 340 F
Tél.: 79-59-03-47
Fax: 79-83-31-44
73450 VALLOIRE

3615 KINGTOUR

— CROISIÈRE SUR LE NIL,
13 jours : 3 920 F
— CROISIÈRE SUR LE NIL,
7 jours : 3 100 F
— SEMAINE DU 26/12 SERRE-
CHEVALIER/BRIANÇON
avec SKI PASS :
1 110 F/personnes
WEND ISTANBUL
HOTEL + VOL : 2 090 F

DOUBS

JURA MAISON D'HÔTES
Propose séjours SKI DE FOND
et découverte de la forêt jurassienne
dans authentique maison comtoise
très confortable.
Cuisine régionale (produits maison).
Balades hors des sentiers battus en
compagnie du maître de maison.
2 800 F pers. par semaine tout compris.
« LES ESSARTS »
25450 MONTBENOIT. Tél.: 81-38-12-84.

AUTRICHE

SPORTS D'HIVER
appartement avec étage supérieur
(110 m²) près de
Saint-Anton/Arberg-Autriche.
à louer pour longterm.
Tél.: 1933/54-88479
Fam. Jordan (anglais-allemand).

ALSACE

LES JARDINS
D'ADALRIC
Hôtel **NN
Séjour idéal, charmant, convivial, cadre
calme au cœur de l'Alsace touristique.
Tél.: 88-49-90-90. Fax: 88-49-91-90
rue du Mar-Koenig 67120 OBERNAI

Hte-SAVOIE

HOTEL RESTAURANT
« LES GENTIANES » **
2 CH. LOIS DE FRANCE
Au départ télécabine, près cinéma.
discos, pension, demi-pension, ouvert à
l'année, déjeun. Prix sur demande.
Tél.: 90-70-92-38. Fax: 90-70-95-51

SUISSE

Joli CHALET de standing à louer à
l'année à **ROUGEMONT, CH.**
5 minutes de Gstaad, 4 chambres,
4 salles de bains, sauna. Vue imprenable.
tranquillité et ensoleillement
CF Rougemont S.A. Tél.: (0941) 29 4 92 73.

Gastronomie

LE PETIT BEDON

Ouvert tous les samedis soir
La Poule au Pot
tous les samedis
Le Pot au Feu
tous les jours
Menu à 150 F TT compris
38, rue Pargolles 75016 Paris
Tél.: 45-00-23-86

SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ

COPENHAGUE sur les
cha. Express
Menu 230 F. Boisson comprise
FLORA DANICA, Le Patio
Menu 190 F. Boisson comprise
142, rue de Champagne - 44-13-88-28

Champagne 1^{er} cru
J. DUMANGIN FILS
Propriétaire récoltant
3, rue de Rilly - BP 23
51500 CHIGNY-LES-ROSES
TARIF sur DEMANDE
Tél.: 28-03-46-34

Hellegouarch

P. Guédon
CHOCOLATIER •
PATISSIER • TRAITEUR •
CONFISER • GLACIER
185, rue de Valenciennes
75015 Paris
Tél.: 47-83-29-72

LES GRANDES MARCHES

Huîtres toute l'année. Poissons -
Plats traditionnels. Décor « Brasserie
de luxe ». Terrasse ensoleillée.
Tous les jours de 11 h 30 à 1 h 30
du matin. Tél.: 43-42-90-32

La Villa Brèche

Un cadre agréable, un service attentif
et une cuisine créée d'une rare qualité.
Menu 110 F midi, 160 F le soir avec piano.
19, r. d'Arin 24 - 42-65-84-02
NOËL 380 F
ST-ETI. 686 F. (vin comp., fromage, confiture)

L'INDE SUCCULENTE au

MAHARAJAH 43-54-26-07
72, bd St-Germain 5^e - env. 160 F
Menus 127 F - 160 F. CADRE LUXUEUX
SALON : Mariage, cocktails, réceptions.

CHAMPAGNE

André DELAUNOIS
Direct. Propriété
Écoteaux Villainville
gîte Hachette 1994
BP 42 51500 Rilly-la-Montagne
(16) 26-03-42-87

Marché

au FOIE GRAS
18 DÉCEMBRE, de 9 h à 17 h
FERME DU COURTELLET - Oise
(entre Senlis et Chamilly D. 924)
C'est en direct
des élevages de l'Oise

Le Monde

PUBLICITÉ GASTRONOMIE
Renseignements :
46-62-73-22

LE VIN

Le système Parker

Voilà un homme, l'un des rares au monde, capable de faire trembler les châteaux bordelais. Cet Américain a su renouer, en terre viticole française, avec les mythes du cow-boy solitaire, de l'implétable justicier doublé d'un professeur de maintien, du bon goût et des belles manières. A l'heure des impossibles équations du GATT et de l'autocélébration d'on ne sait quelles différences plus franco-phones qu'europhobes, l'affaire Robert Parker mériterait d'être ou plus vite instruite.

Si l'on en croit son éditeur, il s'agit « de l'homme qui a fait connaître les vins français à l'Amérique ». Ceux de Bordeaux dans un premier temps, puis ceux issus des Côtes-du-Rhône, de la Provence ou tout dernièrement, de la belle Bourgogne et du volumineux Beaujolais. Est-ce si simple ? Au risque d'être demain accusé d'un schématisme excessif et cheuvin, on doit dire que Robert Parker ne sait se montrer, se vendre, que comme une jolie machine humaine et informatisée. Une machine qui ose, malgré tout, parler à la première personne du singulier.

« Les indications que je donne dans ces pages sont les conclusions de très nombreuses dégustations effectuées dans le Bordelais et chez moi, aux États-Unis, peut-on lire dans *Le Nouveau Parker*. Je vais à Bordeaux tous les ans depuis 1970, et deux fois par an, en tant que professionnel, depuis 1978. Je goûte les vins jeunes, dans les fûts, et je compare vins et millésimes qui ont été mis en bouteille et diffusés. Depuis 1970, j'ai goûté au moins une dizaine de fois tous les vins des meilleurs millésimes. »

Cette profession de foi méthodologique vaut d'autres citations. « J'ai souvent comparé le fait de goûter un très jeune vin en fût avec le fait de photographier un coureur de fond. Le regard que l'on porte sur un vin, ou sa dégustation, est semblable à l'image instantanée, prise au millième de seconde d'un objet mobile qui change et évolue constamment. » Déjà, chez Parker, l'objet pointu sous l'athlète. Comment, dès lors, suivre en mieux un tel marathon végétal ? Il y a dans le vin, selon Parker, les « visites de châteaux », les « entretiens avec les vificateurs, très importants pour recueillir les informations déterminantes sur le déroulement du cycle végétatif, le date des vendanges et la vinification. »

Et cet envahisseur obsessionnel d'outre-Atlantique d'écrire encore : « La plupart des maîtres de chai sont francs et honnêtes dans leurs réponses, alors que les propriétaires s'emploient trop souvent à vanter purement et simplement leur vin. » A l'orient du Bordelais, M. Parker croit-il mieux saisir les pièges que la langue et le vin français lui tendent ? Est-ce la naïveté qui lui fait écrire, au sujet d'un fort joli domaine de pommar : « Si je devais désigner un propriétaire bourguignon pour représenter l'archétype du vigneron français, je penserais tout de suite à Virgile Pothier. Petit, rougeaud, le regard vif et la langue bien pendue, doté en outre d'une solide philosophie, cet homme pittoresque est aussi un vificateur de grand talent. »

La clé de voûte du système Parker tient à son berceau de cotation. « Mes observations ont été faites soit au cours de séances officielles de dégustation à l'aveugle (les vins sont testés parmi leurs pairs sans que l'on connaisse les noms des producteurs), soit dans ma salle de dégustation, soit encore dans les caves des producteurs. Mes appréciations sont toutes personnelles et totalement indépendantes. » Une note comprise entre 96 et 100 équivaut au qualificatif de « extraordinaire ». La « remarquable » se situe entre 90 et 95. De 80 à 89, on est « au-dessus de la moyenne ou très bon ». Les 70-79 sont « moyens ». Et les vins récoltant des nombres inférieurs (de 50 à 79) sont, sinon à détruire, du moins à ignorer.

« Certains prétendent qu'il n'est guère convenable d'attribuer une note à une boisson de haute noblesse, célébrée depuis les temps les plus anciens, mais le vin est bel et bien un produit de consommation comme les autres (...). Tout un chacun devant qui l'on place trois ou quatre verres de vin différents, quel que soit leur niveau de qualité, dira : « C'est celui-ci que je préfère ! » L'attribution d'une note procède de la même démarche. Il s'agit simplement d'appliquer les critères des professionnels, en adoptant un système de notation fondé sur des éléments permanents. Cette pratique permet de se faire comprendre immédiatement des experts comme des novices. Le système Parker est aujourd'hui à son apogée : les novices croient avec lui apprendre quand les experts tremblent.

Parce qu'il n'est pas sans vices, ce système n'est pas non plus sans vertus. A-t-il un avenir ? Ou, plus précisément, peut-il avoir une ombre de signification en-dehors du Bordelais ? Cette terre, où les Anglais ont su imprimer une marque durable, est plus qu'aucune autre à travers le monde réceptive au réductionnel classifiant à l'américaine. Elle assoit là ses prébendes et accablée ses exportations. Sortira-t-on, avec Robert Parker, du quadrilatère des châteaux d'quem, laite-rotchid, petrus, et montrose, de haut-marbuzet et de petit-village ? Il faudrait pour cela que l'auteur nous parle de lui, de son palais, de son corps et de ses amours. Qu'il quitte sa mémoire informatisée pour mettre enfin de vrais mots sur de véritables sensations.

Jean-Yves Nau

► Les deux derniers ouvrages de Robert Parker parus en langue française sont édités par Solar, *Les Vins de Bordeaux*, 600 châteaux, 2700 vins goûtés et jugés par Robert Parker (118 p., 220 F), *Les Vins de Bourgogne et du Beaujolais* (871 p., 200 F).

► En cette période de l'Avent, il faut signaler la très belle « cave fines bouteilles » que propose la célèbre maison Nicolas. Dans cet ensemble, on citera les châteaux sociando-mallot (1989, 125 F), petrus (1990, 2200 F), montrose (1975, 410 F), téville-les cases (1968, 790 F) et le château yquem (1949, 9150 F).

Le Monde

PUBLICITÉ ÉVASION

Renseignements :

46-62-73-22

PHILATÉLIE

Terres australes

Les Terras australes et l'antarctique françaises (TAAF) - Kerguelen, Crozet, Saint-Paul-et-Amsterdam, au sud de l'océan Indien, d'une part; Terra Adélie, sur le continent antarctique, d'autre part - constituent un territoire d'outre-mer dépourvu de population sédentaire. En revanche, elles hébergent des scientifiques en mission.



Les TAAF bénéficient d'une autonomie administrative et financière qui les autorise à émettre leurs propres timbres, depuis 1955. Ainsi, chaque année, ce territoire procède à l'émission d'une quinzaine de timbres. Chacun des districts dispose d'un bureau postal: à la base Dumont-d'Urville (Terra Adélie), à Port-aux-Français (Kerguelen), aux stations Martin-de-Viviès (Saint-Paul-et-Amsterdam) et Alfred-Fauré (Crozet). Ces trois derniers districts utilisent des timbres de Madagascar, de 1948 à 1955, colonie à laquelle ils étaient rattachés depuis 1924. Les TAAF sont dirigées par un administrateur supérieur, nommé en conseil des ministres, à l'heure actuelle Christian Dore.

Près de 99 % du courrier qui arrive aux TAAF émane des philatélistes, amateurs de ces régions lointaines et qui se jettent sur chaque nouveau timbre (dont le tirage avoisine cent mille exemplaires). Conséquence: pour un budget de l'ordre de 150 millions de francs, dont environ 23 millions de ressources propres, 12 millions de francs proviennent de la vente des timbres.



L'année 1994 sera marquée par la traditionnelle mise en vente du nouveau programme philatélique, le 1^{er} janvier 1994, ainsi que par l'inauguration de la piste aérienne de Terra Adélie, annoncée en janvier 1993 par un timbre et par le premier aérogramme des TAAF, dont neuf mille exemplaires attendent sur place l'oblitération commémorative, qui sera apposée le jour « J ».

P.J.

► Pour en savoir plus: le Monde des philatélistes de novembre 1993; Minitel: l'administration des TAAF e mis en place un service: 3675 TAAF.

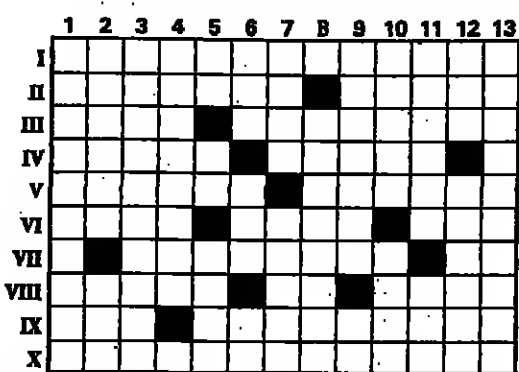
► Une association: Société française de philatélie polaire (SAPAL), 12, rue de Copenhague, 67000 Strasbourg.

► Acheter: l'Agence des timbres-poste d'outre-mer (ATPOM) commercialise les nouveautés (85, avenue de La Bourdonnais, 75743 Paris Cedex 07. Tél.: (1) 45-51-23-99).

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel le Monde des philatélistes, 1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine Cedex. Spécimen récent contre 15 F en timbres.

Mots croisés

n° 795



HORIZONTALEMENT

I. Pratique, a-on dit, l'art raffiné du mensonge. - II. On peut lui faire confiance. Fit un heureux mariage. - III. On trouve la séduisante. Soudaine les ajouts au manuscrit. - IV. N'est pas loin du sublime. Modeste tapis. - V. Peut rappeler les araignées. Ont leurs brigadiers. - VI. Quand il suit la belle hispano-mauresque. - VII. La paix est indispensable pour y parvenir. Siffle, ou alors aïré. - VIII. Manque de finesse. Note inversée. Une révolution. - IX. Se battit dans le Sud. Courrier. - X. Secouez-les!

VERTICALEMENT

1. C'est le sosie de Don Juan. - 2. Touche distraitement le piano. Trois sur quatre. - 3. Ne refusait pas les fioritures. - 4. Il s'en prendra les mesures nécessaires. - 5. Un encoeuré des I. De même. - 6. Pour le martyrologe. Pour un syndicat. Pour le roi. - 7. Possessif. A perdu son chef. - 8. Homme de guerre. - 9. Pronom. Laisse à un. Constructeur épilé. - 10. Sous-homme. En Bretagne. - 11. On y fait du drap. Dénuit. - 12. Ne donne aucun signe de reconnaissance. Fait perdre courage. - 13. Ont besoin d'un bon savon.

SOLUTION DU N° 794

Horizontalement

I. Gestinnaires. - II. Accentue. Rama. - III. Rois. Hietron. - IV. Dentées. Radia. - V. Endes. Avidé. - VI. Ara. Pin. Tison. - VII. Vaste. Crue. Pa. - VIII. On. Ardeur. Glé. - IX. Utilis. Alent. - X. Semestriels.

Verticalement

1. Garde-à-vous. - 2. Ecorçante. - 3. Scindés. Im. - 4. Teste. Talé. - 5. In. Espérés. - 6. Othe. DST. - 7. Nuisance. - 8. Més. Rumi. - 9. Triturée. - 10. Irradié. RI. - 11. Raides. Gel. - 12. Emoi. Opine. - 13. Sansonnets.

François Dorlet

Echecs

n° 1568

(Tournoi Interpolis de Tilburg, décembre 1993).

Blancs: Jépischine.

Noirs: Pologaisky.

Défense: onest-indienne.

1. d4 Cx6 19. Dc2 Fx6 20. Fx6 Dc6 21. Ta4! Ta4 22. d5! 23. Dc2 24. Dc2 25. Dc2 26. Dc2 27. Dc2 28. Dc2 29. Dc2 30. Dc2 31. Dc2 32. Dc2 33. Dc2 34. Dc2 35. Dc2 36. Dc2 37. Dc2 38. Dc2 39. Dc2 40. Dc2 41. Dc2 42. Dc2 43. Dc2 44. Dc2 45. Dc2 46. Dc2 47. Dc2 48. Dc2 49. Dc2 50. Dc2 51. Dc2 52. Dc2 53. Dc2 54. Dc2 55. Dc2 56. Dc2 57. Dc2 58. Dc2 59. Dc2 60. Dc2 61. Dc2 62. Dc2 63. Dc2 64. Dc2 65. Dc2 66. Dc2 67. Dc2 68. Dc2 69. Dc2 70. Dc2 71. Dc2 72. Dc2 73. Dc2 74. Dc2 75. Dc2 76. Dc2 77. Dc2 78. Dc2 79. Dc2 80. Dc2 81. Dc2 82. Dc2 83. Dc2 84. Dc2 85. Dc2 86. Dc2 87. Dc2 88. Dc2 89. Dc2 90. Dc2 91. Dc2 92. Dc2 93. Dc2 94. Dc2 95. Dc2 96. Dc2 97. Dc2 98. Dc2 99. Dc2 100. Dc2 101. Dc2 102. Dc2 103. Dc2 104. Dc2 105. Dc2 106. Dc2 107. Dc2 108. Dc2 109. Dc2 110. Dc2 111. Dc2 112. Dc2 113. Dc2 114. Dc2 115. Dc2 116. Dc2 117. Dc2 118. Dc2 119. Dc2 120. Dc2 121. Dc2 122. Dc2 123. Dc2 124. Dc2 125. Dc2 126. Dc2 127. Dc2 128. Dc2 129. Dc2 130. Dc2 131. Dc2 132. Dc2 133. Dc2 134. Dc2 135. Dc2 136. Dc2 137. Dc2 138. Dc2 139. Dc2 140. Dc2 141. Dc2 142. Dc2 143. Dc2 144. Dc2 145. Dc2 146. Dc2 147. Dc2 148. Dc2 149. Dc2 150. Dc2 151. Dc2 152. Dc2 153. Dc2 154. Dc2 155. Dc2 156. Dc2 157. Dc2 158. Dc2 159. Dc2 160. Dc2 161. Dc2 162. Dc2 163. Dc2 164. Dc2 165. Dc2 166. Dc2 167. Dc2 168. Dc2 169. Dc2 170. Dc2 171. Dc2 172. Dc2 173. Dc2 174. Dc2 175. Dc2 176. Dc2 177. Dc2 178. Dc2 179. Dc2 180. Dc2 181. Dc2 182. Dc2 183. Dc2 184. Dc2 185. Dc2 186. Dc2 187. Dc2 188. Dc2 189. Dc2 190. Dc2 191. Dc2 192. Dc2 193. Dc2 194. Dc2 195. Dc2 196. Dc2 197. Dc2 198. Dc2 199. Dc2 200. Dc2 201. Dc2 202. Dc2 203. Dc2 204. Dc2 205. Dc2 206. Dc2 207. Dc2 208. Dc2 209. Dc2 210. Dc2 211. Dc2 212. Dc2 213. Dc2 214. Dc2 215. Dc2 216. Dc2 217. Dc2 218. Dc2 219. Dc2 220. Dc2 221. Dc2 222. Dc2 223. Dc2 224. Dc2 225. Dc2 226. Dc2 227. Dc2 228. Dc2 229. Dc2 230. Dc2 231. Dc2 232. Dc2 233. Dc2 234. Dc2 235. Dc2 236. Dc2 237. Dc2 238. Dc2 239. Dc2 240. Dc2 241. Dc2 242. Dc2 243. Dc2 244. Dc2 245. Dc2 246. Dc2 247. Dc2 248. Dc2 249. Dc2 250. Dc2 251. Dc2 252. Dc2 253. Dc2 254. Dc2 255. Dc2 256. Dc2 257. Dc2 258. Dc2 259. Dc2 260. Dc2 261. Dc2 262. Dc2 263. Dc2 264. Dc2 265. Dc2 266. Dc2 267. Dc2 268. Dc2 269. Dc2 270. Dc2 271. Dc2 272. Dc2 273. Dc2 274. Dc2 275. Dc2 276. Dc2 277. Dc2 278. Dc2 279. Dc2 280. Dc2 281. Dc2 282. Dc2 283. Dc2 284. Dc2 285. Dc2 286. Dc2 287. Dc2 288. Dc2 289. Dc2 290. Dc2 291. Dc2 292. Dc2 293. Dc2 294. Dc2 295. Dc2 296. Dc2 297. Dc2 298. Dc2 299. Dc2 300. Dc2 301. Dc2 302. Dc2 303. Dc2 304. Dc2 305. Dc2 306. Dc2 307. Dc2 308. Dc2 309. Dc2 310. Dc2 311. Dc2 312. Dc2 313. Dc2 314. Dc2 315. Dc2 316. Dc2 317. Dc2 318. Dc2 319. Dc2 320. Dc2 321. Dc2 322. Dc2 323. Dc2 324. Dc2 325. Dc2 326. Dc2 327. Dc2 328. Dc2 329. Dc2 330. Dc2 331. Dc2 332. Dc2 333. Dc2 334. Dc2 335. Dc2 336. Dc2 337. Dc2 338. Dc2 339. Dc2 340. Dc2 341. Dc2 342. Dc2 343. Dc2 344. Dc2 345. Dc2 346. Dc2 347. Dc2 348. Dc2 349. Dc2 350. Dc2 351. Dc2 352. Dc2 353. Dc2 354. Dc2 355. Dc2 356. Dc2 357. Dc2 358. Dc2 359. Dc2 360. Dc2 361. Dc2 362. Dc2 363. Dc2 364. Dc2 365. Dc2 366. Dc2 367. Dc2 368. Dc2 369. Dc2 370. Dc2 371. Dc2 372. Dc2 373. Dc2 374. Dc2 375. Dc2 376. Dc2 377. Dc2 378. Dc2 379. Dc2 380. Dc2 381. Dc2 382. Dc2 383. Dc2 384. Dc2 385. Dc2 386. Dc2 387. Dc2 388. Dc2 389. Dc2 390. Dc2 391. Dc2 392. Dc2 393. Dc2 394. Dc2 395. Dc2 396. Dc2 397. Dc2 398. Dc2 399. Dc2 400. Dc2 401. Dc2 402. Dc2 403. Dc2 404. Dc2 405. Dc2 406. Dc2 407. Dc2 408. Dc2 409. Dc2 410. Dc2 411. Dc2 412. Dc2 413. Dc2 414. Dc2 415. Dc2 416. Dc2 417. Dc2 418. Dc2 419. Dc2 420. Dc2 421. Dc2 422. Dc2 423. Dc2 424. Dc2 425. Dc2 426. Dc2 427. Dc2 428. Dc2 429. Dc2 430. Dc2 431. Dc2 432. Dc2 433. Dc2 434. Dc2 435. Dc2 436. Dc2 437. Dc2 438. Dc2 439. Dc2 440. Dc2 441. Dc2 442. Dc2 443. Dc2 444. Dc2 445. Dc2 446. Dc2 447. Dc2 448. Dc2 449. Dc2 450. Dc2 451. Dc2 452. Dc2 453. Dc2 454. Dc2 455. Dc2 456. Dc2 457. Dc2 458. Dc2 459. Dc2 460. Dc2 461. Dc2 462. Dc2 463. Dc2 464. Dc2 465. Dc2 466. Dc2 467. Dc2 468. Dc2 469. Dc2 470. Dc2 471. Dc2 472. Dc2 473. Dc2 474. Dc2 475. Dc2 476. Dc2 477. Dc2 478. Dc2 479. Dc2 480. Dc2 481. Dc2 482. Dc2 483. Dc2 484. Dc2 485. Dc2 486. Dc2 487. Dc2 488. Dc2 489. Dc2 490. Dc2 491. Dc2 492. Dc2 493. Dc2 494. Dc2 495. Dc2 496. Dc2 497. Dc2 498. Dc2 499. Dc2 500. Dc2 501. Dc2 502. Dc2 503. Dc2 504. Dc2 505. Dc2 506. Dc2 507. Dc2 508. Dc2 509. Dc2 510. Dc2 511. Dc2 512. Dc2 513. Dc2 514. Dc2 515. Dc2 516. Dc2 517. Dc2 518. Dc2 519. Dc2 520. Dc2 521. Dc2 522. Dc2 523. Dc2 524. Dc2 525. Dc2 526. Dc2 527. Dc2 528. Dc2 529. Dc2 530. Dc2 531. Dc2 532. Dc2 533. Dc2 534. Dc2 535. Dc2 536. Dc2 537. Dc2 538. Dc2 539. Dc2 540. Dc2 541. Dc2 542. Dc2 543. Dc2 544. Dc2 545. Dc2 546. Dc2 547. Dc2 548. Dc2 549. Dc2 550. Dc2 551. Dc2 552. Dc2 553. Dc2 554. Dc2 555. Dc2 556. Dc2 557. Dc2 558. Dc2 559. Dc2 560. Dc2 561. Dc2 562. Dc2 563. Dc2 564. Dc2 565. Dc2 566. Dc2 567. Dc2 568. Dc2 569. Dc2 570. Dc2 571. Dc2 572. Dc2 573. Dc2 574. Dc2 575. Dc2 576. Dc2 577. Dc2 578. Dc2 579. Dc2 580. Dc2 581. Dc2 582. Dc2 583. Dc2 584. Dc2 585. Dc2 586. Dc2 587. Dc2 588. Dc2 589. Dc2 590. Dc2 591. Dc2 592. Dc2 593. Dc2 594. Dc2 595. Dc2 596. Dc2 597. Dc2 598. Dc2 599. Dc2 600. Dc2 601. Dc2 602. Dc2 603. Dc2 604. Dc2 605. Dc2 606. Dc2 607. Dc2 608. Dc2 609. Dc2 610. Dc2 611. Dc2 612. Dc2 613. Dc2 614. Dc2 615. Dc2 616. Dc2 617. Dc2 618. Dc2 619. Dc2 620. Dc2 621. Dc2 622. Dc2 623. Dc2 624. Dc2 625. Dc2 626. Dc2 627. Dc2 628. Dc2 629. Dc2 630. Dc2 631. Dc2 632. Dc2 633. Dc2 634. Dc2 635. Dc2 636. Dc2 637. Dc2 638. Dc2 639. Dc2 640. Dc2 641. Dc2 642. Dc2 643. Dc2 644. Dc2 645. Dc2 646. Dc2 647. Dc2 648. Dc2 649. Dc2 650. Dc2 651. Dc2 652. Dc2 653. Dc2 654. Dc2 655. Dc2 656. Dc2 657. Dc2 658. Dc2 659. Dc2 660. Dc2 661. Dc2 662. Dc2 663. Dc2 664. Dc2 665. Dc2 666. Dc2 667. Dc2 668. Dc2 669. Dc2 670. Dc2 671. Dc2 672. Dc2 673. Dc2 674. Dc2 675. Dc2 676. Dc2 677. Dc2 678. Dc2 679. Dc2 680. Dc2 681. Dc2 682. Dc2 683. Dc2 684. Dc2 685. Dc2 686. Dc2 687. Dc2 688. Dc2 689. Dc2 690. Dc2 691. Dc2 692. Dc2 693. Dc2 694. Dc2 695. Dc2 696. Dc2 697. Dc2 698. Dc2 699. Dc2 700. Dc2 701. Dc2 702. Dc2 703. Dc2 704. Dc2 705. Dc2 706. Dc2 707. Dc2 708. Dc2 709. Dc2 710. Dc2 711. Dc2 712. Dc2 713. Dc2 714. Dc2 715. Dc2 716. Dc2 717. Dc2 718. Dc2 719. Dc2 720. Dc2 721. Dc2 722. Dc2 723. Dc2 724. Dc2 725. Dc2 726. Dc2 727. Dc2 728. Dc2 729. Dc2 730. Dc2 731. Dc2 732. Dc2 733. Dc2 734. Dc2 735. Dc2 736. Dc2 737. Dc2 738. Dc2 739. Dc2 740. Dc2 741. Dc2 742. Dc2 743. Dc2 744. Dc2 745. Dc2 746. Dc2 747. Dc2 748. Dc2 749. Dc2 750. Dc2 751. Dc2 752. Dc2 753. Dc2 754. Dc2 755. Dc2 756. Dc2 757. Dc2 758. Dc2 759. Dc2 760. Dc2 761. Dc2 762. Dc2 763. Dc2 764. Dc2 765. Dc2 766. Dc2 767. Dc2 768. Dc2 769. Dc2 770. Dc2 771. Dc2 772. Dc2 773. Dc2 774. Dc2 775. Dc2 776. Dc2 777. Dc2 778. Dc2 779. Dc2 780. Dc2 781. Dc2 782. Dc2 783. Dc2 784. Dc2 785. Dc2 786. Dc2 787. Dc2 788. Dc2 789. Dc2 790. Dc2 791. Dc2 792. Dc2 793. Dc2 794. Dc2 795. Dc2 796. Dc2 797. Dc2 798. Dc2 799. Dc2 800. Dc2 801. Dc2 802. Dc2 803. Dc2 804. Dc2 805. Dc2 806. Dc2 807. Dc2 808. Dc2 809. Dc2 810. Dc2 811. Dc2 812. Dc2 813. Dc2 814. Dc2 815. Dc2 816. Dc2 817. Dc2 818. Dc2 819. Dc2 820. Dc2 821. Dc2 822. Dc2 823. Dc2 824. Dc2 825. Dc2 826. Dc2 827. Dc2 828. Dc2 829. Dc2 830. Dc2 831. Dc2 832. Dc2 833. Dc2 834. Dc2 835. Dc2 836. Dc2 837. Dc2 838. Dc2 839. Dc2 840. Dc2 841. Dc2 842. Dc2 843. Dc2 844. Dc2 845. Dc2 846. Dc2 847. Dc2 848. Dc2 849. Dc2 850. Dc2 851. Dc2 852. Dc2 853. Dc2 854. Dc2 855. Dc2 856. Dc2 857. Dc2 858. Dc2 859. Dc2 860. Dc2 861. Dc2 862. Dc2 863. Dc2 864. Dc2 865. Dc2 866. Dc2 867. Dc2 868. Dc2 869. Dc2 870. Dc2 871. Dc2 872. Dc2 873. Dc2 874. Dc2 875. Dc2 876. Dc2 877. Dc2 878. Dc2 879. Dc2 880. Dc2 881. Dc2 882. Dc2 883. Dc2 884. Dc2 885. Dc2 886. Dc2 887. Dc2 888. Dc2 889. Dc2 890. Dc2 891. Dc2 892. Dc2 893. Dc2 894. Dc2 895. Dc2 896. Dc2 897. Dc2 898. Dc2 899. Dc2 900. Dc2 901. Dc2 902. Dc2 903. Dc2 904. Dc2 905. Dc2 906. Dc2 907. Dc2 908. Dc2 909. Dc2 910. Dc2 911. Dc2 912. Dc2 913. Dc2 914. Dc2 915. Dc2 916. Dc2 917. Dc2 918. Dc2 919. Dc2 920. Dc2 921. Dc2 922. Dc2 923. Dc2 924. Dc2 925. Dc2 926. Dc2 927. Dc2 928. Dc2 929. Dc2 930. Dc2 931. Dc2 932. Dc2 933. Dc2 934. Dc2 935. Dc2 936. Dc2 937. Dc2 938. Dc2 939. Dc2 940. Dc2 941. Dc2 942. Dc2 943. Dc2 944. Dc2 945. Dc2 946. Dc2 947. Dc2 948. Dc2 949. Dc2 950. Dc2 951. Dc2 952. Dc2 953. Dc2 954. Dc2 955. Dc2 956. Dc2 957. Dc2 958. Dc2 959. Dc2 960. Dc2 961. Dc2 962. Dc2 963. Dc2 964. Dc2 965. Dc2 966. Dc2 967. Dc2 968. Dc2 969. Dc2 970. Dc2 971. Dc2 972. Dc2 973. Dc2 974. Dc2 975. Dc2 976. Dc2 977. Dc2 978. Dc2 979. Dc2 980. Dc2 981. Dc2 982. Dc2 983. Dc2 984. Dc2 985. Dc2 986. Dc2 987. Dc2 988. Dc2 989. Dc2 990. Dc2 991. Dc2 992. Dc2 993. Dc2 994. Dc2 995. Dc2 996. Dc2 997. Dc2 998. Dc2 999. Dc2 1000. Dc2 1001. Dc2 1002. Dc2 1003. Dc2 1004. Dc2 1005. Dc2 1006. Dc2 1007. Dc2 1008. Dc2 1009. Dc2 1010. Dc2 1011. Dc2 1012. Dc2 1013. Dc2 1014. Dc2 1015. Dc2 1016. Dc2 1017. Dc2 1018. Dc2 1019. Dc2 1020. Dc2 1021. Dc2 1022. Dc2 1023. Dc2 1024. Dc2 1025. Dc2 1026. Dc2 1027. Dc2 1028. Dc2 1029. Dc2 1030. Dc2 1031. Dc2 1032. Dc2 1033. Dc2 1034. Dc2 1035. Dc2 1036. Dc2 1037. Dc2 1038. Dc2 1039. Dc2 1040. Dc2 1041. Dc2 1042. Dc2 1043. Dc2 1044. Dc2 1045. Dc2 1046. Dc2 1047. Dc2 1048. Dc2 1049. Dc2 1050. Dc2 1051. Dc2 1052. Dc2 1053. Dc2 1054. Dc2 1055. Dc2 1056. Dc2 1057. Dc2 1058. Dc2 1059. Dc2 1060. Dc2 1061. Dc2 1062. Dc2 1063. Dc2 1064. Dc2 1065. Dc2 1066. Dc2 1067. Dc2 1068. Dc2 1069. Dc2 1070. Dc2 1071. Dc2 1072. Dc2 1073. Dc2 1074. Dc2 1075. Dc2 1076. Dc2 1077. Dc2 1078. Dc2 1079. Dc2 1080. Dc2 1081. Dc2 1082. Dc2 1083. Dc2 1084. Dc2 1085. Dc2 1086. Dc2 1087. Dc2 1088. Dc2 1089. Dc2 1090. Dc2 1091. Dc2 1092. Dc2 1093. Dc2 1094. Dc2 1095. Dc2 1096. Dc2 1097. Dc2 1098. Dc2 1099. Dc2 1100. Dc2 1101. Dc2 1102. Dc2 1103. Dc2 1104. Dc2 1105. Dc2 1106. Dc2 1107. Dc2 1108. Dc2 1109. Dc2 1110. Dc2 1111. Dc2 1112. Dc2 1113. Dc2 1114. Dc2 1115. Dc2 1116. Dc2 1117. Dc2 1118. Dc2 1119. Dc2 1120. Dc2 1121. Dc2 1122. Dc2 1123. Dc2 1124. Dc2 1125. Dc2 1126. Dc2 1127. Dc2 1128. Dc2 1129. Dc2 1130. Dc2 1131. Dc2 1132. Dc2 1133. Dc2 1134. Dc2 1135. Dc2 1136. Dc2 1137. Dc2 1138. Dc2 1139. Dc2 1140. Dc2 1141. Dc2 1142. Dc2 1143. Dc2 1144. Dc2 1145. Dc2 1146. Dc2 1147. Dc2 1148. Dc2 1149. Dc2 1150. Dc2 1151. Dc2 1152. Dc2 1153. Dc2 1154. Dc2 1155. Dc2 1156. Dc2 1157. Dc2 1158. Dc2 1159. Dc2 1160. Dc2 1161. Dc2 1162. Dc2 1163. Dc2 1164. Dc2 1165. Dc2 1166. Dc2 1167. Dc2 1168. Dc2 1169. Dc2 1170. Dc2 1171. Dc2 1172. Dc2 1173. Dc2 1174. Dc2 1175. Dc2 1176. Dc2 1177. Dc2 1178. Dc2 1179. Dc2 1180. Dc2 1181. Dc2 1182. Dc2 1183. Dc2 1184. Dc2 1185. Dc2 1186. Dc2 1187. Dc2 1188. Dc2 1189. Dc2 1190. Dc2 1191. Dc2 1192. Dc2 1193. Dc2 1194. Dc2 1195. Dc2 1196. Dc2 1197. Dc2 1198. Dc2 1199. Dc2 1200. Dc2 1201. Dc2 1202. Dc2 1203. Dc2 1204. Dc2 1205. Dc2 1206. Dc2 1207. Dc2 1208. Dc2 1209. Dc2 1210. Dc2 1211. Dc2 1212. Dc2 1213. Dc2 1214. Dc2 1215. Dc2 1216. Dc2 1217. Dc2 1218. Dc2 1219. Dc2 1220. Dc2 122

